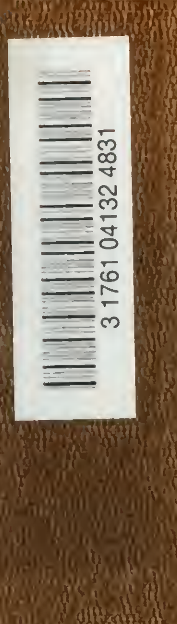

3 1761 04132 4831



HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

DE

1870-71

F. AUREAU. — IMPRIMERIE DE LAGNY.

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
DE
1870-71

PAR JULES CLARETIE

LA CHUTE DE L'EMPIRE. — LA GUERRE.
LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE. — LA PAIX.
LA COMMUNE DE PARIS. — LA PRÉSIDENCE DE M. THIERS.
LA PRÉSIDENCE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

ÉDITION ILLUSTRÉE PAR LES PLUS CÉLÈBRES ARTISTES

TOME TROISIÈME



PARIS
GEORGES DECAUX, ÉDITEUR
7, rue du Croissant, 7
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

DEUXIÈME PARTIE

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE

LA GUERRE NATIONALE

(SUITE)



CHAPITRE VIII

Le lendemain du 31 octobre. — La date des élections est reculée. — Le plébiscite parisien. — La Commune, les élections municipales. — Les arrestations. — L'armistice. — M. Thiers à travers l'Europe, à Tours et à Versailles. — Rejet de l'armistice. — Paris s'organise militairement. — Nomination du général Clément Thomas au commandement supérieur des gardes nationales. — Proclamation mélancolique du général Trochu. — Nouvelle de la victoire de Coulmiers.

Paris, après la dramatique nuit du 31 octobre au 1er novembre, s'éveilla, sans trop savoir sous quel gouvernement il se trouvait. Il apprit à la fois le résultat de l'échauffourée, la délivrance des membres de la Défense nationale et la convocation des électeurs au scrutin pour la composition des municipalités. Bien des faits, encore inconnus, s'étaient passés durant ces heures de nuit. Ainsi, pendant que M. Jules Vallès, s'emparant de la mairie du dix-neuvième arrondissement, mettait le maire M. Richard, en état d'arrestation, et distribuait à ses hommes les vivres et le vin mis en réserve dans la mairie, M. Louis Noir, le frère de Victor Noir, courait à la tête

du bataillon qu'il commandait, délivrer le maire gardé à vue. « Je vous réponds de Richard, » avait-il dit à M. Etienne Arago. Devant les gardes nationaux de Louis Noir, Jules Vallès et les siens s'échappèrent. M. Richard avait été comme les membres du gouvernement, remis en liberté.

La population parisienne, à son réveil, le 1er novembre, était disposée à procéder sur-le-champ aux élections municipales. Pour les uns, ce vote représentait l'élection des municipalités demeurant dans leurs attributions; pour les autres, il signifiait l'élection de la Commune, pouvoir politique, non pas subordonné mais accolé au gouvernement de la Défense. J'ai signalé déjà le danger politique qui pouvait exister à voir dans Paris deux pouvoirs distincts, l'un issu du suffrage populaire comme allaient l'être les municipalités, l'autre seulement nommé d'acclamation comme l'était encore le gouvernement de la Défense. Ce danger, je le répète, les plus radicaux l'avaient déjà montré, entre autres M. Ranc, qui n'était point d'avis qu'on procédât à l'élection des magistrats municipaux.

Le gouvernement de la Défense était encore contesté dans son origine, et les clubs, d'accord en cela avec les organes de la réaction, ne cessaient de récriminer contre le procédé révolutionnaire qui l'avait amené au pouvoir. Le malheur de notre pays, malheur profond, est celui-ci que les individus ne savent pas immoler leur propre intérêt et leur propre ambition au salut de l'État. Les partis ont toujours demandé à une révolution victorieuse non pas le bonheur du plus grand nombre, mais le triomphe de leur secte. Un homme d'une netteté de vues singulière et d'une probité absolue, mais aigri par le malheur, la longue souffrance et la longue attente, le vieux Charles Delescluze disait, le 4 septembre au soir : « Est-ce une république, le gouvernement qui n'utilise pas le dévouement de Delescluze? » Ainsi, avec moins de titres que le proscrit, raisonnaient tous ceux qui attendaient de

la République quelque faveur personnelle. Les vertus républicaines sont cependant l'abnégation, le sacrifice à la patrie, l'oubli de soi-même devant les autres et le sincère acquiescement aux nécessités du présent par les hommes qui veulent assurer l'avenir.

Les membres de la Défense nationale, au lendemain du 31 octobre, se trouvèrent donc placés devant cette difficulté : ou procéder aux élections et s'effacer alors devant les élus, ou, avant de laisser élire les municipalités par les citoyens, demander à Paris s'il entendait leur maintenir, par le vote, les pouvoirs qu'il leur avait conférés par l'acclamation. C'était, malheureusement, revenir à un mode de votation très-vicieux et très-perfide, le plébiscite, opération césarienne, question insinuante, réponse falsifiée ou plutôt réponse momentanée, dont le plébiscite du lendemain démontrera, par une réponse contraire, l'inanité. Mais, à cette heure, le gouvernement parisien pouvait tout oser, tout demander à la population. Le coup d'État tenté, le 31 octobre, par une poignée d'hommes, donnait une force nouvelle et imprévue à cette réunion de gouvernants dont on contestait, la veille, les capacités et les titres. Ainsi les exagérations et les appels à la force n'ont jamais servi qu'à assurer le triomphe des idées que les exagérés veulent détruire et ces coups d'audace n'ont, hélas! l'histoire le prouve cruellement, jamais amené que les tyrannies et les réactions.

Souhaitons que l'histoire ne nous garde jamais d'autres « tyrannies » que celle de l'intègre gouvernement de la Défense nationale. Il avait décidé, pendant sa séance de nuit, que les élections, promises pour le 1er novembre, seraient ajournées. Ce fut une faute, en ce sens que ce retard donnait à tout un parti l'occasion de déclarer que, le gouvernement manquant à sa parole, le vote à venir n'avait plus de signification. On pouvait fort bien, le jour même du 1er novembre, nommer des magistrats municipaux et maintenir au gouvernement ses pouvoirs. Dès le

matin du 1er novembre, l'affiche suivante avait été placardée à la porte des mairies des vingt arrondissements de Paris :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur.

« L'affiche publiée hier, pendant que les membres du gouvernement étaient gardés à vue, annonce des élections matériellement impossibles aujourd'hui, et sur l'opportunité desquelles le gouvernement veut connaître l'opinion de la majorité des citoyens. En conséquence, il est interdit aux maires, sous leur responsabilité, d'ouvrir le scrutin.

« La population de Paris votera jeudi prochain par OUI ou par NON sur la question de savoir si l'élection de la municipalité et du gouvernement aura lieu à bref délai.

« Jusqu'après ce vote le gouvernement conservera le pouvoir et maintiendra l'ordre avec énergie.

« Paris, 1er novembre 1870.

« *Le ministre des affaires étrangères, chargé par intérim du département de l'intérieur,*

« JULES FAVRE. »

Ce retard apporté au scrutin provoqua, sur plus d'un point, un certain mécontentement. En ces temps de révolution, où les noms ont une signification nette, il n'est pas besoin de se concerter longtemps pour procéder à une élection. Et, cette fois, l'état de révolution se trouvait compliqué de l'état de siége. Il fallait donc agir et agir rapidement. Qui pourrait, il est vrai, blâmer le gouvernement d'avoir voulu légitimer son pouvoir avant de créer, dans la ville investie, un pouvoir nouveau et dont la couleur, à ce moment, était encore inconnue?

Il n'en est pas moins vrai que l'affiche du ministère de l'intérieur contenait une affirmation erronée. Il n'était pas exact, comme le faisait remarquer le jour même Delescluze, il n'était pas exact que le décret relatif à la convocation des électeurs eût été rendu, alors que les membres du gouvernement étaient gardés à vue. C'est sur la demande expresse des maires des vingt arrondissements, et quand l'Hôtel de Ville n'avait pas encore ouvert ses portes à la foule, que le gouvernement avait fait prendre cet arrêté à la mairie Paris.

Le journal de Delescluze en appelait, sur ce point, à M. Dorian dont « la foi inattaquable » avait été engagée.

« Nous espérons, ajoutait-il, que ce dernier ne manquera pas au devoir de sa conscience ; c'est à lui que nous en appelons. Il dira si la déclaration que nous publions plus haut n'a pas été acceptée par lui et par les autres membres du gouvernement provisoire. Si le gouvenement avait invoqué les difficultés matérielles d'un vote pour aujourd'hui, on eût pu croire à sa sincérité sans accepter son argumentation. Mais venir compliquer la formation de la Commune d'un vote préalable sur son opportunité, c'est montrer combien il était peu véridique en disant que les besoins de la défense souffriraient d'une simple élection. »

On le voit, ce retard donnait prétexte aux mécontents pour récriminer. Et ce n'était pas tout. Le *Réveil*, en même temps qu'il blâmait le gouvernement de revenir sur sa décision, affirmait que le vote futur allait former la Commune. Sur ce point encore, il y avait un danger, aux yeux du gouvernement, et il allait bientôt donner à la population des renseignements sur la signification du vote qu'elle était appelée à exprimer :

« Demain jeudi, disait la communication officielle, la population votera sur la question de savoir si elle maintient le gouvernement de la Défense nationale.

« Ceux qui voudront le maintenir voteront OUI[1].

« Samedi, elle votera pour l'élection des maires et adjoints des vingt arrondissements. *Cette élection ne ressemble en rien à celle de la Commune.* Elle en est la négation.

« Le gouvernement persiste à se prononcer contre la constitution d'une Commune, qui ne pourrait créer que des conflits et des rivalités de pouvoir. »

Cette redoutable question de la Commune se trouvait donc ainsi nettement posée. Nous dirons, lorsque le cours des événements que nous racontons nous aura conduits au seuil du 18 mars, ce qu'il faut penser de cette idée de la Commune, et ce qu'ont fait de ce mot les hommes qui s'en sont servis comme d'un levier. Mais, à notre avis, le gourvernement se trompa en soulignant ainsi le sens des élections municipales de novembre. Loin de déclarer que ces élections ne ressemblaient en rien à celles que réclamaient les partis extrêmes, il fallait affirmer, ce qui était vrai, que les élections *communales* étaient contenues dans ces libres élections municipales. De cette façon, on enlevait à l'adversaire son mot l'ordre. Or, en politique, la guerre la plus terrible est la guerre des mots. On combat, parfois même les armes fratricides à la main, au lieu de chercher, ensemble et d'un commun accord, à définir les termes. Commune! Elections communales! Quel trouble de tels mots allaient bientôt jeter dans les esprits! Nier ces vocables, les rejeter systématiquement, les proscrire c'était donc en faire des mots de ralliement tout trouvés pour le prochain mouvement populaire. Au lieu

1. Le *Réveil* du 1er novembre contenait encore l'entrefilet suivant :
« L'affiche de la Mairie de Paris appelant les citoyens à voter par un simple bulletin sur deux questions qui sont distinctes et séparées, celle de la Commune et celle du renouvellement des membres du gouvernement de la Défense, nous protestons contre ce mode de votation, digne en tout point des beaux jours du plébiscite impérial, et nous engageons les maires à faire disposer deux urnes ; dans l'une l'électeur déposera son vote pour la Commune, dans l'autre son suffrage contre la composition actuelle du gouvernement. »

de déclarer que l'élection prochaine *ne ressemblait en rien* à celle de la Commune, ne valait-il pas mieux, au contraire, faire comprendre au peuple que ce qu'il y a de juste dans l'administration de la commune par la commune, se rencontrait dans l'élection à laquelle on le conviait ? Et en quoi, à la vérité, ce mot constituait-il un danger ? Le gouvernement, en se l'appropriant, enlevait un drapeau à toute faction. En le laissant à ses adversaires, il se condamnait à lutter dorénavant contre lui.

Des mots! des mots! dit Hamlet. Mais, en France, c'est pour des mots qu'on tue et se fait tuer. Combien peu de gens parmi ceux qui demandaient la Commune savaient ce qu'ils réclamaient ? J'ai entendu, au lendemain du 31 octobre, un homme en haillons, crier, sur la place de l'Hôtel-de-Ville : « A bas la Commune ! » Pourquoi poussait-il ce cri au lieu du cri opposé ? Il eût été fort embarrassé de l'expliquer. Toujours est-il que, dès ce moment, le nom de Commune, qui pouvait facilement se fondre dans le mot de République, devint le comme le drapeau des exaspérés et des irrités, revendiquant non pas des libertés communales, dont ils se soucient peu, mais l'application de systèmes divers, socialistes ou communistes, que nous aurons bientôt à juger.

Le vote du 3 novembre devait, au surplus, donner au gouvernement de la Défense nationale une écrasante majorité. Il se décomposa ainsi :

Oui.	221 . 273
Non.	53 . 585

Le vingtième arrondissement donna un nombre considérable de *non*. Ce vote avait d'ailleurs une double signification ; il raffermissait le gouvernement de la Défense et il ratifiait, en quelque sorte, les négociations commencées par M. Thiers, laissant le gouvernement libre d'accepter cet armistice contre lequel s'était manifestée, au 31 octobre, l'opinion publique. Les troubles qui avaient

suivi la manifestation décidaient de ce revirement d'idées. Réfractaire à toute idée d'armistice, le matin du 31 octobre, Paris l'acceptait le 3 novembre. L'échauffourée de la place de l'Hôtel-de-Ville en était la cause.

A ce sujet, le vote de l'armée de terre et de mer et de la garde mobile était symptomatique; il avait donné (sauf rectification) le résultat suivant :

Oui.	236.623
Non.	9.053

Le vote des sections de Paris et des populations réfugiées donnant :

Oui.	321.373
Non.	53.585

le résultat définitif, sauf quelques communes, se formulait ainsi :

Oui.	557.996
Non.	62.638

Le gouvernement, ces chiffres connus, adressa à la population la proclamation qui suit :

« Citoyens,

« Nous avons fait appel à vos suffrages.

« Vous nous répondez par une éclatante majorité.

« Vous nous ordonnez de rester au poste de péril que nous avait assigné la Révolution du 4 septembre.

« Nous y restons avec la force qui vient de vous avec le sentiment des grands devoirs que votre confiance nous impose.

« Le premier est celui de la défense. Elle a été, elle continuera d'être l'objet de notre préoccupation exclusive.

« Tous, nous serons unis dans le grand effort qu'elle exige; à notre brave armée, à notre vaillante mobile, se joindront les bataillons de garde nationale frémissant d'une généreuse impatience.

« Que le vote d'aujourd'hui consacre notre union. Désormais c'est l'autorité de votre suffrage que nous avons à faire respecter et nous sommes résolus à y mettre toute notre énergie.

« Donnant au monde le spectacle nouveau d'une ville assiégée dans laquelle règne la liberté la plus illimitée, nous ne souffrirons pas qu'une minorité porte atteinte aux droits de la majorité, brave les lois, et devienne, par la sédition, l'auxiliaire de la Prusse.

« La garde nationale ne peut incessamment être arrachée aux remparts pour contenir ces mouvements criminels. Nous mettrons notre honneur à les prévenir par la sévère exécution des lois.

« Habitants et défenseurs de Paris, votre sort est entre vos mains. Votre attitude depuis le commencement du siége a montré ce que valent des citoyens dignes de la liberté. Achevez votre œuvre ; pour nous, nous ne demandons d'autre récompense que d'être les premiers au danger et de mériter par notre dévouement d'y avoir été maintenus par votre volonté.

« Vive la République! vive la France!

« GÉNÉRAL TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, E. PICARD, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN. »

Le gouvernement eut alors, et beaucoup l'en blâmèrent, le soin d'affirmer sur-le-champ l'attitude qu'il comptait prendre. Il procéda par destitutions et par arrestations, mais trop modéré aux yeux des réactionnaires, il parut sévère hors de propos aux républicains qui, sans être partisans de la sédition, ne voulaient cependant pas de répression inutile. La majorité qu'il venait d'obtenir lui permettait, en effet, de ne plus songer à ce passé d'hier, quitte à réprimer sévèrement dans l'avenir tout ce qui pourrait troubler l'ordre dans la ville assiégée.

Les chefs de bataillon Gustave Flourens, commandant

le 1er bataillon de volontaires ; Razoua, chef du 61e bataillon ; Goupil, chef du 115e bataillon, qui s'était installé dans le fauteuil du maire de Paris ; Ranvier, chef du 141e bataillon ; de Frémicourt, chef du 157e bataillon ; Jaclard, chef du 118e bataillon ; Cyrille, chef du 167e bataillon ; Levraud, chef du 204e bataillon ; Millière, chef du 208e bataillon ; Gromier, chef du 74e bataillon ; Barberet, chef du 79e bataillon ; Dietsch, du 190e bataillon ; Longuet, du 248e bataillon ; Chassin, du 252e bataillon, furent destitués. Tibaldi, Vésinier, Vermorel, Lefrançais furent arrêtés et gardés en prison. Ranvier, Jaclard, Bauer, Tridon furent arrêtés, puis relâchés ; Goupil parvint à s'évader. Félix Pyat demeura caché [1].

M. Edmond Adam, préfet de police, avait donné sa démission, voulant protester contre ces arrestations qu'il déclarait inutiles et peut-être nuisibles. Son secrétaire, M. Georges Pouchet, l'avait suivi dans sa retraite. Avec eux quittait la préfecture de police un personnage dont le nom allait, par la suite, devenir tristement fameux, Raoul Rigault, alors chargé du service qu'avait occupé l'agent Lagrange, sous l'empire. Limier par tempéra-

1. Le gouvernement expliquait ainsi, à propos de ces arrestations, sa détermination nouvelle, dans le *Journal officiel* :

« Les membres du gouvernement auraient été disposés à oublier la violence dont ils avaient été l'objet. Mais ils n'avaient pas le droit de délaisser l'intérêt de la République, et de sacrifier la loi, alors que de nouvelles menaces contre la paix publique recevaient un commencement d'exécution.

« Le 1 novembre dans la journée, différents actes démontraient que l'œuvre interrompue par le patriotisme de la garde nationale était audacieusement reprise ; les organisateurs de la journée du 31 octobre, demeurés en permanence, annonçaient hautement une bataille et une victoire de la Commune. On accusait publiquement le gouvernement de trahison. Une église devenait le théâtre de déclarations fanatiques et menaçantes. On promettait dans un club et comme une œuvre patriotique, l'assassinat du général gouverneur de Paris.

« Enfin l'ordre, les lois, la République, étaient de nouveau attaqués avec une violence qui n'a jamais été dépassée. Le long et patient silence que le gouvernement s'était imposé et que l'opinion publique accusait, n'était plus possible. »

ment, policier par appétit, Raoul Rigault s'était déjà signalé au service du gouvernement, et il avait arrêté lui-même, après la manifestation du 8 octobre, avant-goût de celle du 31 octobre, un des organisateurs du mouvement, M. Vésinier, avec lequel il devait se rencontrer plus tard à la Commune de Paris. Raoul Rigault faisait de la police pour la police, comme d'autres font de l'art pour l'art.

Une autre démission devait suivre celles-ci, et M. Henri Rochefort, dont l'imprudente parole relative à la capitulation de Metz avait si fort contribué à éveiller la colère de Paris contre l'Hôtel de Ville, M. Rochefort qui prononçait cette parole alors que le gouvernement n'avait encore que des craintes et non des certitudes, M. Rochefort se sépara brusquement de ses collègues dont il craignait sans doute de partager bientôt les angoisses nouvelles et l'inévitable impopularité : il les appelait alors des *moutons enragés*.

Une fois le gouvernement maintenu dans ses pouvoirs, il fallut procéder à l'élection des maires et adjoints. Cette élection, fixée au 5 novembre, fut divisée en deux votes : le 5, on nomma les maires ; le 7, les adjoints. La discussion, dans les réunions électorales, porta surtout, hélas ! non pas sur les projets futurs des candidats, mais sur leurs opinions relativement aux événements passés. On vota, en réalité, pour ou contre les partisans de cette Commune, dont le nom arrivait comme un épouvantail. En général, le scrutin donna des résultats satisfaisants. L'élection la plus caractéristique fut celle du onzième arrondissement. Destitué par le gouvernement, M. Mottu qui, malgré les exhortations de M. Etienne Arago, s'était refusé à donner sa démission, avait été, nous l'avons vu, remplacé à la mairie du Prince-Eugène (ou du boulevard Voltaire) par M. Arthur de Fonvielle; le suffrage universel le réintégra dans sa mairie. De tous les maires élus, ce fut lui, inconnu du public six mois auparavant, qui obtint le plus grand nombre de voix.

Le scrutin donna, au surplus, les résultats que voici :

MAIRES.

1er arr. MM.	Tenaille-Saligny	10,100	voix.
2e —	Tirard	7,143	
3e —	Bonvalet	12.031	
4e —	Vautrain	9,811	
5e —	Vacherot	5,069	
6e —	Hérisson	6,855	
7e —	Arnaud (de l'Ariége)	6.527	
8e —	Carnot	6,099	
9e —	Desmarest	6.272	
10e —	Dubail	6.221	
11e —	Mottu	14.251	
12e —	Grivot	5,028	
13e —	Pernolet	2,950	
14e —	Asseline	4.007	
15e —	Corbon	6.386	
16e —	Henri Martin	4.504	
17e —	François Favre	5,730	
18e —	Clémenceau	9,409	
19e —	Delescluze	4,054	
20e —	Ranvier	7,535	

ADJOINTS.

1er arr. MM. Meurizet, Adolphe Adam, Méline.
2e — Brelay, Chéron, Loiseau-Pinson.
3e — Cléray, Murat, Mousseron.
4e — Châtillon, Callon, Loiseau.
5e — Jourdan, Thomas, Collin.
6e — Jozon, Le Roy, Lauth.
7e — Hortus, Dargent, Bellaigue.
8e — Denormandie, Belliard, Aubry.
9e — Emile Ferry, Alfred André, Gustave Nast.

10e	arr. MM.	Ernest Brelay, Murat, Degouve-Denuncques.
11e	—	Blanchon, Poirier, Tolain.
12e	—	Denizot, Dumos, Terrillon.
13e	—	Combes, Bouvery, Melliet.
14e	—	Héligon, Neigre, Perrin.
15e	—	Jobbé-Duval, Deck, S. Michel.
16e	—	Marmottan, A. Chaudet, Seveste
17e	—	Villeneuve, Cacheux, Malon.
18e	—	Lafont, Dereure, Jaclard.
19e	—	Miot, Quentin, Oudet.
20e	—	Millière, Flourens. Lefrançais.

Il y eut malheureusement, dans quelques quartiers, des abstentions regrettables. Certains adjoints furent nommés par une véritable minorité, par exemple dans le quatorzième arrondissement. On se déshabituait déjà de voter. On s'abstenait, ce qui est une manière fatale d'abdiquer, de laisser faire.

Une des élections les plus débattues et qui servit en quelques sorte de terrain de combat, pendant ces jours de lutte par le scrutin, fut l'élection du maire du neuvième arrondissement. Après le départ de M. Ranc pour la province, M. Gustave Chaudey avait été nommé maire de cet arrondissement, où l'idée républicaine comptait de nombreux adversaires. On opposa à M. Chaudey un avocat d'un rare mérite, honnête homme, mais dont les opinions se rapprochaient beaucoup plus du simple libéralisme que de l'idée nettement républicaine. Autour du nom de M. Desmarest se groupèrent les partisans de la monarchie et M. Gustave Chaudey fut battu. Quelques jours plus tard, M. Etienne Arago nommait Gustave Chaudey adjoint à la mairie de Paris, en remplacement de M. Henri Brisson et de M. Charles Floquet, démissionnaires au lendemain du 31 octobre. Plus d'un blâma cette nomination qui appelait à la mairie centrale un homme que les électeurs d'une mairie d'arrondissement venaient

de rejeter; mais M. Étienne Arago voulait justement par là répondre à l'élection de M. Desmarest par le choix de M. Gustave Chaudey dont le nom signifiait nettement *République* et *Démocratie.*

Cependant, que devenaient, pendant ces élections municipales, les propositions d'armistice ? On peut aujourd'hui dire la vérité. Paris, cruellement surpris par la chute de Metz, troublé par les événements du 31 octobre, acceptait tout bas, non point la capitulation dont le nom lui faisait horreur, mais bien cet armistice dont le général Trochu avait pris soin dans une proclamation aux *Gardes nationales de la Seine* d'indiquer les conditions :

«... La proposition d'armistice, inopinément présentée par les puissances neutres, a été, disait-il, interprétée, contre toute vérité et toute justice, comme le prélude d'une capitulation, quand elle était un hommage rendu à l'attitude de la population de Paris et à la ténacité de la défense.

« Cette proposition était honorable pour nous; le gouvernement lui-même en posait les conditions dans des termes qui lui semblaient fermes et dignes. Il stipulait une durée de vingt-cinq jours au moins, — le ravitaillement de Paris, pendant cette période, — le droit de voter, pour les élections de l'Assemblée nationale, aux citoyens de tous les départements français [1]. »

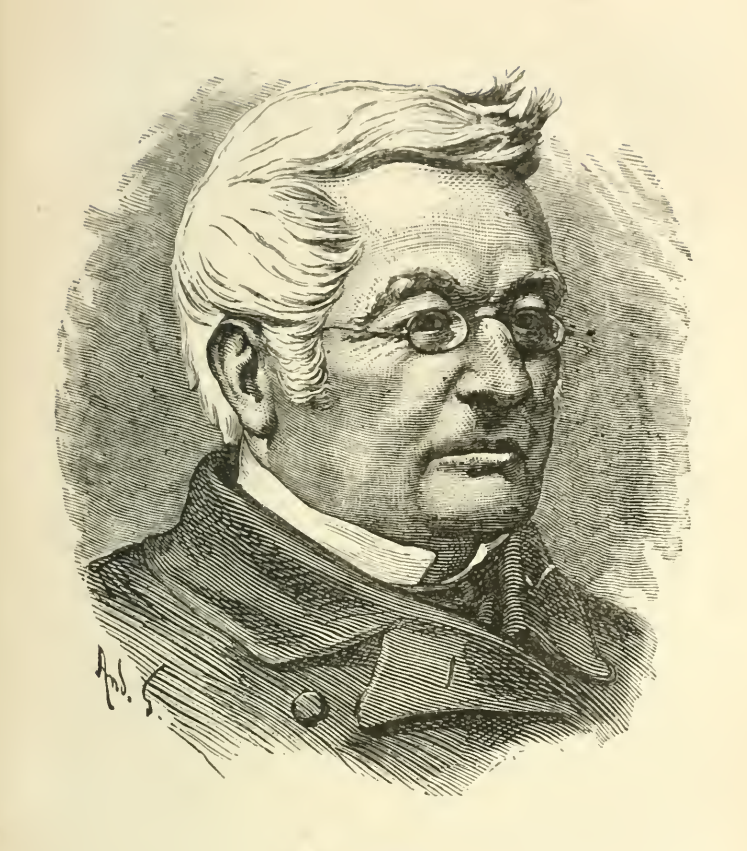
1. Une note du *Journal officiel* avait dit déjà, le 31 octobre :

« Le public ne doit pas se méprendre sur le caractère de la proposition d'armistice qui émane des puissances neutres.

« Cet armistice n'est point le commencement d'une négociation de paix; il n'a qu'un but nettement défini : la convocation d'une assemblée pour mettre la France en mesure de décider de son sort, dans la crise où l'ont précipitée les fautes du gouvernement déchu.

« L'armistice, tel qu'il est proposé, ne saurait porter aucun préjudice à la France : il est subordonné à des conditions que le gouvernement de la Défense nationale avait précédemment demandées, lors de l'entrevue de Ferrières : le ravitaillement et le vote par la France tout entière.

« Le gouvernement de la Défense nationale n'a absolument rien à changer à la politique qu'il a proclamée à la face du monde ; il



M. THIERS.

Le général Trochu faisait remarquer ensuite combien les propositions d'armistice différaient des conditions précédemment faites par l'ennemi : quarante-huit heures de durée effective, point de ravitaillement, le gage d'une place forte, l'interdiction aux citoyens d'Alsace et de Lorraine de prendre part au vote.

Ce dernier point n'était malheureusement que pour la forme et la Prusse devait plus tard accorder aux Alsaciens et aux Lorrains ce droit de vote qui n'était que le droit d'assister en spectateurs au déchirement de leur patrie ou encore le droit de prendre part à leur propre suicide.

Paris, pendant plusieurs jours, crut alors à la possibilité d'un armistice honorable. Sur ce point encore, les mots ne semblaient pas clairs à la majorité de la population. Beaucoup, dans ce mot : l'*armistice*, ne lisaient que cet autre mot : la *capitulation* et, tandis que les humbles, les petits, les naïfs, ceux qui aiment leur pays, s'en affligeaient, les autres s'en réjouissaient tout bas, affamés de ravitaillement. Il y eut, en ces heures troubles et sombres, des choses honteuses. Depuis que les vivres étaient rares, les épiciers, les charcutiers cachaient des provisions secrètes, accapareurs de denrées, Schylocks banals vivant de la détresse publique. Or, dès que la possibilité d'un armistice se fit jour, aux vitrines de ces marchands les denrées inconnues se montrèrent, du beurre, des œufs, des pâtés. Paris pouvant être ravitaillé, il fallait vendre en hâte les vivres mis en réserve. Quelle honte, cette spéculation hideuse et de quel nom faut-il appeler ceux qui ramassent la fortune dans l'écroulement de la patrie, dans la souffrance, dans le malheur public?

est convaincu d'avoir exprimé la résolution du pays tout entier; il ne doute pas que les élus de la France, réunis à Paris, ne ratifient solennellement son programme et il a plus que jamais le ferme espoir que la justice de notre cause sera finalement reconnue par toute l'Europe. »

Les réunions populaires protestaient contre l'armistice, et un homme se trouvait alors en butte aux attaques les plus acharnées des orateurs qui voulaient la guerre. C'était l'homme d'État illustre qui, après avoir tout haut déconseillé l'expédition désastreuse du Rhin, s'était attiré la haine des derniers serviteurs de l'Empire et, prudent, effrayé de l'avenir, avait tenté de laisser, au 4 septembre, retomber sur l'Empire le poids de cette terrible responsabilité. Patriote avant tout, absolu patriote, M. Thiers avait accepté du gouvernement de la Défense, au lendemain de la proclamation de la République, la mission spéciale de chercher à travers l'Europe des alliances à la France. Mission pénible et que n'eût certes pu remplir un politique qui n'eût pas eu l'autorité de M. Thiers devant les chancelleries européennes. L'envoyé de la France ressemblait quelque peu, a cette heure douloureuse, à l'envoyé de la République de Venise demandant en 1849 du secours contre la redoutable Autriche. L'aigle de Prusse nous rongeait le cœur. « S'approche-t-on du lion quand il déchire sa proie ? » disait alors un journal autrichien. Isolés, abandonnés, délaissés, il fallait un esprit habile et un vrai Français pour nous ramener la sympathie. M. Thiers essaya d'être cet homme, et on vit, spectacle inaccoutumé, un vieillard se mettre en chemin à travers l'Europe terrifiée des succès de l'Allemagne, satisfaite peut-être intérieurement de notre chute, on le vit, allant à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Florence, déployant une activité prodigieuse, montrant aux gouvernements les dangers à venir, leur parlant des succès passés, des nécessités présentes, on le vit s'acquitter de cette tâche qui devait peser à son cœur. C'est ce que certains appelaient *aller mendier l'appui des puissances.*

Nous ne pouvons encore connaître les détails de cette patriotique mission de M. Thiers. Lui seul peut-être pourrait la raconter et, après avoir été capable de la mener jusqu'au bout, serait capable d'en écrire les péri-

péties. Sans doute nous apprendrons plus tard comment l'Europe accueillit l'envoyé de la France, et l'Europe saura aussi ce que lui coûtera son maladroit égoïsme et son triste abandon d'un grand peuple qui savait mieux l'aimer encore et la servir dans ses destinées qu'il n'avait su la combattre et la vaincre.

Pourtant on peut, dès à présent, fixer quelques traits du voyage de M. Thiers. En quittant Paris, le chargé d'affaires de cette République française, dont il allait devenir le président, se rendait à Londres. Il y était reçu par lord Granville, M. Gladstone et la reine. Du résultat de ses conversations avec les ministres anglais, rien n'a transpiré alors ; le bruit avait même couru que le Foreign-Office avait repoussé poliment toute ouverture de la part de la République française.

De Londres, M. Thiers s'était transporté à Saint-Pétersbourg où, dans une entrevue qu'il obtint du czar, il réussit à faire revenir le souverain de la Russie de sa prévention contre la nouvelle forme de gouvernement de la France.

— Pourquoi n'avoir pas confiance en la République française, lui dit-il, lorsque votre plus sûr allié est une République : la République américaine ?

Le journal auquel nous empruntons ces détails affirme qu'Alexandre II sourit. Ce fut sa seule façon de nous venir en aide.

M. Thiers se rendit ensuite à Vienne, puis à Florence.

A ce moment, l'Italie, notre ancienne alliée, avait environ 240.000 hommes de troupes solides. M. Thiers demandait un secours de 100.000 soldats destinés à opérer sous Lyon, de concert avec les 40.000 Français qui se trouvaient réunis dans cette ville.

Le plan de M. Thiers, a écrit M. Hector Pessard, bien informé sur toutes ces questions diplomatiques, ce plan était de ceux qui commandent l'attention. M. Thiers exposait à Victor-Emmanuel que l'armée italienne descen-

dant des Alpes par des routes italiennes ou françaises et s'appuyant sur une place de premier ordre, pouvait en toute sécurité opérer la diversion qu'on attendait d'elle

« — De deux choses l'une en effet, ou les Prussiens, effrayés, marchaient sur Lyon, et, dans ce cas, ils devaient lever le siége de Metz et laisser libre de ses mouvements le maréchal Bazaine ; ou bien, ils s'obstinaient à maintenir l'investissement de Metz, et, dans ce cas quelle action n'aurait pas eue une armée excellente de 140.000 hommes, pouvant, dès le début de la campagne, tenter les opérations engagées plus tard par Bourbaki, et ayant, en tous cas, une ligne de retraite sûre, protégée par des places de guerre à peu près inexpugnables? »

« Il faut le dire, ajoute M. Pessard, le roi Victor-Emmanuel, entraîné par la patriotique éloquence de M. Thiers, ému au souvenir des dettes de gratitude contractées par l'Italie vis-à-vis de la France, approuva sans réserve les projets de M. Thiers. Mais, roi constitutionnel, pouvait-il prendre une résolution sans consulter ses ministres? Assurément non. Seulement, il dit à M. Thiers qu'il le ferait assister au grand conseil qu'il venait de convoquer, et que là, devant tous ses ministres et ses principaux généraux réunis, le représentant de la France exposerait lui-même ses raisons.

« Le roi Victor-Emmanuel tint fidèlement sa promesse. M. Thiers, introduit dans le conseil, y plaida pendant de longues heures la cause de la France et put croire un instant qu'elle était gagnée, car tous les militaires approuvèrent son plan. Les ministres seuls reculèrent. Selon eux, la nation italienne voulait la paix et le maintien d'une stricte neutralité. »

M. Thiers quitta Florence, attristé, et revint à Tours, auprès du gouvernement.

A Tours, après avoir rendu compte de sa mission, il attendit l'effet de la promesse que lui avait faite le czar d'obtenir du roi de Prusse un sauf-conduit qui lui per-

mît de venir conférer avec le gouvernement de Paris des conditions d'un armistice pendant lequel la France nommerait une Assemblée nationale.

Le sauf-conduit fut accordé et M. Thiers se remit en route.

A Mer, M. Thiers, accompagné de M. Paul de Rémusat, son secrétaire particulier, monta dans une chaise de poste conduite par des postillons prussiens et attelée de chevaux prussiens. Ceux qui l'ont vu lorsqu'il aperçut les premiers soldats ennemis ont parlé de ses sentiments de douleur indignée [1].

A Orléans, l'évêque Dupanloup prêtait à son collègue de l'Accadémie française sa calèche épiscopale pour continuer sa route.

A Versailles, M. de Moltke attendait M. Thiers.

M. Thiers, qui avait une heure et demie ou deux heures à séjourner à Versailles, s'entretenait avec le chef d'état-major de l'armée prussienne de *choses étrangères à la politique*, lorsque M. de Bismarck, sans se faire annoncer, pénétra dans la pièce où se tenaient les deux interlocuteurs.

« M. de Bismarck, raconte la *Liberté*, vint à M. Thiers et le salua.

« M. Thiers rendit ce salut, et dit :

« — Monsieur le comte, je ne puis vous parler que pour vous dire que je ne puis vous parler.

« — Je le comprends, répondit M. de Bismarck.

« — Je ne passe ici, ajouta M. Thiers, que pour aller chercher les instructions et demander les pouvoirs du gouvernement de mon pays. »

Après quelques paroles insignifiantes échangées encore, M. de Bismarck se retira. Quelques instants après, M. de Moltke ayant prévenu M. Thiers que les ordres étaient donnés et qu'il pouvait passer, M. Thiers s'achemina vers le pont de Sèvres.

1. Voy. *Récits de l'invasion*, par M. Aug. Boucher (Orléans, 1871)

Arrivé là, il attendit la réponse à la seconde dépêche (la première n'avait pas été reçue, paraît-il) qu'il avait expédiée au général Ducrot pour lui demander le passage à travers les lignes françaises.

Dès son entrée à Paris, M. Thiers allait voir le général Le Flô, puis il se rendait à l'hôtel des Affaires étrangères. Il exposait là le but de sa mission aux membres du gouvernement, et se retirait dans la chambre qui lui avait été préparée au palais du quai d'Orsay.

Le lendemain, il regagnait Versailles à travers les lignes prussiennes, et alors avaient lieu entre lui et M. de Bismarck ces entrevues qu'il devait faire connaître dans son rapport daté de Tours, 9 novembre, et que nous donnons plus loin *in extenso* [1].

On verra, par la lecture de ce document, que l'armistice proposé était plus qu'à demi obtenu lorsque la nouvelle de la journée du 31 octobre arrivant au camp prussien modifia aussitôt et totalement les dispositions de M. de Bismarck. Après avoir triomphé de plus d'une exigence du chancelier de la Confédération, M. Thiers croyait toucher au but poursuivi, lorsque M. de Bismarck, *inquiet et préoccupé*, lui annonça la constitution d'un nouveau gouvernement parisien. Dès lors, tout fut dit. M. de Bismarck allait exiger des conditions plus dures, refuser le ravitaillement, réclamer une *position militaire dans Paris*, *un fort*, *plus d'un* peut-être. Les négociations étaient rompues, et la Prusse prenait, une fois encore, devant le monde et devant l'histoire, la responsabilité de cette *guerre à outrance* que conseillait alors M. Guizot et que M. Gambetta allait exécuter lui-même.

M. de Moltke, partisan de la guerre acharnée, triomphait, et M. de Bismarck dont M. Thiers disait, après ses entretiens : *C'est un sauvage plein de génie*, comprenait que la Prusse devenait responsable de tout le sang

1. Voir aux *Documents complémentaires* cette pièce capitale.

nouveau qu'on allait verser. Mais le cuirassier diplomate ne devait pas longtemps conserver de tels scrupules.

Le dimanche 6 novembre 1870, le *Journal officiel* publiait la note suivante :

« Les quatre grandes puissances neutres, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie, avaient pris l'initiative d'une proposition d'armistice à l'effet de faire élire une Assemblée nationale.

« Le gouvernement de la Défense nationale avait posé ses conditions, qui étaient : le ravitaillement de Paris et le vote pour l'Assemblée nationale par toutes les populations françaises.

« La Prusse a expressément repoussé la condition du ravitaillement; elle n'a d'ailleurs admis qu'avec des réserves le vote de l'Alsace et de la Lorraine.

« Le gouvernement de la Défense nationale a décidé, à l'unanimité, que l'armistice ainsi compris devait être repoussé. »

Ce même jour à midi, un envoyé du gouvernement français se rendait à Versailles, pour signifier le refus voté la nuit précédente par les membres du gouvernement de la Défense nationale des conditions imposées par la Prusse.

La population parisienne retrouva, avec la nécessité de combattre, son énergie dernière. Elle s'était habituée à regarder l'armistice comme possible et sa vigueur paraissait s'en être détendue, mais dès qu'elle se vit face à face avec le devoir, elle se redressa et un souffle de patriotisme profond et vrai parcourut la grande ville. « Et maintenant, aux armes! » tel était le cri intérieur des consciences et le mot d'ordre public des citoyens. On peut dire que la période active du siége de Paris commença au lendemain du rejet d'armistice. Les gardes nationales furent organisées en compagnies de guerre. Jusqu'alors, le gouvernement n'avait fait appel, pour former ces compagnies mobilisées, qu'au patriotisme des volontaires. C'était là une mauvaise méthode. Bien des gens, sans

cependant se faire inscrire comme volontaires, étaient prêts à marcher à l'ennemi, lorsque le signal en serait donné. Tous les bataillons ne demandaient qu'à combattre. Dans une réunion des chefs de bataillon qui avait eu lieu peu de jours avant le 31 octobre, place Vendôme, dans la petite salle de théâtre du club dit des *Mirlitons*, M. Langlois, commandant du 115e bataillon, avait justement affirmé ce fait en engageant le gouvernement à se servir enfin de la garde nationale. C'est dans cette réunion, présidée par M. Jules Favre, que Gustave Flourens avait été interpellé par le général Tamisier, commandant en chef de la garde nationale, au sujet des nombreux galons que portait le chef du 1er bataillon de volontaires.

Le 9 novembre, un décret était rendu annulant l'arrêté relatif aux volontaires et ordonnant la création de quatre compagnies de guerre dans chaque bataillon armé de la garde nationale[1]. Ces compagnies de guerre devaient être de 100 ou 125 hommes selon que le bataillon avait moins ou plus de 1.200 hommes. Elles étaient prises successivement dans ces catégories : 1° volontaires ; 2° célibataires ou veufs sans enfants de 20 à 35 ans ; 3° célibataires ou veufs sans enfants jusqu'à 45 ans ; 4° et 5°, mariés ou pères de familles de 20 à 35, de 35 à 45 ans. Tous les bataillons n'étant pas fournis des mêmes armes, l'échange des armes entre bataillons allait être commencé le 12, de manière à ce que les compagnies de guerre fussent toutes armées de fusils à tir rapide[2]. Un décret allait bientôt appeler à l'activité les jeunes gens du département de la Seine appartenant à la classe de 1870.

Les troupes composant la garnison de Paris étaient en même temps divisées en trois armées placées sous des

1. Beaucoup de bataillons ne purent être armés. Ils servirent de *bataillons de terrassiers*.

2. Dans son discours à l'Assemblée sur les événements du 31 octoire, le général Trochu s'est étonné que les envahisseurs de l'Hôtel de Ville fussent armés de *carabines Remington*. Il a accusé l'Internationale de les avoir fournies. Ces carabines avaient été distribuées cependant par les mairies.

commandements différents, et les bataillons de mobiles étaient formés en régiment. Le commandant en chef des forces militaires était naturellement le général Trochu. La première armée, composée de la garde nationale, infanterie, cavalerie et artillerie (l'artillerie, sous le commandement de M. Schœlcher, était encore en voie de formation), cette *première armée* était commandée par le nouveau commandant en chef de la garde nationale, le général Clément Thomas ; la *deuxième armée* comprenait trois corps sous les ordres des généraux Vinoy, Renault et d'Exéa ; la *troisième*, composée de sept divisions, était placée sous le commandement spécial du gouverneur de Paris.

En même temps que ces mesures militaires étaient prises, des arrêtés de M. Magnin, ministre de l'agriculture, faisaient réquisition de tout bétail existant dans Paris, puis déclaraient que les chevaux, mulets et ânes destinés à la boucherie seraient désormais achetés par l'État et que la viande serait mise en vente dans chaque arrondissement de Paris en quantité proportionnelle à la population. C'était le rationnement du cheval après celui du bœuf ou du mouton.

En même temps, la fabrication des canons par le génie civil, les usines Cail ou le Conservatoire des Arts et Métiers, continuait avec une véritable activité. Les représentations dont le produit était destiné à offrir des canons à la défense se succédaient nombreuses et courues du public. La lecture du livre de Victor Hugo, les *Châtiments*, organisée par la société des Gens de lettres avec le concours des plus admirables artistes, donnait trois représentations fructueuses. Une sorte de fièvre nouvelle s'emparait de la population surexcitée, irritée par le refus brutal de l'armistice.

Le jour où, dans la salle Saint-Jean, le maire de Paris, entouré de MM. Hérisson et Clamageran, ses adjoints, de M. Mahias, secrétaire général, de tous les maires de Paris et d'un certain nombre de maires des communes

des départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne proclama le résultat du scrutin des élections municipales, ce résultat fut accueilli par les acclamations de l'assistance qui se pressait dans la salle et par les cris répétés de : *Vive la République !*

Pour répondre à l'impatience de la foule répandue au dehors, MM. Hérisson et Clamageran, accompagnés des maires de Paris, se rendirent ensuite sur la place et, du haut de l'estrade qui y avait été dressée, annoncèrent le résultat du vote, au milieu des acclamations. Paris, à cette heure, ne doutait pas de son salut et de celui de la France.

La nomination du nouveau général de la garde nationale, M. Clément Thomas, avait été favorablement accueillie, excepté par ceux qui, dans le désastre de 1870, se souvenaient encore des luttes civiles de juin 1848. Ancien soldat, ancien représentant du peuple, compromis dans le complot des sous-officiers de Lunéville, accusé et condamné d'avril 1834, Clément Thomas, depuis écrivain du *National*, avait derrière lui un passé probe, viril et républicain. Représentant de la Gironde et colonel, en 1848, de la 2e légion de la garde nationale il avait, après le 15 mai, où énergiquement il défendit la loi, succédé au général Courtais dans le commandement en chef de la garde nationale de Paris. C'est lui qui, du haut de la tribune, appelait la croix de Légion d'honneur un *hochet de la vanité* et dont la parole s'éleva, avant tous, contre Louis Napoléon Bonaparte. Il avait payé de l'exil cette courageuse attitude et, retiré à Maëstricht, il avait vécu, en cultivant une petite terre et en donnant asile et secours aux compagnons de proscription. Dès que la République avait été proclamée, Clément Thomas, quittant ce coin de terre, était venu à Paris. Il voulait, non une part au pouvoir, mais une place au combat. On l'avait nommé commandant d'un secteur, puis général en chef de la garde nationale.

Le général Tamisier, en se retirant devant lui, adres-

sait l'ordre du jour suivant aux gardes nationales de la Seine :

« Paris, 3 novembre 1870.

« Le général Clément Thomas a été appelé au commandement supérieur de la garde nationale. J'avais accepté comme une très-lourde tâche ces difficiles fonctions ; je n'ai pas hésité à les quitter le jour où j'ai vu le gouvernement placer à côté de moi, avec le titre d'adjudant général, le citoyen que je regarde comme le plus capable de les bien remplir. Il occupera avec plus d'autorité, de vigueur et de science militaire la position que j'ai traversée avant lui. Mais il ne rendra pas plus de justice que moi à cette généreuse armée de la garde nationale parisienne, à ces soldats que l'amour de la patrie a seul formés en quelques semaines. L'insigne honneur d'avoir été un instant leur commandant en chef est bien au-dessus de toutes les ambitions de ma vie. C'était encore un trop grand honneur pour moi que de transmettre des ordres à ces illustres officiers généraux des secteurs de l'enceinte, lorsque j'aurais voulu leur obéir.

« Je regrette d'avoir fait trop peu pour le gouvernement de la Défense nationale. Je l'aime et le respecte, parce qu'on ne saurait soupçonner son désintéressement, parce qu'il a été libéral à une époque qui semblait vouée à la dictature, calme et confiant dans l'avenir au milieu des ennemis et des revers. Il lui a été donné de nous faire oublier par moment les douleurs de la patrie, en nous promettant d'entrevoir ce que la République apporterait un jour à la France, de force, de grandeur et de liberté.

« TAMISIER. »

Et le général Clément Thomas, dès le premier jour, avertissait ses soldats des qualités de discipline et d'abnégation qu'il n'allait point cesser de leur demander,

d'exiger d'eux, pour le salut public et l'honneur de Paris :

« Gardes nationaux de la Seine, — disait-il dans son ordre du jour, — appelé pour la seconde fois, et après vingt-deux ans d'intervalle, à l'honneur insigne de vous commander, j'ai accepté, sans présomption comme sans faiblesse, ces fonctions difficiles, parce que je sais le concours que trouvera toujours dans votre patriotisme un chef pénétré de ses devoirs, et qui saura s'inspirer de votre esprit.

« Mon seul regret est de n'avoir pu décider le patriote éprouvé que je remplace à conserver son commandement.

« La crise que nous traversons, mes chers camarades, crise dont vous connaissez les causes et les auteurs, est une de celles où une nation doit périr ou se régénérer par un effort sublime.

« Cet effort, vous êtes résolus à le tenter : et aujourd'hui qu'un vote librement exprimé prouve la confiance que peuvent mettre en vous les citoyens éminents auxquels vous avez confié le soin de vos destinées, préparons-nous à cette action décisive que vous appelez de tous vos vœux.

« Votre vieux général sera toujours heureux et fier de marcher à votre tête ; mais n'oubliez pas que, dans les épreuves qui nous sont réservées, le courage personnel ne saurait suffire ; il faut y joindre ce qui constitue la véritable force d'une armée : la discipline, l'esprit d'ordre et, ce qui résume peut-être toutes les vertus, l'abnégation élevée jusqu'au sacrifice.

« Union ! Confiance ! et Vive la République !

« *Le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine,*

« CLÉMENT THOMAS.

« Paris, le 4 novembre 1870. »

Cette proclamation fut bien accueillie, et lorsque sur la place de l'Hôtel-de-Ville et plus tard sur la place Vendôme, le nouveau général passait en revue les troupes soumises à son commandement supérieur, on saluait ce vieillard robuste qui parcourait le front des bataillons, calme, droit sur la selle tigrée de son cheval, portant la main à son képi et inclinant sa tête blanche devant les soldats-citoyens.

Paris s'armait donc et se préparait à combattre, lorsqu'un matin, le 4 novembre, fut affichée une proclamation du général Trochu aux citoyens de Paris, à la garde nationale et à l'armée, proclamation mélancolique où le général parlait surtout d'abnégation, de souffrances, conseillait à tous de se serrer autour de la République, et poussait comme un *sursum corda* désespéré : « Élevons nos cœurs, regardons en face les difficultés, cramponnons-nous à toutes les formes de la résistance ; si nous succombons, la Prusse succombera à son tour. » Tel était le résumé de ce long discours attristé, auquel la soirée de ce même jour devait répondre par une nouvelle inattendue et revivifiante.

Ce soir-là, Paris, enthousisasmé, ivre, fougueux, — déshabitué de la victoire, — salua de ses vivats une dépêche de Gambetta à Jules Favre, annonçant que l'armée de la Loire, sous les ordres du général d'Aurelles de Paladines (un inconnu), s'était emparée d'Orléans, le 10 novembre, après une lutte de deux jours. « Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers, *et le nombre augmente par la poursuite*, » disait la dépêche.

« Mes chers concitoyens, s'écriait Jules Favre en donnant cette nouvelle aux défenseurs de Paris, c'est avec une joie indicible que je porte à votre connaissance la bonne nouvelle que vous allez lire. Grâce à la valeur de nos soldats, la fortune nous revient, votre courage la fixera ; bientôt vous allez donner la main à nos frères des départements, et avec eux délivrer le sol de la patrie.

« Vive la République ! Vive la France ! »

Orléans repris, les âmes y voyaient un présage : où Jeanne d'Arc avait combattu l'Anglais, l'Allemand reculait. La France avait-elle trouvé son grand cœur? Quelle soirée d'immense ivresse! Quelles heures d'espoir! On se répétait avec délire ces deux noms, celui du général, celui de la victoire, Coulmiers! Chacun espérait, croyait, se sentait affranchi. Coulmiers! Que ce nom soit célébré qui, parmi tant d'autres noms lugubres, retentit comme un coup de clairon victorieux et fier!





CHAPITRE IX

Etat de la province avant l'arrivée de Gambetta. — Arrivée de Gambetta à Tours. — Son influence sur la réorganisation militaire. — Fabrication des armes et des munitions. — Garibaldi en France. — Proclamation de Gambetta après la capitulation de Metz. — La levée en masse et la mobilisation. — Formation de l'armée de la Loire. — Le général d'Aurelles de Paladines — Premiers engagements sous Orléans. — La bataille de Coulmiers. — Les Prussiens évacuent Orléans. — La France relevée. — Inaction après Coulmiers.

Pour expliquer comment une armée française en quelque sorte improvisée, et composée de troupes peu aguerries, réussit à vaincre l'armée que commandait le général von der Tann, il faut remonter jusqu'à l'organisation même de la défense nationale en province. Les gens qui ont intérêt à faire croire au pays que la République est responsable de la plus grande partie de nos maux ont, depuis 1870, tant de fois accusé et calomnié ceux qui ont, même en désespérés, continué la résis-

tance, qu'il est bon, qu'il est utile et patriotique de rechercher sur quels fondements reposent leurs accusations. Sans doute, beaucoup de fautes furent commises, et, fidèle à notre programme, nous ne les tairons pas. Mais de quelles consolations morales la patrie n'est-elle point redevable à ceux qui, prenant en main son épée brisée, surent la retremper, pour ainsi dire, et la rendre redoutable encore à l'étranger! Oui, si la France vaincue a le droit de relever encore le front et de garder sa fierté, elle le doit aux hommes qui, lorsque tout était perdu, crurent fermement et firent croire un moment à la France et au monde que tout pouvait être sauvé. Sans doute, après l'anéantissement des armées impériales, la nation, désarmée, pouvait difficilement triompher d'un ennemi supérieur en nombre, admirablement commandé, admirablement outillé surtout et rendu sûr de lui-même par des succès inespérés pour lui. Mais fallait-il donc s'humilier devant ce vainqueur, et accepter, au lendemain de Sedan, ses conditions, qui étaient déjà, — quoi qu'on en ait dit, — l'abandon de deux provinces françaises?

Non, certes, non, et cela est si vrai que les plus acharnés adversaires de la défense s'y prêtèrent alors, après septembre, avec une docilité qui n'a d'égale que leur rancune irritée d'aujourd'hui. La tâche entreprise par la République improvisée était malheureusement disproportionnée avec les ressources dont elle pouvait disposer. L'humble bon sens dira que si la France n'était pas préparée à la guerre en juillet, elle l'était bien moins encore en septembre. L'empire la laissait sans ressources, à la merci de l'ennemi. Pour résister, il fallait tout inventer, tout créer, tout improviser. Lorsque, le 16 septembre, la délégation du gouvernement arriva à Tours, il n'existait plus, dit M. de Freycinet dans son livre, *la Guerre en province*, un seul régiment d'infanterie ni de cavalerie; point d'artillerie; on ne comptait à ce moment, — le croira-t-on? — dans toute la France, que

six pièces prêtes à entrer en ligne; « les autres manquaient de leurs attelages, de leur personnel et beaucoup de leurs affûts. » Et cependant un mois après une armée nouvelle pouvait résister, comme nous l'avons vu, devant Orléans. La délégation de Tours ne s'était pourtant pas distinguée par son activité et son énergie. Un témoin de l'installation de ces vieillards dans la ville de Tours, M. Armand Rivière [1], nous a montré combien peu de prestige avaient les triumvirs Glais-Bizoin, Crémieux et l'amiral Fourichon, honnêtes gens écrasés sous leur tâche. Le pays demeurait paisible sous leur administration pacifique, et on ne sentait, dans les affaires, aucune impulsion, aucune direction mâle. Il fallut l'arrivée soudaine de Gambetta pour donner de l'énergie à cette délégation, qui semblait assister en spectatrice à l'invasion du pays.

La France aime à la fois l'audace et le romanesque. Elle a payé cher plus d'une fois ce goût particulier pour les aventures. Le départ de M. Gambetta dans le ballon l'*Armand-Barbès*, les péripéties de son voyage étaient faits pour surexciter la fibre française. Nous avons dit ailleurs, dans notre livre, la *Guerre nationale*, comment par trois fois, au passage des lignes ennemies, de rudes fusillades avaient été dirigées sur le ballon qui portait M. Gambetta. A Argenteuil, où la première eut lieu, le ballon, autour duquel sifflaient les balles, ne se trouva guère, à plus de quatre ou cinq cents mètres de hauteur. Une fois même l'aéronaute, tout près de Pontoise, avait laissé son ballon toucher terre. On était en plein pays envahi. A Clermont (Oise), le ballon s'était trouvé à cent cinquante mètres seulement au-dessus d'un campement allemand. Heureusement les fusils étaient aux faisceaux; les voyageurs n'avaient essuyé que le coup de fusil égaré d'une sentinelle.

1. Voyez son livre : *Le gouvernement de la Défense nationale à Tours.*

Lorsque la France apprit que « Gambetta était arrivé », ce fut un frisson de confiance et d'ardeur par tout le pays. Le jeune tribun, venu de Paris, et que M. Delescluze, toujours amer et sans doute jaloux, appelait le *fin Génois*, l'accusant de fuir la ville envahie, apportait à la patrie son ardeur, sa jeunesse, son audace et sa foi. La France en avait besoin. Encore quelques jours, et elle allait se trouver réduite à quelques places fortes et à quelques restes d'armée. Les forteresses assiégées et prises étaient : Strasbourg, Toul, Schelestadt et Wissembourg.

Allaient capituler ou avaient capitulé : Metz, Marsal, Sedan, Laon, Vitry-le-François et Soissons [1].

Étaient assiégées et n'avaient pas capitulé : Paris, Phalsbourg, Mézières, Thionville, Bitche, Montmédy, Verdun et Neuf-Brisach.

Longwy, Carignan et Langres étaient, non pas assiégées, mais cernées.

Belfort était libre encore, ainsi que Lille, Givet, Besançon, Grenoble et Maubeuge.

L'armée de la Loire, battue à Arthenay et à Orléans, se reformait péniblement au fond de la Sologne. Dans l'est, l'armée du général Cambriels, réduite par le feu, la fatigue *et surtout les désertions*, dit M. de Freycinet, se réfugiait à Besançon, abandonnant les Vosges. Aucunes troupes dans le Nord ; dans l'ouest, de Chartres à Évreux,

1. Nancy, ville ouverte, avait, nous l'avons dit plus haut, eu la douleur de voir, le 14 août, à trois heures de l'après-midi, entrer chez elle quarante mille Prussiens. Le lendemain, — le 15 août, la fête de l'empereur de M. Welche, — on vit sur les murs de la ville cette affiche :

« 15 août 1870.

« *AVIS*

« Les officiers prussiens et ceux qui ont le porte-épée pourront « exiger pour leur dîner quatre plats et pour leur souper deux plats, « avec les diverses boissons et les cigares à discrétion.

« CHARLES WELCHE. »

M. Ch. Welche est aujourd'hui préfet du Rhône.

30.000 gardes nationaux mobiles mal équipés, mal armés, sans canons, sans chevaux.

M. Gambetta, en dépit de tout, ne désespéra point du pays, et empêcha que le pays ne désespérât de lui-même.

Il prit la direction du ministère de la guerre et du ministère de l'intérieur, appela à la guerre un ingénieur alors inconnu, M. Charles de Freycinet, et le nomma son délégué. M. de Freycinet a depuis fait connaître, dans un livre excellent, les efforts tentés, les résultats obtenus par le gouvernement de la Défense en province. C'est à lui qu'il faut demander comment la France sut résister et parfois comment elle sut vaincre. Son livre n'est pas seulement un plaidoyer personnel, et comme on l'a dit, *pro domo suâ*, mais un témoignage national de la résistance d'un peuple aux abois contre l'organisation d'une armée formidable.

On ne se doute pas de l'état désespéré dans lequel se trouvait la patrie. Encore une fois, je le répète, tout manquait. Il n'y avait ni artillerie, ni munitions, ni fusils, ni intendances, ni cartes même du pays. On parvint à se procurer un exemplaire de cette carte de l'état-major français (dont étaient munis les officiers prussiens), on la reproduisit par la photographie, et on en distribua 15.000 exemplaires en quatre mois aux états-majors. On organisa un service tout nouveau, semblable à celui des *détectives* américains, le service des *reconnaissances*. On y centralisa les renseignements fournis par les maires, les cantonniers, les télégraphistes, les gardes forestiers, Chaque soir les chefs de corps recevaient de la sorte une circulaire donnant les positions exactes des corps allemands. Un bureau d'ingénieurs suivait la marche des armées sur la carte, un autre bureau examinait les inventions, les découvertes, souvent bouffonnes, excentriques, deux ou trois fois excellentes. Sans doute, encore un coup, il y eut des abus, mais le principe n'en était pas moins posé. et cette organisation nouvelle servira

peut-être un jour de type à cette réorganisation militaire de notre patrie, réorganisation que la nécessité de ces temps douloureux nous impose.

Nous avons dit que le pays manquait de fusils : une commission d'armement, chargée d'accaparer les armes de tous les marchés du monde, livra en trois mois douze cent mille fusils. Disons que plus d'un chevalier d'industrie profita de cette douloureuse occasion pour se tailler une fortune dans le désastre public. Le rapport de M. Riant à l'Assemblée nationale devait plus tard (en juillet 1871, faire connaître quelques-uns de ces spéculateurs effrontés qui se font un bonheur doré du malheur de la patrie. Mais est-ce bien là la faute de ce gouvernement qui trouvait le pays sans armes et qui, coûte que coûte, le voulait armer? Tandis qu'on achetait ces fusils, on tirait des arsenaux les pièces de marine : à Nantes, à Saint-Étienne, au Creuzot, on fabriquait des canons. Bientôt chaque département allait être tenu de fournir autant de batteries d'artillerie qu'il comptait de fois 100.000 habitants. A la fin de la guerre, le ministère avait envoyé aux armées 1.400 pièces de canon. Et les munitions? On en acheta, on en fabriqua. Le public ignore, comme le dit M. Freycinet, que la France s'est trouvée à deux doigts de sa perte, par le manque d'armes et de munitions, et que, plus d'une fois, « on a craint de n'avoir pas les moyens de faire face aux prochaines batailles. » Pour fabriquer les cartouches de chassepot, par exemple, les manufactures manquaient de papiers découpés. On parvint à en fabriquer un million par jour à Angoulême. On manquait absolument de capsules. « *En dehors de Paris un seul homme en France, le sous-artificier Chatenay, en connaissait la fabrication.* Sous la direction du colonel d'artillerie Michel, il organisa à Bourges une fulminaterie [1]. » De Bourges, on devait la transporter à Toulouse, devant l'approche de l'ennemi.

1. Ch. de Freycinet. *la Guerre en province*, page 57.

C'était perdre du temps. L'administration fut un moment réduite à demander à Paris de lui envoyer des capsules *par ballon*. Ainsi, voilà en quel état se trouvait la France après la chute de cet empire qui se vantait de l'avoir moralement et matériellement placée à la tête du monde, voilà quelles étaient ses ressources au début de la lutte gigantesque qu'elle continuait ou plutôt qu'elle subissait.

Et qu'on s'étonne ensuite ou qu'elle n'ait point définitivement vaincu ou que son organisation nouvelle n'ait pas été impeccable! Ceux qui ont assisté à la lutte en spectateurs ont beau jeu à critiquer ceux qui ont agi et fait quelque chose avec rien. N'y eût-il à notre gloire que la victoire de Coulmiers, notre patriotisme serait déjà consolé dans sa douleur profonde.

A partir du jour où Gambetta était venu, la période d'activité avait commencé pour la délégation. Ce jour même, tandis que le jeune tribun s'installait à la préfecture, un vieux combattant du droit, Garibaldi, apportait son épée à la France. « Oui, mes concitoyens, avait-il écrit à ses amis d'Italie, nous devons considérer comme un devoir sacré de secourir nos frères de France. » Il ajoutait que la République française, *rendue à la sagesse par les leçons du passé*, « serait toujours l'une des meilleures colonnes de la régénération humaine ». Victor-Emmanuel n'avait pu obtenir que l'Italie nous donnât ses soldats; Garibaldi, essayant de payer la dette contractée par sa patrie à Palestro, à Magenta, à Solferino, Garibaldi, oubliant Mentana, nous apportait son nom. Il arrivait à Tours le dimanche 9 octobre, quelques heures avant Gambetta. Le 12 octobre, il en partait, ayant obtenu, non sans quelque peine, paraît-il, le commandement des compagnies franches dans la région des Vosges. Des Espagnols aussi étaient venus à Tours, les députés Pablo y Angulo, Tutan, le vieil Orense et Emilio Castelar, ils allaient repartir bientôt. Avec eux, arrivait une légion américaine. On eût dit que les sympathies du

monde allaient droit et franchement à notre patrie frappée au cœur. Mais non, l'Europe, le monde allait assister froidement à la lutte, et quelques individualités généreuses se mettaient seules à la disposition de la France envahie, payant les dettes que la civilisation d'aujourd'hui doit à cette initiatrice vaillante, généreuse, prodigue de son cerveau et de son sang, qui fut la France d'autrefois, et qui sera, nous le jurons, la France de demain.

Cependant, au milieu des travaux d'organisation, la nouvelle de la capitulation de Metz, dont le bruit avait déjà circulé tout bas, tomba brusquement, retentissante comme un désastre. Gambetta l'annonça au pays par cette proclamation *aux Français*, dont l'effet fut électrique :

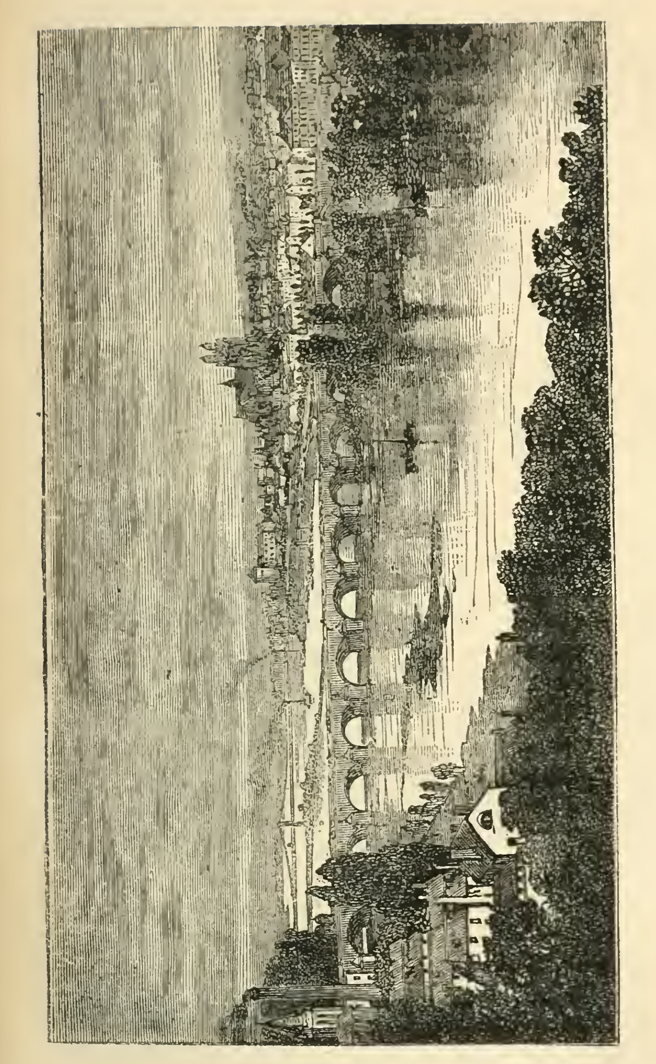
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, *Egalité*, *Fraternité*.

« FRANÇAIS, élevez vos âmes et vos résolutions à la hauteur des effroyables périls qui fondent sur la patrie. Il dépend encore de nous de lasser la mauvaise fortune et de montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'exalte au sein même des catastrophes.

« Metz a capitulé. Un général sur qui la France comptait, même après le Mexique, vient d'enlever à la patrie en danger plus de cent mille de ses défenseurs. Le général Bazaine a trahi, il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur, et, au mépris de l'honneur de l'armée dont il avait la garde, il a livré, sans même essayer un suprême effort, cent vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses fusils, ses canons, ses drapeaux et une des plus fortes citadelles de la France, Metz, vierge jusqu'à lui des souillures de l'étranger.

« Un tel crime est au-dessus même des châtiments de la justice; et maintenant, Français, mesurez la profondeur



Vue de la ville de Tours, siége de la délégation du Gouvernement.

de l'abîme où nous a précipités l'empire. Vingt ans la France a subi ce pouvoir corrupteur qui tarissait en elle toute les sources de la grandeur et de la vie.

« L'armée de la France, dépouillée de son caractère national, devenue sans le savoir un instrument de règne et de servitude, est engloutie, malgré l'héroïsme de ses soldats, par la trahison des chefs, dans les désastres de la patrie.

« En moins de deux mois, 220,000 hommes ont été livrés à l'ennemi; sinistre épilogue du coup de main militaire de décembre! Il est temps de nous ressaisir, citoyens, et, sous l'égide de la République, que nous sommes bien décidés à ne laisser capituler ni au dedans ni au dehors, de puiser dans l'extrémité de nos malheurs le rajeunissement de notre moralité et de notre virilité politique et sociale.

« Oui, quelle que soit l'étendue du désastre, il ne nous trouve ni consternés ni hésitants. Nous sommes prêts aux derniers sacrifices, et en face d'ennemis que tout favorise, nous jurons de ne jamais nous rendre. Tant qu'il restera un pouce du sol sacré sous nos semelles, nous tiendrons ferme le glorieux drapeau de la République française. Notre cause est celle de la justice et du droit. L'Europe le voit, l'Europe le sent; devant tant de malheurs immérités, spontanément, sans avoir reçu de nous ni invitation ni adhésion, elle s'est émue, elle s'agite. Pas d'illusions, ne nous laissons ni alanguir ni énerver, et prouvons par des actes que nous voulons, que nous pouvons tenir de nous-mêmes l'honneur, l'indépendance, l'intégrité, tout ce qui fait la patrie libre et fière! Vive la France! Vive la République, une, indivisible!

« *Les membres du gouvernement :*

« CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, GAMBETTA »

Quelques-uns, les intéressés, s'efforçant de faire croire que cette proclamation au peuple était une sorte d'insulte

à l'adresse de l'armée, M. Gambetta lança bientôt après cette proclamation à l'armée.

« Soldats!

« Vous avez été trahis, mais non déshonorés! Depuis trois mois, la fortune trompe votre héroïsme. Vous savez aujourd'hui à quels désastres l'ineptie et la trahison peuvent conduire les plus vaillantes armées.

« Débarrassés de chefs indignes de vous et de la France, êtes-vous prêts, sous la conduite de chefs qui méritent votre confiance, à laver dans le sang des envahisseurs l'outrage infligé au vieux nom français?

« En avant! vous ne lutterez plus pour l'intérêt ou les caprices d'un despote : vous combattrez pour le salut même de la patrie, pour vos foyers incendiés, pour vos familles outragées, pour la France, notre mère à tous, livrée aux fureurs d'un implacable ennemi. Guerre sainte et nationale, mission sublime, pour le succès de laquelle il faut, sans jamais regarder en arrière, nous sacrifier tous et tout entiers.

« D'indignes citoyens ont osé dire que l'armée avait été rendue solidaire de l'infamie de son chef. Honte à ces calomniateurs, qui, fidèles au système des Bonapartes, cherchent à séparer l'armée du peuple, les soldats de la République!

« Non! non! j'ai flétri, comme je le devais, la trahison de Sedan et le crime de Metz, et je vous appelle à venger votre propre honneur qui est celui de la France!

« Vos frères d'armes de l'armée du Rhin ont déjà protesté contre ce lâche attentat, et retiré avec horreur leur main de cette capitulation maudite.

« A vous de relever le drapeau de la France, qui, dans l'espace de quatorze siècles, n'a jamais subi pareille flétrissure!

« Le dernier Bonaparte et ses séïdes pouvaient seuls amonceler sur nous tant de honte en si peu de jours! Vous nous ramènerez la victoire; mais sachez la mériter

par la pratique des vertus républicaines, le respect de la discipline, l'austérité de la vie, le mépris de la mort. Ayez toujours présente l'image de la patrie en péril; n'oubliez jamais que faiblir devant l'ennemi à l'heure où nous sommes, c'est commettre un parricide et en mériter le châtiment.

« Mais le temps des défaillances est passé, c'est fini des trahisons! Les destinées du pays vous sont confiées, car vous êtes la jeunesse française, l'espoir armé de la patrie : vous vaincrez! et après avoir rendu à la France son rang dans le monde, vous resterez les citoyens d'une République paisible, libre et respectée.

« Vive la France!

« Vive la République!

« *Le membre du gouvernement, ministre de l'intérieur et de la guerre.*

« LÉON GAMBETTA. »

Ces proclamations avaient singulièrement surexcité l'ardeur de la nation et celle de cette armée qu'on reformait le plus activement possible en Sologne. Tandis que le gouvernement, à Paris, espérait la conclusion de l'armistice après le 31 octobre, Gambetta décrétait, le 3 novembre, la formation de 12 batteries de mitrailleuses de garde nationale mobile, dans les sept départements de Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure, Charente, Vendée, Gironde, Basses-Pyrénées, et, le 5, il ordonnait la levée en masse et la mobilisation de tous les hommes valides de vingt et un à quarante ans, mariés ou veufs avec enfants[1].

Cependant, l'armée de la Loire était formée en Sologne où se trouvait le 15e corps, sous le commandement du général d'Aurelles de Paladines et à Blois et à Bourges où se forma, dans la seconde quinzaine d'octobre, le 16e

1. Ces décrets, d'ailleurs, ne furent pas exécutés.

corps, placé le 2 novembre sous le commandement du général Chanzy. Bientôt le général d'Aurelles de Paladines allait être nommé commandant en chef de *l'armée de la Loire*, et le général Martin des Pallières le remplaçait à la tête du 15e corps. Cette armée, composée de régiments de marche, cavalerie ou infanterie, pris dans les dépôts, et de bataillons de gardes mobiles, portait tous les caractères d'une organisation hâtive. Ces jeunes troupes, équipées tant bien que mal, couvertes de vêtements insuffisants, n'en étaient pas moins animées d'un ardent désir de combattre. Elles allaient bien le prouver.

Leur général en chef s'était d'ailleurs attaché à introduire dans les rangs une discipline sévère, inflexible : « Je suis parfaitement décidé, disait-il dans un ordre du jour, à faire passer par les armes tout soldat qui hésiterait devant l'ennemi. Quant à moi, si je recule, fusillez-moi. » Mis au cadre de réserve depuis 1868, à soixante-sept ans, petit, la moustache blanche, les cheveux légèrement relevés sur le front en une houppe argentée, et, lorsqu'il met sur son nez ses lunettes, prenant aussitôt l'apparence pacifique d'un bon commis aux écritures, le général d'Aurelles de Paladines a cependant une volonté et une énergie. Il avait réellement unifié l'armée disparate de la Loire. Général de brigade pendant la guerre d'Orient, puis divisionnaire devant Sébastopol, il était peu connu avant que la victoire de Coulmiers vînt s'attacher à son nom. Le délégué à la guerre, M. de Freycinet, lui reproche dans son livre de n'avoir pas marché plus tôt qu'il ne le fit contre l'ennemi, et d'avoir perdu huit jours avant de commencer son mouvement qui, de la sorte, eût mené l'armée française devant Paris avant l'arrivée des troupes de Frédéric-Charles. Il faut attendre les explications prochaines du général et le livre qu'il annonce pour se prononcer sur ce sujet.

Toujours est-il que, dans les derniers jours d'octobre, l'armée de la Loire avait commencé à se porter en avant. Le 15e corps, campé entre Argent et Lamotte-Beuvron,

sur la rive droite de la Loire, passa le fleuve à Gien et à Beaugency, et opéra sa jonction avec le 16e corps, qui avait son quartier général à Marchenoir. Les Bavarois, établis sur la rive droite, de Saint-Péravy-la-Colombe à Meung, tenaient Baccon, Coulmiers et Huisseau-sur-Mauves, et couvraient ainsi Orléans, après avoir cherché à s'installer dans la forêt de Marchenoir.

Le 7 novembre, les premiers engagements eurent lieu en avant de Saint-Laurent-des-Bois, vers dix heures et demie du matin. Une colonne d'infanterie bavaroise, suivie de 2,000 cavaliers prussiens et soutenue par 10 pièces d'artillerie, se portait, pour reconnaître nos positions, sur la forêt de Marchenoir, lorsque des tirailleurs parvenant déjà à la lisière de la forêt, un bataillon de chasseurs à pied, le 3e, et les mobiles du Loir-et-Cher, postés à Saint-Laurent-des-Bois, se précipitèrent sur l'ennemi qui n'était plus guère qu'à cinq cents mètres du village. Ces troupes vaillantes étaient décidées à arrêter l'infanterie bavaroise. Elles tinrent pendant deux heures, sous une fusillade acharnée, lorsque la brigade Bourdillon, arrivant à Saint-Laurent avec une batterie à cheval et un escadron de cuirassiers, les aida à repousser l'ennemi qui battit en retraite sur Vallière. Au moment où il évacuait encore ce village, un régiment de nos dragons le cernait et y faisait prisonnière toute une compagnie bavaroise.

Ce petit succès avait eu un résultat excellent sur le moral de l'armée. Encouragés, nos soldats ne demandaient qu'à se porter en avant. L'ennemi, fortement retranché dans les villages et les bois qui défendent Orléans, nous attendait, résolu à la défensive, avec une nombreuse artillerie. Ses observatoires, établis dans les clochers et sur la tour de Baccon, lui livraient le secret de nos mouvements en plaine[1]. Le général von der Tann savait que, depuis trois jours, le général Martin des

1. Voyez le livre du général Chanzy : *la Deuxième Armée de la Loire.*

Pallières marchait à la droite d'Orléans. Il résolut donc de livrer bataille au corps de d'Aurelles de Paladines devant Coulmiers, pour se retourner ensuite, s'il était vainqueur, contre Martin des Pallières. La bravoure de nos soldats ne devait point le lui permettre.

A huit heures du matin, après la soupe, les troupes de d'Aurelles de Paladines se portèrent en avant avec un entrain véritable. Elles avaient devant elles deux divisions d'infanterie bavaroise, la division prussienne du comte de Solberg, et neuf régiments de cavalerie, en tout 30.000 hommes, au bas mot. D'Aurelles de Paladines, avec sa droite, commandée par le général Martineau, son centre, composé de la division Peitavin, chargée d'emporter Baccon, sa gauche formée du 16e corps (Chanzy), et à côté de Chanzy toute la cavalerie du général Reyau, voulait enfermer les Bavarois dans un cercle de feu, devant Coulmiers, ou, s'ils se retiraient sur Orléans, les faire achever par les 28.000 hommes de Martin des Pallières.

La bataille du 9 novembre se concentra en quelque sorte dans le triangle formé par les villages de Huisseau-sur-Mauves, Baccon et Coulmiers. Commencée par la lutte devant Baccon, elle devait se terminer à Coulmiers par la déroute de l'armée bavaroise. Bâti sur une hauteur, Baccon, crénelé, percé de meurtrières, barricadé, était redoutable comme une forteresse. Les Bavarois nous y attendaient, abrités et tirant à coup sûr. Lorsque nos bataillons s'élancèrent pour prendre d'assaut ce village, une fusillade terrible les accueillit aussitôt, mais ce fut en vain ; la furie française était rentrée dans les cœurs de ces combattants si peu aguerris, mais si sûrs de vaincre. Barricade par barricade, maison par maison, à la baïonnette, Baccon est emporté, les Bavarois s'enfuient et, après cette première position si bravement arrachée à l'ennemi, nos soldats se portent vaillamment sur le parc et le château de la Renardière. L'épée à la main, le général Peitavin enlève ses soldats.

Les Allemands, pour arrêter l'élan de nos troupes, incendient les maisons; qu'importe? trois bataillons s'élancent, le 6e chasseurs de marche, un bataillon du 16e de ligne, un bataillon du 33e de marche et, dans la fumée qui les aveugle, sous les balles qui les déciment, ils enlèvent la Renardière, chassent l'ennemi, le voient une nouvelle fois s'enfuir et l'acculent à Coulmiers où il a massé toutes ses forces et où il nous attend. Il était deux heures. Maintenant une lutte d'artillerie s'engage entre les canons bavarois et ceux de notre 2e division. Les obus se croisent dans la plaine.

Les Bavarois, blottis à Coulmiers, nos troupes, à plat ventre, laissaient les canons parler. « On n'apercevait debout, dit un écrivain orléanais, M. Boucher, que les généraux entourés de leurs officiers, les artilleurs et un escadron de hussards. » Mais nos canons avaient l'avantage sur ceux de l'ennemi. Ils avançaient, leur feu terrible se rapprochait peu à peu de Coulmiers et leurs batteries lançaient leurs projectiles de plus près. A deux heures et demie environ, les troupes du général Barry rejoignaient devant Coulmiers les tirailleurs du général Peitavin, et se jetaient aussitôt dans les jardins et le bois situés au sud de Coulmiers, en poussant les cris de : Vive la France ! La résistance de l'ennemi est qualifiée de *furieuse* par le général d'Aurelles dans son rapport officiel. On combattait des deux parts avec rage, les Français voulant pousser jusqu'au bout leur victoire, es Allemands disputant avec acharnement leur dernier point de résistance. Le bois et les jardins emportés, nos troupes, arrêtées par l'artillerie ennemie, ne purent s'emparer du village. Il fallut que les canons de la réserve du général Dariès, appelés par d'Aurelles de Paladines, se missent en batterie à hauteur du château de Grand-Lus et, ouvrant un feu terrible, réduisissent au silence les batteries ennemies. Ce fut l'affaire d'une demi-heure, puis s'élançant de nouveau et avec la même vigueur, les tirailleurs du général Peitavin, soutenus

par les soldats de Barry, chassèrent de Coulmiers l'ennemi qui décidément se mettait en retraite. « Allons, mes enfants, suivez-moi, » avait dit le général Barry aux mobiles de la Dordogne. Et ces enfants avaient suivi. L'élan des troupes était admirable. Le 7e bataillon de chasseurs de marche, le 31e régiment d'infanterie de marche et le régiment des mobiles de la Dordogne (le 22e) se signalèrent là par leur courage. La lutte prit, à un certain moment, un tel degré de violence, qu'un prêtre français dut se jeter au-devant des mobiles qui voulaient poursuivre les fuyards bavarois jusque dans l'ambulance où les vaincus s'étaient réfugiés. Aussitôt les mobiles s'arrêtèrent. A cette colère bouillante allait d'ailleurs succéder l'humanité dont ont fait preuve si souvent les armées françaises victorieuses.

Pendant que ces troupes enlevaient le village de Coulmiers, les soldats de l'amiral Jauréguiberry, dont le sang-froid admirable était déjà populaire dans l'armée, et qui avait résisté, devant le village de Champs, avec un bataillon du 37e, contre un ennemi supérieur en nombre, les soldats de l'amiral, soutenus maintenant par de l'artillerie, couraient au pas de charge sur Ormeteau et sur Champs, et en débusquaient l'ennemi qui avait barricadé ces villages et qui y combattait derrière des créneaux.

C'en était fait. La journée était à nous ; journée d'ardente lutte, où l'antique furie française avait reparu, vaillante et pleine d'entrain. La nuit venait, et, dans le crépuscule de novembre, des lueurs s'allumaient et des obus passaient en sifflant. C'était notre artillerie qui poursuivait l'ennemi dans sa fuite. Le terrain, détrempé, défoncé par la pluie et la neige, empêchait à la fois la poursuite, et avait rendu plus longue la résistance des Allemands, dont les talons se clouaient au sol. Une grande faute fut commise pourtant : la cavalerie du général Reyau, qui pouvait sabrer l'ennemi en fuite ou lui couper cette retraite, fut inutile dans cette glorieuse

journée. Elle avait reculé, disent les Allemands eux-mêmes, devant la cavalerie allemande. Et quel service pouvaient rendre cependant ces trente escadrons? En se portant sur Saint-Péravy, ils empêchaient l'ennemi de fuir de ce côté. Au lieu de cela, qu'arriva-t-il? Le général von der Tann abandonnait les positions retranchées qu'il occupait derrière la Mauve et en avant d'Orléans, il s'enfuyait en hâte de cette ville; mais en même temps il nous échappait, il échappait aux coups de Martin des Pallières qui, malgré son activité, ne pouvait arriver à Chevilly que dans la nuit. A coup sûr, si le général Reyau avait agi, le corps tout entier de von der Tann était anéanti le lendemain.

M. d'Aurelles de Paladines essaye d'excuser dans son rapport le général Reyau; mais peu de jours après le général Reyau était mis en disponibilité par le ministre de la guerre et remplacé dans son commandement.

Les Allemands battaient en retraite sur Artenay, par Saint-Péravy et Patay. Nous leur avions fait, sans compter les blessés qu'ils abandonnaient, plus de 2,000 prisonniers, et une reconnaissance s'emparait bientôt, devant Saint-Péravy, d'un convoi de munitions et de deux pièces d'artillerie. Durant la nuit qui suivit la bataille, des cavaliers ennemis étaient audacieusement revenus chercher des canons bavarois embourbés et abandonnés, qu'il nous eût été facile de prendre et de garder.

Nous avions perdu environ 1,500 hommes dans cette bataille, qui nous semblait alors le présage de victoires nouvelles. Le colonel du 31e de marche, M. de Foulonge, avait été tué.

Le soir même, les têtes de colonnes de l'armée victorieuse arrivaient à Orléans. Dès cinq heures du soir, deux chasseurs, chargés d'éclairer la marche du général Martin des Pallières, s'étaient présentés à la porte Bourgogne. On les avait salués, acclamés, couronnés de lauriers [1]. A ce moment, les Bavarois évacuaient déjà la

1. A. Boucher, *Récits de l'invasion*.

ville. Leurs bagages fuyaient vers Artenay, « dans le pêle-mêle d'une fuite précipitée ». Déjà les Orléanais faisaient prisonniers dans les rues les Bavarois isolés qui s'y trouvaient. La pauvre ville d'Orléans, rançonnée, accablée de réquisitions, saignée à blanc, paraissait revivre. Elle revoyait les couleurs françaises, elle retrouvait la liberté. Lorsque l'armée française rentra dans Orléans. ce fut une heure d'immense et patriotique joie. On s'embrassait dans les rues. On respirait à l'aise ; on se sentait de nouveau dans sa patrie.

A Versailles, la nouvelle de la bataille produisit un effet que le *Moniteur de Seine-et-Oise*, nouvellement fondé par l'autorité prussienne, et imprimé en français, essaya d'atténuer. Voilà, par exemple, comment parlaient de la journée de Coulmiers les dépêches officielles du quartier général du roi de Prusse :

« Dans les combats du 9 livrés par le général von der Tann, *toutes les attaques de l'ennemi ont été repoussées* en lui infligeant de grandes pertes.

« Ce n'est qu'alors que le général von der Tann s'est retiré.

« Le 10, une partie des munitions de réserve, avec deux canons de réserve également *bavarois,* sont tombés entre les mains de l'ennemi.

« Le 12, aucun mouvement de l'armée de la Loire n'a été signalé. »

Ainsi que le faisait remarquer alors un journal français, quand les Bavarois triomphent, ce sont des Allemands comme les Prussiens ; quand ils sont battus, ce sont des Bavarois ! Les Allemands se consolaient d'ailleurs, comme se consolent les vaincus, comme nous nous étions chimériquement consolés après Frœschwiller, et en disant, par exemple, que le *combat* de Coulmiers leur avait fait *reconnaître plus exactement les forces de l'ennemi.* Ces forces pouvaient être utilisées

contre eux plus efficacement encore. Le général von der Tann se porta sur la route d'Orléans à Châteaudun. Après avoir « reconnu que l'ennemi était supérieur en nombre », il se replia sur la route Orléans-Paris. Il s'arrêta près de Toury, où il reçut bien vite des renforts. Von Wittich et le prince Albert l'avaient rejoint le 10 à Chartres, et le grand-duc de Mecklembourg arrivait le 11 de Paris avec ses troupes.

Pourquoi le général d'Aurelles de Paladines ne mit-il pas à profit son succès? Et qui dira s'il n'y avait pas mieux à faire, après Coulmiers, que de couvrir Orléans, de surveiller l'ennemi et de le harceler par de vigoureuses reconnaissances? Le général Chanzy semble indiquer dans son livre que le succès ne fut point poursuivi, d'abord parce que le gouvernement de Tours se préoccupa trop de la position d'Orléans, dont il voulait faire la base d'opérations ultérieures, ensuite parce que le général en chef ne trouva point l'armée de la Loire assez complète et assez outillée pour continuer à se porter en avant. Mais fallait-il donc laisser à l'armée allemande le temps de grossir, comme elle le fit, et à Frédéric-Charles le loisir d'amener sa redoutable armée des bords de la Moselle aux bords de la Loire?

Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous raconterons les batailles autour d'Orléans qui suivirent, moins d'un mois après, la journée de Coulmiers. Arrêtons-nous sur cette date qui console et sur ces espoirs trop tôt démentis. Saluons ce nom de Coulmiers qui nous apporta tant et de si profondes joies! La France vaincue y voyait une aurore. Et ce n'était, hélas! qu'un éclair. Éclair de fugitif bonheur, mais qui illumina, pour quelques jours, la sombre nuit où la France semblait plongée.

Encore aujourd'hui, le pays relira d'un regard ému la proclamation qu'adressait alors M. Gambetta aux soldats de Baccon et de Coulmiers, à l'armée de la Loire, qui venait de chasser d'Orléans notre ennemi vaincu :

« Tours, le 13 novembre 1870

« SOLDATS DE L'ARMÉE DE LA LOIRE !

« Votre courage et vos efforts nous ont enfin ramené la victoire, depuis trois mois déshabituée de nos drapeaux; la France en deuil vous doit sa première consolation, son premier rayon d'espérance.

« Je suis heureux de vous apporter, avec l'expression de la reconnaissance publique, les éloges et les récompenses que le gouvernement décerne à vos succès. Sous la main de chefs vigilants, fidèles, dignes de vous, vous avez retrouvé la discipline et la force; vous nous avez rendu Orléans, enlevé avec l'entrain de vieilles troupes depuis longtemps accoutumées à vaincre.

« A la dernière et cruelle injure de la mauvaise fortune, vous avez montré que la France, loin d'être abattue par tant de revers inouïs jusqu'à présent dans l'histoire, entendait répondre par une générale et vigoureuse offensive. Avant-garde du pays tout entier, vous êtes aujourd'hui sur le chemin de Paris ; n'oublions jamais que Paris nous attend et qu'il y va de notre honneur de l'arracher aux étreintes des barbares qui le menacent du pillage et de l'incendie. Redoublez donc de confiance et d'ardeur ; vous connaissez maintenant nos ennemis ; jusqu'ici leur supériorité n'a tenu qu'au nombre de leurs canons ; comme soldats, ils ne vous égalent ni en courage ni en dévouement ; retrouvez cet élan, cette *furie française*, qui ont fait notre gloire dans le monde et qui doivent, aujourd'hui, nous aider à sauver la patrie. Avec des soldats tels que vous, la République sortira triomphante des épreuves qu'elle traverse, car après avoir organisé la défense, elle est en mesure, à présent, d'assurer la revanche nationale.

« Vive la France ! vive la République, une et indivisible !

« LÉON GAMBETTA. »

Le monde, attentif au terrible duel que la race allemande déclarait aux fils des Gaulois, se demandait alors si la fortune de la France n'était pas enfin revenue.

Et la France, semblable aux convalescents que ranime un sourire, la France blessée le croyait!





CHAPITRE X

Capitulation et résistance. — Lichtemberg. — Marsal. — Vitry-le-Français. — L'explosion de la citadelle de Laon. — Mort du général Thérémin. — Parmain et l'Isle-Adam. — Résistance de Parmain. — La résistance de Saint-Quentin. — Le 8 octobre. — M. Anatole de la Forge. — Soissons. — Siége et capitulation. — Capitulation de Schelestadt et de Neuf-Brisach. — Siége de Verdun. — Le général Guérin de Waldersbach.

Pendant que ces événements s'accomplissaient sur la Loire et que la fortune paraissait un moment revenir à nous, l'ennemi continuait à s'avancer en France, vers le Nord et vers l'Est, et si la résistance nationale n'avait pas à enregistrer de victoire, elle pouvait du moins s'enorgueillir de quelques faits d'armes isolés où se montrait encore l'antique valeur française. Nous réservons tout un chapitre ultérieur sur les opérations dans l'Est et sur la lutte en Bourgogne. Dijon était occupé par les troupes de von Beyer, depuis le 31 octobre, et le bruit,

qui avait un moment couru à Paris, d'une bataille considérable gagnée par le général Cambriels dans les Vosges ne s'était pas confirmé. Nous ferons connaître bientôt les situations respectives des armées belligérantes de ce côté de notre frontière. Le présent chapitre est consacré à certains faits que nous avons dû négliger dans le cours de ce récit et qui, antérieurs à la bataille de Coulmiers, sont parfois, quoique moins favorables à nos armes, aussi glorieux que cette victorieuse journée.

Dans sa marche à travers la France, l'ennemi n'avait guère rencontré que Strasbourg, Toul et Metz qui fussent capables de l'arrêter. Nous l'avons vu emporter trop facilement des forts et des forteresses qui, si elles eussent été tenues en état, eussent certainement entravé sa course victorieuse. C'est Lichtemberg, le 12 août, défendue par M. Archer, sous-lieutenant au 96e de ligne, c'est Marsal, le 4 août, où M. Leroy, capitaine de l'état-major des places, commandait à 512 hommes. Ces petites places, depuis longtemps *déclassées*, comme on dit, par le génie, n'étaient plus en réalité que des « nids à bombes », et certes elles ne pouvaient soutenir un long siége. Ces capitulations-là ne sont pas de celles que ces poignées d'hommes, une compagnie ou un bataillon, pouvaient longtemps empêcher. Cependant on avait trouvé soixante canons à Marsal, mais dans quel état? Vitry-le-Français s'était rendu le 25 août, avec seize canons et neuf cents hommes, aux troupes allemandes.

Le 8 septembre, l'ennemi, victorieux à Sedan et poursuivant sa marche sur Paris, arrivait devant Laon, où commandait le général Thérémin. Un parlementaire prussien s'était déjà montré, le mercredi 7 septembre dans la soirée, sommant la place de se rendre. On l'avait congédié, son grade ne l'autorisant pas à traiter de cette reddition. Mais le lendemain se présentait, les yeux bandés, à la citadelle, le colonel von Alvenseleben, qui annonçait au générel Thérémin le bombardement de la ville au cas où elle ne capitulerait pas. Le maire de Laon ex-

pédia aussitôt au ministère de la guerre une dépêche aussi conçue :

« L'armée du grand-duc de Mecklembourg entoure Laon et somme la place de se rendre. Si la reddition n'est pas effectuée demain avant dix heures du matin, Laon subira le sort de Strasbourg [1]. »

Dans la nuit arrivait la réponse du ministère de la guerre : « Agissez devant la sommation selon les nécessités de la situation. » Le général et le préfet, M. Ferrand, s'occupèrent alors de rédiger un programme de capitulation. Il paraît que la situation de la ville de Laon ne lui permettait point de se défendre : de toutes parts elle offre son flanc aux coups de l'ennemi. Pendant ce temps, un corps de 45 à 50,000 hommes menaçait Soissons, dont les portes du moins ne devaient point tomber sans combat.

Dès le matin du lendemain, vendredi 9, la garde nationale de Laon rapportait ses armes à l'hôtel de ville. M. de Chezelles, chef du bataillon de mobiles de Laon, partait pour Eppes, où il allait régler les conditions de la capitulation avec le duc de Mecklembourg. Dans un article de la *Gazette militaire* de Berlin, qui fit sensation en Allemagne et en France, l'auteur, officier prussien, signale parmi les causes de la chute de tant de nos places fortes, *la résignation fataliste* qui semblait s'être emparée de nos commandants. La reddition de Laon donnerait certes raison à ce lugubre mot. Deux heures après le départ de M. de Chézelles, la capitulation était chose réglée. A midi, par une pluie battante, les premières troupes allemandes arrivaient à Laon, et le grand-duc de Mecklembourg entrait dans la cité musique en tête.

« Aux termes de la capitulation, raconte M. Edouard Fleury, les mobiles, *laissés libres sur parole de ne pas ser-*

1. Voyez les *Ephémérides de la guerre dans l'Aisne*, par M. Ed. Fleury.

vir contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre, après avoir déposé leurs armes (leurs armes vierges), défilaient et sortaient de la citadelle. Le duc et le général causaient auprès de la table où ils allaient signer la capitulation.» Tout à coup, une détonation effroyable retentit : c'est la poudrière qui saute. Le magasin à poudre, la caserne, tout un quartier de Laon, le faubourg de Vaux, sont ruinés, lézardés comme par un tremblement de terre. L'explosion formidable a semé partout ses débris. Le duc de Mecklembourg est contusionné à la jambe, le général Thérémin a reçu deux blessures profondes à la tête. Dix officiers de mobiles ont été tués, neuf autres blessés sous les décombres, deux cents autres malheureux ont été écrasés, plus de cent cinquante sont blessés grièvement. Les Prussiens n'ont perdu qu'un officier d'artillerie et trente-deux sous-officiers et soldats ; huit officiers et soixante-trois hommes ont été blessés en même temps. En tout, quatre cent soixante victimes environ : trois cent soixante Français, quatre-vingt-dix à cent Allemands. Ce fut dans la ville un effroi et un effarement suprêmes.

« Quand on revint de la stupéfaction, ajoute M. Fleury à qui nous empruntons ces détails, on assista à une scène terrible. Les Prussiens fusillaient les mobiles qui fuyaient, ils les poursuivaient par les rues et jusque dans les maisons. » Le duc de Mecklembourg, courant sous la pluie, s'écriait qu'il allait infliger à cette ville un châtiment dont on se souviendrait *dans mille ans*. Le colonel von Alvensleben fort heureusement plaida la cause de la cité. D'ailleurs, le nombre des cadavres français n'indiquait-il point que ce n'était point avec préméditation qu'on avait attiré, pour l'y anéantir, l'ennemi dans la citadelle? Nos malheureux mobiles, encore une fois, avaient plus souffert que les Allemands.

Le préfet n'en était pas moins arrêté, et le général Thérémin, transporté à l'Hôtel-Dieu, était gardé à vue. Mourant, il était considéré comme prisonnier.

L'explosion de la citadelle de Laon n'était cependant point l'œuvre du général, pas plus que celle de M. Ferrand, le préfet. Elle avait pour auteur un seul homme, du nom d'Henriot. Garde d'artillerie dans la citadelle, Henriot n'avait pu sans doute supporter l'idée de voir entrer l'ennemi dans ces murailles qu'il eût voulu défendre. Affolé, exaspéré, il conçut et accomplit ce que les Allemands allaient bientôt appeler un *crime français* et ce qu'une dépêche affichée à Paris nous présentait comme la protestation et le sacrifice d'une garnison qui ne voulait point se rendre.

Les Allemands n'ignoraient pas pourtant que la garnison de Laon se rendait sans combat. Le garde Henriot seul, enseveli sous les décombres, avait accompli inutilement ce crime d'un patriotisme sauvage et qui frappait surtout des Français. Reconnu innocent par le conseil de guerre prussien, le général Thérémin mourait bientôt de ses blessures et les autorités prussiennes de Laon, demandant à lui rendre les honneurs millitaires, la famille refusa.

Telle est, dans sa triste vérité, l'histoire de l'explosion de la citadelle de Laon qui ne fut ni un *ignoble forfait*, comme l'ont répété les Allemands, ni un acte *d'héroïsme antique*, comme nous l'avons cru un moment. Ce drame terrible jeta cependant un véritable effroi en Allemagne. Notre prudent ennemi se demandait si les dangers de ce genre n'allaient point, en France, se multiplier à chacun de ses pas. Certes, s'il y eût eu dans la défense plus d'initiative privée, plus de violence et plus de haine, les Allemands eussent rencontré bien d'autres obstacles en chemin.

Chaque fois qu'on se redressa devant eux, ils éprouvaient des échecs. Nous avons raconté le dévouement de Châteaudun, nous raconterons tout à l'heure celui de Saint-Quentin. Mais, avant ces deux villes, un petit village de Seine-et-Oise, Parmain, qui n'est en quelque

sorte qu'un faubourg de l'Isle-Adam avait donné l'exemple de la résistance. C'était le 22 septembre. Depuis le 16, les Prussiens étaient arrivés à l'Isle-Adam, arrachant le drapeau français, réquisitionnant, emportant les provisions de bouche. A Parmain alors, écrit M. le docteur Abbadie, un patriote, M. Capron, ne put voir de sang-froid cette invasion et ces pillages. « Il fait « appel à quelques amis. Le rendez-vous est donné au « fond d'une carrière. Ils sont vingt-huit et la résis- « tance est décidée. » Le lendemain, les Prussiens arrivent traînant des chariots et chantant. Les francs-tireurs s'embusquent, une fusillade accueille l'ennemi et, tout aussitôt, fuyant éperdus, les Allemands abandonnent leurs chevaux et leurs chars. On vit alors les femmes, les enfants, traîner à bras ces chariots conquis, on les entendit crier : Aux armes ! L'ennemi avait fui. Il allait bientôt revenir, le 27 septembre, et, attaquant Parmain, où s'étaient barricadés les francs-tireurs, il fit alors usage de deux obusiers. Le pont sur l'Oise qui sépare l'Isle-Adam de Parmain donnait un certain avantage à nos francs-tireurs. Ils se battaient avec acharnement, tirant avec précision. A quatre heures du soir, les Prussiens, repoussés encore une fois, faisaient sonner la retraite. Mais, en reculant, ils incendiaient. Selon leur habitude ils mettaient le feu ; c'était leur trait de Parthes. Le 29 septembre, deux jours après, ils revenaient au nombre de quinze ou seize cents, munis, cette fois, d'une artillerie redoutable et décidés à en finir avec ces quelques braves qui les tenaient en échec et par deux fois les avaient battus. Changeant de tactique, ils prirent les francs-tireurs à revers, et vers la nuit, M. Capron fit sonner la retraite. A ce moment, M. Desmortier, un vieillard (71 ans), ancien juge d'instruction près le tribunal civil de la Seine, était pris, un fusil à la main. On le mène à Persan, devant un groupe d'officiers : — « J'ai servi mon pays, dis-il, j'ai fait ce que tous les Français devraient faire ! » Et comme on le menait dans un champ

de betteraves pour le fusiller, il s'écria : « Je meurs pour la patrie, je meurs content [1] ! »

Les Prussiens n'osaient cependant pas encore pénétrer dans Parmain que venaient d'abandonner les francs-tireurs. Il y entrèrent le lendemain, et pour l'incendier. Le joli village paya de sa ruine l'héroïsme de ses habitants et la lutte des francs-tireurs. Quant à l'Isle-Adam, la petite ville, riche et assez effrayée de l'audace de Parmain qui osait se défendre, elle fut préservée et ne connut point le poids de la vengeance allemande, n'ayant pas connu l'amère joie de la résistance française.

Quelques jours après Parmain, Saint-Quentin, dans le département de l'Aisne, — département qui fut un des plus durement traités par les Prussiens [2], — Saint-Quentin allait aussi résister, et victorieusement, à l'ennemi.

M. Anatole de la Forge, nommé préfet de l'Aisne par le gouvernement de la Défense nationale, avait transporté le siége de la préfecture à Saint-Quentin, le chef-lieu, Laon, étant occupé par les Prussiens. Homme d'une bravoure éprouvée, d'un talent viril et d'un caractère sympathiquement chevaleresque, l'historien de la *République de Venise* voulait agir, devant l'invasion, en suivant l'exemple de Manin, son héros. M. de la Forge était disposé au sacrifice et au dévouement républicain. Dès son arrivée, il avait fait connaître à la commission municipale son programme qui tenait dans un mot : *Résistance.*

1. Voir *les Prussiens à l'Isle-Adam et à Parmain*, par le docteur Abbadie. M. Capron a publié aussi une relation, à la fois très-simple et très-digne, de cet honorable fait d'armes.

2. Le département a payé en contributions de guerre 31 millions 513 mille francs, soit :

Arrondissement de Laon		9.718.080
—	Soissons	11.779.012
—	Château-Thierry	4.404.871
—	Saint-Quentin	7.193.031
—	Vervins	420.803

Dès ce moment la ville se préparait à la défense : on faisait sauter les ponts, on construisait des barricades, la garde nationale était pleine d'ardeur. Le 7 octobre, le bruit se répandit que les Prussiens, ayant quitté Laon, se dirigeaient sur Saint-Quentin. Vers minuit, on crie aux armes, on bat la générale, les gardes nationaux vont, sous la pluie, à leurs postes respectifs. C'était une fausse alerte, mais le lendemain devait être fiévreux pour la cité. Une barricade, partant de l'ancienne maison du receveur de la navigation et allant sur le quai du port Gayant en couvrant l'octroi, défendait le pont qui mène à la ville et qu'on avait coupé. Barricade colossale faite d'arbres et de chevaux de frise, les murs de brique près la gare étant crénelés.

Le 8 octobre était jour de marché ; la ville paraissait remuante comme à l'ordinaire. Le temps était sombre, froid.

A dix heures, le tocsin se mit à sonner à grande volée. On battait la générale. Les Prussiens étaient à 2 kilomètres de la ville. Favorisés par la brume et cachant leur marche à travers les bois, ils étaient arrivés aux portes du faubourg sans être aperçus.

Les boutiques se ferment précipitamment, les hommes courent prendre leurs fusils et se portent aux lieux de rassemblement. La générale redouble ! Le lugubre tocsin sonne de plus en plus. On entend déjà la fusillade, c'est la première barricade du faubourg qui est attaquée.

Le préfet, M. Anatole de la Forge, arrive alors un revolver d'une main, une épée de l'autre ; il encourage les hommes : « Allons, mes enfants, au devoir ! » Les gardes nationaux se portent aux meurtrières de la barricade, et tirent sur les Allemands, qui avancent en bon ordre : leur cavalerie occupe les hauteurs du Mesnil, leur infanterie est placée plus bas. Sous la fusillade, les Allemands se replient dans les petites rues transversales. Le feu continue. Les Prussiens tombent, mais ils n'abandonnent

pas l'attaque. Ils reviennent à la charge avec fureur. Pendant deux heures on tire de part et d'autre. Quelqu'un parla un moment de se rendre. Le préfet demande aux gardes nationaux qui l'entourent s'ils y consentaient? *Comment ça*, répond l'un deux, *voilà seulement qu'on commence à s'échauffer !*

Il était deux heures, les Prussiens enlevaient leurs morts et leurs blessés, ils semblaient abattus.

Bientôt ils allaient, comme à Parmain, faire sonner la retraite et se retirer en incendiant un moulin, à défaut d'autre demeure.

Le lendemain, M. Anatole de la Forge, le héros de cette journée, blessé à la jambe sur la barricade si bien défendue, adressait à la ville et à ses défenseurs la proclamation que voici :

« Le préfet du département de l'Aisne, délégué de la Défense nationale.

« Félicite la garde nationale, les pompiers et les francs-tireurs de Saint-Quentin de leur vigoureuse résistance. Jamais vieilles troupes n'ont montré au feu plus de sang-froid et de décision que les vaillants défenseurs de la ville dans la journée du samedi 8 octobre 1870.

« Cette date prendra place dans l'histoire de la cité, à côté de la glorieuse défense de 1557. La France, si douloureusement éprouvée, verra que les citoyens de la ville de Saint-Quentin, VILLE OUVERTE, n'ont pas dégénéré, et qu'ils reçoivent aujourd'hui l'invasion prussienne comme leurs pères ont reçu jadis l'invasion espagnole.

« Honneur donc aux gardes nationaux, aux pompiers, aux francs-tireurs ! ils ont tous, ainsi que la population de Saint-Quentin, bien mérité de la Patrie.

« A Saint-Quentin, en l'hôtel de la Préfecture, le 9 octobre 1870.

« ANATOLE DE LA FORGE. »

1. Je la trouve dans un livre excellemment fait de M. Abel Deroux, rédacteur en chef du *Glaneur de Saint-Quentin*, un des otages qu'emmenèrent plus tard les Prussiens. Voyez l'*Invasion de 1870-71 dans l'arrondissement de Saint-Quentin*.

Saint-Quentin, ville ouverte qui osait ainsi donner l'exemple aux cités bastionnées, devait payer cher son courage. Le 21 octobre, le colonel von Khalden, à la tête de dragons et de Mecklembourgeois, arrivait, féroce et dur, réclamant la capitulation immédiate, menaçant de piller, de brûler, de fusiller le préfet, imposant, réquisitionnant, exigeant la remise de toutes armes, jusqu'aux cannes à épée, dans un délai de deux heures; cela sous peine de mort. Une vingtaine de voitures de réquisition suivaient cette armée aux types slaves, hideux et farouches, mangeant, tout en demeurant à cheval, des harengs saurs en les croquant par la tête et prenant à pleines mains, dévorant du lard cru. La commission municipale fit bravement son devoir. Elle fut un moment menacée de la prison, et les conseillers attendaient sur la place le départ pour l'Allemagne. On paya. De pauvres gens, des femmes apportaient leurs économies, *deux francs, trois francs*, les quelques sous possédés et cachés [1].

Trois jours après le 8 octobre, où Saint-Quentin avait eu, selon le mot de M. Gambetta dans son discours au banquet pour l'anniversaire de la défense de cette ville, *la volonté de mourir plutôt que de céder*, trois jours après, le 11 octobre, un parlementaire prussien se présentait devant Soissons, à la porte de Reims, et demanda à M. de Noue, lieutenant-colonel de l'état-major des places, qui commandait la ville, quelles étaient ses intentions. M. de Noue répondit, comme auraient dû répondre tous les commandants de place, qu'il *s'ensevelirait sous les murs de la ville plutôt que de se rendre*. Il n'avait guère, pour défendre Soissons, qu'un dépôt du 15e de ligne, un bataillon de mobiles et trois batteries de l'artillerie des mobiles du Nord. On était dans cette ville qui subit, en 1814, trois heures de pillage, disposé à combattre.

Soissons apprenait presque en même temps que l'état-

1. Voyez la *Guerre nationale*, chez Al. Lemerre.

major d'un corps prussien était à Vailly. L'attaque approchait, et la garnison très-résolue et la population opposaient ensemble une honorable résistance aux envahisseurs. Dans les premiers jours du siège on eut absolument l'espoir de vaincre. Les assiégés ont de ces chimères. Il semblait que ce ne fût là qu'une épreuve de courte durée. On s'enivrait de ces mensonges consolants qui ont conduit jusqu'à la plus amère déception la malheureuse France. « On annonçait, par exemple, dit l'*Argus* du 18 septembre, la marche vers Soissons du maréchal Bazaine, qui, débloqué de Metz, grâce à vingt-cinq mille Kabyles et à Abd-el-Kader, pourchassait l'armée prussienne à la tête de cent quarante mille hommes. On se répétait que Bazaine se dirigeait sur Lappion, au nord-est de Sissonne, où *il avait commandé des vivres.* » Nous les connaissons, hélas! pour les avoir éprouvées, ces angoisses de l'assiégé qui font voir dans un mirage, au Strasbourgeois monté sur le Munster, les Français qui approchent, angoisses qui font entendre au Parisien bloqué, privé de nouvelles, l'écho du canon de l'armée de la Loire.

Les volontaires de la garde nationale de Soissons faisaient, le plus souvent possible, des sorties. Ils débloquaient, par exemple, le 24 septembre, les canonniers volontaires de Soissons que l'ennemi entourait, et ce jour-là, comme le dit un témoin, « si, au lieu d'être deux cents, ils avaient été deux mille, ils eussent pu occuper les hauteurs avec de l'infanterie et des pièces de campagne, et jamais peut-être Soissons n'eût été pris. »

Il l'eût été sans doute, mais plus tard.

Soissons ne devait se rendre, au surplus, qu'après trente-sept jours de siège et un bombardement en règle. Dès les premiers jours, des femmes étaient tuées. « Depuis trois jours, écrivait un assiégé à la date du 29 septembre, la garnison assiste à un spectacle grandiose et triste en même temps. Les faubourgs brûlent sur un long parcours. » Le 12 octobre, le bombardement

commençait et atteignait bientôt le *summum* d'intensité. Les Prussiens avaient établi sur les monts de Presles quarante-cinq pièces de gros calibre, correspondant à nos pièces de 24 rayées, et foudroyaient la ville. La manutention et l'hôpital brûlaient dès le second jour. Il y eut alors des choses tristes. On doit les signaler pour les flétrir. *Le capitaine des pompiers donna sa démission, disant que ses hommes n'étaient point faits pour éteindre les incendies sous le feu de l'ennemi.*

Saint-Jean était criblé de projectiles. Durand trois jours et trois nuits le bombardement continua. Le troisième jour, les pertes s'élevaient à huit millions. Le conseil municipal, établi en permanence, demande qu'on se rende. Une brèche de 30 à 40 mètres était pratiquée déjà au bastion 3. Comment repousser l'assaut? 22,000 Prussiens étaient là contre 4,000 gardes mobiles ou fantassins du dépôt, soldats depuis un mois ou deux. Soissons se rendit le 16 novembre. « Elle s'était défendue *opiniâtrément,* » disent eux-mêmes les ouvrages inspirés par la Prusse. On y fit prisonniers 99 officiers, et 4,633 soldats avec 128 canons. Les Prussiens s'emparèrent d'une grande quantité de munitions et de vivres, et d'une caisse contenant 92,000 francs[1].

Six jours après, tombait une place forte d'Alsace Schelestadt, ville de 10,000 habitants, autrefois chef-lieu du département du Bas-Rhin, arrosée par l'Ill, entourée de prairies et de bois, et dominant le chemin de fer qui relie Strasbourg à Belfort. Schelestadt était assiégée par la division de la landwher de réserve aux ordres du général von Schmeling. Ce général, entré en Alsace, après

1. On avait admiré, durant le siége, les artilleurs de la mobile de Lille, fidèles à la tradition et dignes des vieux canonniers lillois. « Au moment où l'artillerie ennemie passait devant eux, l'officier qui commandait se pencha sur son cheval et dit d'un ton interrogatif : « *Artillerie?* » — On lui répondit : « Oui, artillerie mobile! Et il s'écria en battant des mains : « Ah! bravo, artillerie mobile» bravo! Et les artilleurs prussiens battaient des mains en criant : « *Bravo, l'artillerie!* »

avoir passé le Rhin en bac, à Neuenbourg, le 1er et le 2 octobre, avait envoyé d'abord un détachement sur Mulhouse, ville industrielle, riche et qu'on pouvait rençonner; puis il avait marché sur Neuf-Brisach, qu'il avait bombardée dans la nuit du 7 au 8 octobre, sans que M. de Kernor, lieutenant-colonel, commandant de place, eût voulu se rendre. Von Schmeling fit alors venir de Strasbourg des pièces de siège et se porta vers Schelestadt; le commandant M. de Reinach de Foussemagne, chef d'escadron, sommé de se rendre et à qui on demandait ses conditions, répondit d'abord fièrement : — « Mes conditions, ce sont mes canons! » C'était le 9 octobre. Le 20, le général von Schemling ayant reçu des renforts d'artillerie commença le feu contre la ville; dans la nuit du 22 au 23 octobre, la première parallèle était ouverte à six cents pas à l'est de la place, et, dès le 23, au matin, 32 pièces de canon couvraient Schelestadt de leurs projectiles. M. de Reinach était contraint, et assez tristement, à arborer le drapeau parlementaire. Il y eut ce jour-là des scènes douloureuses. Les soldats se révoltèrent et pillèrent. Quelle honte! trois bataillons prussiens firent la police dans Schelestadt rendue. Aussitôt recommença le bombardement de Neuf-Brisach, qui devait succomber le 16 novembre. La ville fut mal défendue, le fort Mortier, qui la domine, ayant été contraint de capituler. Il n'avait (toujours l'incurie impériale!) que *six pièces de canon*. Les Allemands — ceci n'est pas à la gloire des défenseurs de Neuf-Brisach — ne comptèrent dans ce siége que huit morts et dix-huit artilleurs blessés. Les Prussiens firent à Schelestadt 2,000 prisonniers et 5,000 à Neuf-Brisach.

Il est temps de se consoler de ces capitulations avec un tableau plus digne de la renommée de la France. Au surplus, à l'heure même où Schelestadt tombait, et Neuf-Brisach après elle, Phalsbourg arborait encore héroïquement le drapeau tricolore. Thionville n'était point prise, et Bitche, l'invaincue, défiait les Bavarois qui la

cernaient. Belfort allait bientôt à son tour résister fièrement à l'ennemi. Nous raconterons, à son heure, cette glorieuse histoire. Pour le moment, arrêtons-nous devant Verdun qui va succomber, la veille même du jour où les Allemands seront vaincus à Coulmiers, et saluons la résistance superbe et peu connue de cette ville.

Verdun défendue par mille hommes de troupes régulières, deux mille quatre cents mobiles et quatorze mille gardes nationaux inhabiles, fut attaquée le 24 août par une armée saxo-prussienne (quinze mille hommes), qui pouvait s'appuyer encore sur un corps aussi considérable demeuré non loin de Verdun, à Haudainville. L'armée assiégeante était commandée par le prince Georges de Saxe. — Dès le matin, ses troupes, prenant position sur les collines qui entourent la ville, étaient prêtes à tenter l'assaut. La réserve demeurant massée dans les bois, une colonne s'approcha forte d'environ cinq ou six mille hommes. Les tirailleurs ennemis, à travers les haies des jardins, s'avancèrent jusqu'à portée de fusil des murailles. Notre mousqueterie les força de reculer, et notre artillerie eût presque en même temps écrasé deux fortes colonnes qui s'avançaient, marchant de front, mais, le croirait-on? les *pièces n'étaient pas chargées*, et les officiers qui commandaient les bastions n'avaient pas encore reçu les clefs des poudrières de rempart[1]. La fusillade de nos tirailleurs suffit heureusement à arrêter les colonnes prussiennes, et les força à battre en retraite. C'est alors que se présenta un parlementaire allemand, chargé de sommer la place de se rendre. Les conditions étaient douces, comparées surtout aux conditions prussiennes d'habitude. Le général Guérin

1. Tous ces détails sur le siége de Verdun sont empruntés à une brochure fort bien faite, publiée à Toulouse, et signée *Un assiégé de Verdun*. Je regrette de ne pas connaître, pour le donner ici, le nom de l'auteur de ce travail, qui se distingue de la masse des publications hâtives, romanesques et erronées composées sur la guerre.

de Waldersbach, commandant la place, cœur intrépidement français avec son nom germain, rejeta ces propositions. Aussitôt l'artillerie prussienne ouvrit un feu violent, et « plus de deux mille cinq cents obus furent lancés sur Verdun. »

Mais cette fois les « vierges de Verdun » n'allèrent pas au quartier général prussien offrir au vainqueur des dragées. Sur ce point, 1870 effaça le souvenir de 1792. La population tout entière, décidée à la résistance, n'eut aucune faiblesse devant cette pluie de fer, et on compta bien des partisans, des éclaireurs volontaires, qui, la nuit, ne craignirent pas d'aller enclouer les canons allemands.

Le matin du 24 août, à neuf heures, les officiers prussiens avaient dit : « Nous déjeunerons à Verdun. » Le soir, repoussés par nos soldats, ils se vengèrent en bombardant la ville. Ils avaient laissé devant Verdun près de huit cents morts.

Et Verdun, résolue à se défendre jusqu'à l'épuisement de ses forces, redoublait d'énergie. Ses gardes nationaux servaient les pièces, les vieillards, « des avocats, des notaires », traînaient la brouette, tandis que le génie rasait les bâtiments qui gênaient le tir, et que les femmes et les enfants, au fond des caves, dont on avait garni les soupiraux « de fascines et de fumiers frais », faisaient de la charpie.

L'investissement de Verdun cessa d'être complet d'ailleurs, au moment où l'armée allemande tout entière se réunit pour écraser à Sedan l'armée de Châlons que l'empereur conduisait fatalement, absolument, aveuglément à la défaite. Après Sedan, des milliers de fuyards (deux mille quatre cents hommes) échappés au désastre, artilleurs, fantassins turcos, se réfugiaient, affamés, dans Verdun, et apportaient aux assiégés, à qui ils demandaient asile, le secours de leurs bras.

Quelques semaines après, Verdun était attaquée de nouveau. Cette fois, le 26 septembre, au point du jour,

l'ennemi prenait pour objectif la citadelle et les casernes. L'artillerie française riposta vigoureusement à l'artillerie prussienne, et dans ce duel elle eut le dessus. Les batteries allemandes furent éteintes après trois heures de combat. Ce fut alors que, renonçant à l'assaut et à la canonnade, les Allemands s'en tinrent à un blocus complet, tandis que nos artilleurs faisaient feu sur les vedettes lorsqu'ils parvenaient à les apercevoir.

« Il n'était pas rare, dit l'auteur anonyme du *Siége de Verdun*, de voir des obus arriver et éclater juste sur leur tête à 2.000 et 2.500 mètres. Nos pièces de 24 atteignaient les Prussiens dans leurs camps, à 5 et 6 kilomètres. Le canon grondait sans cesse. Quelques centaines d'hommes sortaient chaque jour, détruisaient les travaux d'approche que notre artillerie avait déjà sérieusement entamés et harcelaient l'ennemi jusque dans ses derniers retranchements. *Les turcos rapportaient, chaque fois, comme trophées, une douzaine de paires d'oreilles prussiennes.* » Ce dernier détail est horrible. Les *hommes noirs* dont avaient si peur les paysans badois, au début de la guerre, combattent en Europe comme dans leurs déserts d'Afrique. Qui les pourrait retenir? A l'armée de la Loire, les spahis indigènes, faisant métier d'éclaireurs, couraient, au galop de leurs petits chevaux arabes, sus aux uhlans prussiens, et lorsqu'ils les pouvaient tuer, rapportaient leur tête pendue à l'arçon de leur selle. Ils furent la terreur des Allemands, qui s'attachèrent dès lors à les détruire. Décimés, la plupart des spahis périrent dans ces combats. Cela est affreux, ces turcos coupant les oreilles des cadavres, mais, ce qui est plus épouvantable, ce sont les fils civilisés de la docte Germanie enduisant de pétrole des blessés et les brûlant ainsi; ce sont les étudiants de Heidelberg ou de Gœttingue forçant les paysans qu'ils fusillent à creuser leur propre fosse; ce sont les « envoyés de Dieu » affirmant leur mysticisme par des meurtres et des massacres.

Octobre venu, le général Botzner, qui commandait devant Verdun, fut remplacé par le lieutenant général von Gayl, officier d'artillerie, vrai Prussien, dur comme fer. Le 13, le 14 et le 15 octobre un bombardement commençait, mais impétueux, épouvantable, effréné ; le feu dura cinquante-six heures. Et, comme toujours, les incendies, les écroulements, les sinistres fracas de ces jours d'agonie, les flaques de sang dans les rues. la mort des innocents et des faibles.

Lorsque Verdun eut reçu des milliers d'obus, alors on voulut répliquer à la force par le courage.

Dans la nuit du 19 au 20, le capitaine Jumeau, suivi de quelques zouaves, chasseurs à pied, artilleurs et soldats du génie, se glissait, silencieux, jusqu'aux batteries prussiennes. « C'est en rampant, par une nuit épouvantable, que ces hommes dévoués arrivaient à la bouche des canons, puis, se dressant tout à coup, sautaient dans les batteries, renversaient les soldats prussiens et se précipitaient sur les pièces, qui furent enclouées en un instant [1]. » Ces braves gens avaient tué trente hommes environ à l'ennemi, après lui avoir encloué vingt-six canons, et ils ramenaient sept prisonniers.

Le lendemain, le général commandant Verdun adressait au général prussien cette lettre superbe, qui fait l'éloge de l'homme qui l'écrivait et de la population qu'il défendait :

« Général,

« Je dois vous exprimer le sentiment qui pénètre chez moi sur la manière dont vous avez attaqué la ville de Verdun. J'avais pensé jusqu'à ce jour que la guerre entre la Prusse et la France devait être un duel entre les deux armées et j'étais loin de m'imaginer que les habitants inoffensifs, des femmes et des enfants, verraient leur fortune et leur vie si injustement engagées dans la

1. *Courrier de Verdun.*

lutte. Si vous pensez, général, que cette manière d'agir de votre part, que je me dispenserai de qualifier, peut contribuer en quoi que ce soit à hâter la reddition de la place, vous êtes dans une profonde erreur; car ce que les habitants ont souffert jusqu'à ce jour n'a contribué, vous pouvez me croire, qu'à augmenter chez eux l'abnégation que commandent leur position et leurs sentiments patriotiques.

« Ni la pluie des bombes et des boulets, ni les privations auxquelles la garde nationale et l'armée peuvent être exposées ne les empêcheront de faire leur devoir jusqu'au dernier moment. Leur plus grand désir serait de se mesurer corps à corps avec les troupes prussiennes. Permettez-moi de vous dire, général, que c'est sur la brèche que nous vous attendons et que nous espérons que vous sortirez un jour de derrière les montagnes qui vous tiennent cachés à nos coups.

« Recevez, général, etc.

« *Le général commandant supérieur*,

« Baron Guérin de Waldersbach. »

Cette brave garnison de Verdun devait répondre, à son tour, au bombardement par une sortie victorieuse et, le 28 octobre, les batteries prussiennes étaient, à la même heure, sur tous les points à la fois, démontées les affûts brisés et les munitions détruites [1]. Tout à coup, la pauvre ville assiégée apprit que Metz avait capitulé, que l'armée de Bazaine était prisonnière et que cent mille Prussiens à la fois et l'immense matériel de siége réuni devant Metz allaient être dirigés sur Verdun. Quel écrasement! quel anéantissement complet de toutes les espérances! A quoi bon lutter? à quoi bon combattre? L'artillerie de Metz et de Strasbourg réduirait facilement en poudre les remparts de Verdun. La grande cité, Metz, entraînait Verdun dans sa chute. Le général

1. *Siége de Verdun*, par un assiégé, page 21.

commandant Verdun proposa de rendre la ville et demanda les conditions à l'ennemi. Ce fut le roi Guillaume qui répondit :

« En présence de l'héroïque défense de Verdun, disait-il, je suis disposé à accepter des conditions exceptionnelles. »

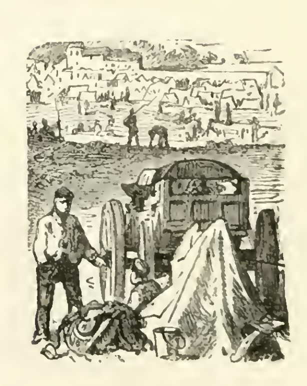
« On traita donc, dit l'auteur du *Siége de Verdun*, sur les bases posées par nous. »

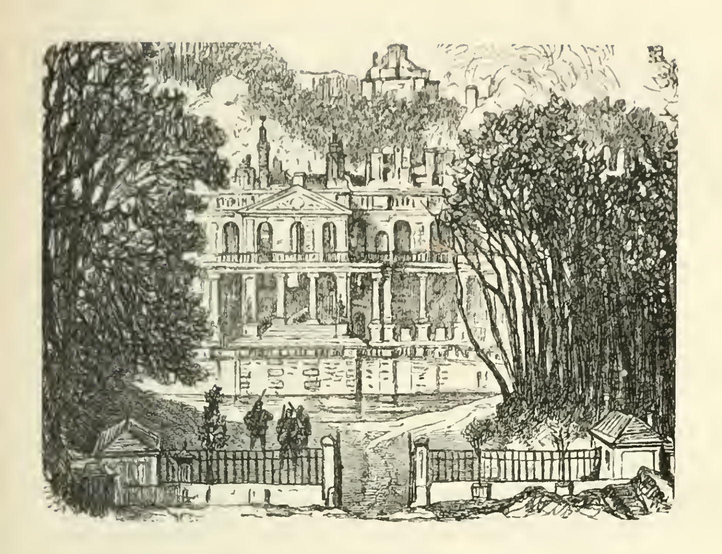
La fière capitulation de Verdun est la condamnation de la capitulation de Sedan et de la reddition de Metz.

Le 9 novembre, les troupes prussiennes entraient dans Verdun, sans tambour, trompette ni musique. Les rues étaient désertes. La défaite, ici, avait sa fierté et sa grandeur.

Telle était, — en négligeant le Nord et la Bourgogne, — au lendemain de la bataille de Coulmiers, la situation de cette malheureuse France qui voyait un présage de régénération et de salut dans la reprise de la ville où Jeanne d'Arc avait combattu : Orléans !

Nous allons montrer maintenant quel effet produisit à Paris la victoire de d'Aurelles de Paladines et comment s'écoula le mois de novembre dans la grande ville assiégée.





CHAPITRE XI

Paris après la victoire de Coulmiers. — Le sergent Hoff. — Les *queues* à la porte des boulangeries et des boucheries. — Admirable attitude des femmes parisiennes. — Fabrication des canons et des munitions. — Les pigeons voyageurs apportent à Paris des dépêches privées. — Les ballons et les aéronautes. — M. Jules Ferry remplace M. Etienne Arago à la mairie centrale. — Cherté croissante des vivres. — Les fausses nouvelles. — Les clubs. — Le 72e bataillon de la garde nationale à Bondy. — Positions des troupes allemandes autour de Paris. — Proclamation du 20 novembre annonçant qu'une action décisive va être engagée. — Préliminaires de la sortie : Reconnaissances et diversions. — Les marins et la garde nationale enlèvent la Gare-aux-Bœufs de Choisy-le-Roy (29 nov.). — Retard dans le passage de la Marne. — Bataille de Champigny (ou de Villiers) : Première journée (30 nov.). — Combat d'Epinay. — Les hostilités sont suspendues pendant la journée du 1er décembre. — 2 décembre : Retour offensif de l'ennemi. Deuxième journée de bataille. — Les troupes repassent la Marne (3 déc.). — Communication de M. de Moltke au général Trochu, relative à la reprise d'Orléans par les Allemands. — Réponse du général Trochu. — Proclamation du gouvernement.

La nouvelle de la victoire de Coulmiers avait, nous l'avons dit, produit à Paris l'effet qu'elle produisait en même temps dans toute la France, et il semblait qu'une

ère nouvelle s'ouvrait pour notre pays. Volontiers eût-on dit au général d'Aurelles de Paladines le mot qui a été prononcé, assure-t-on, par l'empereur parlant à Bazaine, le lendemain du combat de Borny : « Vous avez rompu le charme. » Le charme rompu, il fallait, l'instinct populaire le sentait, agir enfin et profiter de la fortune, ou plutôt de l'état de mâle énergie qui avait succédé au refus d'armistice, et de l'état de confiance véritable né du succès de l'armée de la Loire. Le jour où l'Hôtel de Ville avait été envahi, le 31 octobre, on avait entendu le général Trochu prononcer ces paroles que nous avons rapportées : « Et dire qu'il ne me fallait plus que *quinze jours* pour tout sauver ! » Ces quinze jours étaient déjà passés et, sauf quelques petits engagements d'artillerie ou quelques expéditions hardies mais de minime importance, on n'avait eu encore à enregistrer aucun fait qui parût annoncer une action décisive.

Cette période d'attente et de préparation, pendant laquelle le gouverneur de Paris combina sa sortie de la fin de novembre, eut cependant ses héros et ses faits d'armes. Un sergent du 107e d'infanterie, devenu célèbre depuis lors, le sergent Ignace Hoff, se faisait remarquer par une intrépidité vraiment extraordinaire. « Accompagné d'un garde mobile, disait le *rapport militaire* du 9 novembre, il s'est approché à vingt pas d'une sentinelle prussienne, l'a tuée et a tué également un soldat ennemi accouru au secours de son camarade. Le sergent Hoff a déjà tué environ trente Prussiens, et a reçu la croix de la Légion d'honneur, en raison de ses nombreux actes de courage [1]. » Le 12 novembre, au matin, le capitaine de Ni-

1. Le sergent Hoff allait être fait prisonnier au combat du 2 décembre (à Petit-Bry), avec presque toute sa compagnie. Se débarrassant aussitôt de sa croix, de ses galons, de ses papiers, il déclara se nommer Wolff, et fut interné à Cologne dans le camp de Gramberg. Un soldat alsacien ayant eu l'imprudence de prononcer son véritable nom, les Prussiens mirent le faux Wolff au cachot ; mais le sergent Hoff, après trente jours de détention, réussit à faire croire

verlée, officier d'ordonnance du général Ducrot, à la tête de quelques volontaires, pénétrait dans Saint-Cloud jusqu'à la place de l'Hospice, et enveloppait audacieusement une patrouille ennemie. Les Prussiens opposant une résistance énergique, cinq étaient tués sur place et le sixième ramené prisonnier, blessé de deux coups de baïonnette. De côtés et d'autres, les éclaireurs ou francs-tireurs se distinguaient ainsi par de petites expéditions, tandis qu'autour de Paris, les ouvrages avancés, les redoutes et les forts, inquiétaient de leur mieux les travaux de l'ennemi. Paris, on peut le dire, était enveloppé d'une ceinture de feux. Nuit et jour, il faisait entendre son tonnerre, et la cité, qui s'endormait au bruit du canon, se réveillait au même bruit. On eût dit que l'air était chargé de détonations et de salpêtre, et chaque citoyen s'était habitué à cette vie nouvelle, dure, pénible, pleine non seulement d'angoisses, mais de réelles souffrances, mais remplie aussi d'un profond sentiment d'espoir et du sentiment joyeux que donne le devoir accompli.

Paris, à ce moment, offrait un des spectacles les plus émouvants et les plus beaux qu'on puisse jamais rencontrer dans l'histoire. Quoi qu'on ait pu dire et quelle qu'ait été ensuite la chute de tous ces vastes espoirs, à cette heure de résistance suprême, Paris, qu'on essaye de calomnier aujourd'hui, Paris fut sublime et supporta,

que Wolff était bien son nom, put être remis en liberté, et, toujours sous le nom de Wolff, il rentra en France le 10 mars 1871, après la paix. Dirigé sur Cambrai, incorporé au 3e régiment provisoire, il fit partie de l'armée de Versailles (division Clinchant), et fut blessé à l'attaque d'une barricade rue Saint-Lazare. Après avoir été sauvé comme par miracle il fut nommé gardien du bois de Boulogne, puis gardien du square du Trocadéro. Plus d'une fois il vit là des officiers prussiens vêtus en bourgeois venir le regarder curieusement. Sa blessure le faisant toujours souffrir par les vents d'hiver qui soufflent au Trocadéro, nous essayâmes de lui faire donner un autre poste et après avoir demandé à M. Jules Simon une place de gardien dans un musée, nous obtînmes du maréchal de Mac-Mahon que le sergent Hoff fût nommé gardien de la colonne Vendôme. C'est là qu'il est aujourd'hui.

sans se plaindre, l'accumulation de maux qui lui réservait le sort. Il souffrait déjà de cette famine qui devait l'amener lentement à la capitulation. Point de vivres en assez grande abondance, et chacun forcé de conquérir, par une longue attente, par de longues et mortelles heures de queue à la porte des boulangers et des bouchers, le peu de pain noir et de viande de cheval que distribuaient les municipalités. Les femmes là furent surtout admirables. Levées avant le jour, les pieds dans la boue ou la neige, elles attendaient, se pressaient devant les boulangeries, arrachaient littéralement le pain du mari et des enfants. On avait distribué des cartes de boucherie où se trouvaient marqués les jours de distribution de viande. Quelquefois, au lieu de viande fraîche, on distribuait (dure déception) de la viande salée ou des harengs. La douleur alors était grande, car il faut avoir traversé ces mois cruels où l'estomac délabré réclamait des fortifiants, pour comprendre quelle influence le physique peut avoir sur le moral et quelle chose effroyable cela peut être qu'une telle ville, l'immensité de Paris réduite à d'insuffisantes rations.

Et nul ne se plaignait. Et chacun faisait son devoir, remplissait son rôle. Tandis que les compagnies de marche de la garde nationale s'équipaient pour les sorties, tandis que les compagnies sédentaires veillaient à la garde des remparts, les vétérans surveillaient ces *queues* des boucheries et des boulangeries, et faisaient l'ordre dans la rue. Des vieillards, souvent riches et habitués à une vie facile, se levaient avant l'aurore triste et glacée de ces matins de novembre, et faisaient prendre patience aux femmes grelottantes qu'ils rangeaient et laissaient circuler par deux. Partout, dans la ville assiégée, manœuvraient, avec une conviction absolue, ces soldats improvisés, ces gardes nationaux dont on ne devait mettre le courage à l'épreuve que trop tard, et lorsque leur dévouement serait inutile. Les places, les squares, les carrefours, retentissaient du bruit des clairons. Par-

fois, au retour de quelque reconnaissance en rase campagne, lorsque les bataillons de guerre rentraient, on voyait les voitures d'ambulances qui suivaient, encore vides à cette heure, et chacun, au lieu de se sentir ému par ce triste appareil, puisait dans cette vue une confiance nouvelle.

Tels étaient l'aspect et l'esprit intérieurs de Paris. Mais ce qui ajoutait encore à la situation unique de la capitale assiégée, c'était cet isolement, cette privation de toute communication avec le monde qui faisait de Paris comme un gigantesque radeau de naufragés perdus en pleine mer. Cette ville, d'où rayonnait naguère une vie intense et capiteuse, se trouvait maintenant emprisonnée dans ses propres murailles et ne vivait que de sa vie propre. Tout son mouvement étonnant et qui suffit parfois à donner le branle à l'univers, se dépensait sur place, et jamais le nom de *cuve* que le poëte des *Iambes* donna à Paris, ne lui convint mieux qu'en cette période douloureusement glorieuse.

La cuve bouillonnait. On y fondait des canons, on y fabriquait des essieux, des caissons, des cartouches, des obus. On y travaillait pour la France. Certes chacun, dans Paris, se croyait destiné à périr et, ceci soit dit sans phrase, ne s'en souciait guère. Ce qui navrait l'âme de tous, c'était l'absence de nouvelles, depuis le déchirement de la séparation dernière. Cet isolement poignant faisait de Paris quelque chose comme un géant mis au secret. Mais, de même que Paris envoyait par ballons sa parole et ses secours à la province, de même aussi la province adressait ses nouvelles par des pigeons voyageurs qui apportaient, sous leurs ailes, dans des tubes presque imperceptibles, des milliers de dépêches imprimées en caractères microscopiques sur un papier plus léger que la pelure d'un oignon. Bientôt, grâce à cette invention, chacun des défenseurs de Paris put adresser, moyennant un franc, quatre questions à ses parents ou amis de la province. Ceux-ci purent de même répondre par

oui ou par *non*. Et ce fut merveilleux, ces dialogues à travers l'espace, cette science venant protester, en pleine guerre barbare, contre le blocus et la mort. Les dépêches photographiées et réduites sur une feuille de collodion étaient, à l'arrivée, projetées sur un mur par un appareil électrique grossissant, et l'invisible, l'imperceptible, était aussitôt réimprimé et distribué à tous.

Voilà qui fut vraiment superbe, voilà qui consolait de l'abaissement et de la douleur. Cette science invincible, cette industrie humaine surgissant parmi la tuerie, faisait songer à des jours meilleurs et à de plus nobles efforts pour l'humanité en travail. On a écrit l'histoire de la science durant ce long siége [1], il resterait à en écrire le poëme. Poëme, certes, oui, et quel plus vaste sujet pour une voix inspirée que ces incroyables efforts et ces plus incroyables résultats ! Quoi de plus touchant et de plus émouvant que ces bulles d'air, ces ballons s'élevant au-dessus de la ville investie et portant au monde la conscience et comme le battement du cœur de Paris ! Quoi de plus poétique aussi que ces pigeons messagers accourant vers le navire désemparé non pas avec le rameau d'olivier de la colombe de l'Arche, mais avec la parole de guerre de la France luttant et ne voulant pas mourir ! Ils traversaient, ces pigeons, les lignes ennemies, échappant comme par miracle aux balles des fusils Dreysse et aux griffes des faucons prussiens dressés à leur donner la chasse, ils fendaient l'air glacé, s'abattaient à demi morts sur nos toits et nous tendaient, sous leurs plumes déchirées, dans un mince tuyau lié longitudinalement à une plume de la queue par trois fils, les dépêches que nous attendions haletants et que contenait un petit carré de 40 millimètres sur 30 millimètres. M. Louis Blanc proposait à cette époque de placer, sur les armes de la ville de Paris, au-dessus du navire à

1. *La science pendant le siége de Paris*, par Saint-Edme. 1 vol., chez Dentu.



Pigeons voyageurs.

voiles blanches, un pigeon en souvenir de ces dures journées de siége, et certes les pigeons de Paris devaient nous être plus sacrés que pour les Vénitiens ne le furent les légendaires pigeons de Venise !

Et les hommes intrépides, marins pour la plupart, aéronautes improvisés, qui montaient les ballons et se jetaient à l'aventure! Qui écrira aussi leur poëme? Dans un livre fort curieux, excellent : *En ballon pendant le siége de Paris, souvenirs d'un aéronaute*, par M. Gaston Tissandier, nous pouvons lire la liste de tous les ballons partis de Paris. Presque tous arrivèrent à destination, tombèrent en France. D'autres allèrent en Allemagne, et leurs aéronautes prisonniers furent un moment menacés de mort par les autorités prusiennes, inaugurant contre toute justice un étrange *droit des gens*. Vouloir interdire l'air à l'assiégé, c'était fouetter la mer, comme le fit Xerxès . Les Prussiens tiraient sur ces ballons sans pitié. Un ballon, la *Ville-d'Orléans*, monté par M. Rolier ingénieur, avec M. Deschamps, franc-tireur, pour passager, partit de la gare du Nord le 24 novembre à 11 heures 45 du soir et arriva, le lendemain, à une heure de l'après-midi, à cent lieues au nord de Christiania, en Norwège. Ce voyage tient du fantastique. De Paris en Norwège, en quelques heures, c'est de la féerie. D'autres furent moins heureux. Le *Jacquard*, monté par le marin Prince, n'a pas été retrouvé. Il fut perdu en mer. Un navire anglais, en vue de Plymouth, aperçut bien un ballon qui tombait vers la mer, mais ne put le sauver. Un autre, le *Richard-Wallace*, monté par E. Lacaze, soldat, s'est perdu de même. On l'a vu près de Niort, on lui a crié de descendre, le ballon a continué de courir vers l'Océan. N'oublions pas, même dans cette histoire générale, ces deux humbles martyrs, le soldat Lacaze et le marin Prince, morts en plein Océan (après combien d'heures d'angoisses !), morts seuls dans cette immensité, la nacelle du ballon flottant sur la mer, et eux, perdus, et essayant d'apercevoir au loin une voile, essayant de dominer par

leurs cris le bruit de l'Océan, le fracas des vagues qui continuent leur murmure sourd. On ne peut imaginer de plus glorieux mais de plus sombres trépas.

Cependant de petits changements intimes avaient eu lieu dans l'administration de la ville de Paris. M. Jules Ferry, membre du gouvernement, était délégué à la mairie centrale, en remplacement de M. Étienne Arago qui venait de donner sa démission. MM. Clamageran, Hérisson et Chaudey, adjoints au maire de Paris, étaient maintenus dans leurs fonctions. « M. Étienne Arago, disait le *Journal officiel*, a lui-même pensé que la mairie centrale n'était plus compatible avec la situation nouvelle, et le gouvernement a dû se passer d'un citoyen excellent, d'un républicain également attaché à la liberté et à l'ordre, et qui demeure dans les nouvelles fonctions qu'il va remplir, en parfait accord d'opinion et de sentiments avec le gouvernement de la Défense. » Les *nouvelles fonctions*, dont parlait la note de l'*Officiel*, étaient le poste de commissaire général des monnaies, auquel M. Arago était appelé bientôt en remplacement de M. Pierre Clément, décédé. Mais la démission de M. Arago devait suivre presque immédiatement sa nomination à ce dernier poste.

M. Étienne Arago avait administré avec un zèle profond et une activité sympathique cette mairie de Paris dont il s'éloignait en se disant avec joie que du moins, durant son passage à l'Hôtel de Ville, pas une goutte de sang n'avait coulé dans Paris. Il avait déployé dans son administration les qualités cordiales et ardentes de sa loyale nature. Accueillant à tous, jeté soudain dans une situation où tout était à organiser, mobiles à loger, ambulances à établir, députations à recevoir, à renseigner, bataillons à équiper (combien d'autres soins encore !) il avait triomphé par son énergie de plus d'un obstacle et maintenu avec une fermeté souriante les principes républicains. On lui reprochait alors de s'occuper de choses indifférentes en temps de siège, par exemple d'avoir ins-

titué une commission pour la dénomination des rues. Mais à ce moment tout avait son importance, et ne fallait-il pas arrêter le mouvement individuel qui faisait que chacun débaptisait et rebaptisait sa rue à son gré et selon ses préférences, celui-ci appelant une rue *rue Barbès*, et celui-là une autre *rue Blanqui?* De là l'intervention de la commission. Au surplus, M. Étienne Arago emportait dans sa retraite les sympathies du peuple de Paris et son estime.

M. Jules Ferry, qui lui succédait, arrivait à l'heure difficile, au moment où les vivres se faisaient plus rares, l'alimentation et le chauffage plus difficiles, et où l'hiver, qui fut rude, allait commencer. Le nouveau maire allait avoir à supporter le courroux des souffrants et la calomnie des réacteurs. C'était le moment où, malgré les réquisitions des bêtes à cornes, la viande manquait déjà ou semblait devoir manquer. On mangeait alors, chose inattendue, de l'âne, du mulet, des rats, des chats, des chiens. La *Lettre-Journal de Paris* donne, à cette date, quelques prix de ces viandes montées tout à coup au rang de *mets de grand luxe.*

Au 20 novembre, l'âne et le mulet valaient de 6 à 8 fr. le kilogramme ; une oie se payait de 25 à 30 francs ; une paire de lapins, 30 francs ; le jambon, quand il s'en trouvait, 16 francs le kilogramme ; une carpe, 20 francs; le boisseau de pommes de terre, ramassé sous le feu des Prussiens par des maraudeurs, femmes ou enfants, 6 fr. ; un chou, 1 fr. 50; le beurre frais, 40 fr. le kilog. Et bientôt ces prix déjà exorbitants allaient augmenter dans des proportions étranges, si bien que deux mois après ils étaient devenus improbables.

On s'imagine quel sourd grondement devait animer ce malheureux Paris, souffrant ainsi, et quelles passions et quelles colères s'allumaient en lui, colères qu'éteignait seulement le sentiment du devoir en face de l'ennemi. Le mot d'ordre était : « Soyons calmes, point de désunion devant les Prussiens. » Cependant des journaux de sec-

taires et des clubs entretenaient dans la population une défiance profonde et ce sentiment de vague soupçon qui fait que la trahison semble proche. La *Patrie en danger*, par exemple, le journal de Blanqui, tout près de disparaître faute d'acheteurs, insérait dans ses colonnes des nouvelles comme celle-ci :

MINUIT

(*Dépêche particulière*)

La nuit dernière, les éclaireurs Lafont ont pris quatorze pièces de canon prussiennes à Villemomble.

Dans le parc ennemi, il y avait trente-deux pièces avec les attelages. Les éclaireurs n'ont pu en emmener que quatorze.

Elles ont été conduites à Saint-Denis.

Hélas ! rien n'était vrai, tout venait de l'invention du journaliste.

Ces fausses joies étaient, pour l'esprit, pour le moral de la population, aussi fatales que les renseignements plus graves donnés par la *Patrie en danger*. Dans ce dernier genre, voilà ce que publiait ce journal :

RETOUR DE NAPOLÉON III

On nous communique la note suivante, signée par un citoyen des plus honorables.

Nous la reproduisons néanmoins sous toutes réserves mais en appelant sur elle l'attention de nos lecteurs.

« *M. Théophile Haury, marchand de bœufs,* 38, *quai de l'Hôtel-de-Ville, s'est echappé de Versailles le* 15 *novembre et est arrivé à Paris le même jour, à onze heures du soir.*

« *Il déclare avoir vu à Versailles, dans la calèche du roi Guillaume, l'ex-empereur des Français.*

« *Le général Trochu a été avisé de ce fait.* »

Ainsi, voilà les fables dangereuses qu'on répandait

dans le peuple et qui pouvaient avoir sur les imaginations parisiennes de si terribles résultats. Ces renseignements fantaisistes étaient propagés ensuite dans les réunions publiques, où malheureusement ne se rendaient pas les chefs sages et autorisés du parti démocratique, mais des orateurs de rencontre, sacrifiant tout au désir de produire ce qu'on nomme au théâtre *un effet*, et pour cela ne reculant pas devant des nouvelles à sensation aussi dépourvues de vérité que celles que nous venons de citer.

Il y avait alors à Paris une quinzaine de clubs environ où l'on entrait en payant, soit cinq sous, soit dix sous. Les présidents et les assesseurs de ces clubs étaient en quelques sorte à demeure dans leur établissement. On citait parmi les lieux de réunion, Valentino, les Folies-Bergères, le club de la Vengeance, l'Alcazar, le Casino-Cadet, le Pré-aux-Clercs, l'Élysée-Montmartre, le club Favié (à Belleville), le club des Mille et un Jeux (rue de Lyon), de l'École-de-Médecine, du Collège de France, du passage Raoul, de la Reine-Blanche, des Porcherons, de la Réunion (aux Batignolles), des Montagnards (boulevard de Strasbourg), de la Fidélité (rue de la Fidélité). Là, la lave du volcanique Paris s'écoulait, souvent brûlante et embrasée, trop souvent chargée de détritus et de scories. Les phrases toutes faites et les déclamations y tenaient malheureusement plus de places que les idées nouvelles et même que les seules idées. La *blague* parisienne s'alliait à la fièvre révolutionnaire. « Je voudrais, comme les Titans, escalader le ciel pour poignarder Dieu ! » s'écriait un orateur. — Et quelque gamin, interrompant : « Faudrait un ballon ! » Pauvre et généreux peuple, qui écoutait pourtant tous ces discours, qui les applaudissait, qui croyait à la victoire, à la ruine certaine de la Prusse, à tout ce qu'on lui répétait chaque soir, à tout ce qui se produisait de renseignements, de passions, de colère, dans ces lieux publics, où l'on s'entassait, où l'on allait chercher un peu de chaleur à la

lumière des lampes à pétrole, et un peu de vie au contact de citoyens suspendus à quelque parole vibrante. Certes, il se dit alors dans les clubs bien des folies, bien des exagérations ridicules ; mais pourtant, sous ces phrases ronflantes de rodomonts de tribune, il y avait le vague instinct de la foule, l'âme et le désir de Paris. Pourquoi, oubliant ou dédaignant tout ce qui se débitait d'étrangetés dans les discours, le général Trochu n'écoutait-il point les applaudissements, ne saisissait-il pas l'électricité batailleuse qui se dégageait de ces agglomérations d'hommes et de femmes? Au fond, que voulait la foule? De l'action, de l'action toujours. Que signifiaient ses exagérations, ses crédulités, ses fièvres, ses colères, cet état mental tout spécial dans lequel elle se trouvait? Cela signifiait qu'elle voulait agir et combattre, et que se dégageait de son sein, comme un éclair d'un ciel orageux, une seule pensée contenue dans un seul mot : *l'audace!*

Voilà en quoi les clubs contenaient, jusque dans son exagération et ses hyperboles, le sentiment public. « Pourquoi n'agit-on pas? Pourquoi ne sort-on pas? Pourquoi ne combat-on pas? » Telle était en somme l'éternelle question de tous, question qui devenait aussitôt récrimination en passant par les clubs. Oui, il fallait agir ; la foule, instinctivement, le sentait et elle le criait assez durement à ses chefs qui demeuraient immobiles. Le général Trochu s'obstinait à longuement, à trop longuement préparer une sortie, et il semblait négliger le concours de cette garde nationale sur laquelle, disait-il cependant à la veille et au lendemain du 4 septembre, il comptait pour dégager Paris. La garde nationale cependant, refusait-elle de marcher? Lorsqu'on la dirigeait sur l'ennemi montrait-elle quelque faiblesse? Non, certes, et lorsque nous parlerons tout à l'heure des incidents de Créteil nous verrons qu'il y eut indiscipline peut-être, mais non lâcheté. Tout au contraire, lorsque les bataillons de MM. de Brancion et Ulric de Fonvielle



M. JULES FERRY.

furent, tour à tour, envoyés en reconnaissance, ils montrèrent dès leur début l'aplomb de vieilles troupes. Voici, sur la reconnaissance faite par M. de Brancion (dont le nom fut glorifié pour ce fait d'armes), le rapport de M. le contre-amiral Saisset, daté de Noisy, 24 novembre, six heures du soir :

« Le 72e bataillon de guerre de la garde nationale, conjointement avec le 4e bataillon des éclaireurs de la Seine, est allé aujourd'hui, à deux heures, occuper militairement le village de Bondy, sous le commandement supérieur du capitaine de frégate Massion.

« L'entrain du 72e bataillon a été tel qu'il a franchi les barricades de Bondy, refoulé l'ennemi d'arbre en arbre sur la route de Metz et le long du canal de l'Ourcq.

« Le commandant Massion a été blessé et transporté à l'ambulance du ministère de la marine.

« Le 72e bataillon compte 4 blessés, aucun tué. Le 4e bataillon des éclaireurs de la Seine, qui gardait la droite dans les tranchées qui relient le village de Bondy au cimetière, n'a pas eu de blessés.

« Quelques obus du fort de Noisy, envoyés sur le pont de la Poudrette et sur les maisons bordant la lisière du bois, ont réussi à faire mettre le pavillon d'ambulance à l'ennemi sur la quatrième maison de droite du littoral du bois.

« Un grand mouvement a précipité cet incident, et la retraite à découvert faite par l'ennemi, l'a montré très nombreux.

« A quatre heures, le 72e bataillon de guerre, commandant de Brancion, s'est replié avec le plus grand sang-froid, et a ainsi bien inauguré son entrée en campagne. »

Les troupes allemandes formaient autour de Paris un cercle immense d'investissement. A voir leurs lignes enserrer étroitement, sur un si vaste espace, une ville si considérable, on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment à la fois étonné et attristé. Il fallait une audace

singulière aux Allemands pour se risquer à une telle entreprise, et, chose cruelle à reconnaître, cette audace, autrefois la qualité maîtresse de notre race gauloise, nous fit complétement défaut durant toute la campagne, et assura, au contraire, un grand avantage à l'ennemi. Ses écrivains militaires nous ont depuis fait connaître que nous pouvions en octobre rompre sa ligne d'investissement devant Paris. Et à cette même époque, on va voir, selon M. Julius de Vickede, ce que nous pouvions essayer encore avec succès :

« Il n'aurait pas, dit cet écrivain, été très difficile encore aux Français — s'ils avaient eu, sous la direction d'un commandement central, intelligent et énergique, une troupe de 4,000 à 5,000 hommes résolus, de détruire en une seule nuit, au mois d'octobre, avant la capitulation de Metz, les tunnels mal gardés de Saverne et de Toul, ainsi que les ponts de Fontenay et de quelques autres localités bien choisies, de jeter le feu dans les parcs du train de Nancy, Châlons, Reims et Nogent, puis d'exercer de toutes parts, sur les derrières de l'armée d'invasion, des ravages d'une grande étendue. Si cela fût arrivé, le général de Moltke se serait vu contraint à abandonner aussitôt son audacieuse entreprise d'investir, au cœur de la France, une place comme Paris, contenant plus de 150,000 hommes de garnison, aussi longtemps que Metz avec son armée de 160,000 hommes n'était pas tombé en son pouvoir, et que le drapeau tricolore flottait encore sur Toul, Verdun, Langres, Phalsbourg, Montmédy, Longwy, Thionville et mainte autre forteresse.

« Peut-être y eût-il eu de grandes difficultés à retirer de devant Paris les troupes engagées si avant... Mais Moltke songeait à tout ; son état-major, admirablement instruit, étudiait toutes les dispositions jusque dans leurs plus menus détails ; le roi Guillaume accompagnait tous les ordres donnés d'une signature qui imposait leur exécution ponctuelle et absolue : on renvoyait de l'armée

avec une juste rigueur tout officier qui prétendait agir à sa guise. Une télégraphie et une poste de campagne, qui faisaient leur œuvre avec une promptitude et une exactitude incomparable, maintenaient heure par heure, pour ainsi dire, les communications de tous les corps avec le quartier général. De la sorte, les généraux placés à leur tête recevaient constamment, et en temps utile, des instructions auxquelles ils n'avaient qu'à se conformer immédiatement pour être des anneaux solides de cette gigantesque chaîne de fer que le génie du grand stratège allemand promenait sur la France, de manière à étreindre ce malheureux pays dans des cercles de plus en plus resserrés. »

Mais, à l'époque où nous sommes parvenus dans cette histoire, toute tentative du genre de celle dont parle M. de Vickede était inutile, et il nous fallait jouer notre carte de salut sur la tentative de jonction de l'armée de Paris avec l'armée de la Loire à travers les lignes prussiennes.

Autour de Paris, les troupes allemandes occupaient, à la fin de novembre, les positions suivantes : la landwher de la garde se tenait, en partant de Louveciennes, jusqu'à Chatou sur la ligne du chemin de fer, appuyant sa droite sur le 5ᵉ corps allemand qui tenait Bougival, la Celle-Saint-Cloud, Saint-Cloud et les hauteurs jusqu'à Sèvres et Meudon. De Meudon à Bourg-la-Reine par Clamart, Châtillon et Bagneux, était établi le 2ᵉ corps bavarois; le 6ᵉ corps allemand occupait l'Hay, Chevilly et Choisy. A partir de la Seine jusqu'à Noisy-le-Grand, Paris était investi par les Wurtembergeois, Bourneuil, Noisy-le-Grand, Ormesson, Chennevières. Champigny, Villiers, étaient à eux. De Champs à Aunay-lès-Bondy la ligne était occupée par les Saxons, tenant Gournay, Gagny, Livry. Au Bourget, à Dugny, au Blanc-Ménil, bref, d'Aunay à Épinay-Saint-Denis, la garde prussienne était cantonnée, sa droite rejoignant le 4ᵉ corps allemand qui s'appuyait, à son tour, sur la landwher de la

garde. Ainsi, partout des troupes, et le cercle d'investissement n'avait, sur aucun point, une solution de continuité. En revanche, nous gardions l'avantage de pouvoir jeter en moins de temps sur un point donné un plus grand nombre de troupes, les renforts des Prussiens devant décrire, pour arriver, une circonférence autrement grande. Nous pouvions, de la sorte, espérer rompre la ligne ennemie, ou pour mieux dire, leurs lignes, car ils avaient depuis septembre établi autour de Paris trois lignes d'ouvrages en quelque sorte concentriques et dont les derniers étaient justement les plus redoutables. Mais que ne fait-on pas, encore un coup, avec l'abnégation et la foi ?

Cette confiance superbe qui transporte les montagnes et accomplit les prodiges, il faut malheureusement reconnaître que le gouverneur de Paris ne la] possédait pas. Dès le commencement du siège, dès avant le désastre de Sedan, on l'avait entendu déclarer que la défense de Paris était une *une héroïque folie.* Il avait depuis maintes fois répété son mot. Dans une réunion de notables, à la veille du siège, quelqu'un lui demandant ce qu'il restait à faire en présence de ces lugubres prévisions, le général Trochu avait répondu : « Ce qu'il nous reste à faire? De l'*humus* pour les générations futures ! » Cet esprit de sacrifice pouvait paraître avoir sa sublimité au point de vue chrétien, il était fatal au point de vue militaire. Reconnaissons d'ailleurs que, lorsque le général avait pris le gouvernement de Paris, la ville était à peine en état de résister pendant quelques jours à une attaque en règle de l'ennemi. Le général Trochu ne se cachait point pour déclarer au début que le siège de Paris était une question d'une quinzaine, et il avait fait partager cette opinion à M. H. Rochefort lui-même. A ce moment, puisqu'il avait cette conviction intime, pourquoi ne s'était-il point démis de ses fonctions entre les mains d'un chef plus confiant et plus résolu? L'opinion publique sera toujours en droit de lui adresser

cette dure question. Le général Trochu répondra, il est vrai, que lui seul pouvait alors maintenir l'ordre dans une ville qui a, du moins, combattu pour l'honneur qu'elle a sauvé, nous le répétons, plus d'une fois.

Cette opinion publique, le général Trochu avait cependant fini par lui obéir, et, au lendemain du 31 octobre, il avait enfin préparé une sortie qui devait avoir lieu, dans le principe, par la Seine, du côté de la presqu'île de Gennevilliers. De cette façon l'armée, opérant la trouée, se fût jetée du côté du Havre et de Rouen, et M. Trochu nous a appris dans son discours du 14 juin 1870 à l'Assemblée nationale (voir aux documents complémentaires à la fin du volume) que, de ce côté de Paris, l'ennemi, rassuré par la ligne défensive qui s'étend d'Argenteuil à Chatou, n'avait accumulé aucune troupe sérieuse. Cette sortie par la Normandie eût, en outre, donné cet avantage qu'en cas de réussite elle empêchait l'ennemi de se ravitailler avec les ressources normandes. Mais le général Trochu affirme que la nouvelle de la victoire de Coulmiers, ainsi qu'une dépêche de Gambetta qui annonçait l'arrivée future et certaine de l'armée de la Loire dans la forêt de Fontainebleau, le 6 décembre, cette victoire et cette dépêche obligèrent Trochu à modifier son plan. N'avait-il pas écrit d'ailleurs à Gambetta : « Frappez où vous voudrez et l'on vous ouvrira. » Gambetta et l'armée de la Loire frappaient du côté de Fontainebleau. Trochu se mit en devoir de lui ouvrir de ce côté.

La fin du mois de novembre s'était passée à préparer cette sortie décisive, et il faut reconnaître que l'armée avait été mise sur un excellent pied. Paris eut confiance lorsqu'il vit défiler par la rue de Rivoli et les quais, le dimanche 27 novembre, ces longues files de caissons, de canons, de mulets chargés de bagages, et que précédaient ou suivaient des soldats à l'air résolu, fantassins, mobiles, soldats du génie, fusiliers marins, etc. Le lendemain, la ville trouvait affichées sur ses murailles les

proclamations suivantes qui produisirent un effet admibable et dont la troisième, celle du général Ducrot, provoqua littéralement l'enthousiasme :

Le gouvernement de la Défense nationale à la population de Paris

CITOYENS,

L'effort que réclamaient l'honneur et le salut de la France est engagé.

Vous l'attendiez avec une patriotique impatience que vos chefs militaires avaient peine à modérer. Décidés comme vous à débusquer l'ennemi des lignes où il se retranche et à courir au-devant de vos frères des départements, ils avaient le devoir de préparer de puissants moyens d'attaque. Ils les ont réunis ; maintenant, ils combattent ; nos cœurs sont avec eux. Tous, nous sommes prêts à les suivre, et, comme eux, à verser notre sang pour la délivrance de la patrie.

A cette heure suprême où ils exposent noblement leur vie, nous leur devons le concours de notre constance et de notre vertu civique. Quelle que soit la violence des émotions qui nous agitent, ayons le courage de demeurer calmes. Quiconque fomenterait le moindre trouble dans la cité trahirait la cause de ses défenseurs et servirait celle de la Prusse. De même que l'armée ne peut vaincre que par la discipline, nous ne pouvons résister que par l'union et l'ordre.

Nous comptons sur le succès, nous ne nous laisserons abattre par aucun revers.

Cherchons surtout notre force dans l'inébranlable résolution d'étouffer, comme un germe de mort honteuse, tout ferment de discorde civile.

Vive la France! Vive la République!

Les membres du gouvernement :

JULES FAVRE, vice-président du gouvernement;

EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

Les ministres :

Général LE FLO, DORIAN, J. MAGNIN.

Les secrétaires du gouvernement :

ANDRÉ LAVERTUJON, F. HÉROLD, A. DRÉO, DURIER.

Paris, 28 novembre 1870.

CITOYENS DE PARIS,

SOLDATS DE LA GARDE NATIONALE ET DE L'ARMÉE,

La politique d'envahissement et de conquête entend achever son œuvre. Elle introduit en Europe et prétend fonder en France le droit de la force. L'Europe peut subir cet outrage en silence, mais la France veut combattre, et nos frères nous appellent au dehors pour la lutte suprême.

Après tant de sang versé, le sang va couler de nouveau. Que la responsabilité en retombe sur ceux dont la détestable ambition foule aux pieds les lois de la civilisation moderne et de la justice. Mettant notre confiance en Dieu, marchons en avant pour la patrie.

Paris, 28 novembre 1870.

Le gouverneur de Paris,

Général TROCHU.

Proclamation du général Ducrot

SOLDATS DE LA 2e ARMÉE DE PARIS!

Le moment est venu de rompre le cercle de fer qui nous enserre depuis trop longtemps et menace de nous étouffer dans une lente et douloureuse agonie! A vous est dévolu l'honneur de tenter cette grande entreprise : vous vous en montrerez dignes, j'en ai la certitude.

Sans doute, nos débuts seront difficiles; nous aurons à surmonter de sérieux obstacles; il faut les envisager avec calme et résolution, sans exagération comme sans faiblesse.

La vérité, la voici : dès nos premiers pas, touchant nos avant-postes, nous trouverons d'implacables ennemis, rendus audacieux et confiants par de trop nombreux succès. Il y aura donc là à faire un vigoureux effort, mais il n'est pas au-dessus de vos forces : pour préparer votre action, la prévoyance de celui qui nous commande en chef a accumulé plus de 400 bouches à feu, dont deux tiers au moins du plus gros calibre; aucun obstacle matériel ne saurait y résister, et, pour vous élancer dans cette trouée, vous serez plus de 150.000, tous bien armés, bien équipés, abondamment pourvus de munitions, et, j'en ai l'espoir, tous animés d'une ardeur irrésistible.

Vainqueurs dans cette première période de la lutte, votre succès est assuré, car l'ennemi a envoyé sur les bords de la Loire ses plus nombreux et ses meilleurs soldats; les efforts héroïques et heureux de nos frères les y retiennent.

Courage donc et confiance! songez que, dans cette lutte suprême, nous combattrons pour notre honneur, pour notre liberté, pour le salut de notre chère et malheureuse patrie, et, si ce mobile n'est pas suffisant pour enflammer vos cœurs, pensez à vos champs dévastés, à

vos familles ruinées, à vos sœurs, à vos femmes, à vos mères désolées!

Puisse cette pensée vous faire partager la soif de vengeance, la sourde rage qui m'animent, et vous inspirer le mépris du danger.

Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation tout entière : je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux; vous pourrez me voir tomber, mais vous ne me verrez pas reculer. Alors, ne vous arrêtez pas, mais vengez-moi.

En avant donc! en avant, et que Dieu nous protége!

Paris, 28 novembre 1870.

Le général en chef de la 2e armée de Paris,

DUCROT.

On s'imagine ce que ce mâle et fier langage dut faire passer d'énergie dans le cœur des soldats. Depuis, ces mots qu'on trouva sublimes alors, « mort ou victorieux, » ont été durement retournés, comme une ironie, contre le général Ducrot; mais alors ils retentirent comme un présage et un prélude de victoire. Cette proclamation, lue aux soldats, à la flamme des torches, en pleine campagne, les rendit plus sûrs d'eux-mêmes et en quelque sorte certains de vaincre. Le général Ducrot avait retrouvé, pour écrire cette page durable (et malheureusement bientôt démentie par les faits), l'accent de furieuse énergie qui lui dictait les lettres patriotiques qu'on a pu lire dans les *Papiers des Tuileries*. Violent, intrépide, plus semblable à Murat qu'à de Moltke, sabreur acharné plutôt que tacticien, le général Ducrot avait plus que tous les autres généraux peut-être la haine profonde et tenace du Prussien. Il haïssait cette Allemagne dont il avait pu, étant commandant de place à Strasbourg, deviner les projets et détester l'insolente ambition. Peu certain de vaincre, il était au moins avide de combattre, et nous allons le voir, durant ces journées

de bataille, se multiplier, s'exposer et offrir sa haute taille et son athlétique carrure aux coups de l'ennemi, Nous l'aimons mieux là que dans le rôle politique qu'il a depuis essayé de jouer à l'Assemblée.

Le soir du 28 novembre, les opérations projetées commençaient par une diversion dans la presqu'île de Gennevilliers. De nombreuses batteries de mortiers, de fusées et d'artillerie, établies à proximité des points d'Argenteuil et de Bezons, jetaient, par leur feu ouvert à six heures du soir, le trouble dans ces positions que l'ennemi occupait fortement. L'incendie se développait sur plusieurs points; le feu, commencé avec une grande intensité pendant une partie de la soirée, reprenait à minuit, et nos troupes se logeaient dans l'île de Marante et au Pont-aux-Anglais, où elles établissaient des retranchements.

Au lever du jour, une forte reconnaissance avait été faite sur les positions de Buzenval et sur les hauteurs de Boispréau.

Du côté du sud, le général Vinoy, appuyé par une artillerie considérable, faisait un mouvement en avant contre l'Hay, Thiais et la Gare-aux-Bœufs de Choisy-le-Roi. L'affaire était vive. La garde nationale, la garde mobile et la troupe combattaient côte à côte.

Le 106e et le 116e bataillons de la garde nationale, commandants Ibos et Langlois, aidés de nos marins, prenaient possession de la Gare-aux-Bœufs. avec un entrain et une bravoure admirables et revenaient, sous le feu des forts, ramenant des prisonniers.

L'attaque contre l'Hay et Thiais avait pour but de faire croire aux Prussiens que l'objectif de l'armée française était de s'emparer de Choisy-le-Roi; de cette façon, on faisait se concentrer l'ennemi sur ce point, tandis qu'à Nogent, on pouvait passer la Marne presque sans combat ou du moins avec plus de facilité. Malheureusement l'opération, d'une audace très-heureuse, ne réussit point à cause d'une crue subite des eaux, dit la rumeur pu-

blique, mais en réalité, parce que les ponts de bateaux, qui devaient être jetés sur la Marne dans la nuit du 28 au 29 entre la presqu'île de Joinville et Nogent-sur-Marne, n'étaient pas tous prêts. Conçoit-on ce manque de précautions et était-il donc écrit que jusqu'à la fin, nos chefs supérieurs commettraient les mêmes erreurs, retomberaient fatalement dans les mêmes fautes?

Il fallut ajourner l'attaque jusqu'au lendemain, si bien que l'ennemi eut vingt-quatre heures pour préparer sa défense avec la certitude d'être attaqué dans la presqu'île de Joinville le-Pont, puisqu'il voyait les troupes se masser dans le champ de manœuvres de Vincennes et qu'il avait pu entendre toute la nuit les trains de chemins de fer de ceinture et le bruit de l'artillerie défilant sur les routes [1].

Le mercredi, 30 novembre, par un temps clair, sous un ciel limpide, l'action s'engagea dès le matin. Les deux premières divisions, Blanchard et Renault, passèrent les ponts et chassèrent l'ennemi jusqu'aux premières pentes de Champigny, tandis que la redoute de la Faisanderie et les batteries établies près de la boucle de la Marne envoyaient leurs obus dans les lignes allemandes. En même temps, la division Susbielle traversait Créteil et gravissait les coteaux de Mesly et de Mont-Mesly. Ce fut à des Wurtembergeois, bientôt soutenus par des Saxons et des Prussiens, que se heurtèrent nos premières troupes. L'ennemi plus faible en nombre d'ailleurs, à ce moment de la journée, céda bientôt. La division Susbielle avait emporté Mont-Mesly, lorsque le général wurtembergeois, arrivant avec ses troupes, appuyées par la brigade du Trossel, du 2e corps allemand, contraignit nos soldats à abandonner leur conquête. Ces colonnes allemandes, agitant avec des hurrahs leurs fusils au-dessus de leurs têtes, avaient décontenancé les mobiles de la Vendée et de l'Ain qui se replièrent alors sur Cré-

1. Viollet-le-Duc, *Mémoire sur la défense de Paris*, p. 28.

teil sous le feu de la redoute de Gravelle, entraînant avec eux les soldats du 42ᵉ. Les mobiles avaient perdu la plupart de leurs chefs et le général Ladreit de la Charrière était tombé, à trente mètres des Prussiens, en criant : *En avant!* Ancien soldat d'Afrique et d'Italie, le héros de Ponte di Magenta et de la Casa Nuova était sorti du cadre de réserve pour combattre devant Paris. On l'a vu, à Châtillon, le 19 septembre, essayer de rétablir le combat sous les projectiles ennemis. A Mont-Mesly, il tenait son képi au bout de son sabre, lorsqu'une balle lui brisa la main droite; une seconde balle allait lui fracasser la cuisse gauche et le général Ladreit de la Charrière devait mourir trois jours après en prononçant cette parole sublime :

« Si nous avons une armée qui sait mourir, la France est sauvée! »

Pour lui, il donnait l'exemple. Il mourait de la mort du brave.

Tandis que la division Susbielle abandonnait Mont-Mesly, les Allemands, attaqués à Champigny et à Villiers, supportaient difficilement le choc de nos soldats.

Les hauteurs de Villiers, de Cœuilly et de Chennevières où les Allemands, repoussés, nous attendaient, étaient cependant dures à enlever. Ces positions dominent, sur ces coteaux boisés, la plaine et les villages étagés au versant, Bry-sur-Marne et Champigny. Neuilly-sur-Marne et le village de Bry avaient été emportés par nos troupes, A Bry-sur-Marne, un combat acharné nous livrait, maison par maison, le terrain, et les zouaves, se montrant cette fois à la hauteur de leur réputation, allaient effacer le souvenir de Châtillon en luttant avec une bravoure admirable sur les coteaux et dans les vignes. En même temps, Champigny était enlevé et nous eussions pu, maîtres de la plaine, rejoindre par Cœuilly et Chennevières la division Susbielle qui formait notre droite si son mouvement de recul n'avait laissé Mont-

Mesly, et avec Mont Mesly, la route de Versailles entre les mains des Allemands.

Vers trois heures de l'après-midi, les artilleurs de la division Susbielle reprenaient position dans la plaine, les mobiles se reformaient à la lisière du bois de Vincennes, tandis que sur les coteaux de la Marne la fusillade et la canonnade, effroyablement nourries, continuaient leur œuvre. On apercevait postées, massées derrière les maisons, derrière les haies, nos troupes, le chassepot armé, tandis que nos canons, gagnant du terrain après chaque décharge, les artilleurs, poussant eux-mêmes les pièces, balayaient devant eux l'ennemi. Les mitrailleuses firent de l'ennemi un assez grand carnage. Des fumées blanches, rayées d'éclairs de flamme, sortaient de ces taillis où, furieuse, s'agitait la rouge tuerie.

Pied à pied, on emportait, on enlevait ces coteaux couverts de vignes aux pampres racornis, et où pendaient encore quelques grappes à demi gelées que cueillaient nos soldats tout en combattant. On arrachait lambeau par lambeau à l'ennemi cette terre française rougie de sang. On gagnait du terrain de minute en minute, lorsque vers quatre heures et demie, au moment où nos bataillons arrivèrent sous les murs du parc de Villiers dont les Prussiens avaient fait une redoute, lorsque les mobiles et la troupe attaquèrent en face la première maison blanche de Cœuilly, à droite de la route, sur la hauteur, et se portèrent à l'entrée de Chennevières, une fusillade tellement furieuse, écrasante, improbable, éclata sur ces crêtes comme une traînée de poudre qui s'enflamme, un feu tellement meurtrier nous accueillit, qu'il fallut laisser aux Prussiens l'asile fortifié qu'ils venaient de choisir pour éviter nos baïonnettes et nos boulets. D'ailleurs, la nuit venait, cette nuit rapide des jours de novembre. Le soleil se couchait, et sanglant, derrière Châtillon, rougissant de ses derniers reflets les coteaux pleins de morts, incen-

diant de ses rayons les vitres brisées des logis et enveloppant comme d'une caresse mélancolique la Marne où passaient arborant le drapeau blanc à croix écarlate, les bateaux-mouches chargés de blessés.

La lutte avait été ardente et un soldat allemand, dont nous donnons plus loin le récit, publié par le *Mercure de Souabe*, ne craint point de comparer ce combat de Villiers et cette attaque de Cœuilly à la bataille de Gravelotte. « Nos pertes, dit-il, sont *épouvantables*. » Près de Chennevières était tombé, blessé à mort, l'intrépide général Renault, celui que sa bravoure avait fait surnommer en Afrique Renault l'*arrière-garde*.

Pendant que se livrait cette bataille sur la Marne, la brigade Lavoignet, soutenue par la division de cavalerie Bertin de Vaux, s'avançait pour faire diversion, dans la presqu'île de Gennevilliers, occupait Drancy et pénétrait jusqu'à Groslay. Dans l'après-midi, la brigade Henrion, malgré les canons ennemis, s'emparait du village d'Epinay que l'ennemi avait fortifié et cette prise d'Epinay devait faire croire à M. Gambetta que l'armée de Paris avait forcé les lignes ennemies jusqu'à *Epinay-sur-Orges*. A Epinay, le 135e, deux compagnies de matelots fusiliers et les 1er, 2e et 10e bataillons de mobiles de la Seine faisaient des prodiges de valeur et ramenaient soixante prisonniers, des munitions et deux pièces nouveau modèle qui n'étaient, je crois, que deux fusils de rempart. Le commandant Saillard, du 1er mobiles de la Seine, un diplomate devenu soldat, recevait à Epinay trois blessures et devait en mourir glorieusement.

Du côté de la Marne, on passa la nuit à Bry et à Champigny, dans les maisons dont l'ennemi avait fait son logis. Devant nos avant-postes, on creusait une tranchée qui permettait, croyait-on, d'arrêter un retour offensif de l'ennemi. En se retirant de Champigny, les Saxons, qui l'occupaient, et qui jusqu'alors avaient respecté les meubles et les tableaux, s'étaient mis à tout briser. Dans le froid glacial, sous une lune pâle et fri-



M. LE COMMANDANT FRANCHETTI

leuse, nos troupes, blotties le long des maisons, campées dans la plaine, se réchauffant au feu des arbres coupés, abritées sous les branches sèches des gourbis, attendaient le lendemain, tandis que sur la terre dure ceux des blessés qu'on ne relevait point se tordaient, la gelée mordant leurs plaies vives.

La journée du lendemain se passa sans combats. On peut s'en étonner, mais M. Rüstow, dans son histoire de la *Guerre des frontières du Rhin*, en donne l'explication en mettant ce retard au compte de la réorganisation immédiate que réclament, après un tel combat, des troupes improvisées comme l'étaient les troupes françaises. Il n'en est pas moins vrai que nous attendîmes un peu bien patiemment l'attaque de l'ennemi qui, après avoir massé sous le commandement du général Fransecky des forces considérables entre la Seine et la Marne, sur la ligne de Villeneuve à Champs, résolut de rejeter le 2 décembre l'armée de Ducrot sur la rive droite de la Marne.

Vers sept heures du matin, le 2 décembre, par un froid très-vif, les Saxons marchèrent sur Bry tandis que les Wurtembergeois attaquaient rapidement Champigny. Nos troupes, qui avaient passé la journée du 1er à enterrer les morts, à se fortifier dans Champigny, se croyaient à l'abri d'un coup de main et furent tout d'abord surprises. Tandis que les mobiles se retiraient avec quelque désordre vers la plaine, quelques compagnies du 35e défendaient le terrain avec un magnifique acharnement et permettaient aux renforts d'arriver bientôt. Une autre colonne allemande, sortant des bois de Villiers, essayait, au même moment, de repousser nos troupes sur Bry et de les précipiter dans la Marne. De ce côté, l'ennemi nous avait repris déjà une redoute chèrement disputée et achetée l'avant-veille à prix de sang. Nos troupes, devant cette trombe humaine, pliaient. Mais le général Ducrot, dont les chevaux demeuraient bridés et sellés depuis la veille, accourait bientôt au ga-

lop. Trochu arrivait, l'artillerie du plateau d'Avron qu'on occupait depuis deux jours tonnait, formidable, écrasant l'ennemi. On avait devant soi, disait le général Trochu lui-même après l'action, cent mille hommes accourus de Versailles, portés en masse sur ces coteaux, cent mille Prussiens, Bavarois et Saxons, que nos canons, encore une fois, et l'irrésistible élan de nos jeunes troupes forcèrent à reculer. Échelonnés le long de la Marne, campés, les fusils en faisceaux, le pain de munition planté dans la baïonnette, l'aspect solide et résolu, des bataillons de gardes nationales, frémissants d'impatience, écoutaient le canon et demandaient à marcher.

A quatre heures, l'ennemi était repoussé et battu, forcé à se retrancher de nouveau. On mettait à profit l'expérience, on crénelait aussitôt Champigny, dont on n'avait, il est vrai, emporté, repris maison par maison et barricade par barricade que la moitié; les prisonniers saxons disaient que 150.000 Prussiens se massaient, à cette heure, dans les bois de Cœuilly. On donna ordre à nos troupes d'allumer de grands feux pour faire croire à l'ennemi que nos forces étaient plus considérables encore. Le général Trochu, l'air heureux du résultat de la journée, de cette lutte héroïquement soutenue, passait à cheval, suivi de son état-major, salué par les troupes, dans la plaine qui fait face à Joinville. Ducrot, atteint au cou par un éclat d'obus, contusionné mais non blessé, prenait un peu de repos, dans son logis de Poulangis, près du pont de Joinville. Il n'était point mort, mais il avait repoussé l'ennemi et on l'avait vu, au premier rang, poussant son cheval vers les Allemands, briser son épée dans la poitrine d'un soldat saxon. Ce fait peu connu et authentique prouve que si le général ne mourut pas, il fit tout du moins pour mourir. Nous pouvons lui rendre cette justice au point de vue militaire, nous aurons plus tard, répétons-le, assez de réserves à faire sur son rôle politique. A ses côtés était mort un de ses officiers d'ordonnance, M. de Néverlée,

l'intrépide capitaine qui enlevait une patrouille prussienne jusque dans Saint-Cloud.

Nous avions à déplorer aussi la perte du commandant des éclaireurs parisiens, M. Franchetti, qui, riche, heureux, avait repris l'épée dont il se servit en Italie et qui, emporté du champ de bataille, allait expirer bientôt en laissant un nom à jamais illustre et honoré.

Le soir de cette journée glorieuse, le général Trochu faisait publier ces deux dépêches :

Gouverneur au général Schmitz.

2 décembre 1870, 1 h. 45 m. soir.

Plateau entre Champigny et Villiers, 1 h. 1/4.

Attaqués ce matin par des forces énormes à la pointe du jour, nous sommes au combat depuis plus de sept heures. Au moment où je vous écris, l'ennemi, placé sur toute la ligne, nous cède encore une fois les hauteurs. Parcourant nos lignes de tirailleurs de Champigny jusqu'à Bry, j'ai recueilli l'honneur et l'indicible joie des acclamations des troupes soumises au feu le plus violent. Nous aurons sans doute des retours offensifs, et cette seconde bataille durera, comme la première, toute une journée. Je ne sais quel avenir est réservé à ces généreux efforts des troupes de la République, mais je leur dois cette justice qu'au milieu des épreuves de toutes sortes, elles ont bien mérité du pays. J'ajoute que c'est au général Ducrot qu'appartient l'honneur de ces deux journées.

GÉNÉRAL TROCHU.

Gouverneur à général Schmitz, pour le gouvernement.

Je reviens à mon logis du fort, à cinq heures, très-fatigué et très-content. Cette deuxième grande bataille est beaucoup plus décisive que la précédente. L'en-

nemi nous a attaqués au réveil avec des réserves et des troupes fraîches; nous ne pouvions lui offrir que les adversaires de l'avant-veille, fatigués, avec un matériel incomplet, et glacés par des nuits d'hiver qu'ils ont passées sans couvertures; car, pour nous alléger, nous avions dû les laisser à Paris. Mais l'étonnante ardeur des troupes a suppléé à tout; nous avons combattu trois heures pour conserver nos positions et cinq heures pour enlever celles de l'ennemi, où nous couchons. Voilà le bilan de cette dure et belle journée. Beaucoup ne reverront pas leurs foyers; mais ces morts regrettés ont fait à la jeune République de 1870 une page glorieuse dans l'histoire militaire du pays.

GÉNÉRAL TROCHU.

A son tour, le gouvernement de la Défense nationale adressait la lettre suivante au général Trochu :

Général et bien cher président,

Depuis trois jours nous sommes avec vous par la pensée sur ce champ de bataille glorieux où se décident les destinées de la patrie. Nous voudrions partager vos dangers en vous laissant cette gloire qui vous appartient bien d'avoir préparé et d'assurer maintenant par votre noble dévouement le succès de notre vaillante armée.

Nul mieux que vous n'a le droit d'en être fier, nul ne peut plus dignement en faire l'éloge; vous n'oubliez que vous-même, mais vous ne pouvez vous dérober à l'acclamation de vos compagnons d'armes, électrisés par votre exemple.

Il nous eût été doux d'y joindre les nôtres; permettez-nous au moins de vous exprimer tout ce que notre cœur contient pour vous de gratitude et d'affection. Dites au brave général Ducrot, à vos officiers si dévoués, à vos vaillants soldats que nous les admirons. La France républicaine reconnaît en eux l'héroïsme noble et pur qui

déjà l'a sauvée. Elle sait maintenant qu'elle peut mettre en eux et en vous l'espoir de son salut.

Nous, vos collègues, initiés à vos pensées, nous saluons avec joie ces belles et grandes journées où vous vous êtes révélé tout entier, et qui, nous en avons la conviction profonde, sont le commencement de notre délivrance. »

Agréez, etc.

JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

Le gouverneur de Paris avait raison de dire mélancoliquement qu'il ne savait quel *avenir était réservé à ces généreux efforts des troupes.* Partis sans couvertures pour être plus agiles, après avoir passé dans le froid la journée du 1er décembre et la nuit du 1er au 2, il fallut que ces soldats supportassent l'horrible et dure gelée de la nuit du 2 au 3 décembre. Cette nuit fut cruelle. La bise coupait les visages, prenait les hommes aux doigts et aux oreilles. On ne pouvait demeurer là, sans abri, dans un pays dévasté.

La retraite avait déjà commencé dans la nuit, des mobiles ayant été dirigés sur le fort de Nogent. L'ordre officiel fut donné par le général Trochu dans la journée du 3. Ainsi, on repassait la Marne. On était vaincu après deux jours de victoires. On campait dans le bois de Vincennes après avoir campé devant l'ennemi. On reculait. Quel écroulement ! Le général Ducrot adressait aux troupes de la deuxième armée l'ordre suivant :

Vincennes, 4 décembre 1870.

Soldats,

Après deux journées de glorieux combats, je vous ai fait repasser la Marne, parce que j'étais convaincu que

de nouveaux efforts, dans une direction où l'ennemi avait eu le temps de concentrer toutes ses forces et de préparer tous ses moyens d'action, seraient stériles.

En nous obstinant dans cette voie, je sacrifiais inutilement des milliers de braves, et, loin de servir l'œuvre de la délivrance, je la compromettais sérieusement ; je pouvais même vous conduire à un désastre irréparable.

Mais, vous l'avez compris, la lutte n'est suspendue que pour un instant ; nous allons la reprendre avec résolution ; soyez donc prêts, complétez en toute hâte vos munitions, vos vivres, et surtout élevez vos cœurs à la hauteur des sacrifices qu'exige la sainte cause pour laquelle nous ne devons pas hésiter à donner notre vie.

Le général en chef de la 2e armée,

A. DUCROT.

Vaines consolations ! Tous les efforts avaient donc échoué ? L'armée française avait perdu 6.030 hommes dont 414 officiers (environ un officier pour 14 hommes), les Allemands avaient éprouvé des pertes plus considérables encore ; 10.000 cadavres des deux races allaient reposer dans cette terre gelée, et rien n'était changé dans le sort de Paris. Le blocus continuait. Le général Ducrot rentrait vivant et vainement victorieux. Tout d'abord Paris ne put croire que c'en était fait de son grand espoir ; il ne douta pas que les opérations militaires ne fussent continuées sur un autre point. Sans doute l'attaque vers Champigny n'était qu'une feinte. On allait se battre ailleurs bientôt, et les assiégés, ne doutant pas que l'armée de la Loire ne fût proche, continuaient à attendre fermement l'arrivée prochaine des soldats d'Aurelles de Paladines.

Tout à coup, le soir du 6 décembre, la population parisienne eut connaissance, par voie d'affiches, d'un échange de lettres entre le général de Moltke et le général Trochu.

Voici l'affiche :

Le gouvernement de la Défense nationale porte à la connaissance de la population les faits suivants :

Hier au soir, le gouvernement a reçu une lettre dont voici le texte :

« Versailles, le 5 décembre 1870.

« Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

« Si toutefois Votre Excellence jugera à propos de s'en convaincre par un de ses officiers, je ne manquerai pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

« Agréez, mon général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur,

« *Le chef d'état-major*,

« COMTE DE MOLTKE. »

Le gouverneur a répondu :

« Paris, 6 décembre 1870.

« Votre Excellence a pensé qu'il pourrait être utile de m'informer que l'armée de la Loire a été défaite près d'Orléans et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, que je ne crois pas devoir faire vérifier par les moyens que Votre Excellence m'indique.

« Agréez, mon général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur,

« *Le gouverneur de Paris*,

« GÉNÉRAL TROCHU. »

Cette nouvelle, qui nous vient de l'ennemi, en la supposant exacte, ne nous ôte pas le droit de compter sur le grand mouvement de la France accourant à notre secours. Elle ne change rien ni à nos résolutions, ni à nos devoirs.

Un seul mot les résume : Combattre ! Vive la France ! Vive la République !

Les membres du gouvernement :

GÉNÉRAL TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

Les ministres :

GÉNÉRAL LE FLO, DORIAN, J. MAGNIN.

Les secrétaires du gouvernement :

ANDRÉ LAVERTUJON, F. HÉROLD, DRÉO, DURIER.

La confiance des Parisiens était si grande que personne n'ajouta foi à la communication de M. de Moltke. On y vit une de ces ruses dont les Allemands sont coutumiers et par lesquelles ils essayèrent jadis de tromper les défenseurs de Mayence, et ils venaient, disait-on, d'amener la capitulation de Verdun. On crut bien davantage encore que le chef d'état-major de l'armée prussienne avait essayé de tromper la bonne foi du général Trochu, ce qui, en y réfléchissant, était invraisemblable. On crut que la nouvelle de cette défaite de l'armée de la Loire était fausse lorsque deux pigeons, sans doute interceptés par les Prussiens, nous arrivèrent, annonçant des succès inouïs des armées allemandes, Rouen occupé, Orléans repris, Bourges et Tours menacés, et cela par deux dépêches signées, l'une *comte de Pujol*, l'autre *A. Lavertujon*. Or, M. Lavertujon était enfermé dans Paris, où il occupait les fonctions de secrétaire du gouvernement.

Les dépêches étaient donc une lourde invention de quelques officiers allemands en gaieté.

Hélas, si les dépêches apocryphes étaient exagérées, la vérité, que Paris allait bientôt apprendre, n'en était pas moins terrible. Orléans était en effet repris, et l'armée de la Loire était défaite. Les Prussiens menaçaient d'occuper Rouen, et le gouvernement de Tours se repliait maintenant sur Bordeaux. Quels désastres ! Et malgré le ton rassurant de la fin de la dépêche qui apportait la nouvelle de ces déplorables événements, Paris se sentit pour la première fois abandonné et comme perdu, semblable à un îlot submergé par le flot de l'invasion. Mais sur cet îlot flottait du moins le drapeau déchiré mais superbe encore de la République française et de la défense nationale.

Tournons-nous maintenant vers cette armée de la Loire, qui avait été notre espoir, et dont nous allons, avec sa défaite, conter les efforts, les sacrifices et le dévouement.





CHAPITRE XII

L'armée de la Loire après Coulmiers. — Inaction. — Les Prussiens se concentrent. — Premiers engagements. — Bataille de Beaune-la-Rolande (28 novembre). — Nouvelles de l'armée de Paris. — L'armée de la Loire prend l'offensive. — Combat de Villepion (1er décembre). — Confiance de l'armée. — Bataille de Loigny (2 décembre). — Les Bavarois à Goury. — Combat de Poupry. — L'armée bat en retraite. — Bataille d'Artenay (3 décembre). — Les Allemands reprennent Orléans. — L'armée de la Loire forme deux armées. — Chanzy, commandant de la 2e armée, opère sa retraite sur le Loir. — Combat de Josnes. — Retraite sur Vendôme.

Longtemps encore, lorsqu'on agitera cette émouvante question de savoir si nous pouvions, malgré l'acharnement de la fortune et notre infériorité matérielle, triompher de l'invasion allemande, longtemps on se demandera pourquoi, au lendemain de la bataille de Coulmiers qui ouvrait au général d'Aurelles de Paladines la route de Paris par Étampes et Pithiviers, l'armée de la Loire demeura dans les positions qu'elle venait de conquérir

et ne s'efforça point par un mouvement audacieux, qui paraissait en même temps un acte de prudence, d'arriver sous les murs de la capitale avant que l'armée du prince Frédéric-Charles, rendue disponible par la capitulation de Metz (28 octobre), ne vînt apporter son secours aux Allemands battus. Le général d'Aurelles se contentait de couvrir Orléans, de surveiller l'ennemi, de le harceler par des pointes en avant, comme celle qu'on fit jusqu'à Vialon où le prince Albrecht de Prusse fut contraint de fuir, abandonnant sur sa table le plan de campagne à lui envoyé par le grand-duc de Mecklembourg; ou bien encore le général faisait couper par de larges fossés, intercepter par des blocs de pierre la forêt d'Orléans, mais de marche en avant et de mouvement rapide vers Paris il n'était pas question. Le général d'Aurelles de Paladines, dans le livre relatif à ces événements qu'il a publié, argue du peu de cohésion de ses troupes, de l'état de son matériel de guerre, de l'équipement de ses légions. Il venait cependant, avec ces mêmes bataillons, de culbuter une armée compacte, l'armée victorieuse de Bazeilles, et on peut dire que la faculté d'oser, faculté qui jadis était la qualité de notre race, manqua au général d'Aurelles de Paladines comme au plus grand nombre de nos généraux. M. d'Aurelles de Paladines *n'osa* point, et, contraignant ses soldats à demeurer pendant de longues et mortelles journées dans des campements boueux, il usa dans une stérile attente leur énergie qui ne demandait qu'à se dépenser dans l'action[1]. Pendant ce temps, le prince Frédéric-Charles s'avançait des bords de la Moselle aux bords de la Loire. Il envoyait d'abord des renforts à Werder qui combattait dans l'Est; puis, à marches forcées, il gagnait Pithiviers par Troyes, Sens,

1. Voyez l'excellent livre de M. Ch. de Freycinet, la *Guerre en province*. L'œuvre de cet esprit remarquable et pratique est la meilleure réponse qu'on puisse faire au mémoire du géuéral d'Aurelles de Paladines.

Nemours et Puiseaux. Il établissait son quartier général à Pithiviers le 21 novembre. Depuis onze jours, le général d'Aurelles n'avait pas avancé d'une lieue. A ce moment même, von der Thann, concentré à Étampes, recevait des secours de l'armée cantonnée autour de Paris, et le grand-duc de Mecklembourg menait à Chartres ses troupes. Au lieu de 40 ou 50.000 hommes que l'armée française avait devant soi quinze jours auparavant, c'était maintenant plus de 120.000 hommes et près de 400 bouches à feu.

L'armée de la Loire, sous les ordres du général en chef d'Aurelles de Paladines, comprenait cinq corps d'armée : le 15ᵉ, commandé par le général Martin des Pallières, et qui couvrait Orléans ; les 18ᵉ et 20ᵉ corps, sous les ordres du général Bourbaki, récemment arrivé de l'armée du Nord qu'il commanda un moment [1] (ces corps formaient la droite de l'armée de la Loire et se concentraient en avant de la forêt d'Orléans, sur la route de Pithiviers) ; enfin, à la gauche de l'armée, les 16ᵉ et 17ᵉ corps, sous les ordres des généraux Chanzy et de Sonis. Une division de cavalerie, établie à Saint-Lyé, reliait l'aile droite à l'aile gauche. Une série d'épaulements, de retranchements, d'ouvrages défendus par de grosses pièces de marine formaient, en outre, en avant d'Orléans une ligne défensive que les marais de la Conie, impraticables en hiver, rendaient plus solide encore. L'attitude du général d'Aurelles était donc l'expectative. Il renonçait à l'attaque. Au contraire, il attendait l'assaut de l'ennemi. On sait que le soldat français, heureux lorsqu'il marche en avant, n'aime que les combats de ce genre : la patience n'est pas une de nos vertus.

Au surplus, puisque l'armée de la Loire avait donné aux armées allemandes le temps de se réunir, le moment

1. Bourbaki ne commanda point durant ces journées. Il ne put arriver à temps. Le 18ᵉ corps eut pour chef le colonel Billot, plus tard général dans l'Est.

n'était pas éloigné où celles-ci prendraeuit l'offensive. Le général de Sonis, qui marchait entouré de ses éclaireurs algériens, Kabyles combattant pour la France, en était déjà venu aux mains le 25 novembre, à Yèvres, avec les Allemands et les avait repoussés jusqu'au delà de Brou. Mais, averti que le grand-duc de Mecklembourg s'avançait sur Châteaudun, le 17e corps se replia, suivi de près par de fortes reconnaissances de l'ennemi[1]

Le 29, l'armée de Mecklembourg forçait à la retraite le général Digard et les francs-tireurs Lipowski, placés sur notre flanc gauche, et, dès le lendemain, le plan de l'ennemi apparut clairement, lorsque les avant-postes de Patay aperçurent le défilé de l'armée du grand-duc de Mecklembourg qui, après avoir menacé le Mans durant les derniers jours, revenait au contraire du côté de Frédéric-Charles pour opérer de concert avec lui contre notre armée et attaquer notre gauche.

Nous venions déjà, sur notre droite, d'éprouver la

1. Ce même jour, 26 novembre, à Lorey (Loiret), eut lieu un engagement entre le 7e chasseurs à cheval et les Prussiens, retranchés dans le village, au nombre de six mille, infanterie et cavalerie. Les Français ne comptaient que six cents hommes. Le combat, qui ne dura que vingt minutes, fut très-sanglant et coûta, entre autres, seize officiers aux Prussiens. Les Français perdirent le lieutenant-colonel Girard qui commandait l'attaque, et le capitaine Gandon, tué d'une balle au front au moment où, pour la seconde fois, il chargeait à la tête de son escadron. Un jeune brigadier nommé Henri Devienne, ralliant quelques soldats, pénétra dans le village par une rue latérale, franchit les lignes prussiennes et là se trouva seul, entouré d'une vingtaine d'ennemis. Il fit face aux assaillants, en frappa et blessa plusieurs de son sabre et se défendit longtemps contre six cavaliers prussiens. Son cheval fut tué; il s'en fit un rempart et combattit encore. A la fin, blessé et épuisé, il laissa échapper son sabre. Les cavaliers prussiens, s'éloignant alors, déchargèrent leurs pistolets sur ce brave jeune homme, et le percèrent de six balles. Ce courageux soldat était parvenu à s'échapper de Sedan après la capitulation.

Furieux des pertes qu'ils avaient subies dans ce combat, où l'avantage leur était pourtant resté, les Prussiens emmenèrent comme otages le curé et une quinzaine d'habitants, qui ne recouvrèrent leur liberté qu'après un séjour de deux mois en Prusse.

(Lettre de M. Fr. Devienne.)

force de l'ennemi en des combats glorieux, comme celui de Ladon, ou acharnés comme celui de Beaune-la-Rolande. Mais ces combats nous coûtaient cher. Cette aile droite de notre armée était d'ailleurs la plus pauvre en équipements et la moins disciplinée. Elle était composée de troupes rassemblées depuis peu, et sa bravoure ne pouvait suppléer à son organisation. Le corps d'armée du général Crouzat, venant de Gien, passant par Montargis et par Ladon, qui venait d'être brûlé et pillé, se trouvait, le 28 novembre, après le combat de Juranville-sur-Maizières, en face de Beaune-la-Rolande. Ce corps, où se trouvaient des zouaves, des troupes de ligne, les mobiles du Loiret, des Deux-Sèvres, pouvait certes canonner Beaune, en déloger les Prussiens, et déjà l'artillerie se préparait à incendier la ville et à fouiller les bois de la vallée avec des obus à balles. Deux heures après, l'armée fût entrée dans Beaune, fortifiée, barricadée, et comme imprenable pour l'infanterie. Le général Crouzat ne consentit pas au bombardement. De cinq minutes en cinq minutes, il fit envoyer un obus sur Beaune-la-Rolande, et après avoir, en quelque sorte, averti les Prussiens qu'on allait donner l'assaut, il jeta ses troupes sur le village, à l'arme blanche.

Nos soldats s'élancèrent bravement, chassant les Allemands, les battant dans les bois et dans la vallée qu'ils emplissaient, les poursuivant d'un même élan, jusque dans Beaune; mais là, à quatre heures du soir, arrêtés par les barricades, les ouvrages construits depuis longtemps et les maisons crénelées, force leur fut de s'arrêter. A ce moment même, les Prussiens qui tout à l'heure se disposaient à lever le camp, recevaient un renfort de trois régiments brandebourgeois, flanqués d'une nombreuse artillerie.

Nous avions cependant des canons aussi. Ils se mettaient décidément en ligne, mais trop tard, à quatre heures du soir seulement, de petites pièces de 4, et les batteries ne comptant que quatre pièces. Depuis sept

heures du matin, cette artillerie, placée loin de Beaune, à l'arrière-garde, était inactive, les officiers ne recevant pas d'ordre, et assis sur les prolonges, mangeant du poulet, tout en écoutant le bruit d'un combat, dont ils eussent fait un triomphe. En une heure de temps, lorsqu'ils entrèrent en bataille, ils eurent foudroyé les maisons où se blottissaient les Prussiens. Mais, je le répète, il était trop tard. La journée ne nous appartenait plus. Les attaques à la baïonnette devenaient inutiles, impossibles. Le nombre des ennemis croissait à tout moment. Il fallut battre en retraite. A neuf heures du soir, on s'éloignait, le soldat mécontent et maugréant, car il avait en quelque sorte touché du doigt la victoire. En effet, on pouvait ce jour-là arriver jusqu'à Pithiviers où les Allemands entassaient leurs approvisionnements. Mais il était dit que cette campagne serait, jusqu'à la fin, marquée du même cachet fatal. Jusqu'au matin, dans la nuit, le froid et la boue, le 20e corps d'armée continua de reculer. Il recula ainsi jusqu'à Saint-Loup, jusqu'au pont de Jargeau, et le général Crouzat n'en télégraphiait pas moins que l'affaire de Beaune-la-Rolande était une victoire. Disons, il est vrai, que le prince Frédéric-Charles n'avait pas cru conserver sans danger la position de Beaune, et qu'il l'avait abandonnée pendant la nuit, après avoir incendié les maisons [1].

En présence de l'attitude menaçante de l'ennemi, il fallait prendre un parti rapide et décisif. Le gouvernement de Tours venait de recevoir la nouvelle de la sortie de Ducrot, et, à cause de cette erreur géographique qui faisait prendre le village d'Épinay sous Paris pour celui d'Épinay-sur-Orges, il croyait déjà que l'armée parisienne avançait rapidement. Qu'on en juge par la proclamation suivante qu'allait lancer, deux jours après, M. Gambetta.

« L'affaire a été rapportée à Paris par le général

1. Ch. de Freycinet, *la Guerre en province.*

Trochu. Ce rapport, où on fait l'éloge de tous, ne passe sous silence que la grande part du général Trochu à l'action ; *ainsi faisait Turenne.* Il est constant qu'il a rétabli le combat sur plusieurs points en entraînant l'infanterie par sa présence. Durant cette bataille, le périmètre de Paris était couvert par un feu formidable, l'artillerie fouillant toutes les positions de la ligne d'investissement.

« L'attaque de nos troupes a été soutenue pendant toute l'action par des canonnières lancées sur la Marne et sur la Seine. Le chemin de fer circulaire de M. Dorian, dont on ne saurait trop célébrer le génie militaire, a coopéré à l'action à l'aide de wagons blindés faisant feu sur l'ennemi. Cette même journée du 30, dans l'après-midi, a donné lieu à une pointe vigoureuse de l'amiral La Roncière, toujours dans la direction de l'Hay et Chevilly.

« Il s'est avancé sur Longjumeau et a enlevé les positions d'Épinay, au delà de Longjumeau, positions retranchées des Prussiens qui nous ont laissé de nombreux prisonniers et encore deux canons.

« A l'heure où nous lisons la dépêche de Paris, une action générale doit être engagée sur toute la ligne. L'attaque du sud du 1er décembre doit être dirigée par le général Vinoy.

« D'aussi considérables résultats n'ont pu être achetés que par de glorieuses pertes : deux mille blessés. Le général Renault, commandant le 2e corps, et le général La Charrière ont été blessés.

« Le général Ducrot s'est couvert de gloire, et a mérité la reconnaissance de la nation.

« Les pertes prussiennes sont très-considérables.

« Tous ces renseignements sont officiels, car ils sont adressés par le chef d'état-major général, le général Schmitz.

« Le génie de la France, un moment voilé, réapparaît.

« Grâce aux efforts du pays tout entier, la victoire nous revient, et, comme pour nous faire oublier la longue série de nos infortunes, elle nous favorise sur presque tous les points. En effet, notre armée de la Loire a déconcerté, depuis trois semaines, les plans des Prussiens et repoussé toutes leurs attaques. Leur tactique a été impuissante sur la solidité de nos troupes, à l'aile droite comme à l'aile gauche.

« Etrépagny a été enlevé aux Prussiens et Amiens évacué à la suite de la bataille de Paris.

« Nos troupes d'Orléans sont vigoureusement lancées en avant. Nos deux grandes armées marchent à la rencontre l'une de l'autre. Dans leurs rangs chaque officier, chaque soldat sait qu'il tient dans ses mains le sort même de la patrie ; cela seul les rend invincibles. Qui donc douterait désormais de l'issue finale de cette lutte gigantesque?

« Les Prussiens peuvent mesurer aujourd'hui la différence qui existe entre un despote qui se bat pour satisfaire ses caprices et un peuple armé qui ne veut pas périr. Ce sera l'éternel honneur de la République d'avoir rendu à la France le sentiment d'elle-même ; et, l'ayant trouvée abaissée, désarmée, trahie, occupée par l'étranger, de lui avoir ramené l'honneur, la discipline, les armes, la victoire.

« L. GAMBETTA. »

Dans l'après-midi du 30 novembre, une dépêche de Tours annonçait à M. d'Aurelles de Paladines le départ de M. Freycinet, délégué du ministre de la guerre pour le quartier général. A neuf heures du soir arrivait M. de Freycinet, accompagné de M. de Serres. Il conseillait, il commandait une action générale qui, décisive quinze jours auparavant, était plus douteuse aujourd'hui, à cause de l'accumulation des forces allemandes. Il s'agissait de porter en avant, d'un mouvement, les 16e, 17e, 15e, 20e et 18e corps sur Pithiviers, de battre les Prus-

siens par ces efforts combinés et de marcher à la rencontre de Ducrot qui, à n'en pas douter (cruelle illusion, hélas !) avait, devant Paris, percé les lignes prussiennes. On se donnerait la main à Pithiviers. Les généraux d'Aurelles de Paladines, Chanzy et Borel hésitèrent un moment, puis, deux heures et demie après, convaincus que Ducrot tenait la campagne, ils se résolurent à marcher de l'avant. Le 17e corps (Martin de Pallières) couvrirait Orléans, au besoin soutenu par le 21e (général Jaurès) à peine constitué mais déjà en ce moment à Vendôme. Le 15e corps, pivotant autour du 16e, remonterait vers la gauche, et le 17e servirait de réserve au 16e. On allait combattre, dans de vastes plaines, dans un pays coupé de bois où s'abritait l'ennemi. Du haut d'observatoires artificiels ou du sommet des clochers, les Allemands pouvaient facilement observer les mouvements de nos troupes. Tout était à notre désavantage. Nous n'avions guère que 280 canons à opposer à la formidable artillerie allemande, et, parmi nos corps d'armée, le 15e seul était absolument solide. Mais, à cette heure de confiance, l'armée, enthousiasmée par la nouvelle des victoires (qu'elle croyait complètes) de Ducrot n'eût pas hésité à se jeter sur un ennemi deux fois plus nombreux. L'illusion pouvait nous être une force. On la mit en toute hâte à profit.

A ce moment même, l'armée allemande poussait ses hurrahs en écoutant la lecture de ce sinistre ordre du jour :

Sens, 1er décembre 1870

« Soldats,

« Déployez toute votre activité ; marchons *pour partager cette terre impie.*

« Il faut *exterminer* cette BANDE DE BRIGANDS qu'on appelle l'armée française.

« Le monde ne peut rester en repos TANT QU'IL EXISTERA UN PEUPLE FRANÇAIS.

« Qu'on le divise en petites parties, ils se déchireront entre eux, mais l'Europe sera tranquille pour des siècles.

« Soldats! vous qui avez du cœur, le moment est venu de vaincre ou de mourir!

« FRÉDÉRIC-CHARLES. »

Cette proclamation, digne d'un condottiere d'autrefois, indiquait d'ailleurs que le prince n'était pas sans inquiétude et que les deux armées étaient prêtes à se livrer des combats acharnés. L'heure était solennelle et la pauvre France jouait son salut sur un coup de dés sanglants.

L'armée de la Loire allait maintenant attaquer. Atteinte à l'aile droite, depuis Beaune-la-Rolande, elle voulait frapper l'ennemi de son aile gauche. Le plan de bataille était celui-ci : marche du 16e corps sur Janville et Toury, le 17e corps le suivant de près et, le 2 décembre, mouvement concentrique des 15e, 18e et 20e corps, se portant ensemble et à leur tour sur Pithiviers.

A dix heures du matin, le 1er décembre, tout le 16e corps, avec ses trois divisions (1re division, Jauréguiberry; 2e Barry; 3e Morandy) était en marche. Le brave amiral Jauréguiberry, dont le journal la *République française* a pu dire naguère qu'il rappelait la grande figure de l'amiral Coligny, avait pour objectif le village de Terminiers. Le général Barry devait s'établir entre Terminiers et Sougy, et le général Morandy se dirigeait vers la droite du village de Sougy. Mais, dans sa marche, l'amiral Jauréguiberry, apercevant sur sa gauche un mouvement menaçant de l'ennemi, se porte vers Guillonville. L'artillerie bavaroise était postée entre Gommiers et Terminiers. Elle couvre d'abord nos troupes de ses obus, mais l'amiral fait avancer ses batteries qui

ripostent, puis lance sur Gommiers ses chasseurs qui emportent d'assaut le village. Guillonville est en même temps évacué par l'ennemi. Terminiers va l'être bientôt. Maintenant, c'est une autre ligne de villages, c'est Faverolles, Villepion, Nonneville, qu'il faut enlever après Gommiers. L'amiral lance de ce côté le 37e de marche et le 33e mobiles. Ces braves régiments, faisant un feu d'enfer, criblent l'ennemi et le forcent à reculer. « En une heure, dit M. Auguste Boucher[1], à qui nous empruntons quelques-uns de ces détails, les mobiles de la Sarthe brûlaient 8.000 cartouches; le soir, le 3e bataillon du 37e en avait brûlé 49.284. » Il fallut bien que devant cette impétueuse attaque, les Allemands cédassent le terrain. Sa droite, tout entière, enfoncée, se replia sur Orgères, à la nuit tombante, entraînant dans sa défaite M. de Thann et son état-major[2].

En même temps, Villepion était enlevé à la baïonnette par la 2e brigade qa'électrisait cet homme dont la bravoure est depuis ce temps légendaire dans l'armée, l'amiral Jauréguiberry. « Il faut le chercher là où le feu est le plus fort, » disent les soldats. Son petit cheval dont le trot le fait sautiller, est avec son cavalier partout où le danger passe. Calme, souriant, intrépide, l'amiral a, même sous les balles, une bonne parole pour ses soldats. Il leur donne la confiance et leur communique l'alacrité quasi joyeuse, l'activité nerveuse de son tempérament brusque. Toute sa division mérita le lendemain d'être mise à l'ordre du jour de l'armée. Lui mérite de demeurer à l'ordre du jour de l'histoire.

1. *Bataille de Loigny avec les combats de Villepion et de Poupry.* (Orléans, in-18.)

2. C'est à Terminiers, ou plutôt à Lumeau, que se couvrirent de gloire les mobiles du 71e régiment (*mobiles de la Haute-Vienne*). Un monument commémoratif a été élevé à la place où ils ont combattu et où ils sont tombés. Cette œuvre fait grand honneur à M. Lénard, architecte du département de la Haute-Vienne, qui l'a dessinée et construite.

La ligne entière de l'ennemi était enfoncée et ses positions enlevées nous restaient victorieusement. Ces combats du 1er décembre qui prirent le nom de combat de Villepion donnaient à l'armée une absolue confiance, que vint bientôt doubler la proclamation suivante adressée par d'Aurelles de Paladines à ses troupes :

« Officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de la Loire,

« Paris, par un sublime effort de courage et de patriotisme, a rompu les lignes prussiennes.

« Le général Ducrot, à la tête de son armée, marche vers nous.

« Marchons vers lui avec l'élan dont l'armée de Paris nous donne l'exemple.

« Je fais appel aux sentiments de tous les généraux comme des soldats.

« Nous pouvons sauver la France.

« Vous avez devant vous cette armée prussienne que vous venez de vaincre sous Orléans ; vous la vaincrez encore.

« Marchons donc avec résolution et confiance en avant, sans calculer le danger. Dieu protégera la France.

« Quartier général de Saint-Jean.

« 1er décembre 1870, 5 heures 35 minutes du soir. »

Qu'on la compare à la proclamation sauvage adressée à la même date par le prince Frédéric-Charles à ses soldats et qu'on dise de quel côté est non-seulement le bon droit mais le bon ton.

A huit heures du soir, Gambetta télégraphiait, relativement à la sortie de Ducrot, la longue et curieuse dépêche que nous avons fait connaître plus haut.

Le lendemain, au réveil, les officiers de l'armée de la Loire se communiquaient ainsi l'heureuse nouvelle sur

des billets écrits au crayon et distribués dans le campement : « Grande victoire par le général Ducrot qui a forcé les lignes ennemies[1]. » Nous nous souvenons, de notre côté, d'avoir entendu affirmer à Champigny, durant le combat, à des mobiles de Seine-et-Marne que l'armée de la Loire était aux prises avec l'ennemi devant Versailles. Nous allions, des deux côtés, retomber à demi brisés du haut de ces décevantes illusions.

L'armée de la Loire en ressentit un espoir profond. Lorsque, à neuf heures du matin, le général de Sonis, qui commandait le 17e corps, offrit au général Chanzy de le soutenir : « Soyez sans crainte, répondit Chanzy, nous coucherons ce soir à Toury. » Chefs et soldats maintenant ne croyaient plus qu'à la victoire. Cette fois, il s'agissait pour le 16e corps de gagner Janville après avoir enlevé à l'ennemi Orgères, Loigny, Lumeau, Poupry, toute une nouvelle ligne de défense. L'ennemi, au contraire, croyait que l'objectif des Français était non pas de s'efforcer de gagner du terrain, mais d'envelopper et d'écraser l'armée du grand-duc de Mecklembourg pour se retourner vers Frédéric-Charles et le combattre. Les Bavarois, massés entre Orgères et Tanon, leur centre à la Maladrerie, attendaient le choc de nos troupes, tandis que von Treskow et la 17e division prussienne s'avanceraient vers Lumeau et que la division du général von Wittich (la 22e) nous disputerait Poupry, prête à nous tourner au besoin. A droite de l'armée du grand-duc la cavalerie du prince Albrecht, manœuvrant vers Cormainville, essayerait de nous prendre à revers.

Lorsque l'armée française s'ébranla pour attaquer les positions ennemies, il n'y avait qu'une pensée et qu'un cri dans ses rangs : « A Paris ! Nous allons à Paris[2] ! » Sous ce clair soleil d'hiver, sur la terre durcie par la gelée, les soldats marchaient sûrs de vaincre. Von der

1. Auguste Boucher, *Loigny*, page 32.
2. Auguste Boucher.

Tann, s'apercevant que nos troupes ne marchent pas sur Orgères, mais passent entre Loigny et Lumeau, envoie, pour les arrêter, sa première brigade au château de Goury. Le château et le parc, fortifiés, arrêteront, en effet, un moment la marche de la division Barry. Mais les braves soldats qui la composent n'hésitent guère et se précipitent de nouveau, au pas de course. La 1re brigade bavaroise, serrée de près, décimée par les mitrailleuses, va céder sous peine d'être (le mot est d'un témoin allemand) *anéantie ou prisonnière*, lorsque von der Tann envoie en hâte sa deuxième brigade pour contenir notre attaque. Deux régiments allemands se jettent dans le parc, ouvrent un feu meurtrier sur nos troupes, qui, sans abri, écrasées, se troublent et se replient sur Loigny. L'amiral Jauréguiberry envoie aussitôt la brigade Bourdillon rétablir le combat. Le 39e de marche et le 3e bataillon de chasseurs font des prodiges ; un quart d'heure après leur arrivée, von der Tann était obligé d'envoyer la 3e et la 4e brigades de ses troupes au secours des deux autres. Dans le château de Goury, le général Rudolf von der Tann, frère du général en chef, crie aux Bavarois qu'il faut vaincre ou mourir. Il les excite, il leur promet le secours des deux autres brigades. Celles-ci, se déployant dans la plaine, sont littéralement décimées par les canons du général Bourdillon, cachés au ras de terre. Elles se blottissent, éperdues, derrière les créneaux de Goury.

« Des rangées entières de nos troupes, écrit un journaliste allemand, tombaient les unes sur les autres. Notre attaque avait échoué, et les deux brigades durent retourner à leurs abris. Là, elles se rangèrent de nouveau en ordre, tandis que la 2e brigade se sépara pour marcher sur la gauche de l'ennemi, au delà de Maladrerie, et empêcher le mouvement tournant. Les 1re, 3e et 4e brigades demeurèrent dans le parc et dans les attenants pour soutenir l'attaque de l'ennemi (les Français),

qui, à chaque instant, devenait plus fort et plus indomptable.

« C'est à ce moment, continue le récit allemand, qu'un nouvel élan en avant fut tenté. L'ennemi entourait tout entier le château de Goury ; sa canonnade s'étendait au-dessus de Loigny, vers Maladrerie ; le terrain des environs de Loigny était tout entier dans ses mains, et les trois brigades étaient tournées, presque cernées. Notre artillerie était en majeure partie comprise dans la ligne qui nous enveloppait. Les trois brigades furent alors réunies, et on leur dit qu'il fallait briser le cercle de fer que l'ennemi avait tracé autour d'elles.

« Elles s'élancèrent dès lors au galop, s'avancèrent une centaine de pas et lâchèrent plusieurs salves contre l'ennemi qui ne l'ébranlèrent point dans ses positions. Bien au contraire, elles n'en furent que davantage à la portée des balles de chassepot et des boulets de l'artillerie. Les rangs commencèrent à ployer ; aussitôt l'ennemi se précipita furieux, et, ne pouvant résister à l'effort de ces masses colossales, nos brigades fortement décimées durent se replier sur les bâtiments et dans le parc, toujours poursuivies par le feu ennemi.

« *La situation était des plus périlleuses.* Les munitions en même temps commençaient à manquer dans quelques régiments ; les rangs étaient fortement éclaircis ; des bataillons avaient perdu presque la moitié de leur effectif, et l'ennemi s'approchait toujours en masses de plus en plus compactes.

« *Encore une demi-heure, et le corps de von der Tann était anéanti, et la plus grande partie des canons tombait aux mains de l'ennemi.* L'ordre ne se maintenait plus convenablement, les troupes de divers régiments se trouvaient mêlées, et le découragement commençait à s'emparer des troupes. »

Ce récit, emprunté à l'ennemi lui-même, donne, ce nous semble, la mesure exacte de la valeur avec laquelle combattirent nos troupes, et du danger que courut une

fois encore, l'armée tout entière de von der Tann. Ce danger, malheureusement, les Français ne le soupçonnèrent pas, sans quoi ils eussent, redoublant d'efforts, cerné le château de Goury et triomphé de la résistance opiniâtre des Bavarois, avant que ceux-ci n'eussent pu recevoir du secours.

Le général von der Tann était à demi vaincu, et l'inquiétude la plus profonde l'envahissait ; il avait demandé, nous l'avons vu, à ses trois brigades un dernier effort, que nos soldats avaient repoussé avec une ardeur superbe que l'écrivain allemand appelle un mouvement *furieux;* l'armée bavaroise était comme perdue, lorsque, vers deux heures de l'après-midi, une *forte et claire canonnade* se fit entendre à la gauche de Goury. Les Prussiens de la 17e division accourent. Leurs tirailleurs se répandent déjà dans la plaine. Les brigades écrasées, les débris de l'armée de von der Tann poussent de formidables hurrahs. La victoire que nous tenions va nous échapper.

Pendant ce temps, la division Morandy était devant Lumeau, aux prises avec les troupes de von Treskow. Le 40e de marche et le 71e mobiles (régiment de la Haute-Vienne) avaient supporté avec aplomb les projectiles des batteries de Lumeau, mais notre artillerie, sur ce point, était trop faible. Nous devions être fatalement repoussés. Nos troupes débandées iront se replier bientôt dans une fuite précipitée jusqu'à Terminiers, et laisseront sept canons entre les mains des Allemands D'autres, parmi lesquels beaucoup de mobiles limousins, se ralliant à Écuillon, disputeront ce village aux Prussiens et le reprendront trois fois, après l'avoir perdu, pour ne laisser à l'ennemi que des murs croulants et embrasés. Vainement, pour arrêter la déroute de ce côté, le général Chanzy, descendant du clocher de Terminiers, d'où il suivait les phases de la bataille, exhorte ses soldats, les ramène, les menace. Ces troupes démoralisées n'écoutent plus. Le général alors place une batterie de 12 à

Terre-Noire, en deçà du grand-chemin de Chartres à Orléans, et contient sous ses obus les Prussiens qui s'arrêtent. Notre centre enfoncé n'existait plus, et, devant Goury, nos soldats, débordés par la 17e division prussienne, reculaient, mais en faisant face à l'ennemi. Les mobiles de la Sarthe furent particulièrement résolus et fermes, et dispersèrent bravement la cavalerie du prince Albrecht, lancée sur eux à toute bride. Deux fois cette cavalerie, qui voulait nous tourner, fut repoussée, et on ne peut dire quel eût été le résultat de la bataille si, comme le dit l'amiral Jauréguiberry dans son rapport, notre 1re division eût été appuyée par une démonstration de la cavalerie sur la gauche. Mais le général Michel, qui conduisait les cavaliers, avait reculé, lui, ce même homme qui guidait au combat les cuirassiers de Frœschwiller.

Peu à peu, nous revenions ainsi, vers quatre heures, aux positions conquises la veille, et d'où l'armée était partie, si confiante le matin même, pour marcher à des conquêtes nouvelles. Le 39e de marche et les mobiles de la Sarthe, postés à Villepion qu'ils ont ordre de garder, arrêtent les Bavarois qui veulent emporter cette position. A ce moment, le général de Sonis apparaît, suivi de ses spahis. C'est le 17e corps qui arrive, c'est la victoire qui revient. Nos soldats tressaillent d'allégresse, et, devant la canonnade effroyable qui éclate sur la droite, les Bavarois hésitent, et Jauréguiberry a un moment l'idée de les refouler jusqu'à Orgères. Mais il lui faut des canons. Il en demande au 17e corps. Un commandant les refuse. Lorsque le général de Sonis les accorde, il était trop tard.

Cependant, on se battait toujours devant Loigny. Notre artillerie était insuffisante, les fusils ripostaient aux canons. Le 3e chasseurs, le 75e mobiles, le 39e de marche, écrasés, broyés, épuisent avec un acharnement magnifique leurs cartouches, et tiennent tête aux canonniers, aux fantassins et aux cavaliers ennemis Toute

cette brigade Bourdillon, admirable en ce moment, se couvrit de gloire dans ce désastre. Les charges des cavaliers, poussées avec rage, étaient reçues avec une impassibilité superbe. La nuit venait pourtant. Les forces de l'armée française se réduisaient, de minute en minute. On ne se battait plus, vers la gauche, qu'entre Loigny et Villepion, et, sur la droite, à Poupry. Mais, encore une fois, le général Gaston de Sonis était là, et on savait de lui ce mot : « En partant pour l'armée, je me condamne à mort! » Il amenait avec lui cette poignée héroïque de volontaires de l'Ouest, qui, arborant un étendard sacré, n'en combattaient pas moins pour la République et pour la France, et que guidait au premier rang le colonel Athanase de Charette. Les petits-fils des émigrés de Coblentz combattaient du moins, cette fois, pour la patrie, et la patrie, pour être juste, doit reconnaître qu'ils versèrent bravement leur sang pour une cause qu'avaient méconnue leurs pères.

A ce moment, Gambetta et la défense nationale ne voyaient que des Français dans ces zouaves aux vestes grises, et certes c'étaient des Français intrépides auxquels nulle considération de parti ne nous empêchera de rendre justice. Nous n'imitons pas en cela tels des écrivains pieux qui refusent niaisement à la démocratie le privilége du courage, et nous saluons la bravoure et le dévouement à la France partout où nous les rencontrons.

Les volontaires de l'Ouest, campés à Patay, furent lancés vers le terrain du combat, et ils arrivaient, suivant le général de Sonis, aux environs de Villepion, lorsqu'un obus éclate, sans le blesser, auprès du général et le couvre de terre : — « Vive la France! » s'écrie de Sonis, debout sur ses étriers. Il lance son cheval vers Loigny et entraîne avec lui les zouaves de Charette, suivis des mobiles des Côtes-du-Nord, des francs-tireurs de Tours et des francs-tireurs de Blidah. Ces derniers, les francs-tireurs algériens et tourangeaux, allaient,

sans qu'on ait mis en lumière leur courage, partager la gloire que nul n'a refusée aux volontaires de l'Ouest. Cette troupe marche bravement, calme, bien ordonnée, sous les obus ennemis. Ils donnent honte au 51e de marche, tapi dans un repli de terrain, qui refusa tout à l'heure d'avancer, et dont quelques hommes maintenant suivent les zouaves de Charette et les francs-tireurs de Tours et de Blidah. M. de Verthamon fait flotter au vent la bannière blanche qui teindra bientôt de sang rouge sa pieuse couleur. On approche de Loigny. L'ennemi est caché dans le petit bois du village. On s'avance sans tirer. M. de Sonis, l'épée haute, s'élance, et on arrive à la lisière du bois d'où la fusillade éclate, terrible, brisant la cuisse au général de Sonis qui tombe, foudroyant M. de Verthamon qui tend son étendard à Jacques de Bouillé, jetant à terre le lieutenant-colonel de Troussures qui sera, tout à l'heure, achevé, assommé à coups de crosse par les vertueux et humanitaires Allemands.

Mais le bois était emporté, de front par les zouaves, sur la droite par les mobiles des Côtes-du-Nord. On est entré dans le village, on s'y bat corps à corps, on s'y fusille avec un acharnement épouvantable. Il faut, à travers les rues incendiées, se tracer un passage vers l'église et le cimetière où deux bataillons du 37e se défendent opiniâtrément depuis de longues heures, sans se rendre, sans céder, attendant qu'on les dégage. C'est en vain. Les Bavarois et les soldats de von Treskow se pressent dans Loigny, arrivent par bataillons épais. Il faut céder. M. de Charette ordonne la retraite. Il tombe à son tour, blessé d'une balle à la cuisse. Sur 300 hommes qu'il a conduits à Loigny, 198 sont restés sur le champ de bataille. Sur 14 officiers, 4 seulement sont sans blessures. Les zouaves ont abandonné Loigny après cet effort admirable, ils regagnaient Villepion et Patay, et dans Loigny embrasé, dans Loigny en flammes, le 37e de marche, qui la veille, au combat de Villepion,

avait enlevé Nonneville, le 37ᵉ de marche, envoyé dans Loigny, par les ordres de Jauréguiberry, y tenait intrépidement, et se débattait, héroïque, dans ce brasier.

Malgré les attaques incessantes de l'ennemi, ces deux bataillons du 37ᵉ n'avaient pu être réduits, et, après avoir soutenu derrière les épaulements, derrière les maisons et les arbres un combat acharné de mousqueterie, ils s'étaient retranchés dans le cimetière et les maisons voisines et, luttant contre les 90ᵉ et 76ᵉ régiments de la division von Treskow, ils attendent, tout en luttant, qu'on vienne les délivrer. Loigny est en flammes, le flot des ennemis est pressé, indomptable. Le 37ᵉ tient toujours. Il fallut que, dans la fumée des maisons dévorées par l'incendie, les fusiliers mecklembourgeois se jetassent de tous côtés dans le cimetière, entourant ces braves d'un cercle de feu pour que la lutte prît fin. Depuis cinq heures le 37ᵉ luttait sans espoir mais non sans honneur. Alors, musique en tête, à travers les rues embrasées et parsemées de cadavres de Loigny, les Prussiens entrèrent triomphants. Notre défaite était achevée.

Non, car à Poupry, sur notre droite, nos soldats tenaient encore l'ennemi en respect. Après une journée d'un acharnement indomptable, nous avions tour à tour pris et perdu Poupry, mais en infligeant de ce côté aux Allemands de von Wittich des pertes énormes. Nos mitrailleuses et nos baïonnettes avaient fait leur œuvre et, le soir, malgré les efforts de l'ennemi, les grands-gardes du général Peitavin touchaient encore le village de Poupry, et si la nuit n'eût pas terminé le combat, les troupes de Wittich, au dire même des témoignages allemands (*Gazette de la Croix*,) eussent enfin cédé à notre impétuosité.

Dans cette journée du 2 décembre, 5.000 Allemands avaient été mis hors de combat, nous avions à déplorer la perte de près de 7.000 soldats, morts, blessés ou prisonniers, et l'ennemi nous avait enlevé onze canons. Cette journée, que Gambetta, dans sa dépêche du 3 dé-

cembre, ne donnait que comme ayant déterminé un *temps d'arrêt* dans le mouvement du 17e corps, devait être irréparable.

Il fallut abandonner tout mouvement offensif et ne plus songer qu'à se défendre derrière les lignes fortifiées d'Orléans. Le 3 décembre, l'armée de Frédéric-Charles, réunie à celle du grand-duc de Mecklembourg, concentrée de Chevilly à Toury, avec un front de bataille formidable, attaqua furieusement notre centre et notre gauche, tandis que 8.000 hommes tenaient en respect nos 18e et 20e corps entamés depuis Beaune-la-Rollande. Cette bataille prit le nom d'Artenay, où Frédéric-Charles avait, ce jour-là, son quartier-général.

Cette fois, par un temps affreux, dans la neige, sous le vent d'ouest qui sifflait violent et glacé sur ces plaines dégarnies d'arbres, on se battit. L'armée allemande avait marché une partie de la nuit, et elle était arrivée devant Artenay. C'est à Artenay et à Cercottes que le combat fut le plus acharné. Laissons parler nos ennemis; les peintures que leurs écrivains nous ont faites de ces terribles journées montrent mieux encore que nous ne pourrions l'indiquer, la vigueur de nos jeunes troupes, de nos pauvres mobiles à peine exercés et que le découragement devait bientôt atteindre.

« Artenay, dit un écrivain allemand, village de quelques centaines d'habitants, est situé dans une plaine plate, sans bois ni forêts, sur une petite éminence. Le village était fortement barricadé; on jugea dès lors opportun de faire agir l'artillerie. Il était dix heures lorsque le général donna l'ordre à l'artillerie réunie de canonner Artenay. Soixante pièces entourèrent en demi-cercle le village et dirigèrent un feu terrible sur lui.

« Les Français se retirèrent devant ce feu écrasant d'artillerie, de sorte que les troupes s'emparèrent d'Artenay sans obstacle digne de mention. Il était juste midi quand Artenay fut pris, mais on ne pouvait songer à manger. On continua en avant sans s'arrêter.



Artenay.

« La ligne entière s'avança en dehors d'Artenay et prit une nouvelle disposition d'attaque pour déloger l'ennemi, qui s'était fortifié dans les fermes de Chevilly et dans les replis de ce village. On se trouvait ainsi en face de la force principale de l'ennemi, et un violent combat s'engagea. Près du moulin d'Anvilliers, qui se trouve sur une colline dominant la contrée, se trouvait une batterie ennemie qui commandait le pays adjacent et la route principale. Les fermes d'Arblay et de Lagrange regorgeaient d'infanterie qui les défendait vaillamment. Au milieu de la route se trouve le petit village de Croix-Briquet, où se trouvait le gros de l'ennemi. Il y avait là près de 60.000 hommes dans les fermes, le moulin à vent, derrière Croix-Briquet et les petites parcelles de bois, qui recevaient avec force fusillade les troupes à mesure qu'elles se présentaient. De grands fossés garnissaient les deux côtés de la route, et de grosses pièces de marine de 24 envoyaient leurs terribles boulets de calibre jusque dans les rangs des colonnes d'attaque de la réserve.

« L'artillerie dut entreprendre à nouveau de frayer un chemin aux troupes d'infanterie. Elle prit position près de Château-Anvilliers, et attaqua la position ennemie par le flanc. La ligne ennemie dut céder devant la terrible canonnade de trente pièces. Les obus frappaient avec une effroyable précision les positions fortifiées des Français. Un grand nombre furent tués; les autres prirent la fuite. Le 2e bataillon du 86e régiment se précipita alors à l'assaut du plateau du moulin d'Anvilliers. Conduit par le major Ziémann, le bataillon avança avec le calme et la précision d'une manœuvre d'exercice. Quoique mitraillé des hauteurs par l'ennemi, il ne broncha point, et, malgré ses pertes, il s'élança. en lançant des hourras et au bruit de la charge des tambours, sur la position ennemie. L'ennemi n'attendit pas à la baïonnette le bataillon, mais se précipita en fuite rapide du haut du plateau dans Chevilly. La ligne entière s'avança alors,

chassant l'ennemi devant elle, le canonnant constamment de notre artillerie et le refoulant de toutes les positions. La position principale qu'il occupait était prise et gagnée. Les hauteurs d'Anvilliers, les fermes de Lagrange et d'Arblay tombèrent aux mains de notre infanterie.

« A trois heures, l'ennemi était en pleine retraite. Déjà des masses de bandes de fuyards se ruaient en désordre sur Orléans. Ils traversèrent la ville et les ponts de la Loire en jetant l'alarme et se plaçant sur l'autre rive en disant : « Nous ne sommes pas assez en force, les « Prussiens arrivent. »

Il y avait, autour d'Orléans, des pièces de marine que les servants, en se retirant, eurent le soin d'enclouer. La gare d'Orléans était défendue par des fossés profonds, par un bastion armé de huit pièces de siége ; les poudrières étaient pleines de poudre et d'obus. On ne défendit pas ces positions ; cette armée, encore si nombreuse, lutta avec moins d'acharnement qu'en octobre, la poignée héroïque de zouaves de Charette défendant le faubourg des Aydes. Toute notre ligne, il est vrai, était enfoncée et forcée. Sous la neige qui leur fouettait le visage, les Allemands avaient enlevé Cercottes, les bois, les canons de notre artillerie.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'avec le nombre encore considérable de combattants dont il pouvait disposer, le général d'Aurelles de Paladines eût certes dû tenter une défense autrement énergique. On trouvera, aux pièces justificatives du présent volume, l'accusation que lança alors contre lui Gambetta. Il est juste d'ajouter que plus tard M. Gambetta lui-même offrit au général d'Aurelles un commandement nouveau, et que le général refusa catégoriquement, avec une certaine hauteur et une amertume peu dissimulée.

Toujours est-il, hélas ! que, repoussant l'armée de la Loire, l'ennemi rentrait à Orléans. Le spectacle fut lugubre. Des femmes en deuil parcouraient les rues,

cherchant les traces de leurs fils, de leurs frères, de leurs maris. La voie publique était jonchée de cadavres d'hommes et de chevaux.

Par le froid glacial qui régnait, les mobiles prisonniers venaient demander à pouvoir se réchauffer aux feux des Prussiens. Ceux-ci firent ouvrir les magasins pour se procurer des gants, des camisoles de flanelle, des cartes topographiques et tous les objets indispensables.

On enferma dans la cathédrale des prisonniers qui, pressés par le froid, mirent le feu à toutes les chaises de l'église. Ces bûchers allumés au milieu du temple produisaient une épaisse fumée au milieu de laquelle les soldats s'agitaient comme des ombres fantastiques. Tout à coup, le bruit assourdissant des conversations de cette multitude fut interrompu par le son de l'orgue, qui se mit à jouer... une gigue, tandis que les prisonniers cuisaient leur repas sur le feu allumé dans la nef.

Cependant l'armée de la Loire en déroute se battait jusqu'à Vierzon. La retraite ressemblait de ce côté à une fuite. Pourtant on se retournait encore, et on faisait tête aux uhlans. Mais le flot des fuyards, les bandes affolées entraînaient les plus braves. A Vierzon, des soldats effarés, prenant les trains d'assaut, ont été écrasés sous les wagons ; d'autres, montant éperdus sur la locomotive en marche, se sont broyé le crâne contre la voûte des tunnels. Leur cervelle avait jailli et rougi la brique. Du côté de Chanzy, la retraite du moins fut glorieuse et plus digne du vieux renom français.

L'armée française avait perdu dans les quatre journées de batailles livrées autour d'Orléans plus de 2.000 morts, 10.000 prisonniers, 77 canons et 4 canonnières ; mais les pertes des Allemands dépassaient de beaucoup les nôtres. Le seul corps du grand-duc de Mecklembourg avait eu, dans la journée du 2 décembre, 3.200 hommes tués ou blessés, chiffre officiel. Il fallut bien que ces pertes considérables donnassent à réfléchir au commandant en chef allemand, car il pouvait poursuivre notre armée et

il ne le fit pas. Le général d'Aurelles de Paladines avait été, à la suite des échecs subis, relevé de son commandement, et un officier, inconnu jusqu'alors, célèbre aujourd'hui, lui succédait. C'est le général Chanzy. Nos soldats battaient en retraite, les uns sur Vierzon, les autres sur Blois et Chambord; d'autres sur Vendôme ou Bourges. On vit des groupes de soldats, de fuyards, marcher hâves, effarés. Pour arrêter une telle retraite et une telle démoralisation, il fallait une volonté dure et une foi profonde.

C'est là surtout, c'est alors que M. Gambetta se montra vaillant et résolu. La délégation, devant l'approche des Prussiens, avait été forcée de quitter Tours pour se réfugier à Bordeaux. Gambetta suivit l'armée, la refit, la retrempa, donnant du cœur aux généraux, ramenant au combat les traînards des grandes routes, insufflant à ces malheureux soldats écrasés, gelés, meurtris, un peu de sa flamme ardente, allant, venant, se multipliant avec une admirable ténacité et une dépense prodigieuse de juvénile énergie.

A une telle armée, aussi abattue, il fallait des généraux résolus. Le général Chanzy en était un. Jeune encore (il avait quarante-sept ans alors), la figure sympathique, militaire et française, il a toute la vigueur du tempérament ardennais. D'abord mousse, puis saint-cyrien, officier de zouaves, chef de bataillon à Solferino, lieutenant-colonel en Syrie, colonel en Afrique, partout il s'était distingué et affirmé. A Coulmiers il avait contribué pour sa bonne part au succès de la journée. Il enlevait, à la tête du 16e corps, les fortes positions occupées à Patay par l'armée ennemie. Mais c'est surtout aux jours cruels de la retraite, par son sang-froid, sa présence d'esprit, son impassibilité et sa résistance, qu'il devait s'illustrer. Gambetta pouvait dire avec raison qu'un tacticien s'était révélé.

Sa retraite, où pendant plus d'un mois presque chaque jour il livra bataille à un ennemi supérieur en nombre,

qu'il arrêta presque toujours et qu'il battit quelquefois, a pu être surnommée par l'étranger la *retraite infernale*. C'est au général lui-même qu'il a appartenu de la raconter[1].

A Josnes, le 8 décembre, il attaquait le grand-duc de Mecklembourg, que le général Camon avait combattu la veille. C'était devant Poisly et Cravant. Il repoussa les Prussiens, qui, le lendemain, sortaient de Beaugency en masses profondes. Tous ces villages qui environnent la ville, Cravant, Ourcelles, Villejouan, virent des combats terribles où l'armée d'Artenay montra qu'elle existait encore. A ces combats glorieux, le général Chanzy avait donné le nom de bataille de Josnes : « *N'oubliez pas que vous êtes les soldats de Josnes !* » disait-il à son armée, la veille de la bataille du Mans. Le général Trochu a écrit qu'une bataille n'est jamais perdue, mais *qu'on la croit perdue*. Chanzy réussissait à donner le mirage et la certitude de la victoire à ses soldats repoussés, mais qui, tout en cédant le terrain, infligeaient de dures pertes à l'ennemi.

Cette armée de la Loire, maintenant séparée en deux tronçons, l'un reformé à Bourges, sous Bourbaki, l'autre, demeuré entre les mains de Chanzy, devait encore inquiéter l'ennemi. Nous réservons l'histoire de l'armée de Bourges et de Bourbaki. Pour l'armée de Chanzy, elle se retira sur la ligne du Loir après avoir essayé de se maintenir dans la vallée de la Loire, combattant entre la forêt de Marchenoir et le fleuve, couvrant la route de Tours, sans cesse attaquée, sans cesse au combat. Le nombre de ces engagements glorieux est de quinze au moins et celui de Villorceau ou de Josnes (le 8 décembre) avait été presque une victoire. « Toutes les fois, dit le général, que nous étions parvenus à portée de la mousqueterie des Allemands, ils avaient été forcés de reculer devant la vigueur de nos fantassins, et la supériorité du

1. Voy. son livre *la Deuxième Armée de la Loire*.

chassepot. » Le lendemain, Gambetta arrivait auprès de Chanzy, annonçant que la délégation de Tours se transportait à Bordeaux et approuvant la retraite sur Vendôme que Chanzy ne commença qu'après avoir constaté que la première armée, celle de Bourbaki, n'était pas encore en état de secourir la deuxième armée.

Chanzy avait écrit de Josnes à Bourbaki :

« Nous nous battons depuis onze jours, et nous tenons ici, depuis le 6, contre le gros des forces ennemies. Les Prussiens menacent Blois et Tours, et cherchent à tomber sur le flanc de mon armée. Une marche de vous sur Blois peut me dégager de cette situation critique. Je vous demande instamment de le faire : prévenez-moi. »

Malheureusement Bourbaki n'était pas en état de marcher sur Blois.

On résolut donc de battre en retraite sur Vendôme (10 décembre). Le 12, la retraite commençait. Le général Barry, qui tenait Blois, reçut l'ordre d'y résister jusqu'à la dernière extrémité, pour empêcher que l'armée ne fût tournée par sa droite. « Le temps était si mauvais, dit le général Chanzy dans son livre. Une pluie torrentielle qui tombait depuis le matin avait fait fondre la neige et produit le dégel. Le terrain était partout très-glissant sur les chemins, le sol trop détrempé pour que les chevaux et les voitures pussent passer dans les champs. Comme fatigue et comme souffrance pour les hommes et pour les animaux, cette journée du 12 décembre fut une des plus pénibles de la campagne. Néanmoins la marche put s'effectuer avec assez de régularité et le soir, tous les corps étaient établis exactement sur les positions qui leur avaient été assignées. »

Nous reprendrons plus tard l'histoire de la *deuxième armée de la Loire* à partir de Vendôme jusqu'au Mans. Contentons-nous de dire maintenant, avec le général Chanzy, à propos de cette opération si bien conduite : « En résumé, cette retraite de la deuxième armée des

lignes de Josnes sur Vendôme, dans les conditions de mauvais temps, de fatigues et de dangers dans lesquelles elle s'était effectuée, faisait le plus grand honneur aux troupes. Elle en avait assez imposé à l'ennemi pour qu'il n'eût pas osé l'inquiéter et profiter des chances qu'il avait de détruire cette armée, s'il avait su les mettre à profit. »





CHAPITRE XIII

Le siége de Thionville. — Le siége de Phalsbourg. — L'armée de Garibaldi. — Combat de Châtillon-sur-Seine. — Combats sous Dijon. — Le général Cremer. — Combat de Châteauneuf (Côte-d'Or). — Bataille de Nuits. — La légion des mobilisés du Rhône. — Lyon après la bataille de Nuits : assassinat du commandant Arnaud. — Activité de Gambetta. — Le siége de Paris : période d'inaction. — Les vivres diminuent. — Panique dans la population. — Déclarations rassurantes du gouvernement. — Reconstitution des armées de Paris. — Seconde affaire du Bourget (21 décembre). — Héroïsme des marins. — L'intensité du froid arrête les opérations. — Surprise de la Ville-Evrard : mort du général Blaise. — Le général Clement Thomas et les gardes nationaux indisciplinés. — Bombardement des forts de l'Est et du plateau d'Avron. — L'artillerie de la garde nationale. — Evacuation du plateau d'Avron. — Les derniers jours de l'année. — Le premier janvier à Bordeaux. — Discours de Gambetta.

Aux espérances si durement brisées qui avaient fait tressaillir la France pendant les premiers jours de Décembre succédèrent, durant ce sombre mois, les déceptions et les épreuves les plus amères. Partout, on peut le dire, le sang coula, et partout la patrie française

fut frappée et blessée. On a vu, par le rapport de M. de Chaudordy, combien l'invasion s'était faite lourde et douloureuse. Au nord, dans l'est, dans le centre, dans les forêts des Vosges et sur les bords de la Loire, la guerre s'exacerbait avec un redoublement de cruauté. La Normandie était occupée et la Bretagne menacée. L'Alsace ne résistait plus qu'avec Phalsbourg qui allait succomber, Belfort qui semblait invincible, Bitche qui devait demeurer invaincue. Thionville, bombardée, avait amené son pavillon depuis le 24 novembre.

Comme Verdun, après une vive résistance, mais que le commandant en chef eût rendue plus vive encore s'il se fût modelé sur le souvenir du général Hugo, Thionville était contrainte à la chute par la capitulation de Metz. Jusqu'au 13 novembre, la place qui, onze mois durant avec Wimpfen, s'était défendue jadis contre l'Autrichien, plus longtemps encore avec Hugo en 1814 et 1815 contre le Prussien, avait tenu en respect et même à distance le corps assiégeant. Mais, une fois Metz rendue, la 14e division du 7e corps d'armée allemand, sous les ordres du général von Kamecke, investissait étroitement Thionville et, après avoir en trois jours établi seize batteries (85 canons), occupé les villages environnants et fait quelques rapides travaux d'approchement, commençait impétueusement un de ces bombardements farouches, que les Prussiens se vantent d'avoir remis en usage. Vainement le commandant de place, M. Turnier, colonel de l'état-major des places, avait demandé à M. von Kamecke de laisser les enfants et les femmes quitter la ville. Comme toujours, la réponse avait été que la présence des enfants et des femmes hâterait la capitulation. Le bombardement dura deux jours. Il fut implacable, sinistre. L'hôtel de ville et l'hôpital même n'étaient point épargnés. Puis, dans la nuit du 24 au 25 novembre, Thionville se rendit. Les Prussiens y trouvèrent 200 canons et 4,000 prisonniers.

Les habitants de Thionville, en entendant retentir sur le pavé de leurs rues le talon lourd des soldats allemands,

se rappelaient les heures où ils attendaient anxieusement l'arrivée de l'armée de Bazaine, la délivrance, le salut. Maintenant au sommet de leurs monuments, ils allaient voir flotter ce sombre drapeau blanc et noir, qui restera sur la citadelle lorraine jusqu'au jour où une main française y replacera les trois couleurs.

Phalsbourg, qui devait succomber le 12 décembre, avait tenu dix-sept semaines[1]. La fière petite ville ne se rendit que lorsqu'elle n'eut plus de vivres. Le brave soldat qui commandait la place pouvait affirmer qu'il n'avait pas capitulé; ni le blocus ni le bombardement n'avaient intimidé la faible garnison et les habitants. Cinquante-sept maisons avaient été détruites. Les Phalsbourgeois, habitués aux bombes, eussent résisté s'ils avaient eu du pain.

« Les journaux français ont répété, écrivait alors le commandant de place, ils ont affirmé, d'après des journaux étrangers, que Phalsbourg avait capitulé. Phalsbourg n'a pas capitulé.

« Après avoir repoussé deux attaques de vive force, subi quatre bombardements, et lorsque nous avons vu que les vivres allaient nous manquer absolument, nous avons noyé nos poudres, brisé les 11.000 fusils qui se trouvaient entre les mains de nos soldats et, à l'arsenal, encloué nos 65 canons et scié nos affûts.

« Le jour où le pain a manqué, nous avons ouvert nos portes, en avertissant les Prussiens que nous avions détruit tout notre matériel de guerre et que nous ne demandions rien.

« Ce n'est certes pas là une capitulation.

« *Le colonel commandant la place de Phalsbourg*,

« TAILLANT. »

1. Au 1er novembre, l'investissement continuait sans grande activité.

Les Prussiens n'avaient que des pièces de 6, qui, suffisantes pour incendier la ville, étaient impuissantes contre les remparts.

La garnison, composée de 1.500 mobiles, n'avait plus à manger

Le roi de Prusse, pour honorer la garnison dont la résistance avait été si profondément virile, permit aux officiers de garder leurs épées.

Cependant, à cette même heure, Montmédy et d'autres places encore, dont nous raconterons les efforts dans notre chapitre consacré à l'armée du Nord, faisaient bonne contenance devant l'ennemi qui les assiégeait. Du côté des Vosges, presque chaque jour voyait un combat entre les Allemands et les Français. Garibaldi, dont les opérations militaires méritent une place à part, combattait avec acharnement entre Autun et Dijon. Cette dernière ville, tombée au pouvoir des Prussiens en octobre, leur était déjà disputée par les Garibaldiens. Le 19 novembre, le fils de Garibaldi, Ricciotti Garibaldi, avait surpris les Prussiens qui, au nombre de mille environ, occupaient Châtillon-sur-Seine, dans la Côte-d'Or. L'ennemi, rejeté hors de la ville, perdait 120 hommes et laissait 167 prisonniers. Il fit bientôt, revenant en force, payer cet exploit de Ricciotti aux habitants, dont il mit les demeures au pillage. Le 26 novembre, les Garibaldiens, essayant de reprendre Dijon, s'avançaient un moment jusqu'à la place Darcy; l'artillerie allemande les repoussait. Quelques jours plus tard, à Châteauneuf (Côte-d'Or), l'ancien aide de camp du général Clinchant, M. Cremer, nommé général, surprenait, le 3 décembre, une colonne prussienne et, dans le combat, la 1re légion mobilisée du Rhône se distingua par sa tenue et sa martiale vigueur. Les grenadiers badois et les dragons du général Keller, au nombre de près de 7.000 hommes, appuyés par trois batteries d'artillerie, furent repoussés par nos jeunes troupes. Le lendemain de ce brillant combat en Bourgogne, Rouen se rendait aux Allemands. Les troupes du général Briand, qui la gardaient, se retiraient sur le Havre. Dieppe allait être occupée bientôt par Manteuffel.

que du pain. Le sel même commençait à lui manquer. Mais une contrebande fort bien organisée ravitaillait tant bien que mal la vaillante petite place.

Les opérations du général Cremer et de Garibaldi étaient, on le voit, heureuses, et l'ennemi redoutait assez la petite armée qui venait, à Autun et à Châteauneuf, de lui prouver sa force. Cremer, posté maintenant à Nuits, dans une position qui eût été formidable si le jeune général eût pu occuper les véritables points défensifs, comme la Chaux et Concœur, fut attaqué par une armée nombreuse. Les forces dont il pouvait disposer étaient disproportionnées avec celles que mettait en ligne l'ennemi. Les légions du Rhône, un bataillon de la Gironde, le 32e de marche, 12.000 hommes en tout, avec 24 bouches à feu, allaient tenir contre les 25.000 hommes et les 60 canons du général Werder. Le soir du 17 décembre, le colonel Bourras, venu à Nuits, avait offert ses soldats au général Cremer, qui lui donna l'assurance de pouvoir se suffire avec les troupes dont il disposait.

Le combat fut rude devant Nuits. Ce ne fut que devant le nombre et comme sous le poids de l'ennemi qu'on abandonna le terrain. Le 32e de marche lutta en désespéré et les légions du Rhône se mesurèrent corps à corps avec l'ennemi dans les tranchées du chemin de fer. A trois heures et demie les munitions étaient épuisées et le commandant Clot, qui avait pris le commandement de la 1re légion vers deux heures, au moment où tombait mortellement frappé le colonel Celler, demandait vainement au général Cremer les caissons de cartouches en réserve au parc d'artillerie. Les cartouches n'arrivant pas, on battit en retraite. La nuit était venue; les obus allemands tombaient déjà sur la ville. Mais, si nous perdions Nuits, le plateau de Chaux, vainement attaqué par les ennemis, nous restait et nous assurait la liberté de la retraite, soit sur Beaune, soit sur Autun. Du côté de ce plateau, toutes les attaques de l'ennemi avaient été victorieusement repoussées. A 8 heures du soir, le général Cremer n'en était pas moins réduit à donner l'ordre d'abandonner cette magnifique position.

La bataille de Nuits nous coûtait 1.200 hommes en-

viron, dit M. Freycinet, mais l'historien de la 1re légion de mobilisés du Rhône porte à 1.200 pour sa légion seule le total des pertes. On évalue à 4.000 le nombre des Allemands mis hors de combat, et, parmi les nombreux officiers blessés, on citait le général von Glümer et le prince Guillaume de Bade. Le général de Werder parle, dans sa dépêche, de la *bravoure extraordinaire* de ses Badois. Nos soldats avaient, un contre deux, lutté avec au moins autant de courage. Les mobiles de la Gironde, commandés par M. de Carayon-Latour, s'étaient, comme les Lyonnais, battus avec une intrépidité rare.

L'affaire de Nuits eut à Lyon un retentissement terrible. Le bruit se répandit dans la rude et laborieuse cité que les légions lyonnaises avaient été littéralement massacrées dans le combat du 18 décembre. Au club Valentino, à la Croix-Rousse, un orateur affirmait, le lendemain, que les mobiles lyonnais avaient été écrasés « sous les yeux de la troupe qui les a laissé massacrer ». Le soupçon éternel de trahison passa dans ces esprits faciles à l'entraînement, prompts à la fièvre, comme tous ceux qui souffrent. Des meneurs, exaltant le sentiment de la foule, poussèrent aussitôt à un soulèvement immédiat. Le tocsin fut sonné et on résolut de chasser de l'Hôtel de ville le préfet, M. Challemel-Lacour, et d'y installer la Commune révolutionnaire. Un républicain vaillant, chef d'atelier estimé, un citoyen que l'empire honorait de sa haine, le digne commandant du 12e bataillon de la garde nationale, Antoine Arnaud, refusant d'entrer dans la salle Valentino où se préparaient la manifestation et le coup de main contre l'Hôtel de ville, fut hué, arrêté et traîné par des lâches armés et des femmes qui lui crachaient au visage jusque dans la salle où un simulacre de jugement condamna à mort ce patriote qu'on mena jusqu'au Clos Jouve, tenu au collet par Deloche et suivi par des femmes dont l'une portait un drapeau rouge, l'autre un drapeau noir. Arrivé à l'endroit où il devait mourir, Arnaud ôta sa tunique déchirée

son gilet, découvrit sa poitrine, et, faisant face au peloton de ses bourreaux : « Accomplissez votre mission, dit-il en jetant son képi en l'air, et *vive la République !* » Il cria encore trois fois : « *Vive la République !* » puis fut frappé de plusieurs balles. Il ne tomba qu'au troisième coup la face contre terre et se débattant dans une agonie qui faisait crier à la foule : « *Achevez-le !* » et à quelques-uns : « *Grâce ! grâce !* »

Il y avait là des milliers de personnes, des femmes, des mères, Arnaud ne fut point sauvé. Il mourut fusillé, assassiné. La ville de Lyon se sentit atteinte par les balles qui avaient tué cet honnête homme. Durant l'enterrement civil du commandant Arnaud, le drapeau noir fut hissé sur l'Hôtel de ville. La garde nationale de Lyon et des détachements de troupes suivaient le cercueil où l'on pouvait voir les insignes de compagnon ferrandinier joints aux insignes maçonniques. Les trois enfants d'Antoine Arnaud furent adoptés par la cité de Lyon. M. Gambetta, qui revenait d'inspecter l'armée de Bourbaki), assista aux funérailles de ce patriote victime d'une indigne furie.

Gambetta déployait alors une activité admirable et que les partis les plus divers lui ont reprochée depuis. Les esprits extrêmes ne lui ont point pardonné sa juste rigueur contre les excès ; les rétrogrades lui ont fait un crime de ses sévérités contre les généraux irrésolus. M. Félix Pyat devait attaquer en lui le ministère de l'intérieur, M. d'Aurelles de Paladines devait blâmer en lui le ministre de la guerre. Gambetta, devant des circonstances inouïes, procédait en effet par mesures graves.

Le général Kersalaün était destitué (27 novembre) pour avoir abandonné Évreux [1]. La démission de MM. de Ké-

1. Dans la première édition de ce livre, nous avions écrit qu'Évreux avait été occupé le 19 novembre par les Prussiens après une courte canonnade. Un officier de la garde nationale d'Évreux, M. Hostier de Saint-Albin, nous signale, au contraire, un fait d'armes qui mérite d'être rapporté. Prévenus que la ville avait été abandonnée, sur des

ratry et Carré-Kérisouët était acceptée ; le général Gougeart prenait le commandement de l'armée de Bretagne.

En même temps treize camps d'instruction, créés par un décret de la délégation du gouvernement de la Défense nationale, en date du 26 novembre 1870, étaient organisés à Saint-Omer, Sathonay, Pas-des-Lanciers, Montpellier, Toulouse, La Rochelle, Bordeaux, Merers, Clermont-Ferrand, Cherbourg ou Sortosville, Conlie (près du Mans), en Bretagne et au Havre. Tous ne devaient point servir, et quelques-uns d'ailleurs étaient mal situés, entre autres le camp de Conlie. Mais ces créations témoignaient d'une ardente et généreuse activité. A ce moment, Gambetta poussait la confiance jusqu'à télégraphier de Bourges, où se reformait cette armée de Bourbaki dont il allait lancer bientôt sur l'est les cent mille hommes : « L'armée de la Loire est loin d'être anéantie, elle est séparée en deux armées d'égale force.

« *Le mouvement de retraite des Prussiens s'est accentué.* Ils paraissent las de la guerre. Si nous pouvons durer, et nous le pouvons si nous le voulons énergiquement, nous triompherons d'eux. Ils ont déjà éprouvé des pertes énormes, suivant des rapports qui m'ont été faits ; *ils se*

ordres supérieurs, par les mobiles de l'Eure et de l'Ardèche, mis en marche pour rejoindre l'armée active, et que la garde nationale sédentaire avait reçu l'ordre de rendre ses armes, les Prussiens, établis depuis longtemps à Passy et à Nonancourt (16 kil. d'Évreux), crurent Évreux *mûr pour l'occupation*. Une colonne de cavalerie qu'il ne faut pas estimer à moins de 500 hommes avec de l'artillerie se présenta venant de Nonancourt, le samedi 19 novembre à 2 h., à l'entrée de la ville et, s'arrêtant à mi-côte de la Madeleine, envoya en avant des éclaireurs dont les uns descendirent jusque dans l'intérieur de la ville et dont les autres se mirent à saccager la gare, bravement défendue par son chef, M. Drouart, et ses employés. Les Prussiens, accueillis ensuite par la fusillade des gardes nationaux, perdirent 32 hommes. Ce fut le 8 décembre seulement que les Allemands occupèrent Évreux. Il fallait signaler cette énergique attitude. — Nous avons omis également, en parlant de Châteaudun, de citer le nom d'un des officiers de francs-tireurs qui se distinguèrent avec le plus d'énergie, M. F. Bazin, professeur d'histoire et de géographie, un savant qui se battit en bon soldat.

ravitaillent difficilement. Mais il faut se résigner aux suprêmes sacrifices, ne pas se lamenter et lutter jusqu'à la mort.

« A l'intérieur, l'ordre le plus admirable règne partout.

« Le gouvernement de la Défense nationale est partout respecté et obéi. »

Tandis qu'en province l'invasion, malgré ces rassurantes dépêches, faisait des progrès quotidiens, dans Paris la situation devenait, pour les assiégés, de plus en plus grave. Chaque jour voyait diminuer les ressources dont pouvait disposer la défense. A la tentative de sortie du côté de la Marne avait succédé une période d'inaction vraiment trop prolongée. Il semblait que Paris, réduit à se tenir sur l'expectative, attendait patiemment que la famine eût fait son œuvre. La population parisienne, déjà affaiblie par mainte privation, réduite à une nourriture insuffisante, voyait approcher avec effroi le moment où les vivres manqueraient. Les vivres faisant défaut, c'était la capitulation qui succédait douloureusement à tant d'espoirs si chèrement caressés, et à tant de souffrances si noblement supportées. Aussi, tandis que des optimistes soutenaient, affirmaient que Paris avait assez de vivres pour tenir jusqu'au mois de mars, bien des gens, pris de panique, se précipitaient parfois vers les boulangeries et faisaient croire, par des approvisionnements exagérés, que les vivres allaient manquer subitement. Il se produisit ainsi, le 11 décembre, dans divers quartiers, des mouvements désordonnés, et l'effroi poussa vers les boulangeries des foules qui croyaient n'avoir plus qu'un morceau de pain à dévorer. On vit alors ce que peut produire de fièvre impatiente cette chose affreuse qu'on appelle *la faim*. Le gouvernement dut, par deux fois, répondre par des avis au public et, pour faire cesser l'inquiétude qui pouvait être fatale à la défense et dont l'ennemi, pressé aux portes de Paris, pouvait profiter, il alla jusqu'à affirmer, qu'on était « encore fort

« éloigné du terme où les approvisionnements devien-
« draient insuffisants. »

Le 12 décembre, le gouvernement s'exprimait ainsi dans une affiche *aux habitants de Paris :*

« Hier, des bruits inquiétants répandus dans la population ont fait affluer les consommateurs dans certaines boulangeries.

« On craignait le rationnement du pain.

« *La consommation du pain ne sera pas rationnée.*

« Le gouvernement a le devoir de veiller à la subsistance de la population : c'est un devoir qu'il remplit avec la plus grande vigilance. *Nous sommes encore fort éloignés du terme où les approvisionnements deviendraient insuffisants.*

« La plupart des siéges ont été troublés par des paniques. La population de Paris est trop intelligente pour que ce fléau ne nous soit pas épargné. »

Deux jours après, le gouvernement tenait à revenir sur ces déclarations et assurait que « rien ne faisait prévoir que la quantité de pain quotidiennement vendue dût être diminuée ». Il n'y aura de différence, ajoutait-il, que pour la qualité. Quant à la viande, *elle ne manquait pas.* « Le pain et la viande, c'est-à-dire la double base de l'alimentation, sont assurés. » Ces affirmations répétées avaient le tort d'entretenir dans le public une confiance que l'avenir devait démentir cruellement. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que la vérité ne pouvait être dite à une population aussi nombreuse, aussi impressionnable et déjà si profondément surexcitée par les souffrances. On a depuis écrit plus d'un savant travail sur l'état pathologique de la population parisienne durant les deux siéges ; cet état ne doit jamais être méconnu lorsqu'on retrace ces journées d'espoirs constants et de luttes pour l'honneur. Mais si la confiance était grande encore, combien allait être profond le désespoir, quand on allait apprendre que ces approvisionnements *assurés* ne l'étaient que pour un mois ! La dure réalité allait dé-

mentir bien vite ces promesses et, quelques jours à peine après la publication de l'affiche qui disait : « La consom- « mation du pain ne sera pas rationnée », Paris devait, au contraire, se trouver réduit au rationnement, sans compter que le pain devait peu à peu en venir à n'être plus qu'une sorte de pâte agglutinée où la paille entrait pour son propre poids. Le pain bis allait commencer, puis le pain noir, pour en arriver à ce pain étrange dont Paris s'est nourri, sans grimace, pendant les derniers jours du siége.

Nous aurons l'occasion de reparler de cette question de l'alimentation, compliquée d'abord par le manque de bois qui redoublait la souffrance publique, lorsque nous raconterons les suprêmes semaines. A ce moment, les nouvelles meules, installées pour broyer le blé, à la gare d'Orléans, à la gare du Nord et à l'usine Cail, fournissaient encore un aliment convenable. Mais chaque journée écoulée voyait diminuer dans des proportions considérables les approvisionnements parisiens. Se figure-t-on, en effet, quelle quantité énorme de vivres une population aussi nombreuse doit engloutir quotidiennement ! Aussi bien, qu'importait que M. Magnin déclarât à la réunion des maires que Paris avait encore, au 15 décembre, 10 millions de kilogrammes de riz, 1.800.000 kilogrammes de pois cassés et haricots, sans compter la graisse et le fromage ? L'heure approchait néanmoins où le colosse Paris aurait fait disparaître cet amoncellement de denrées. Ne pouvant atteindre au cœur la grande ville, l'ennemi la frappait à l'estomac.

Paris recevait pourtant, depuis les combats de Loigny et d'Artenay, des nouvelles peu rassurantes des armées de province. Mais telle était sa foi que rien ne pouvait l'entamer. Le mot d'ordre demeurait le même en décembre comme en septembre et un esprit des plus modérés, M. Vitet, réfléchissait alors les pensées de tous en publiant dans la *Revue des Deux-Mondes* des *Lettres sur le siége de Paris* qui prouvent que l'esprit public tout entier,

même le moins pris d'humeur belliqueuse, poussait à la résistance et ne voulait accepter une paix qu'avec l'intégrité de notre territoire national. « Le *Times* a raison, écrivait M. Vitet, jamais ce ne sera la paix si notre France est mutilée. Ne sentez-vous pas jusqu'au fond de vous-même l'effrayante vérité de cette prophétie? Je croyais aimer mon pays quand il était prospère et respecté, mais de quel amour tout autre je me sens pris pour lui depuis qu'on le menace de cette flétrissure! » Ainsi, rien n'avait abattu, rien n'avait diminué la ferme résolution de Paris.

Le gouverneur de Paris, pour s'excuser de n'avoir pas mis avant le 19 janvier cette résolution à profit, dira que l'armée se trouvait, depuis les combats du 30 novembre et du 2 décembre, désorganisée et qu'il fallait procéder en quelque sorte à sa reconstitution. Le 1er corps de la 2e armée fut dissous et la division de Malroy, dont les pertes avaient été sérieuses, fut en partie dirigée sur la 3e armée; la 2e division (de Maudhuy) passa au 3e corps de la 2e armée et la 3e division (Faron) fut versée dans la 3e armée. L'armée de Ducrot ne compta plus dès lors que six divisions d'infanterie et une assez faible division de cavalerie.

Dans un ordre du jour, inséré au *Journal officiel*, le général Trochu allait bientôt faire connaître par leurs noms les braves qui, dans ces divers corps, s'étaient distingués et méritaient d'être mis en lumière. On fera bien de lire attentivement ce document, et de l'étudier, car c'est là un des plus curieux, certes, et peut-être des plus glorieux de la campagne.

Cependant l'armée était réorganisée, ses cadres reformés et le gouverneur de Paris n'agissait pas. Il préparait, il est vrai, une expédition qui était mieux faite que les précédentes pour nuire à l'ennemi, mais qui, engagée trop peu à fond, ne réussit pas plus que les précédentes. Sortant, cette fois, par le nord de Paris, le général Trochu semblait vouloir répondre par une opération militaire

aux mouvements de l'armée de Faidherbe qui combattait vers Amiens; il paraissait, du moins, essayer d'envelopper les bois de Bondy, en attaquant à la fois le Bourget et la Ville-Évrard, de se diriger ainsi sur Chelles, puis, se retournant vers Montfermeil, de jeter l'armée ennemie, brusquement coupée, hors de ses retranchements. Chelles et Gournay une fois en notre pouvoir, nous avions intercepté le chemin des convois prussiens. Cette opération, bien conçue, fut mollement exécutée. Le colonel Rüstow donne au surplus une des causes malheureusement exacte de nos échecs : « Le peu de mobilité des masses françaises qui, dit-il dans sa *Guerre des frontières du Rhin* [1], obligeait les chefs supérieurs à s'occuper des plus petits détails, avait nécessairement pour conséquences que les troupes françaises devaient toujours être mises en mouvement de très-bonne heure, ce qui n'avait jamais lieu sans beaucoup de bruit, de sorte que les Prussiens étaient toujours promptement informés des grands mouvements, et que les troupes françaises étaient très-fatiguées par les seuls préparatifs de ces mouvements. » Il faudrait ajouter à cette cause le manque de vigueur, d'audace de nos généraux. Quand on étudie la guerre de sécession, par exemple — sans remonter jusqu'à nos souvenirs de la République — lorsqu'on voit des Stonewall Jackson, des Robert Lee, des Stuart, faire tant de choses avec des troupes mal équipées, chaussées d'espadrilles ou de semelles de bois, on se demande si l'énergie n'est point poussée tout entière du côté des races nouvelles. Quoi ! dépenser un si long temps pour une opération si modestement accomplie ! Et cela, lorsque le temps était la vie même de la patrie, lorsque le blé, l'orge, le riz diminuaient si rapidement ! On ne conçoit pas une telle lenteur, une placidité si irritante.

Dès le 20 décembre, les Allemands étaient d'ailleurs

1. Tome II, p. 173. Traduction du colonel S. de Larclause

parfaitement avertis qu'ils allaient être attaqués bientôt. Les portes de la ville étaient fermées depuis le lundi 19, et, en outre, dans l'après-midi du 20 novembre, l'amiral La Roncière déployait ses troupes dans les environs d'Aubervilliers, et Ducrot portait les siennes à droite, vers Bobigny. La garde prussienne, se mettant aussitôt sur la défensive, massait sa 1re division au Blanc-Mesnil, sur la route de Gonesse à Aunay, tandis que la 2e se tenait prête à l'appuyer. Les avant-postes allemands allaient de Pierrefitte au Bourget, par Stains.

Dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21, tandis que le canon des forts tonnait, on battait le rappel dans les rues de Paris, et les bataillons de marche de la garde nationale allaient prendre, au dehors, leurs postes de bataille. Au petit jour, les voitures d'ambulance, massées à l'angle de la rue de Flandre et du canal de l'Ourcq, partaient, en suivant la route de Flandre, pour un des lieux du combat. L'action était déjà engagée, du Mont-Valérien à Nogent, avec Stains, le Bourget, Drancy, Bondy, Neuilly-sur-Marne et la Ville-Évrard pour points principaux. Le général Ducrot commandait à Drancy et Vinoy du côté de la Marne. Le gouverneur dirigeait l'ensemble des opérations.

L'attaque de Stains, faite bravement à la baïonnette par les mobiles de la Seine, qu'on lançait contre des murailles, montra qu'on pouvait beaucoup espérer du juvénile courage des troupes. Mais là, comme au Bourget, l'artillerie canonna pendant trop peu de temps, et l'ennemi reçut nos soldats par des salves de mousqueterie qui les rejetèrent dans leurs lignes. Le Bourget était attaqué, en même temps, à six heures du matin, sur sa droite, par un bataillon de marins, renforcé d'un détachement du 138e de ligne, sous les ordres du capitaine de frégate Lamothe-Tenet et, de face, par le 134e, précédés des francs-tireurs de la presse. Les marins, avec cette intrépidité que cette rude guerre a faite légendaire, eurent bientôt enlevé le cimetière, et, la carabine en

bandoulière, la hache à la main, ils s'élancèrent sur les maisons comme à l'abordage. Tandis que quelques-uns d'entre eux emmenaient au fort les cent prisonniers de la garde prussienne qu'ils venaient de faire, les autres poursuivaient de rue en rue les Prussiens jusque près de l'église, au centre même du village. Il aurait fallu que l'attaque, dirigée au même moment par la route dite de Lille, et qui va d'Aubervilliers au Bourget, aboutît, pour que ces braves matelots arrivassent à se maintenir dans les maisons si bravement conquises.

Malheureusement, les francs-tireurs de la presse et le 134e, fusillés du haut des maisons et du fond des caves, après avoir traversé le chemin de fer, emporté les premières maisons du Bourget et pénétré dans la Grande-Rue, avaient dû se replier sous une pluie de feu, de balles et de boulets. C'est alors qu'on fit venir, pour démolir le grand mur blanc du Bourget, notre artillerie de réserve. Placées à gauche de la route, en avant de la fabrique démolie, où l'on avait transporté les premiers blessés, et à peu près à la hauteur de la suiferie, nos batteries ouvrirent sur le Bourget un feu terrible; les obus éclataient derrière la muraille blanche contre laquelle étaient venus se heurter nos soldats; dans le parc, l'ennemi avait établi, lui aussi, ses batteries qui ripostaient aux nôtres. L'objectif de nos artilleurs était à la fois le mur et l'église. Dans cette atmosphère chaude et rouge de la canonnade, les yeux fixés sur le Bourget, où chaque coup de canon crevassait une muraille, les mobiles, massés derrière la Suiferie, attendaient, prêts à marcher, le signal de l'attaque. Les drapeaux des ambulances de la presse flottaient dans la fumée. Nul ne croyait en ce moment que le combat pût être fini.

La lutte continuait en effet à Drancy. De ce côté, les mitrailleuses françaises tenaient en respect les colonnes prussiennes et les faisaient reculer. Là encore nos soldats occupaient Groslay, tandis que le fort de l'Est con-

traignait à se taire les batteries ennemies de Pont-Iblon et de Blanc-Mesnil. Sur la droite, pendant le même temps, le général Vinoy enlevait vigoureusement Neuilly-sur-Marne, la Ville-Évrard et la Maison-Blanche. Protégé par l'artillerie de marine du plateau d'Avron, il s'approcha même de Chelles, dont les batteries étaient aussi réduites au silence et qu'on eût pu assurément attaquer et peut-être enlever avec un peu d'audace. Le feu du plateau d'Avron protégeait en effet notre infanterie. Mais on n'osa se risquer et, le soir venu, on s'en tint à ces minces avantages.

Le général Noël, tandis qu'on attaquait le Bourget, avait fait sur Montretout, Buzenval et Longboyau, une démonstration qui nous assura la possession de l'île du Chiard. C'était peu de chose, tandis qu'au Bourget nos pertes avaient été grandes. Nous avions surtout à déplorer la mort de beaucoup de ces marins qui se montraient plus que personne dignes de la vieille gloire française. Maîtres d'une partie du Bourget, ils s'étaient battus comme des lions avant d'en sortir. On avait vu un enseigne de vaisseau, M. Caillard, cerné dans une maison avec quinze de ses hommes, forcer les Prussiens à démolir les murailles pour triompher de leur résistance. Les marins postés, blottis et fortifiés dans les maisons arrachées à l'ennemi, demeurèrent là trois heures attendant qu'on les secourût. Chaque fois qu'un tirailleur prussien se montrait de leur côté, les fusiliers répondaient par un coup de carabine. A un moment donné, entendant des cris, ils espérèrent que c'était la troupe de ligne qui accourait.

Un des officiers, M. Bousset, sort la tête pour regarder. Deux balles au front l'étendent raide. Ce n'était pas la ligne. Presque en même temps, des obus, des obus d'Aubervilliers, des obus français, tombent sur les toits du Bourget et les crèvent. Les marins descendent dan les caves et font feu par les soupiraux. Mais alors les Prussiens arrivent en masse. Il faut battre en retraite.

Ces intrépides trouent des murailles, passent à travers des brèches ainsi faites ; et, poursuivis par la canonnade et la fusillade prussiennes, beaucoup parviennent à regagner les lignes françaises, quelques-uns en suivant le ruisseau gelé de la Molette.

La journée était inutile, c'est-à-dire perdue, et le rapport militaire mettait cet insuccès sur le compte *d'une brume intense très-gênante pour l'action de notre artillerie*, brume qu'en vérité nous n'avons pas aperçue sur le terrain de l'action, et qui n'existait que dans l'imagination des chefs [1].

Le lendemain du jour où l'on entamait cette campagne, tant de fois désastreuse, du Bourget, une note officielle annonçait à la population que la journée du 21 décembre n'était que le commencement d'une série d'opérations. « *A l'heure où nous écrivons*, ajoutait la note, *le général, gouverneur de Paris, a réuni les chefs de corps, pour se concerter avec eux sur les opérations ultérieures.* » Malheureusement rien ne sortit de ce concert d'officiers.

Le général Trochu a expliqué ainsi, dans son discours sur le *Siége de Paris*, le but de cette journée :

« Je méditais une entreprise nouvelle ; j'étais désespéré de ne voir de l'ennemi que ses canons. J'ai espéré pouvoir faire mesurer mon infanterie avec celle de l'ennemi, de là l'origine de la bataille livrée près de la Ville-Évrard et du Bourget, le 21 décembre. »

« Cette fois encore, l'ennemi ne nous opposa que son artillerie, et le soir de cette journée difficile, où nous ne pûmes joindre l'ennemi et où nous eûmes à lutter contre un froid glacial, je constatai dans les tranchées 900 cas de congélation ; c'était plus que ne pouvaient en supporter nos soldats improvisés. »

Le froid fut en effet terrible après la journée du 21 dé-

1. Nous étions aux côtés des pointeurs de la batterie d'artillerie qui tirait sur le Bourget et nous lisions à l'œil nu, sur le mur blanc du Bourget, les lettres de cette enseigne : *Parfumerie Mailly.* (J. C.)

cembre, et les soldats, les pieds sur la terre gelée, souffrirent horriblement de l'abaissement subit de la température. Mais il n'est pas exact de dire, comme l'affirme un des chroniqueurs du siége de Paris, M. Francis Wey, et comme le général Trochu le laisse entendre, il n'est pas vrai que les soldats demandaient à ne plus combattre. La journée du 21 décembre avait prouvé, une fois de plus, qu'il y avait parmi les défenseurs de Paris des éléments énergiques dont on pouvait tirer parti.

Un événement inattendu et tragique, une surprise que la plus vulgaire prudence pouvait éviter, montra bientôt quelle était l'incurie éternelle de nos chefs. Depuis le 21 décembre nous occupions, comme nous l'avons dit, la Ville-Évrard, et nous n'avions pas pris le soin de faire fouiller de fond en comble les maisons où nous nous étions établis. Dans la nuit du 21 au 22, vers minuit, le général d'artillerie Blaise, entouré de ses officiers, se réchauffait à un grand feu allumé à quelques pas de la Ville-Evrard. On devisait sur les événements du jour et les probabilités du lendemain. Tout à coup les sons perçants d'une corne prussienne mettent en émoi la petite troupe du général. On court aux armes, quand une décharge, dirigée par des mains invisibles, vient jeter la mort dans nos rangs. Les officiers tombent, et, parmi eux, le général Blaise, tué sur le coup et presque à bout portant. Les Saxons avaient été vraiment oubliés dans les caves de Ville-Evrard, et ils ti raient par les soupiraux. Les caves furent aussitôt cernées et la plupart de ces hommes massacrés.

Le corps du général, dont une balle avait traversé la poitrine, fut transporté au Grand-Hôtel. Le général Blanchard vint le soir même revoir une fois encore le visage maintenant muet de son compagnon d'armes. Il avait les larmes dans les yeux. « Pauvre ami ! » dit-il, puis en tordant sa grosse moustache grise : « Voilà, avec Guilhen, le second que me tuent ces misérables ! »

Le général Blaise, né à Saint-Mihiel, était parti comme

engagé volontaire et avait gagné tous ses grades à la pointe de l'épée.

L'expédition avortée le 21 décembre ne démontrait donc qu'une fois de plus le peu de vigilance des chefs supérieurs. En revanche, elle avait mis en lumière la ferme attitude de ces gardes nationaux que quelques troupiers appelaient dédaigneusement les *à outrance* ou les *trente sous*. Avant peu, les gardes nationaux allaient montrer leur courage. Et le 26, trois bataillons de gardes nationaux chassaient les ennemis du parc de la Maison-Blanche ; l'artillerie de la garde nationale envoyée au plateau d'Avron allait y recevoir bravement le baptême du feu.

Ces exemples de dévouement et cette bonne contenance des gardes nationaux devant l'ennemi, font oublier les rares cas d'indiscipline que l'on eut à relever contre les citoyens armés durant la longue période du siége. Le 6 décembre, par décret du gouvernement de la Défense, le bataillon dit des tirailleurs de Belleville était dissous, et Flourens, qui l'avait organisé, se faisait arrêter dans des circonstances qui le faisaient appeler par M. Delescluze, dans le *Réveil*, « l'enfant terrible de la démocratie. » Le vieux tribun ne pardonnait point sa légèreté impatiente au jeune chercheur d'aventures. Quelques jours après, sur la proposition du général Clément Thomas, le commandant Leblois, du 200e bataillon de la garde nationale, était révoqué, et cette lettre du commandant en chef de la garde nationale au gouverneur de Paris était rendue publique.

Paris, 16 décembre.

Monsieur le gouverneur,

« Le 200e bataillon est sorti aujourd'hui de Paris pour aller occuper les avant-postes de Creteil. Je reçois de

M. le général commandant supérieur à Vincennes la dépêche suivante :

« Chef de bataillon du 200e ivre ! la moitié au moins « des hommes ivres ! Impossible d'assurer le service « avec eux. Obligation de faire relever leurs postes. « Dans ces conditions, la garde nationale est un danger « de plus. »

« J'ai l'honneur de vous demander la révocation du chef de bataillon Leblois, commandant le 200e bataillon.

« Veuillez agréer, monsieur le gouverneur, etc.

« CLÉMENT THOMAS. »

Approuvé :

Le gouverneur de Paris,

GÉNÉRAL TROCHU.

C'est ce désir d'introduire une discipline, même énergiquement sévère, dans la garde nationale, dont on fit plus tard un crime à Clément Thomas. Les journaux radicaux désapprouvèrent ces mesures qui partaient cependant d'un sentiment de viril devoir. La moindre infraction à la tempérance ou à l'obéissance est en effet doublement coupable devant l'ennemi. Le devoir fait partie du patriotisme. Clément Thomas ne voulait pas une faiblesse dans la troupe qu'il avait l'honneur de commander.

La garde nationale devait au surplus, je le répète, prouver en toute fierté que ses chefs avaient raison de lui demander du sacrifice et de la discipline. Une partie de son artillerie avait été envoyée à Rosny et au plateau d'Avron. Ce plateau, que nous occupions depuis plus de vingt jours, avait été à peine mis en état de défense. Les marins, postés là, y avaient construit des abris ; mais, par une impardonnable négligence, M. le colonel Stoffel qui, dans ses *rapports* sur l'organisation militaire de la Prusse, avait fait preuve d'une si grande clairvoyance et

qui commandait l'artillerie au plateau d'Avron, n'avait rien tenté, rien essayé pour mettre cette formidable position à l'abri d'un bombardement. Pas une casemate, pas un ouvrage fortifié. Les Prussiens pouvaient canonner ce point facilement. Le 24 décembre, le général Trochu se contentera de déclarer que la *terre est toujours rebelle au maniement de la pioche.* Mais si, à la fin de décembre, la gelée rendait les travaux difficiles, en était-il de même vers le commencement du mois et fallait-il aisser passer tant de jours dans une impardonnable inaction?

Le 27 décembre, à sept heures du matin, l'ennemi démasqua brusquement contre la partie nord du plateau et contre les forts de l'est, de Noisy à Nogent, de fortes batteries de siége, composées de pièces à longue portée. Trois batteries au Raincy, trois batteries à Gagny, trois batteries à Noisy-le-Grand, trois batteries au pont de Gournay faisaient feu sur Rosny, et les soixante-seize canons prussiens envoyaient de toutes parts des obus qui, rasant le plateau, nous firent essuyer des pertes vraiment sensibles. Un peu moins violent dans la matinée du 28 décembre, le feu des Allemands devenait très-vif dans l'après-midi et la soirée. Nos pièces de marine ripostaient, tirant de Bondy, près du canal, et les canons des forts prenaient part à ce duel formidable d'artillerie. Mais nos pièces, moins puissantes que les canons Krupp, durent renoncer à faire feu, et le plateau fut abandonné pendant la nuit. Nous ramenions en arrière des forts, et à peu près intactes, les 74 pièces d'artillerie qui s'y trouvaient, et l'ennemi, dans son télégramme officiel du 30, prétend néanmoins avoir trouvé, le 30, sur le plateau d'Avron, de grandes quantités de munitions d'artillerie et deux pièces de 24 enclouées. Il est vrai qu'il estime à 17 le nombre de nos officiers tués ou blessés pendant ce bombardement, ce qui est exagéré. Il n'en est pas moins vrai que nos postes avancés étaient évacués et que nos forts ne pouvaient riposter aux énormes canons alle-

mands. Durant ces rudes journées, où la mort était reçue bravement sans pouvoir être rendue, où le péril était partout et l'excitation du combat nulle part, l'artillerie de la garde nationale et les gardes nationaux, envoyés hors Paris, supportèrent en soldats l'épreuve de cette pluie de fer. Le contre-amiral Pothuau, commandant la 3e division du corps de la rive gauche, le général de Beaufort, commandant la 3e division de la rive droite, le vice-amiral Saisset dans leurs rapports au gouverneur de Paris, constatent comme d'un même accord « le bon esprit, la fermeté de caractère [1] », « le sang-froid et la solidité [2] », « la discipline [3] » de ces combattants improvisés marchant comme de vieilles troupes.

Ainsi l'année 1870 finissait sur cette canonnade prélude du bombardement de la cité. Paris qui, pour l'an nouveau, allait en don de joyeuse année recevoir, distribués par les mairies, des haricots, du chocolat, de l'huile, Paris (ce grand enfant devenu un héros) était prêt à tout subir. Il trouvait encore, dans sa détresse, des bravos pour ses poëtes, des sourires et de l'argent pour ses pauvres [4].

1. Ordre du jour de l'amiral Saisset.
2. Ordre du jour du contre-amiral Pothuau.
3. Ordre du jour du général de Beaufort.
4. Une vente avait été organisée, au ministère de l'instruction publique, au profit des victimes de la guerre : elle produisit en quelques heures près de 20.000 francs. Les salles du rez-de-chaussée du ministère étaient pleines à peine ouvertes, pleines à ce point, dit un journal du 24 décembre, qu'on a été à plusieurs reprises forcé de fermer les portes.

Il est curieux de placer ces petits détails dans un coin de la grande histoire. Les dames patronnesses étaient Mmes Jules Simon, Evrard, Paul Meurice, Floquet, Béquet, Charles Hugo, Dorian, Vée, Balli, Duranton, Ulbach, Trotrot, Goudchaux, Magnin...

Une feuille de papier sur laquelle Victor Hugo avait écrit ce vers :

Je veux rester proscrit, voulant rester debout!

fut achetée 50 francs — par une actrice.

Un dessin de Gustave Doré : un jeune soldat du bataillon de

Cependant presque partout, dans cette malheureuse France, l'étranger promenait ses canons, enfonçait les roues de ses chars, et faisait retentir le bruit de ses sabres et le galop de ses chevaux. Qu'on se figure, comme baisser de rideau au drame lugubre de 1870, Paris plongé dans les ténèbres, sans lumière et sans pain, hérissé de baïonnettes, tenu à la gorge, menacé par les gueules des canons Krupp ; puis, autour de Paris cette armée de Teutons, cette forêt de piques et de

marche qui embrasse sa jeune femme en larmes, fut adjugé pour 170 francs. Mais il y eut des traits plus typiques.

Un dindon, vivant, fut payé 250 francs ; une poule, 53 francs ; les œufs de ladite poule, 5 francs la pièce ; un pied de laitue, 40 francs ; elle avait été semée et récoltée par M. Joigneaux, sur la terre de Paris républicain. Enfin, un fricandeau, un vrai fricandeau frais et blanc, ne fut point trouvé cher à 35 francs, non plus que la botte de carottes pour l'accommoder à 14 francs.

Mme Jules Simon était à une « boutique » ; elle voit venir M. Dorian, et lui montre un paquet de cigares.

— Combien ?

— Cent francs.

M. Dorian accepte les cigares et présente un billet de mille francs.

Mme Jules Simon prend dans un tiroir neuf billets de cent francs, et les présente à M. Dorian — qui avait disparu sans attendre sa monnaie.

Le lendemain 25 décembre la vente continuant donnait les résultats suivants :

Un exemplaire des *Châtiments,* signé par le poëte, a été acheté *trois cents francs* par M. Cernuschi.

On a donné, dit *le Rappel*, deux cents francs pour un *Christ* en buis. M. Jules Favre a donné mille francs — pour rien.

La principale vente avait été, comme toujours, celle des comestibles.

On a vendu : un litre de lentilles, 10 francs ; — deux harengs, 10 francs ; — un litre de lait, 20 francs ; — cinq pommes de terre, 30 francs ; — un quart de gruyère, 25 francs ; — un canard, 50 francs ; — un coq, 85 francs ; un faisan, 70 francs ; — un pigeon (acheteur : M. Rochefort), 100 francs.

Une terrine du pâtissier Julien, valant en temps ordinaire 5 francs : 50 francs.

Il y avait en vente des bons donnant droit, quatre fois par mois, à du chauffage, du sucre, du chocolat, de la bougie, de la graisse, du savon et une bouteille de vin.

Chacun de ces bons a été vendu 20 francs.

La seconde journée de vente avait produit 15.000 francs. Avec la recette de la veille, c'est un total de *trente-quatre mille francs.*

casques. Qu'on regarde plus loin encore : on se bat dans le Nord, on brûle, on pille, on tue. Les maisons flambent, les murailles tombent, les hommes meurent. Dans la neige et la boue de décembre, Chanzy gagne le Mans à travers les terres ensanglantées du Perche. L'armée de Bourbaki s'ébranle pour marcher vers l'est. Faidherbe tient en respect l'ennemi à travers les plaines picardes où siffle le vent glacé. La Fère succombe, Amiens est pris, Montmédy se rend, Rocroy est bombardée, Mézières est en flammes (tous ces siéges partiels, nous les raconterons), des régiments aux couleurs sombres, au langage tudesque, parcourent, fouillent et ruinent nos campagnes dévastées, sans compter l'Alsace et la Lorraine qui pleurent ! Voilà la fin de l'année du plébiscite et l'héritage de l'empire !

Quelles plaies ! quelles douleurs ! quels maux ! quelle honte ! Voilà en quelles circonstances sonne, lugubre et lente, la dernière heure d'une année qui avait impérialement commencé par le baise-mains de César. Voilà le dénoûment du règne, et lorsque le 1er janvier se lèvera sur la France envahie, meurtrie, souillée, saignante, lorsque les bombes continueront à pleuvoir, les blessures à s'ouvrir, les cadavres à se roidir sur la terre conquise, la patrie pourra saluer : ce seront les étrennes de la France impériale à la France républicaine !

Ce jour-là, le 1er janvier, comme pour saluer la venue d'un an nouveau qui peut-être (on le croyait) chasserait tant de douleurs, une imposante manifestation avait lieu à Bordeaux, et plus de cinquante mille personnes s'étaient réunies autour de la préfecture, où était descendu le ministre de l'intérieur et de la guerre, M. Gambetta. Deux adresses avaient été présentées aux membres de la délégation du gouvernement.

M. Gambetta prononçait du balcon de la préfecture l'allocution que voici :

« Mes chers concitoyens, à la vue de ce magnifique spectacle, en face de tous ces citoyens assemblés pour

saluer l'aurore d'une année nouvelle, qui n'aurait confiance dans le succès dû à la persévérance et à la ténacité de nos efforts? succès mérité pour deux raisons : la première, c'est que la France n'a pas douté d'elle-même; la seconde, c'est que, seule dans l'univers entier, la France représente aujourd'hui la justice et le droit.

« Oui, qu'elle soit à jamais close, qu'elle soit à jamais effacée de notre mémoire, si faire se peut, cette terrible année 1870 qui, si elle nous a fait assister à la chute du plus imposteur et du plus corrupteur des pouvoirs, nous a livrés à l'insolente fortune de l'étranger! Il ne faut pas l'oublier, citoyens, cette fortune contre laquelle nous nous débattons aujourd'hui, elle est l'œuvre même des intrigues de Bonaparte au dehors. A chacun sa responsabilité devant l'histoire. C'est dans cette ville, c'est ici même que l'homme de Décembre, l'homme de Sedan, l'homme qui a tenté de gangrener la France, prononca cette mémorable imposture : « L'empire, c'est la paix! »

« Et tout ce règne subi (il faut le reconnaître pour notre propre expiation), nous sommes coupables de l'avoir si longtemps toléré, et rien, dans l'histoire, n'arrive de juste ou d'injuste qui ne porte ses fruits. Ce règne de vingt ans, c'est parce que nous l'avons subi qu'il nous faut aujourd'hui subir l'invasion étrangère jusque sous les murs de notre glorieuse capitale. Et c'est parce qu'on avait altéré systématiquement, dans ce pays, toutes les sources de la force et de la grandeur, c'est parce que nous avions perdu le ressort sans lequel rien ne peut durer ni triompher dans ce monde, l'idée du devoir et de la vertu, qu'on a pu croire un moment que la France allait disparaître...

« C'est à ce moment que la République, apparaissant pour la troisième fois dans notre histoire, a assumé le devoir, l'honneur et le péril de sauver la France.

« Ce jour-là, c'était le 4 septembre, l'ennemi s'avançait à grandes journées sur Paris; nos arsenaux étaient vides,

notre armée à moitié prisonnière, nos ressources de tous côtés disséminées, éparpillées; deux pouvoirs, un pouvoir captif, un pouvoir fuyard; une Chambre que sa servilité passée rendait incapable de saisir le gouvernail... Oh! ce jour-là, nul ne contestait la légitimité de la République. Ce fut plus tard, lorsque la République eut mis Paris dans cet état d'inviolabilité sacrée, lorsqu'il fut établi que la République avait tenu sa promesse du 4 septembre, sauvé l'honneur du pays, organisé la Défense et maintenu l'ordre, lorsqu'il fut démontré, grâce à la République, que la France ne saurait périr, qu'elle doit triompher, que, par elle, le droit doit finir par primer la force; ce fut alors que ses adversaires, dont elle assure aujourd'hui la quiétude et la sécurité, commencèrent à contester sa légitimité et à discuter ses origines.

« La République liée, associée comme elle l'est à la défense et au salut de la patrie, la République est hors de question, elle est immortelle.

« Ne confondez pas, d'ailleurs, la République avec les hommes de son gouvernement, que le hasard des événements a portés passagèrement au pouvoir. Ces hommes, lorsqu'ils auront rempli leur tâche, qui est d'expulser l'étranger, ils descendront du pouvoir et ils se soumettront au jugement de leurs concitoyens.

« Cette tâche, cette mission qu'il faut conduire jusqu'au bout, qu'il faut accomplir à tout prix jusqu'à l'entière immolation de soi-même, ce succès qu'il faut atteindre, sous peine de périr déshonorés, implique deux conditions essentielles : la première, la garantie et le respect de la liberté de tous, la liberté complète, la liberté jusqu'au dénigrement, jusqu'à la calomnie, jusqu'à l'injure; la seconde, le respect par tous, amis et dissidents, du droit et de la puissance gouvernementale. Le langage doit être libre comme la pensée, respecté dans ses écarts jusqu'à cette limite fatale où il deviendrait une révolution et engendrerait des actes. Si on

franchissait cette borne, et j'exprime ici l'opinion de tous les membres du gouvernement, vous pouvez compter sur une énergique répression.

« Je ne veux pas terminer sans vous dire que le gouvernement ayant pour unique base l'opinion, nous n'exprimons, nous ne servons et n'entendons servir que l'opinion, à l'encontre des gouvernements despotiques qui nous ont précédés et n'ont servi que leur convoitise dynastique. Je remercie la patriotique population de Bordeaux, ainsi que la population des villes et campagnes voisines, du secours éclatant qu'elles apportent au gouvernement républicain dans l'imposante manifestation de ce premier jour de l'année 1871. Je les remercie surtout au nom de nos chers assiégés, au nom de notre héroïque Paris, dont l'exemple nous soutient, nous guide et nous enflamme.

« Ah! que ne sont-ils témoins, nos chers assiégés, de toutes les sympathies, de tous les dévouements que suscite leur vaillance! Leur foi dans le succès s'en accroîtrait encore, si toutefois elle peut s'accroître. Nous lui transmettrons vos vœux, citoyens; puissions-nous bientôt, nous frayant un passage à travers les lignes ennemies, les leur porter de vive voix, avec l'expression de l'admiration du monde et de la profonde et impérissable gratitude de la France. Vive la France! Vive la République! »

Une émotion indescriptible s'emparait alors de tout cet immense auditoire, et, dans les acclamations prolongées qui saluaient le présage d'un an meilleur, ces cris redoublaient : « Vive la France! vive Paris! vive la République! »



CHAPITRE XIV

Les forteresses du nord après la capitulation de Metz. — Reddition de la Fère. — Bourbaki, général en chef de l'armée en formation dans le nord. — Les hésitations. — Il est remplacé par le général Faidherbe — Premiers engagements. — Combat de Villers-Bretonneux. — Prise d'Amiens par les Prussiens. — Le général Faidherbe, son passé. — Composition de l'armée du Nord. — Reprise de Ham par l'armée du Nord — Bataille de Pont-Noyelles. — Bataille de Bapaume. — Bombardement et reddition de Péronne. Bombardement et capitulation de Mézières. — Capitulation de Rocroi.

La campagne du Nord, qui mit en pleine lumière et donna plus que de la réputation, mais de la gloire au général Faidherbe, se divise en deux phases distinctes : la première comprend la période de formation avec Bourbaki, puis avec le général Farre ; dans la seconde, l'action commence, vigoureuse avec le général Faidherbe, et, à travers des combats heureux et des victoires, nous

conduit jusqu'à la funeste bataille de Saint-Quentin (19 janvier). Nous n'irons, dans le présent chapitre, que jusqu'à la chute de Péronne en groupant autour de l'histoire de l'armée du Nord le récit des siéges de certaines villes du nord et du nord-est qui capitulèrent entre la fin de novembre 1870 et le commencement de janvier 1871.

Après la capitulation de Metz, la 1re armée allemande eut pour mission d'observer et de cerner les forteresses du nord ; le 7e corps assiégeait Thionville, le 8e se dirigea sur la Fère, le 1er vint se placer devant Mézières. La Fère se rendit le 27 novembre [1]. Le général von Manteuffel poussa droit alors sur Amiens, ayant sous ses ordres le général von Gœben. Il voulait disperser cette armée du Nord dont le commandement avait été confié à Bourbaki et qui ne comptait guère alors que vingt mille combattants.

1. La dépêche officielle suivante explique cette capitulation :

Le capitaine de frégate Planche, commandant supérieur de la Fère, au ministre de la guerre à Tours et au général commandant à Lille.

Après un investissement de quinze jours, pendant lesquels tous nos efforts ont été tentés, soit au moyen de sorties, soit par l'artillerie, pour entraver les travaux de l'ennemi, la place a été attaquée avec de la grosse artillerie de siége et des mortiers, et a subi un bombardement effroyable de trente heures.

Contrairement à toutes les lois de la guerre, l'ennemi a ouvert le feu sans avertissement ni sommations préalables, à sept heures du matin, ce qui a porté l'effroi et le désastre à son comble dans la population.

Dès les premières heures, nos batteries prises à revers des hauteurs qui dominent la ville, ont été complétement démontées. La résistance ne s'en est pas moins prolongée pendant toute la journée, la nuit et le jour suivant.

Cette malheureuse petite ville a été écrasée sous une pluie de bombes et d'obus. Une grande partie est incendiée, les approvisionnements en partie consumés.

Les abris manquent; ni caves, ni casemates. Impossible de rétablir les bastions et les batteries.

Alors, désarmés, impuissants, sur l'avis unanime du conseil de défense, ne pouvant laisser écraser inutilement cette population et les troupes, j'ai dû rendre la place. Nos pertes sont grandes.

Dans sa proclamation, le général s'écriait alors :

« Citoyens,

« Gardes nationaux,

« Soldats

« Et gardes mobiles,

« J'ai été appelé par le ministère de la guerre au commandement militaire de la région du nord. La tâche qui m'est dévolue est grande, et je la considérerais comme au-dessus de mes forces si je n'étais soutenu par le sentiment patriotique dont vous être animés.

« Tous mes efforts tendront à créer, aussi rapidement que possible, un corps d'armée actif qui, pourvu de matériel de guerre, puisse entrer en campagne et marcher au secours des forteresses, que je mets en toute hâte en état de défense. Quant à moi, qui ai loyalement offert mon épée au gouvernement de la Défense nationale, mes efforts et ma vie appartiennent à l'œuvre commune qu'il poursuit avec vous, et, au moment du danger, vous me verrez à la tête des troupes qui bientôt seront organisées.

« Pour accomplir cette tâche difficile et pour faire payer chèrement à notre implacable ennemi chacun des pas qu'il fait sur notre territoire, la concorde et la confiance doivent régner parmi nous, nos cœurs doivent être animés d'un seul désir : sauver et venger notre malheureuse France.

« Vous pouvez compter sur ma coopération la plus énergique, sur mon dévouement le plus absolu, comme je compte sur votre courage et votre patriotisme.

« BOURBAKI. »

Lille, 29 octobre 1870.

Le général Bourbaki avait été nommé, par Gambetta, général en chef de l'armée en formation et qui devait opérer entre les quatre places fortes du nord. Bourbaki

arriva à Lille et descendit dans un hôtel de la rue Esquermoise. Il avait eu le tort de s'entourer d'un état-major composé d'officiers connus par leur bonapartisme. Il était inquiet, hésitant, troublé, s'agitant, se désespérant de la lenteur avec laquelle se formait son armée. Dans sa violence et sa colère il voulait frapper un grand coup, mais frapper à coup sûr. Il sentait que sa réputation en dépendait. Après l'aventure de Metz et son voyage en Angleterre, il avait besoin de s'affirmer par quelque action d'éclat.

Il trouva que son armée n'était point suffisante. Il n'osa se lancer ainsi sur l'ennemi [1]. Désolé, il partit et Faidherbe devait être son successeur. Bourbaki était appelé (18 novembre) au commandement du 18e corps d'armée, à Nevers, et il prenait congé de la population lilloise par une proclamation finissant ainsi : *Sur tous les points de notre chère patrie, les cœurs doivent battre à l'unisson, la même pensée doit nous animer tous : lutter pour chasser l'étranger!* En attendant l'arrivée de Faidherbe, le colonel du génie Farre, qui avait organisé l'armée, en prit le commandement avec le titre de général.

Lille était administrée par M. Testelin, commissaire général de la Défense pour les quatre départements du nord, démocrate éprouvé, dont l'honnêteté et le civisme à la fois bienveillant et ferme s'imposaient au pays, et par le préfet, M. Pierre Legrand, actif, énergique, dévoué à son œuvre, tout entier à la cause de la patrie et de la

1. Bourbaki avait cependant, dans un moment d'espoir, adressé au gouverneur de Paris cette dépêche datée d'Amiens, 20 novembre.

Bourbaki au général Trochu.

Les troupes sont prêtes à marcher. J'ai avec moi de l'artillerie et de la cavalerie.

Je suivrai tes instructions.

Pas de Prussiens entre Amiens, Beauvais, Chantilly et Gisors.

BOURBAKI.

Mais la dépêche envoyée, la défiance s'empara de Bourbaki et il hésita de nouveau.



LE GÉNÉRAL FAIDHERBE.

liberté. Mais la tâche était difficile. Point d'armes. Les 20.000 chassepots que contenait l'arsenal avaient été expédiés sur Paris. Il ne restait guère que quelques hallebardes et des mousquets datant des Espagnols. Les caissons d'artillerie de l'armée du Nord étaient les vieux caissons, en forme de cercueil, de la vieille armée française de 1815.

Pourtant, à force d'énergie et de foi, on avait mis sur pied, armé et équipé les 20.000 hommes qui, au moment où Amiens fut menacé par Manteuffel, se mirent en marche pour défendre cette dernière ville. Le 23 novembre, les avant-postes français rencontraient la cavalerie allemande d'avant-garde. On se battit à le Quesnel. Le 27, la rencontre devint, à Villers-Bretonneux, une bataille considérable. Nos troupes tinrent avec énergie jusqu'à quatre heures contre des forces considérables, entre la Selle et la Somme. Ce ne fut qu'à la fin du jour, à l'heure *psychologique* où les Prussiens font converger tous leurs efforts et lancent des troupes fraîches sur leurs adversaires lassés, que les mobiles lâchèrent pied. L'artillerie, dont les batteries comptaient des pièces de 12 et de 4, n'avait presque plus de munitions. On se retira, en désordre, sur Corbie. C'était une épouvantable déroute. La hideuse panique s'en mêlait. Le lendemain, M. Testelin prenait un arrêté enjoignant à tous les régiments de mobiles de refaire les élections de leurs officiers. Deux jours après, la citadelle d'Amiens était prise et une légende, dont je n'ai pu vérifier la source et l'exactitude, veut que cette citadelle ait été défendue par un seul homme, le commandant, qui, se multipliant, tirant lui-même le canon, allant d'une pièce à l'autre, aurait arrêté l'ennemi durant plusieurs heures. Frappé à mort, les Prussiens l'auraient enterré dans la citadelle même avec les honneurs de la guerre.

Les Allemands se sont étonnés de n'avoir pas vu de cavalerie française à l'affaire de Villers-Bretonneux. C'est que l'armée du Nord n'eut jamais de cavalerie,

tout au plus quelques éclaireurs, une poignée d'hommes. Cette malheureuse journée entraîna non-seulement la perte d'Amiens, mais celle de Rouen. Disons bien vite que moins d'un mois après, cette même armée du Nord, réorganisée, reprenait l'offensive. Cette fois elle avait à sa tête le général Faidherbe, arrivé d'Afrique, où dès le 5 septembre, il proclamait la République, et décidé à tenir tête, coûte que coûte, aux envahisseurs.

Le général Faidherbe, né à Lille, a cinquante-six ans, mais il est vigoureux, nerveux et sec. C'est, en quelque sorte, un officier exotique. Ce qui donne à sa physionomie militaire un caractère tout particulier, c'est un mélange curieux de géographe et de militaire, de savant et de soldat. Il a fort peu habité la France, et il semble y passer au galop de son cheval arabe. Au sortir des écoles de Paris et de Metz (Ecole polytechnique et Ecole d'application), officier de génie, il alla en Afrique, puis à la Guadeloupe, aux Antilles, au Sénégal. Soldat énergique, d'une intrépidité élégante, il a cette qualité qui n'est point française : il est colonisateur. Durant quatre ans, combattant les Maures-Trarza, il a installé des comptoirs, des télégraphes, des blockhaus, des forts, annexé les côtes du Sine, du Saloum, la Casamance, le Baol ; combattu ce prophète El-Hadgi-Omer qui rêvait la fondation d'un empire musulman de l'Afrique centrale ; il a mené cette guerre farouche sous un ciel torride, sur un espace de trois cents lieues, perdu dans une immensité, loin de la patrie, loin de l'attention, loin de la renommée. Ce sont là les vrais courages, ceux qui n'ont ni spectateurs ni applaudissements.

Chose singulière, et par un ironique caprice de la destinée, Faidherbe avait été assez intimement lié autrefois vers 1854, avec un général prussien, alors chargé par son gouvernement d'étudier les différents systèmes militaires de l'Europe. Or, ce général, que l'érudition de l'officier avait conquis, était le général von Gœben, celui-là même que le hasard de la guerre mettait en face

de lui, mais avec des forces supérieures. Von Gœben plus d'une fois devait manifester l'estime et en quelque sorte l'admiration qu'il professe pour son collègue devenu son adversaire.

Le 22e corps, formant l'armée du Nord, était, sous les ordres de Faidherbe, porté à trois divisions :

1re division, général Lecointe.

1re brigade, colonel Derroja; — 2e brigade, lieutenant-colonel Pittié.

2e division, général Paulze d'Ivoy.

1re brigade, colonel du Bessol; — 2e brigade, lieutenant-colonel de Gislain.

3e division, amiral Moula.

1re brigade, capitaine de vaisseau Payen; — 2e brigade, capitaine de frégate de Lagrange.

L'artillerie avait été considérablement augmentée. Point de cavalerie, je l'ai dit; et, sur 30.000 hommes peut-être, 10.000 seuls de solides soldats.

C'est avec cette petite armée que Faidherbe résolut d'empêcher les Prussiens de prendre le Havre qu'ils menaçaient, et d'arriver jusqu'à la mer à travers la Normandie conquise. Le général ne voulait accomplir qu'une diversion puissante, et il réussit plus d'une fois à la rendre victorieuse.

On regrettera toujours que l'armée du Nord ait eu un effectif si faible, car, en employant son effectif entier, Faidherbe, au lieu de se renforcer, s'affaiblissait; les mobilisés lui eussent été un obstacle. L'armée du Nord a constamment déplacé et tenu en échec une armée de 30 à 40.000 ennemis; c'était autant de moins que Paris avait à combattre. Que si Faidherbe eût disposé de 100.000 soldats, c'étaient 120.000 hommes au moins, 150.000 et peut-être 200.000 Allemands qu'il déplaçait et contenait.

Mais, dans l'esprit de Gambetta et du gouvernement, l'armée du Nord ne devait, ne pouvait être que chargée de la diversion dont nous avons parlé. L'action apparte-

nait à l'armée de la Loire. Le général demandait, réclamait des soldats, mais on lui faisait cette objection qu'en cas de défaite son corps d'armée, rejeté en Belgique comme une partie de l'armée de Mac-Mahon après Sedan, était perdu, tandis qu'en opérant sur la Loire, ce même corps d'armée pouvait, battu, se reformer plus loin, à Bourges, à Poitiers ou au Mans. A cela Faidherbe répondait qu'il avait pour refuges, derrière lui, des places fortes, Lille étant le pivot de ses opérations.

Une des premières opérations de l'armée du Nord fut la reprise de Ham par les troupes du général Lecointe dans la nuit du 10 décembre. Attaquée le soir, la citadelle capitula vers deux heures du matin. C'est le seul exemple de capitulation que nous ait offert l'ennemi durant la dernière guerre. A Ham, nous fîmes 210 prisonniers, dont 12 officiers ou ingénieurs.

Deux jours après, les Allemands voyaient avec étonnement reparaître devant les murs de la Fère cette armée du Nord qu'ils croyaient avoir détruite à Villers-Bretonneux. Le 14 décembre, le général Faidherbe pouvait, en toute assurance, écrire à Gambetta :

Ham, 14 décembre 1870.

« Monsieur le Ministre,

« Sachant combien les moments sont précieux, j'ai commencé dès le 10 décembre les opérations avec la première division de l'armée du Nord, en attendant que les autres fussent prêtes.

« Nous avons chassé les Prussiens de toute la ligne comprise entre la Fère et Amiens, à laquelle ils tenaient beaucoup, et repris le château de Ham.

« A la prise de Ham, le général Lecointe a tué ou blessé 25 hommes à l'ennemi et fait 200 prisonniers.

« Nous avons déjà 350 prisonniers entre les mains. Aujourd'hui, 14 décembre, deux divisions sont en ligne.

Dans deux ou trois jours, nous serons sous Amiens avec trois divisions.

« Ayant poussé jusqu'à Roye qui est à moitié distance de Lille à Paris, nous étions en bonne situation pour coopérer, autant que notre petit nombre nous l'eût permis, à une sortie de l'armée de Paris vers le nord, qui malheureusement n'a pas eu lieu. L'armée du Nord va compter dans cinq jours quatre divisions, la troisième ayant une brigade composée entièrement de mobiles, et la quatrième ne renfermant que des gardes nationaux mobilisés sans artillerie.

« Cette armée comprend, en outre, les garnisons de vingt places fortes, formées de gardes nationaux mobilisés au nombre de plus de 50.000 hommes. Nous espérons créer très-prochainement des batteries pour la division de gardes nationaux mobilisés.

« De telles forces permettent évidemment de former deux corps d'armée actifs de 25.000 hommes chacun, en laissant des garnisons de prévoyance dans les places fortes. »

Deux semaines après, le général écrivait de Lille :

Lille, le 21 décembre 1870.

« Après la reconnaissance offensive d'hier et l'annonce de l'arrivée à Amiens de Manteuffel avec une nouvelle division, nous pensions être attaqués aujourd'hui, et nous avons passé la journée sur les positions que j'ai choisies pour champ de bataille.

« Nous n'avons pas vu de Prussiens.

« Mais notre armée (quoique à moitié gelée) a pu apprécier la force de la position, et je crois qu'une grande confiance règne dans nos troupes. Demain nous reprendrons nos positions et attendrons encore.

« Manteuffel, trouvant notre position trop forte, renoncera-t-il à nous attaquer? Ce serait fâcheux.

« L'occupation de la citadelle d'Amiens par l'ennemi

rend notre situation vis-à-vis de cette ville tout à fait fausse et gênante. Ce n'est pour nous ni une ville amie ni une ville ennemie. Quoi qu'il en soit, si l'on ne nous attaque pas, nous enverrons de droite et de gauche des reconnaissances offensives.

« Je veille avec soin sur les passages de la Somme, de Corbie à Péronne, car je crois que l'ennemi a quelque intention de nous tromper par là. Si, grâce à des retards, l'ennemi pouvait se renforcer tellement qu'il eût sur nous une supériorité de nombre écrasante, que faudrait-il faire?...

« ... Les mobilisés se sont, par mon ordre, rapprochés de nous aujourd'hui pour pouvoir prendre part à la bataille que nous attendions à B...

« Ils sont cantonnés à Boisleux, Marloy, etc., en seconde ligne.

« L. FAIDHERBE. »

Le 23 décembre, Manteuffel se décida à attaquer nos troupes. Ce fut à Querrieux, Pont-Noyelles et Daours. Faidherbe avait choisi pour champ de bataille les hauteurs qui bordent la rive gauche d'un petit ruisseau, la Hallue, affluent de la Somme. Ordre avait été donné à nos troupes de ne résister que faiblement dans les villages. On se canonna d'abord par-dessus les maisons, puis, à la baïonnette, nos soldats délogèrent l'ennemi après lui avoir infligé des pertes et enlevé des prisonniers[1]. Ces jeunes troupes, qui n'avaient pour se soutenir que du pain gelé, attendirent un retour offensif de l'ennemi jusqu'au lendemain deux heures. L'armée coucha sur le champ de bataille par un froid de 4 degrés au-dessous de zéro, et ne rentra dans ses cantonnements qu'après avoir bien constaté que l'ennemi ne revenait pas à la charge. Comme toujours, à Pont-Noyelles les marins furent audacieusement intrépides. Les Prus-

1. Voyez aux *Documents complémentaires* le rapport de Faidherbe.



LE GÉNÉRAL MANTEUFFEL.

siens s'attribuèrent la victoire, comme ils devaient le faire après Bapaume, mais le doute n'est point permis.

Faidherbe y répondit comme il suit :

« Les dépêches allemandes, sur la bataille de Pont-Noyelles, à part les appréciations qui peuvent varier d'un parti à l'autre, renferment des inexactitudes matérielles qui en infirment l'ensemble. Elles disent que l'armée du Nord comptait 60.000 hommes ; or, il y avait au plus 35.000 hommes de l'armée du Nord en ligne, et tous n'ont pas pris part au combat.

« Elles prétendent qu'on nous a pris 1.000 prisonniers non blessés. La vérité est qu'à la nuit et après la bataille quelques marins se sont laissé surprendre dans le village de Daours, et cela s'est fait sans lutte et avec si peu de bruit que le général en chef ignorait le fait quand il a rendu compte de l'affaire à Lille.

« Quant à nos positions, l'ennemi n'a pas seulement osé essayer de nous les prendre, et, comme on le sait, l'armée du Nord est restée jusqu'au lendemain à deux heures de l'après-midi à l'attendre vainement sur ses positions.

« Général FAIDHERBE. »

Cependant Péronne était toujours cernée et les Prussiens bombardaient la ville, lorsque, le 2 janvier, Faidherbe attaqua de nouveau l'ennemi. C'était à Bapaume, cette ancienne forteresse dont les remparts avaient été démolis sous Louis-Philippe pour servir d'étude de siége au duc d'Orléans. Après un combat acharné commencé à cinq heures du matin et terminé à sept heures du soir, combat où constamment nos troupes avaient repoussé l'ennemi, Faidherbe put télégraphier cette dépêche qui nous causa, à nous, assiégés de Paris, une si grande joie lorsque nous la connûmes :

Général à ministre de la guerre et commissaire de la Défense à Lille.

« Aujourd'hui, 3 janvier, bataille sous Bapaume, de huit heures du matin à six heures du soir; nous avons chassé les Prussiens de toutes les positions, de tous les villages. Ils ont fait des pertes énormes, et nous des pertes sérieuses.

« FAIDHERBE. »

Avesnes-lez-Bapaume, 3 janvier.

La veille, 2 janvier, des combats partiels avaient eu lieu devant Bucquoy, où la division Derroja entrait sans coup férir. Une brigade de la division du Bessol, s'apprêtant à tourner le bois d'Achiet-le-Grand, avait fait reculer l'ennemi sur Achiet. Toute la division s'engagea à sa suite dans la route qui traverse le taillis et déboucha en face du village. Nos tirailleurs, dès qu'ils apparurent, se virent accueillis par une vive fusillade partant des premières maisons. Deux de nos pièces de 12 prirent position sur les hauteurs, à gauche de la route qui va d'Ablainzeville à Achiet, tandis qu'une batterie de 4 se plaçait à la droite. La canonnade s'engagea alors, mais l'artillerie de l'ennemi, par exception, était inférieure en nombre à la nôtre, qui ne tarda pas à la faire taire. En ce moment, nos tirailleurs gravissaient la chaussée du chemin de fer et se précipitaient dans le village. L'ennemi lâcha pied. On le poursuivit jusqu'au delà de Biefvillers en lui faisant une trentaine de prisonniers. Le mouvement avait été appuyé par deux bataillons de la Somme et de la Marne qui s'étaient déployés entre Achiet-le-Petit et Achiet-le-Grand.

Le 3 janvier, toutes les troupes étaient sous les armes, à cinq heures du matin. A six heures, la division du Bessol fournit une reconnaissance dans la direction d'Ervillers, que l'ennemi avait évacué. A huit heures,

des colonnes prussiennes se montrèrent dans la plaine d'Ervillers, en avant de Bapaume. La division du Bessol reçut seule le premier choc. Établie sur un plateau complétement nu, elle engagea un court combat d'artillerie, dont le résultat fut de mettre en fuite quelques escadrons de cavalerie. Les tirailleurs ne tardèrent pas à se joindre, et la fusillade était déjà fortement engagée quand arriva la division Derroja. Elle prit place à droite, et commença immédiatement un changement de front, la droite en avant.

Le mouvement était très-prononcé lorsque la division du Bessol se porta à son tour vers Biefvillers. Le 1er bataillon du 43e prit le pas de course, et, après une fusillade des plus vives, débusqua violemment l'ennemi, qui perdit beaucoup de monde dans sa retraite.

De son côté, le général Derroja lançait un bataillon sur Grevillers. Ce village fut rapidement occupé, pendant que la 1re brigade (lieutenant-colonel Aynès) pressait la marche pour exécuter un mouvement tournant vers Bapaume.

Il était onze heures ; nous avions déjà refoulé l'ennemi à 6 kilomètres.

Vers onze heures et demie, l'armée prussienne semblait en pleine retraite, mais à midi elle tenta un retour offensif. Trois colonnes parurent soudain sur la crête du ravin en face de Bapaume, et s'avancèrent dans le plus grand ordre et serrées en masse. Notre mousqueterie les força bientôt à déployer des tirailleurs et à s'arrêter. Le 1er bataillon du 43e et trois compagnies du 20e chasseurs défendirent à outrance les premières maisons de Biefvillers. La possession de ce village, situé sur une hauteur, était nécessaire en ce moment, car toute notre artillerie était descendue dans le ravin et en gravissait péniblement les pentes.

Le village de Biefvillers était donc un point important, la clef de la position au centre, aussi fut-il vigoureusement attaqué. Une première attaque ayant échoué,

les Prussiens se retirèrent, puis revinrent encore à l'assaut, protégés par plusieurs batteries. A midi et demi, la division Derroja débordait déjà le village d'Avesnes-lez-Bapaume, et gagnait, pied à pied, avec une ténacité remarquable sur la droite de notre ligne.

A une heure, la division du Bessol arrivait sur les crêtes de Biefvillers, et, sans s'y arrêter, lançait ses tirailleurs sur les positions successives que défendait l'ennemi.

La nuit venue, les troupes bivouaquèrent à Biefvillers, Grevillers, Favreuil. Le lendemain, l'ennemi avait abandonné la ville sans combat.

Cette bataille faisait le plus grand honneur aux troupes de l'armée du Nord. Dans son livre sur *la Campagne de l'armée du Nord,* le général Faidherbe affirme qu'une partie des troupes prussiennes engagées se débanda et se retira en désordre sur Amiens. Nos pertes s'élevaient à 1.319 hommes tués ou blessés et 800 disparus. Celles de l'ennemi durent être plus considérables.

Le lendemain de la journée de Bapaume, nos troupes, fatiguées par les combats des derniers jours et par le froid et les marches, prirent leurs cantonnements autour d'Hamelincourt, où un jour de repos leur fut accordé.

Faidherbe adressait alors à son armée cet ordre du jour :

« A la bataille de Pont-Noyelles, vous avez victorieusement gardé vos positions.

« A la bataille de Bapaume, vous avez enlevé toutes les positions de l'ennemi.

« J'espère que cette fois il ne vous contestera pas la victoire.

« Par votre valeur sur le champ de bataille, par votre constance à supporter les fatigues de la guerre dans une saison aussi rigoureuse, vous avez bien mérité de la patrie.

« Les chefs de corps devront me signaler les officiers, sous-officiers et soldats qui, par leur conduite, auraient plus spécialement mérité des récompenses.

« Vous allez immédiatement compléter vos approvisionnements et munitions de guerre pour continuer les opérations.

« *Le général en chef*,

« L. FAIDHERBE. »

Les Prussiens contestèrent à Faidherbe sa victoire de Bapaume comme ils l'avaient fait pour celle de Pont-Noyelles. Le général adressa aussitôt cette protestation à M. Testelin :

Boisleux, 7 janvier, 10 h. mat.

Le général Faidherbe au commissaire général à Lille.

« J'espérais que les Prussiens ne contesteraient pas notre victoire de Bapaume; mais je vois par leurs bulletins que nous venons d'être anéantis pour la seconde fois en dix jours par l'armée de Manteuffel, commandée aujourd'hui par le prince Albert. En maintenant intégralement le récit de la bataille tel que je vous l'ai fait le 4 janvier, je me bornerai, comme après Pont-Noyelles, à vous signaler les principales inexactitudes matérielles des dépêches prussiennes :

« Elles disent que l'armée du Nord a battu en retraite, pendant la nuit même, sur Arras et Douai. L'armée du Nord a couché dans les villages de Grevillers, Biefvillers, Favreuil, Sapignies, Achiet-le-Grand, etc., qu'elle avait conquis sur les Prussiens et n'est allée prendre ses cantonnements, où nous sommes encore, qu'à huit heures du matin sans que l'ennemi donne signe de vie. En fait de poursuite de cavalerie, voici le seul incident qui a eu lieu :

« Le 4, vers neuf heures du matin, deux escadrons de cuirassiers blancs, ayant chargé sur l'arrière-garde de chasseurs à pied d'une de nos colonnes, les chasseurs se formèrent en cercle, firent feu à cinquante pas et anéantirent presque complétement un des escadrons, dont hommes et chevaux restèrent sur le sol, tandis que l'autre s'enfuyait à toute bride. Les chasseurs n'eurent que trois hommes légèrement blessés.

« L'armée est pleine de confiance et ne doute plus de sa supériorité sur les Prussiens.

« *Le général en chef*,

« L. FAIDHERBE. »

Ce mot de *supériorité* était là pour réconforter une armée qui se battait ainsi par le froid le plus vif et qui réussissait à faire reculer l'ennemi ou à le contenir. Il n'en est pas moins vrai que le général von Gœben dégrada des officiers allemands coupables d'avoir *fui* devant l'ennemi. Cependant Péronne, bombardée, était rendue. Faidherbe décidait que le commandant de la place serait traduit devant un conseil de guerre « pour rendre compte de la reddition de cette place, lorsque ses défenses étaient intactes et qu'une armée de secours était à cinq ou six lieues, manœuvrant pour le dégager[1] ». La ville, bombardée, tandis que les fortifications

1. En réponse à une lettre du sous-préfet de Péronne, qui apportait un témoignage en faveur du commandant de place, M. Garnier, le général Faidherbe publia une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« ... Le commandant de Péronne a-t-il bien fait ou non de se rendre avec ses moyens de défense et sa garnison intacts, parce que sa population se voyait à moitié ruinée et réduite aux abois?

« L'humanité répondrait sans doute oui ; la loi (règlement sur les troupes en campagne) répond non! *Dura lex, sed lex.*

« Chacun a son devoir spécial à remplir; le devoir militaire du commandant de Péronne le forçait à se défendre jusqu'à ce qu'il y eût une brèche au corps de place et qu'il eût repoussé au moins un assaut à ce corps de place.

demeuraient intactes, témoignait une fois de plus de la barbarie prussienne, de cette méthode nouvelle, inconnue des peuples civilisés, qui consiste à frapper les êtres désarmés pour arracher une capitulation aux combattants. Faidherbe protesta, mais vainement, comme protestèrent tous nos généraux.

Après la journée de Bapaume, Faidherbe pouvait marcher droit sur Péronne et dégager la place, mais il usa de prudence, et ce fut, cette fois, une erreur.

Ce corps d'armée, fort de 30,000 hommes environ, ne comptait en réalité qu'un tiers de troupes régulières, de régiments formés d'épaves ou des compagnies de dépôt, mais, fort heureusement, avec d'excellents cadres d'officiers, un tiers de mobiles et un tiers de mobilisés. J'ai énuméré et classé là les hommes disponibles selon leur valeur. Les troupes étaient excellentes ; les mobiles, seulement passables au début de la campagne, finirent par devenir bons à la fin de la guerre ; les mobilisés furent toujours médiocres (1). Mais encore Faidherbe

« Eh bien, j'estime que des considérations d'humanité ne peuvent autoriser un commandant de place à agir contre la loi. J'estime que le gouvernement du pays seul peut, en changeant la loi, autoriser un commandant de place à rendre sa place pour sauver la vie ou la fortune de la population, et, pour être logique et raisonnable, s'il en devait être ainsi à l'avenir, la première chose à faire serait de retirer des places fortes les garnisons, les canons et les approvisionnements, car c'est là autant de cadeaux que vous offrez à l'ennemi après quelques jours de bombardement.

« Agréez, etc. »

1. Cette appréciation, que j'avais déjà donnée dans un précédent ouvrage (*La Guerre nationale*), a ému l'auteur d'un livre très-bien fait sur les *Étapes des mobilisés du Nord*, M. Al. Girard, ex-capitaine des mobilisés de Valenciennes. Je regrette d'avoir à dire que le jugement porté sur les divers éléments de l'armée du Nord m'a été donné par le général Faidherbe lui-même. Les troupes régulières et les marins lui permirent seuls de mettre en pratique la tactique militaire indiquée ici, et je le répète, expliquée par le général à celui qui écrit ces lignes. M. Girard, dont les opinions nous sont sympathiques, nous révèle dans son livre même, *le Carnet d'étapes*, le vif désir qu'avaient les mobilisés de rentrer en ville, presque au lendemain de leur départ.

sut-il s'en servir utilement. Grâce à lui, les mobilisés eurent leur rôle dans la bataille, et au lieu d'être un embarras pour l'armée, comme le sont d'ordinaire les troupes mal aguerries qui constituent des foules et non des régiments, les bataillons de mobilisés devinrent des auxiliaires tout trouvés. Leurs baïonnettes figurèrent au loin la réserve de l'armée, et, comme les Prussiens ont l'habitude de conserver pour leur réserve et de n'engager qu'à la dernière extrémité leurs meilleures troupes, ils crurent toujours que Faidherbe agissait de même et que les bataillons qu'il réservait ainsi étaient des bataillons d'élite.

Ainsi, tandis que l'élan des soldats, leur solidité, et, à certains moments, la vigueur des mobiles, forçaient l'ennemi à reculer, les Prussiens croyaient que non-seulement ils avaient à lutter contre ceux-là qui les attaquaient, mais encore contre ces troupes, bien autrement disciplinées, qu'ils apercevaient au dernier plan. Cette réserve, qui leur paraissait si redoutable, ne l'était donc qu'à distance. Cela seul explique pourquoi Faidherbe, vainqueur à Bapaume et à Pont-Noyelles, devait battre en retraite dès le lendemain pour aller se *refaire* dans une place forte. Les meilleures troupes, en effet, étaient atteintes, tandis que les Prussiens recevaient des renforts. Capable de vaincre, son armée n'était pas assez compacte, à coup sûr, pour profiter de la victoire. Le soir de la bataille de Bapaume, une canonnade, quelques centaines d'obus eussent suffi pour déloger les Prussiens de leurs positions devant Péronne ; mais, outre qu'il fallait bombarder non-seulement les avancées de l'ennemi, mais les faubourgs de la ville, à quoi cet avantage nouveau aboutissait-il ? L'ennemi battu doublait son effectif durant la nuit, et était prêt à prendre, le lendemain, sa revanche.

Péronne rendue était commandée par M. Garnier, de l'état-major des places. La citadelle tombait le 10 janvier, cinq jours après Rocroi, huit jours après Mézières.

Mézières, demeurée en communication avec Givet, ne fut investie complétement que le 24 décembre 1870. Le siége, à partir de cette date, ne devait pas être long. Le 2 janvier, les Prussiens entraient dans la ville! Au lieu d'attaquer l'ennemi, de jeter sur lui les trois mille hommes de garnison pour enlever ou bouleverser ses batteries, le commandant de la place, M. le colonel Blondeau (nommé général peu après la capitulation), laissa passer dans l'inaction la plus complète les journées du 28, du 29 et du 30, pendant lesquelles l'ennemi préparait ses obus et choisissait ses points de mire. Dans l'après-midi du 30, Mézières recevait l'avis du bombardement, et, dès l'aurore du lendemain, les incendies commençaient. C'était avec les canons de siége pris à Montmédy, qui s'était rendue le 12 décembre [1], que les Prussiens bombardaient Mézières.

Ils bombardaient la malheureuse cité de façon à faire bientôt des ruines fumantes de quartiers tout entiers, de maisons et d'églises. On ne pouvait riposter, on était littéralement inondé de fer. Partout le feu; la mort partout. Une maison s'écroulait, étouffant sous ses ruines douze êtres humains à la fois. L'ambulance de la ville, incendiée, brûlait sans qu'on pût sauver les blessés; des Français, des Prussiens, couchés côte à côte [2]. Nous avons vu l'image des monceaux de ruines de Mézières. Strasbourg seul peut-être et Châteaudun portent de tels et de si glorieux stigmates. La municipalité, voulant sauver les enfants et les femmes, parla de capituler. L'autorité militaire, demeurée jusqu'alors inactive et muette, répondit : « On avisera. »

Quant à la municipalité de Charleville (ville sœur de Mézières, ville ouverte et seulement séparée de la ville

1. Voir aux *Documents* une protestation du conseil municipal de Montmédy.

2. *La Prusse au pilori*, par H. de Condé (Bruxelles, in-18 page 208).

forte par la Meuse), non atteinte encore par les projectiles, épargnée par le feu, elle répondit froidement au maire de Mézières : « Les dégâts de votre ville ne sont pas assez considérables pour qu'on se résolve à capituler [1]. » Mais bientôt, sur cette ville sans défense, sur Charleville même, les obus allaient pleuvoir. Dans leur cruauté scientifique, les Prussiens se décidaient, pour réduire la ville assiégée, à hâter le *moment psychologique* en frappant non-seulement Mézières fortifiée, mais Charleville désarmée. Charleville reçut sept ou huit cents obus, et nul doute que la ville n'eût été rasée si le drapeau blanc n'eût été arboré et si Mézières n'eût capitulé. Les parlementaires eurent, pour se rendre au quartier général prussien, de la peine pour traverser les rangs de quelques-uns de nos soldats qui voulaient continuer une lutte désespérée.

Le 1er janvier la ville se rendit. Les Prussiens y entrèrent le lendemain.

« Il était réservé à Mézières, pour comble de malheur, dit l'auteur du *Crime de Mézières*, de voir pendant les vingt-quatre heures qui s'écoulèrent avant que le vainqueur fît son entrée dans la place, des scènes qui feront la honte éternelle de ceux qui, le pouvant, n'ont pas eu le courage de les prévenir ou de les réprimer. Les approvisionnements de toute sorte furent laissés à la disposition d'une multitude sans frein qui organisa un hideux pillage et gaspilla sans mesure. On spécula même sur ces matières abandonnées. Ceux qui purent en accaparer en assez grande quantité revendirent à vil prix. Des tonneaux de vin et d'eau-de-vie furent défoncés par les soldats. Une partie de la garnison s'enivra. Et pendant que se passaient ces scènes navrantes, l'autorité militaire resta obstinément cachée. Seuls et impuissants contre cette foule, le préfet républicain Dauzon, plusieurs notables de Mézières et de Charleville, indignés

1. René Ménard, *le Crime de Mézières*, p. 10.

mais fermes, et comprenant leur devoir, luttèrent et cherchèrent en vain à rétablir l'ordre. »

L'écrivain auquel j'emprunte ces détails accuse le colonel qui commandait Mézières de s'être peu montré, de n'avoir ni harangué, ni encouragé ses soldats, de n'avoir point paru sur les points menacés. Les officiers subalternes seuls, et leurs soldats, auraient fait preuve de vaillance.

Après Mézières, qui recevait plus de 6.000 obus, Rocroi devait succomber. Je détache le récit de la capitulation de Rocroi d'un rapport inédit dont on ne saurait mettre en doute l'authenticité :

« Le parlementaire prussien s'est présenté le 5 janvier à la porte de Bourgogne à dix heures du matin ; il a été reçu par M. Mélin, commandant de place, M. Neveux, maire, et M. Alph. Sanier, sous-préfet. Il a sommé la ville de se rendre en la menaçant d'un bombardement qui devait commencer à midi, et en déclarant que si la ville se défendait, les autorités civiles seraient envoyées en Prusse. En présence de ces insolentes injonctions auxquelles le commandant répondit de la façon la plus digne, les pourparlers ne pouvaient être longs, mais de dix heures un quart à midi, il ne restait que sept quarts d'heure pour prendre les dernières mesures et mettre en sûreté les femmes et les enfants ; en d'autres termes et sous une apparente modération de formes, c'était un bombardement brutal et immédiat.

« A midi juste la première bombe tomba, puis ce fut un feu roulant, quelque chose d'horrible ; cinq ou six incendies se déclarèrent, deux très-considérables : à cinq heures du soir une vingtaine de maisons brûlaient, le tiers à peu près de la petite ville. Le bombardement se ralentit alors peu à peu, puis cessa tout à fait. A six heures un quart, le parlementaire prussien se présenta de nouveau et offrit aux autorités les conditions de capitulation de Mézières : garnison, mobiles, mobilisés, douaniers et gendarmes prisonniers de guerre ;

remise des armes et munitions; garde nationale sédentaire prisonnière sur parole: autorités civiles libres; ajoutant qu'en cas de refus, la ville serait entièrement détruite par la grosse artillerie de siége qui était toute prête. Le commandant déclara qu'il voulait, avant de répondre, consulter le conseil de défense : il demanda toutefois au maire et au sous-préfet, qui n'en faisaient pas partie, quelle était leur opinion. M. Sanier répondit que, tout en appréciant l'horrible puissance de destruction de l'artillerie prussienne et l'étendue des sacrifices que le bombardement imposait à la population civile, il ne croyait pas encore arrivé le moment où toute résistance était impossible; que tout au contraire la défense utile allait commencer à se produire quand l'ennemi, jugeant la ville détruite, s'approcherait forcément de la place à portée de nos projectiles.

« Le commandant affirma qu'il était bien déterminé à prolonger la résistance et consulta le conseil de défense, dont tous les membres étaient jusque-là restés silencieux. C'étaient MM. Dupuis, capitaine d'artillerie; Chereau, capitaine du génie; Lebeau, capitaine des mobiles, et Cornu, capitaine commandant la garde nationale. Le conseil décida à l'unanimité la capitulation aux conditions de Mézières, les pièces ne portant pas jusqu'aux batteries prussiennes et les remparts n'étant défendus que par une centaine de mobiles incapables de repousser un assaut et dont plusieurs avaient déjà déserté leur poste. D'ailleurs la poudrière n'étant pas suffisamment protégée contre la grosse artillerie prussienne, il fallait craindre au premier instant une explosion et ses épouvantables conséquences.

« Quant au sous-préfet, comme il ne se trouvait pas de francs-tireurs dans la ville, il ne fut point fait prisonnier comme le préfet des Ardennes. »

A cette date, Longwy, ravitaillé par la Belgique, Paris bloqué, Bitche investie et Belfort bombardée tenaient encore.



CHAPITRE XV

Bombardement des forts. — Les obus tombent dans la ville. — Proclamation du gouvernement. — Proposition de Delescluze. — Les délégués des vingt arrondissements de Paris. *L'affiche rouge.* — Réponse du gouverneur de Paris. — Démission de Delescluze et de ses adjoints. — Physionomie de Paris pendant le bombardement. — Bombardement des hôpitaux et des musées. — M. Jules Favre et la conférence de Londres, — La dernière sortie. — Préparatifs militaires. — Proclamation du gouvernement. — Bataille de Buzenval (19 janvier). — Dépêches officielles. — Admirable attitude de la garde nationale. — Les morts de Buzenval : Henri Regnault, Gustave Lambert, etc.

Avec l'année 1871, commence l'empire d'Allemagne réédité et tiré, tout poudreux, du fond du moyen âge. Le César germanique teignait maintenant sa pourpre dans un sang nouveau.

Le bombardement des forts de Paris, commencé à la fin de décembre 1870, fut continué par les Prussiens avec une certaine intensité pendant les premiers jours de janvier 1871. Tout d'abord les projectiles ennemis ne causaient que peu de dommage sur ces forts et sur les

villages environnants ; mais les obus devinrent, vers le 3 janvier, assez fréquents et assez bien dirigés. Sur le seul fort de Nogent il tombait, ce jour-là, 600 obus. Le rapport officiel français sur cette journée affirme que nul effet, sauf de légers dégâts, ne fut produit par ces projectiles : un seul homme fut blessé légèrement. Ce même jour, le commandant des éclaireurs de la Seine, Poulizac, tentait en avant de Groslay une petite expédition qui réussissait : un poste de soldats prussiens de la garde était surpris, quelques-uns de ses hommes tués et six ramenés prisonniers. L'*Avenir national* disait alors, avec raison, que c'était par des opérations semblables, si minimes qu'elles fussent, qu'on devait fatiguer, inquiéter sans cesse l'ennemi et tenir nos soldats en haleine. Le 4 janvier, Montreuil, Bondy, tous les forts de l'est étaient canonnés avec vivacité. Le fort de Nogent recevait, cette fois, plus de 1.200 obus. Bientôt ce bombardement allait redoubler d'intensité et les Prussiens mêmes ne devaient plus se contenter de lancer leurs obus sur nos positions fortifiées, ils allaient traiter Paris comme ils avaient traité Strasbourg, Belfort et Mézières, et faire payer à la population civile la résistance des défenseurs militaires.

Issy, Vanves, Montrouge, — que le général Trochu craignait de voir bombardés dès le 15 septembre, — furent couverts d'obus dans la journée du 5 janvier. Des pièces de gros et de petit calibre faisaient feu à la fois et on recueillait sur nos positions bombardées des obus qui n'avaient pas éclaté et qui mesuraient 22 centimètres de diamètre et 55 centimètres de hauteur. Depuis le 29 décembre, les casemates du fort de Rosny étaient traversées ; de huit heures du matin à six heures du soir près de 2,000 projectiles s'étaient abattus sur l'enceinte, l'escarpe et la contrescarpe [1]. Nos redoutes

1. Hermann Robolsky. Voy. le *Siége de Paris raconté par un Prussien.*

des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet avaient en même temps leur part de projectiles, mais c'est ce jour-là que Paris allait recevoir le baptême du feu.

Les batteries prussiennes, installées au plateau de Châtillon d'un côté, au moulin d'Orgemont de l'autre, pouvaient facilement atteindre, quoi que pussent dire les optimistes, au cœur même de Paris. L'Allemagne, impatiente de voir finir la guerre et profondément irritée de la résistance de cette ville qu'elle nommait avec Guerrazzi le *Temple de la volupté*, ou encore la *Babylone moderne*, l'Allemagne avait maintes fois, avec énergie, réclamé le bombardement de Paris. On prêtait à la piété de la reine Augusta le retard apporté par les chefs allemands dans cette œuvre de destruction et de mort. M. de Bismarck avait même, paraît-il, plusieurs fois répété à des étrangers qu'il ne bombarderait point Paris et laisserait à la famine le soin d'ouvrir à l'armée allemande les portes de la ville assiégée.

Mais ce siége cruel par la disette et la faim finit par trop se prolonger, au gré du roi Guillaume, et, le 5 janvier au matin, Sa Majesté adressait pieusement à la reine cette dépêche, dont la dure précision fait contraste, cette fois, avec tant d'autres dépêches en apparence attendries :

Versailles, le 5 janvier 1871.

Depuis neuf heures a commencé le bombardement des forts du sud de Paris, par une superbe journée d'hiver, sans vent ni neige, mais avec 9 degrés de froid.

GUILLAUME.

Ce n'était pas seulement le bombardement des forts du sud qui commençait par ce beau temps dont parlait le roi Guillaume, c'était aussi celui de Paris lui-même. Des obus tombaient, pour la première fois, le 5 janvier, dans le quartier Saint-Jacques, mais sans y porter le

moindre trouble et le moindre effroi. Que si les Prussiens avaient espéré terrifier la population par cette nouvelle rigueur, ils se trompaient étrangement. Paris bombardé demeurait insensible, ou plutôt il se montrait pour ainsi dire joyeusement fier du nouveau danger qu'il courait, Il y eut bien un moment de panique, puis la curiosité prit le dessus, et tandis que les habitants des quartiers où tombaient les obus gagnaient l'intérieur de Paris, les pauvres gens en traînant sur un haquet ou une voiture à bras leurs matelas et leurs hardes, les autres, au contraire, allaient assister, comme à un spectacle, au bombardement de Montparnasse et de Montrouge [1].

Paris avait reçu déjà environ 200 bombes, dont quelques-unes brisaient les pierres des tombes dans le cimetière Montparnasse. Du côté d'Auteuil, le bombar-

1. L'esprit de résistance s'affirmait alors par la proclamation du gouvernement au 1er janvier, et celle de la commission des barricades (même date). Voici la fin de ce dernier document :

« ... Il a paru utile à la commission des barricades de faire appel au patriotisme de tous et d'inviter chaque ménage à préparer, dès maintenant, comme mesure de prévoyance, deux sacs à terre qui seraient livrés au premier avis de la commission, et serviraient, concurremment avec les pavés, à couvrir en quelques heures Paris de barricades ou à réparer les brèches.

« Tout sac à terre doit avoir 70 centimètres de longueur sur 35 centimètres de largeur, de façon à être facilement transportable. La toile peut en être grossière et le prix en serait minime (65 centimes au plus) pour les citoyens qui n'aimeraient pas mieux les fabriquer eux-mêmes.

« Dans les circonstances présentes, il est de notre devoir de nous tenir prêts à tout événement et de nous assurer contre l'inconnu. Le peuple sait bien qu'il a, dans les membres de la commission des barricades, des hommes décidés à défendre Paris pied à pied, à ne jamais rendre à l'ennemi de notre patrie cette citadelle du droit et de la liberté républicaine!

Les membres de la commission des barricades :

Henri Rochefort, président; — Jules Bastide, vice-président; — V. Schœlcher; — Albert, membre du gouvernement provisoire de 1848; — Martin-Bernard; — Charles Floquet; — A. Dréo; — Cournet. »

dement était violent aussi, et les projectiles ennemis y faisaient des dégâts considérables. Le gouvernement voulut prévenir l'effroi qui pouvait (il le croyait du moins, mais bien à tort) s'emparer de la population ; il fit afficher aussitôt la proclamation suivante :

Jeudi soir, 5 janvier. — « Le bombardement de Paris est commencé !

« L'ennemi ne se contente pas de tirer sur nos forts, il lance des projectiles sur nos maisons, il menace nos foyers et nos familles.

« Sa violence redoublera la résolution de la cité qui veut combattre *et vaincre.*

« Les défenseurs des forts couverts de feux incessants ne perdent rien de leur calme, et sauront infliger à l'assaillant de *terribles représailles.*

« La population de Paris accepte vaillamment cette nouvelle épreuve. L'ennemi croit l'intimider, il ne fera que rendre son élan plus vigoureux. Elle se montrera digne de l'armée de la Loire, *qui a fait reculer l'ennemi,* de l'armée du Nord, *qui marche à notre secours.*

« Vive la France ! Vive la République !

« *Les membres du gouvernement.* »

Nous avons souligné dans cette proclamation tout ce qui est devenu, par la suite, ironique et triste; le gouvernement, déjà inquiet sur la conclusion de ce siége que M. Trochu appelait au début une « héroïque folie », entretenait encore des illusions qui allaient devenir, avant peu, des déceptions atrocement douloureuses. Il promettait à Paris la victoire, il menaçait l'ennemi de représailles terribles, il nous montrait Chanzy vainqueur et Faidherbe en marche vers la capitale. Sans doute il fallait bien dorer l'avenir à la population anxieuse, mais alors ne fallait-il pas en même temps, et dès ces premiers jours de bombardement, mettre à profit la colère

de Paris pour tenter une opération qu'on n'essaya que quinze jours plus tard, le 19 janvier?

A ce moment, l'ardeur du combat qui animait les Parisiens était à son comble et peut-être l'élan, dont parlait le gouvernement dans sa proclamation, eût-il été doublé par la pensée que les Allemands bombardaient maintenant les enfants et les femmes. Lorsque les gardes nationaux de garde hors des murs entendaient siffler par-dessus leurs têtes les projectiles qui allaient s'abattre sur les maisons où ils avaient laissé leur famille, une aveugle rage s'emparait d'eux et ils parlaient de courir incontinent, et sans ordre, sur l'ennemi. Il faut avouer que jamais Paris ne fut si irrité contre l'Allemagne qu'à cette heure *psychologique* du bombardement. Cette irritation rejaillissait même jusque sur le gouvernement de la Défense. Déjà, à la fin de décembre 1870, le 30, dans la réunion des maires que présidait M. Jules Favre, Delescluze avait lu contre le gouverneur de Paris et ses collègues un réquisitoire foudroyant, contre lequel avaient protesté deux de ses collègues, MM. Dubail et Vacherot. La catilinaire de Delescluze permit du moins à M. Tirard de réclamer pour les maires, moralement responsables devant leurs électeurs, le droit de participer plus intimement à la défense. Delescluze devait laisser passer quelques jours avant de revenir à son projet, mais le 4 janvier, dans une nouvelle réunion des maires, récapitulant une fois encore les fautes de la défense de Paris, il conclut en demandant, au nom du salut de la patrie, *l'adoption immédiate et sans réserve* des mesures ci-après :

« Démission des généraux Trochu, Clément Thomas et Le Flô;

« Renouvellement des comités de la guerre et rajeunissement des états-majors;

« Renvoi au conseil de guerre des généraux et offi-

ciers de tout grade qui prêchent le découragement dans l'armée ;

« Mobilisation successive de la garde nationale parisienne ;

« Institution d'un conseil suprême de défense où l'élément civil ne soit plus subalternisé à l'élément militaire ;

« Intervention directe et permanente de Paris dans la question de ses propres affaires si intimement liées aux intérêts de la défense ;

« Enfin, adoption *de toute mesure de salut public,* soit pour assurer l'alimentation de Paris, soit pour adoucir les cruelles souffrances imposées à la population de Paris par l'état de siége, et aussi par la regrettable incurie du pouvoir. »

A la fin de cette proposition, d'abord tardive, ensuite peu pratique que l'auteur retira lui-même bientôt et qui finit par être définitivement écartée, Delescluze s'écriait : « *Et surtout, pas de manifestations violentes ! Ce n'est pas le désordre qui doit présider au salut de notre noble cité et de la République.* A Paris, qui, depuis quatre mois, a donné de si merveilleux exemples de son esprit politique, de montrer de nouveau que *le droit n'a pas besoin du secours de la force* quand il a pour lui la conscience de deux millions d'hommes. » En ajoutant ce sage avertissement à son mémoire, Delescluze faisait tout au moins preuve de patriotisme, et s'il partageait et accueillait les idées des adversaires les plus acharnés des hommes du 4 Septembre, au moins déconseillait-il absolument l'émeute, l'emploi de la force et le désordre en face de l'étranger.

Mais d'autres représentants, plus ou moins autorisés, plus ou moins inconnus, plus ou moins sincères, de la cause démocratique, allaient plus loin que Charles Delescluze dans leurs revendications immédiates, et le programme de leurs vœux fut nettement défini dans une affiche rouge, collée le 6 janvier au matin sur les murs

de Paris. Cette affiche, blâmée par des représentants avancés de l'opinion républicaine, fut, en plusieurs endroits, lacérée et arrachée. Elle fit un effet déplorable. On remarquera, au bas de ce document historique, la plupart des noms, obscurs à cette époque, mis en lumière par les dramatiques événements de la Commune.

AU PEUPLE DE PARIS

Les délégués des vingt arrondissements de Paris.

« Le gouvernement qui, le 4 septembre, s'est chargé de la défense nationale a-t-il rempli sa mission? — Non !

« Nous sommes 500.000 combattants et 200.000 Prussiens nous étreignent! A qui la responsabilité, sinon à ceux qui nous gouvernent? Ils n'ont pensé qu'à négocier, au lieu de fondre des canons et de fabriquer des armes.

« Ils se sont refusés à la levée en masse.

« Ils ont laissé en place les bonapartistes et mis en prison les républicains.

« Ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens qu'après deux mois, au lendemain du 31 octobre.

« Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme : ils n'ont su ni administrer, ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes.

« Ils n'ont pas su comprendre que, dans une ville assiégée, tout ce qui soutient la lutte pour sauver la patrie possède un droit égal à recevoir d'elle la subsistance; ils n'ont su rien prévoir : là où pouvait exister l'abondance, ils ont fait la misère; on meurt de froid, déjà presque de faim : les femmes souffrent; les enfants languissent et succombent.

« La direction militaire est plus déplorable encore : sorties sans but; luttes meurtrières sans résultats : in-

succès répétés, qui pouvaient décourager les plus braves; Paris bombardé. — Le gouvernement a donné sa mesure ; il nous tue. — Le salut de Paris exige une décision rapide. — Le gouvernement ne répond que par la menace aux reproches de l'opinion. Il déclare qu'il maintiendra l'ORDRE, — comme Bonaparte avant Sedan.

« Si les hommes de l'Hôtel de Ville ont encore quelque patriotisme, leur devoir est de se retirer, de laisser le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance.

« La municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du peuple, son seul recours contre la mort.

« Toute adjonction ou immixtion au pouvoir actuel ne serait rien qu'un replâtrage perpétuant les mêmes errements, les mêmes désastres. — Or, la perpétuation de ce régime, c'est la capitulation, et Metz et Rouen nous apprennent que la capitulation n'est pas seulement encore et toujours la famine, mais la ruine de tous, la ruine et la honte ! — C'est l'armée et la garde nationale transportées prisonnières en Allemagne, et défilant dans les villes sous les insultes de l'étranger; le commerce détruit, l'industrie morte, les contributions de guerre écrasant Paris : voilà ce que nous prépare l'impéritie ou la trahison.

« Le grand peuple de 89, qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il, dans un désespoir inerte, que le froid et la famine aient glacé dans son cœur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang? — Non!

« La population de Paris ne voudra jamais accepter ces misères et cette honte. Elle sait qu'il en est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

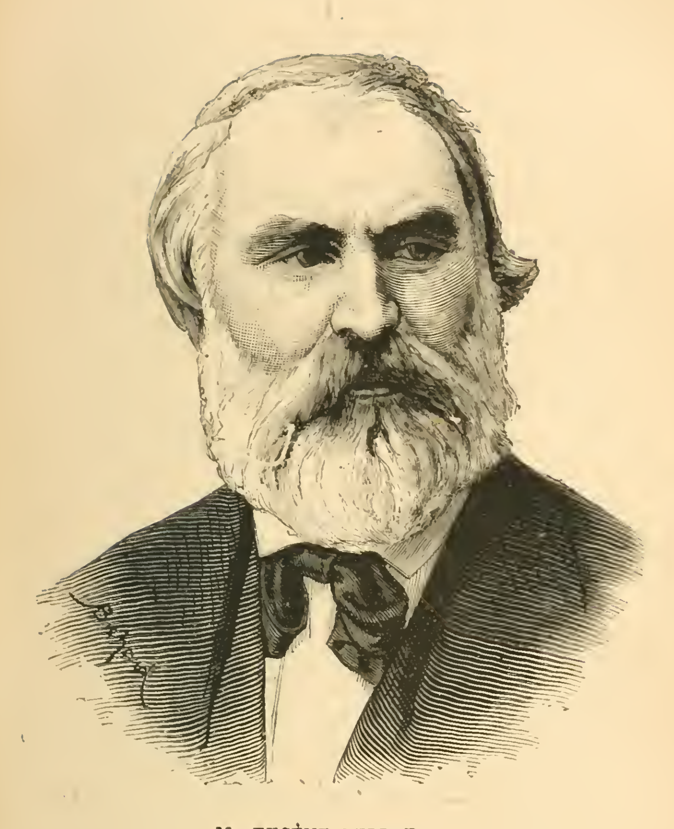
« Réquisitionnement général. — Rationnement gratuit. — Attaque en masse.

« La politique, la stratégie, l'administration du 4 Septembre, continuées de l'Empire, sont jugées. *Place au peuple! Place à la Commune!*

Les délégués des vingt arrondissements de Paris :

Adoué, Ansel, Antoine Arnaud, J.-F. Arnaud, Edm. Aubert, Babick, Baillet père, A. Baillet, Bedouch, Ch. Beslay, J.-M. Boitard, Bonnard, Casimir Bouis, Léon Bourdon, Abel Bousquet, V. Boyer, Brandely, Gabriel Brideau, L. Caria, Caullet, Chalvet, Champy, Chapitel, Charbonneau, Chardon, Chartini, Eugène Chatelain, A. Chaudet, J.-B. Chautard, Chauvière, Clamousse, A. Claris, Clavier, Clémence, Lucien Combatz, Julien Conduché, Delage, Delarue, Demay, P. Denis, Dereux, Durins, Dupas, Duval, Duvivier, R. Estieu, Fabre, F. Félix, Jules Ferré, Th. Ferret, Flotte, Fruneau, C.-J. Garnier, L. Garnier, M. Garreau, Gentilini, Ch. Gérardin, Eug. Gérardin, L. Genton, Gillet, P. Girard, Giroud-Trouillier, J. Gobert, Albert Goullé, Grandjean, Grot, Henry, Fortuné Henry, Hourtoul, Alph. Humbert, Jamet, Johannard, Michel Joly, Jousset, Jouvard, Lacord, Lafargue, Laffitte, A. Lallement, Lambert, Lange, J. Larmier, Lavorel, Leballeur, F. Lemaitre, E. Leverdays, Armand Lévy, Lucipia, Ambroise Lyaz, Pierre Mallet, Malon, Louis Marchand, Marlier, J. Martelet, Constant Martin, Maullion, Léo Melliet, X. Missol, Dr Tony Moilin, Molleveaux, Montelle, J. Montels, Mouton, Myard, Napias-Piquet, Emile Oudet, Parisel, H. Piednoir, Pérève, Dr Pillot, Pindy, Martial Portalier, Puget, D. Th. Régère, Retterer aîné, Aristide Rey, J. Richard, Roselli-Mollet, Edouard Roullier, Benjamin Sachs, Sainson, Th. Sapia, Sallée, Salvador Daniel, Schneider, Seray, Sicard, Stordeur, Tardif, Treillard, Tessereau, Thaller, Theisz, Thiollier, Tridon, Urbain, Viard, Ed. Vaillant, Jules Vallès, Viellet,

Cette affiche, qui répondait à une note du gouvernement promettant, à la date du 1er janvier, de *maintenir l'ordre avec énergie*, n'eut que peu d'effet sur Paris qui n'eut point le temps de la connaître. Elle agit seulement sur les quartiers de Montmartre et de Ménilmontant, où la population était profondément remuée par les clubs. Devant ces *délégués* des vingt arrondissements, à qui personne n'avait confié de délégation, l'opinion



M. EUGÈNE PELLETAN.

purement patriotique, la véritable opinion parisienne qui se souciait surtout de combattre l'ennemi et non de ces luttes intestines, s'émut, et le gouverneur de Paris crut devoir répondre à l'affiche réclamant la Commune par une affiche officielle promettant implicitement la victoire et, dans tous les cas, l'héroïsme. C'est dans cette proclamation, désormais célèbre, que le général Trochu imprimant une phrase incroyable, contracta cet engagement solennel dont il fit bientôt un engagement révocable, celui de ne jamais capituler. Ne nous appesantissons pas sur de telles promesses si mal tenues. L'honneur français, que nos ennemis ridiculiseraient si volontiers, nous oblige à passer rapidement devant certains faits déplorables qui, à les examiner de près, font saigner le cœur.

Le général Trochu répondait ainsi :

AUX CITOYENS DE PARIS

« Au moment où l'ennemi redouble ses efforts d'intimidation, on cherche à égarer les citoyens de Paris par la tromperie et la calomnie. On exploite contre la défense nos souffrances et nos sacrifices.

« Rien ne fera tomber les armes de nos mains. Courage, confiance, patriotisme.

« Le gouverneur de Paris ne capitulera pas.

« Paris, le 6 janvier 1871.

« *Le gouverneur de Paris.*

« GÉNÉRAL TROCHU. »

La provocation du parti extrême n'eut d'ailleurs aucune influence sur le cours des événements et ne fut suivie d'aucune exécution. Les quelques signataires de cette pièce, arrêtés à la suite de l'affichage, devaient être

acquittés un mois plus tard par le conseil de guerre [1]. Il n'y eut d'autre incident politique, durant les journées qui suivirent, que la démission de la commission administrative du vingtième arrondissement, nommée par M. Jules Ferry pour administrer cet arrondissement, privé de ses élus, MM. G. Flourens, Millière, Lefrançais et Ranvier, poursuivis au lendemain du 31 octobre, ce dernier, frappé de plus d'incapacité politique. Le 8 janvier, Delescluze, maire du dix-neuvième arrondissement, et ses adjoints, MM. Charles Quentin et Émile Oudet, adressaient aussi leur démission au gouvernement, qui l'acceptait, et nommait une commission administrative pour le dix-neuvième arrondissement comme pour le vingtième.

Voici en quels termes cette démission était adressée au ministre de l'intérieur :

1. Le 4e conseil de guerre, présidé par M. Lespiau, colonel du 100e de ligne, terminait le 24 février l'examen de l'affaire dite des *affiches rouges*. Dans son audience du 22 février, douze personnes comprises dans cette poursuite avaient déjà comparu et avaient été renvoyées de la prévention.

Neuf autres inculpés avaient reçu une citation à comparaître pour l'audience du 24. Quatre seulement répondirent à l'assignation. Ce sont : MM. Eugène-Romain Dupas, âgé de cinquante ans, docteur en médecine; Léo Melliet, âgé de vingt-six ans, étudiant en droit; Alphonse Humbert, âgé de vingt-six ans, journaliste, et Jean-Louis Pindy, âgé de trente ans, menuisier.

Le conseil a disjoint la cause à l'égard de M. Edme-Gustave Tridon, âgé de trente ans, avocat, à raison de sa qualité de député. Il a jugé par contumace les quatre autres prévenus non comparants, dont les noms suivent : Eugène Châtelain, Théophile Régère-de-Montmore, Louis Vivier et Joseph-Émile Oudet.

Tous les prévenus étaient inculpés d'excitation à la guerre civile en publiant ou faisant afficher un document politique, et de contravention à l'arrêté du 20 novembre 1870 relatif à l'affichage des écrits politiques.

La prévention a été soutenue par M. Happich, capitaine de gendarmerie.

Mes Maysonnade et Laviolette ont plaidé pour les inculpés.

Le conseil, après une courte délibération, a acquitté MM. Dupas, Melliet et Pindy à l'unanimité; M. Humbert à la majorité de six voix contre une, et les quatre contumaces, à la minorité de faveur.

Paris, le 6 janvier 1871.

« Citoyen ministre,

« La situation faite aux municipalités, et par la mairie centrale et par le gouvernement, ne nous permet plus de conserver les fonctions de maire et adjoints du dix-neuvième arrondissement. Nous venons vous déclarer que nous donnons notre démission.

« Votre attitude, citoyen ministre, à la réunion des maires, a triomphé de nos derniers scrupules.

« En voyant à quelle dépendance, vous, ministre de l'intérieur et vice-président du gouvernement, vous entendiez soumettre les maires et adjoints élus par le suffrage universel; en voyant aussi quelle responsabilité morale pouvait leur incomber s'ils consentaient plus longtemps à rester les instruments passifs d'une politique que nous croyons condamnée par l'intérêt de la France et de la République, nous ne pouvions hésiter.

« Veuillez nous accuser réception de la présente et donner au maire de Paris les instructions nécessaires pour notre remplacement.

« CH. DELESCLUZE, *maire*,

« CH. QUENTIN, *adjoint*,

« E. OUDET, *adjoint*. »

Ces symptômes courroucés, qui dénotaient une sourde et implacable colère, un mécontentement aigre, une violence décidée à la lutte ouverte, passaient d'ailleurs inaperçus, étouffés qu'ils étaient, pour ainsi dire, sous le bruit du bombardement. L'insouciance parisienne était toujours la même, malgré le sang que les obus faisaient couler. On se précipitait sur les éclats d'obus à peine refroidis; on les vendait. Un commerce nouveau naissait de ce désastre. L'obus chaud se vendait 4 fr. 25,

l'obus froid 3 fr. 50 [1]. Le prix du débris de bombe variait entre 50 centimes et 2 francs. Il fallut, pour éviter les graves accidents amenés par cette recherche curieuse, que le *Journal officiel* publiât une note interdisant de ramasser les obus entiers.

Quel étrange tableau offrait alors ce Paris accablé par le vainqueur! Réduit aux dernières extrémités, mangeant ce pain rare, gluant et malsain qu'on rationnait, affaibli physiquement, malade et pauvre, avec les trottoirs de ses rues occupés par les marchands ou marchandes de sordides et fades légumes, condamné au froid, acculé à la misère suprême, il gardait encore sa bonne humeur et sa foi. On tuait les enfants, on tuait les vieillards, les obus allemands tombaient sur les hôpitaux ; la nuit, des brancardiers ramassaient des cadavres broyés au coin des rues; on entendait, dans le silence glacé de la nuit, retentir ces détonations grondantes, et chaque coup enfonçait une demeure, écrasait un être humain. Peu importait. Paris, encore une fois, demeurait inaccessible à la moindre crainte, et il n'avait pas besoin des dépêches enthousiastes et pleines d'illusions de Gambetta pour conserver intacte sa confiance.

Confiance souvent fantastique, avons-nous dit déjà. Certes, et les clubs alors redoublaient de crédulité. Les bruits de trahison affolaient déjà, faisaient bondir d'indignation les réunions populaires en proie à des orateurs exaltés. Gambetta lui-même était alors soupçonné de tiédeur ou plutôt de complicité avec les « traîtres. » Trochu était accusé de faire tourner contre Paris le canon des forts « afin de laisser croire que les Prussiens nous bombardaient. » Le livre de M. de Molinari sur les *Clubs pendant le siége* a conservé quelques-unes des improvisations fiévreuses de ces terribles soirées. Pour comprendre l'exaltation des orateurs, il faut se reporter à ces heures chargées d'orages où le bruit sourd du canon, de l'obus

1. *Journal du siége*, par un Bourgeois de Paris.

qui éclate, ponctuait la phrase des discoureurs. Toute cette furie s'explique alors — nous l'avons dit et nous le répétons — par l'état singulier de malaise physique et moral où se trouvaient les assiégés.

Le patriotisme exacerbé se donnait aussi carrière, mais beaucoup moins bruyamment, dans la caricature. Les boutiques de libraires, les kiosques du boulevard étaient couverts d'images, la plupart sans talent ni style, représentant des Prussiens grotesques, le roi Guillaume, Napoléon ou M. de Bismarck sur l'échafaud. Cet étalage de têtes coupées était répulsif et sinistre. Et pourtant nul ne songeait à s'en irriter. L'impossible était le maître de cette situation tendue. Ceux qui aiment le patriotisme dans sa pureté, dans sa grandeur immaculée et dans son héroïsme superbe, ceux qui, ayant combattu la tyrannie debout, ne donnent point le coup de talon à la tyrannie à terre, souffraient cependant, au fond de leur âme, de voir s'étaler ces fanfaronnades grossières ou ces impuretés scandaleuses. La haine doit encore garder une certaine fierté. Juvénal frappe d'un fer rouge et non d'un pinceau boueux. Ces imageries n'ont inspiré ni une âpre colère, comme Daumier savait la faire naître, ni un ironique sourire, comme Grandville en amenait un aux lèvres; elles n'ont inspiré que du dégoût. L'art fut d'ailleurs petit, mesquin durant cette guerre. On eût dit que la nation était décidément épuisée. Quoi! pas un chant n'est sorti des entrailles de la patrie! Pas un cri, pas un de ces accents qui marquent une date, traversent les âges! Nous n'avons pas même eu la *Marseillaise* de notre douleur.

Le moment devait cependant inspirer les âmes. La mort, l'horreur, le deuil étaient partout. L'hôpital de la Pitié était criblé de bombes dans la nuit du 8 au 9 janvier. Les Prussiens prenaient pour point de mire l'asile de nos malades, ou les usines où étaient établis les moulins à blé. L'institution de Sainte-Périne, à Auteuil, était frappée de projectiles. Des hauteurs de Châtillon et

de Meudon, les Prussiens frappaient ce qu'il y avait, dans Paris, de monuments ouverts aux malades ou consacrés à la science. Tandis qu'on mettait en sûreté les prisonniers allemands dans des abris casematés, leurs artilleurs canonnaient la ville. C'était la nuit surtout qu'ils faisaient feu. Dans cette nuit du 8 au 9 janvier, où la Pitié était atteinte, la partie de la ville, située entre Saint-Sulpice et l'Odéon, recevait un obus par chaque intervalle de deux minutes. L'église de Saint-Sulpice, la Sorbonne, le Val-de-Grâce étaient frappés. Une école de la rue Vaugirard avait quatre enfants tués et cinq blessés par un seul projectile. La cervelle de ces petits êtres rejaillissait contre la muraille. C'était hideux.

On évacuait le musée du Luxembourg. Les médecins de l'hôpital des Enfants-Malades protestaient contre cette artillerie qui venait frapper des innocents dans leurs lits. L'Académie en avait appelé au monde civilisé; les représentants des puissances neutres, présents à Paris, allaient adresser bientôt une protestation contre ces faits de guerre, horribles dans leur inutilité.

Après avoir frappé les enfants, les Prussiens frappaient les fleurs. Les fameuses serres du Muséum d'histoire naturelle, qui n'avaient point de rivales dans le monde, et dont les Allemands sans nul doute étaient jaloux, furent anéanties [1]. Les pointeurs des canons Krupp les visèrent certainement, ainsi que le prouve M. de Quatrefages. Dans sa séance du 9 janvier, l'Académie des sciences, sur la proposition de M. Chevreul, adoptait la déclaration suivante qui doit être gravée sur un des bâtiments du Muséum : « *Le Jardin des Plantes médicinales, fondé à Paris par édit du roi Louis XIII, à la date du* 3 *janvier* 1636, *devenu le Muséum d'histoire naturelle le* 23 *mai*

1. M. de Quatrefages a raconté le dévouement du personnel du Muséum qui sauva, sous les obus, tous les bocaux pleins d'alcool et si facilement inflammables des galeries d'histoire naturelle. (Voy. son livre : *la Race prussienne.)*

1794, *fut bombardé sous le règne de Guillaume Ier, ro ae Prusse, comte de Bismarck, chancelier, par l'armée prussienne, dans la nuit du* 8 *au* 9 *janvier* 1871. *Jusque-là il avait été respecté de tous les partis et de tous les pouvoirs nationaux et étrangers.* »

Sur ces entrefaites, arrivait à Paris la convocation de M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères de France, à la conférence qui allait s'ouvrir, à Londres, pour réviser le traité de 1856 et régler les affaires d'Orient. Paris s'étonna que l'Europe pût s'occuper de Constantinople et de la mer Noire alors que la question d'Occident, la lutte de la race latine contre la race germanique, intéressait bien autrement le monde tout entier. Il en est des peuples malheureux comme des malades, qui croient naïvement que l'inflexible nature prendra le deuil s'ils succombent. Tandis que la France périssait ou semblait périr, l'Europe continuait de vivre. L'invitation de lord Granville faite au ministre des affaires étrangères à Paris de se rendre parmi les plénipotentiaires, équivalait à une reconnaissance de la République française. M. Gambetta le comprenait bien ainsi, et il adjurait M. Jules Favre, qui hésitait, de se rendre à Londres. « L'Europe vous veut, l'Europe vous réclame ! » lui écrivait-il. Jules Favre, en présence du bombardement de Paris, refusa de quitter la ville et de se séparer de ses collègues. Il n'usa point du laissez-passer que lui adressait M. de Bismarck. C'était une faute politique. Et pourtant, je le répète, M. Gambetta était pressant. « Lord Granville, disait-il dans une dépêche à Jules Favre, vient d'écrire à Versailles et de se plaindre de l'inqualifiable refus de la Prusse. Je sais que telles sont également les intentions de la Russie, les autres commencent à sentir l'arrogance menaçante pour eux du nouvel empire germanique. L'opinion anglaise est complétement modifiée à cet égard, les classes aisées de l'Angleterre attaquent vivement la politique de M. Gladstone. Lord John Russell a pris en main la direction de ce mouvement, et tout in-

dique que si vous pouviez arriver à Londres avant l'ouverture du Parlement, le cabinet actuel aurait vécu. J insiste donc de nouveau pour que vous sortiez de Paris, même par un moyen irrégulier, convaincu qu'outre les immenses services que vous rendriez au pays, votre sortie amortirait moralement l'énorme effet de la chute de Paris.

« La présence d'un plénipotentiaire français au sein de la conférence serait la preuve que tel est le vœu de toutes les puissances, et vous devez savoir que la démocratie anglaise, la grande population ouvrière de Londres, n'attend que votre présence pour manifester hautement ses sympathies pour notre cause. Ce mouvement est extraordinaire, il frappe vivement la diplomatie européenne. J'ai reçu de divers côtés l'invitation de ne pas le laisser tomber, car il peut, à un moment donné, produire des effets décisifs. M. de Chaudordy et mes collègues de la délégation pensent même que je ferai bien d'aller passer quelques jours à Londres pour y étudier les événements, dans l'intérêt de notre pays. Je résiste à aller prendre une place qui vous revient de droit et que vous occuperez avec l'autorité morale qui vous est acquise; mais j'ai tenu à vous faire part de ces désirs exprimés en Angleterre même, pour bien vous montrer le prix que l'on attache à voir enfin la République française reconnue, et en quelque sorte consacrée par les acclamations d'un peuple tout entier. Au milieu des difficultés qui vont se presser devant nous, il me paraît illusoire de songer à un pareil voyage que je n'ai pas renoncé à vous voir entreprendre. »

Cette dépêche de M. Gambetta ne décida point M. Jules Favre à quitter Paris. — Le bombardement qui, disait-il, le retenait à Paris, continuait; les forts n'étaient plus tenables; les casemates, au rapport d'un témoin, étaient devenues des excavations boueuses; les bombes brisaient palanques et portes, broyaient la pierre. Pendant le jour, on blindait les murs, on faisait les tranchées; la

nuit, on rétablissait les ouvrages tant bien que mal. L'artillerie de marine se montra au-dessus de tout éloge pendant ces terribles vingt-cinq jours de bombardement. Elle ne cessa point d'envoyer des bordées formidables. Les marins, tirant à découvert, au fort d'Issy, sous le feu plongeant de Meudon, de Clamart, de Châtillon, mettaient jusqu'à quinze pièces en batterie, tous s'attelant aux pièces, lâchant la bordée, puis remettant les canons à l'abri des parapets. A ce fort d'Issy, il y eut 119 hommes tués ou blessés par les obus, et plus de 400 malades de froid, de faim, de privation de sommeil. Les trois quarts moururent.

Ce bombardement continua, avec des redoublements de fureur et des accalmies sans cause, pendant les journées qui suivirent. De temps à autre les Prussiens essayaient de nous surprendre, comme ils le firent dans la nuit du 13 au 14 janvier, où ils furent repoussés devant la Suiferie et refoulés sur le Bourget[1]. A la boucle de la Marne, devant Champigny les tirailleurs ne cessaient d'inquiéter l'ennemi, mais les combats les plus violents étaient ceux que livrait notre artillerie. Le bombardement imposait des sacrifices sanglants aux défenseurs des forts. Que de marins payèrent de leur vie leur résistance ! Le fils de l'amiral Saisset fut frappé de mort. Chaque jour les Prussiens établissaient de nouvelles batteries. Leurs dépêches avouent que le feu de nos artilleurs leur coûtait un certain nombre de soldats et surtout d'officiers. Ce bombardement sinistre était combattu également par les municipalités, qui ouvraient des logis dans Paris aux habitants des arrondissements couverts d'obus. Les *réfugiés* accouraient dans les logements vides. D'autres, comme à Montrouge, se logeaient dans des caves humides. Une population hâve et effarée se blottissait dans les caveaux du Panthéon et couchait à

1. C'est ce que le rapport prussien appelle une *violente sortie* de Paris contre la position de la garde à Drancy et au Bourget. Ce rapport (nº 156) est faux.

côté des tombeaux. Le spectacle de cette foule entassée dans cette ombre funèbre avait quelque chose de fantastique. Les Prussiens bombardaient aussi le Panthéon. Ils criblaient, justement, dans Paris, les quartiers de la science et de la pauvreté. Un étranger, un Anglais, le noble Richard Wallace, fils adoptif de lord Hertford, touché de tant de maux, provoquait une souscription patriotique en faveur de tant de victimes et donnait généreusement *cent mille francs* qu'il versait aussitôt dans le Trésor public. Que ce nom de Richard Wallace soit salué à jamais par les pauvres et les souffrants !

Cependant le moment approchait où Paris allait tenter ce dernier effort, cette décisive opération qui devait, croyait-il, lui livrer la route de Versailles. Depuis les conseils de guerre tenus le 30 décembre et le 1er janvier, et auxquels avaient assisté les généraux Vinoy, de Bellemare, Tripier (du génie), Guiod (artillerie), Clément Thomas (garde nationale), Chabaud-Latour, les amiraux La Roncière Le Noury, Pothuau, Saisset, il avait été décidé qu'une suprême bataille serait livrée, et, dit le *Journal officiel :*

« ... Le conseil avait été unanime dans l'adoption des mesures qui associaient la garde nationale, la garde mobile et l'armée à la défense la plus active. Ces mesures, ajoutait la *note* officielle, exigeront le concours de la population tout entière. Le gouvernement sait qu'il peut compter sur son courage et sa volonté inflexible de combattre jusqu'à la délivrance. Il rappelle à tous les citoyens que, dans les moments décisifs que nous allons traverser, l'ordre est plus nécessaire que jamais. »

L'opération à tenter avait été plusieurs fois débattue. Un moment il avait été question de lancer la garde nationale et l'armée de ligne à l'assaut du plateau de Châtillon et des batteries ennemies. On trouva ce projet presque irréalisable et on y renonça. Presque à cette même date, des ingénieurs offraient de pénétrer, par les catacombes, jusque sous ce plateau et de le faire

sauter, ensevelissant dans son gouffre une partie de l'armée prussienne attirée là par une démonstration armée de notre part, une feinte attaque. Ce terrible moyen fut aussi écarté. Mais il fallait agir pourtant. Plus que jamais l'opinion publique se déclarait pour l'action. Des bruits vagues et insensés de trahison avaient couru. On disait, dans Paris, que le chef d'état-major du général Trochu, le général Schmitz, avait été arrêté. Les clubs répétaient que les généraux allemands, *déguisés en curés*, avaient assisté aux conseils de guerre, et la population crédule ajoutait foi à ces légendes. Il fallut que le gouvernement démentît officiellement ces bruits absurdes. Mais le meilleur moyen de faire cesser tous ces bruits, c'était d'agir. M. Trochu lui-même le sentait bien, lorsque, à ceux qui lui conseillaient d'agir contre les exaltés de la politique, il répondait : « Le moindre succès nous vaudrait mieux que la poursuite la plus résolue. » Et comment, puisqu'il sentait si bien cela, n'essayait-il pas plus souvent de vaincre en combattant? Pour comprendre tel qu'il est le général Trochu, il faut bien se persuader qu'avant d'être soldat il est chrétien. Sa conscience, disait-il, lui défendait d'envoyer sans résultat à la mort des citoyens qui étaient des pères de famille et des époux. Lorsqu'on l'aiguillonnait, dans les conseils du gouvernement, pour le décider à prendre l'offensive, il répondait avec une sincérité désespérée : « Mais ce sera un massacre, ce sera (c'était son mot) un *immense excidium.* » Il s'ensuivait que sa charité chrétienne condamnait des femmes et des enfants à mourir de faim pour empêcher que des hommes résolus tombassent sous les balles prussiennes. Le gouverneur épargnait la vie de ses soldats et laissait bombarder les êtres débiles et les malades. Ce déplorable calcul a été fatal à la défense de Paris. Le pire des généraux est un général timide et dévot.

Au moment de prendre la direction du gouvernement de Paris, dès le mois d'août, alors que, de son avis

même, il ne restait plus rien à faire devant l'invasion triomphante que de *l'humus* pour les générations futures, le général Trochu déclarait que, l'armée de Mac-Mahon étant, à son avis, perdue, son seul et véritable espoir et celui de Paris gisaient dans la garde nationale. Plus tard, à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Trochu devait rabaisser injustement les mérites de cette garde nationale qu'il vantait si bien alors. La vérité est que la garde nationale demanda toujours à marcher et que, sauf quelques rares exceptions assez rares pour que le général Clément Thomas les ait citées, toute la garde nationale fit vaillamment son devoir. Après bien des retards, bien des tâtonnements, cette garde nationale, armée de fusils à tir rapide, avait été enfin, le 10 décembre, trop tard à coup sûr, nous l'avons dit en son temps, formée en régiments de marche et non plus seulement en bataillons. Les 260 bataillons composaient 59 régiments de quatre bataillons chacun environ, commandés par des chefs de bataillon, promus au grade de lieutenant-colonel. Presque tous ces régiments, dans la journée du 17 janvier, reçurent l'ordre de se tenir prêts à partir dans la journée du 18. La grande sortie si souvent réclamée par la population, *la trouée*, comme on disait, allait enfin être essayée.

Le 18, Paris tout entier était sur le qui-vive, empli des appels du clairon et du tambour. La veille, un adjoint de la mairie du troisième arrondissement, M. Cléray, était parti en ballon pour aller porter à Gambetta la nouvelle de cette sortie. La place de l'Hôtel-de-Ville fourmillait de baïonnettes. Les régiments se massaient, sac au dos, portant leurs vivres de campagne, chantant un refrain alors populaire dans Paris, et dont le refrain était celui-ci : *A deux sous tout le paquet!* Cette foule, gaie, résolue, heureuse, sûre de vaincre, monta allègrement l'avenue des Champs-Élysées. Ces régiments de garde nationale devaient agir de concert avec un régiment de ligne, et de la sorte faire brigade avec les

soldats. Ces bataillons, avec leurs capotes taillées dans tous les draps trouvés à Paris, bleu de ciel, noirs, gris ou verts, avaient à la fois un aspect singulier, multicolore et vraiment martial. La garde nationale, on peut le dire sans forfanterie, n'avait qu'une âme ce jour-là et un désir, celui de vaincre. Chacun de ces braves gens avait fait, en partant, le sacrifice de sa vie.

Le gouvernement de la Défense nationale adressait le matin du 19 janvier la proclamation suivante aux habitants de Paris :

« Citoyens,

« L'ennemi tue nos femmes et nos enfants ; il nous bombarde jour et nuit ; il couvre d'obus nos hôpitaux Un cri : Aux armes ! est sorti de toutes les poitrines.

« Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi ; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront au besoin les plus durs sacrifices comme un autre moyen de se dévouer pour la patrie.

« Souffrir et mourir, s'il le faut ; mais vaincre.

« Vive la République !

« *Les membres du gouvernement.* »

La sortie qu'on allait tenter, cette fois, avait pour objectif Versailles. Les cent mille hommes qui y prendraient part seraient divisés en trois corps, le général Ducrot commandant l'aile droite, le général de Bellemare guidant le centre, et le général Vinoy l'aile gauche. Les trois corps, enveloppant les positions prussiennes, de Montretout à Longboyau, devaient à la fois repousser et enserrer l'ennemi. Le général Trochu, prenant le commandement en chef de l'armée active, investissait pour la circonstance le général Le Flô, ministre de la guerre, du gouvernement de Paris.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, les troupes étaient massées, les unes au rond-point des Bergères, les autres au bas du Mont-Valérien, attendant, dans cette glaise détrempée qui alourdissait la marche en se collant aux talons, le signal d'attaque que devaient donner des fusées tirées du haut du fort. Le bruit de l'artillerie, le bourdonnement des gardes nationaux devaient avoir, ce semble, averti les Prussiens, déjà à demi instruits par la fermeture des portes, qu'une attaque se préparait. M. de Bismarck, parlant des gardes nationaux, a dit depuis à M. Jules Favre dans les entr'actes des conférences relatives à la paix : « Oh ! ce sont des combattants très-braves, *très-crânes* (textuel). Mais quand ils vont au feu, ils sont si heureux d'y aller, qu'ils nous en préviennent une heure d'avance. » Ce n'est point d'ailleurs la joie bruyante des gardes nationaux qui donna à l'ennemi le temps de se mettre sur ses gardes. Un inqualifiable retard ne permit de commencer qu'à huit heures du matin une action qui devait être entamée déjà à six heures, avant le jour. Nous pouvions avoir, avant l'aurore, enfoncé les premières lignes ennemies, mais la rencontre des équipages d'artillerie empêchait l'infanterie, déjà alourdie par le terrain défoncé, de marcher rapidement. Sur la droite, le corps de Ducrot, d'abord arrêté par d'autres colonnes françaises, allait être canonné par des batteries du 4e corps allemand, établies dans la presqu'île d'Argenteuil. La malechance ou l'incurie nous poursuivait ainsi jusqu'à la fin de la campagne.

Nous avons expliqué, tout à l'heure, brièvement, le plan qui avait présidé à cette attaque des positions allemandes. L'armée était partagée en trois colonnes principales, composées de troupes de ligne, de garde mobile et de garde nationale mobilisée incorporée, ainsi que nous l'avons dit, dans les brigades. Celle de gauche, sous les ordres du général Vinoy, devait enlever la redoute de Montretout, les maisons de Béarn, Pozzo di

Borgo, Armengaud et Zimmermann. Celle du centre (général de Bellemare) avait pour objectif la partie est du plateau de la Bergerie, et devait, par conséquent, aborder de front l'attaque du mur de Buzenval, où la dynamite devait nous ouvrir des brèches. La colonne de droite, commandée par le général Ducrot, devait opérer sur la partie ouest du parc de Buzenval, en même temps qu'elle devait attaquer Longboyau, pour se porter sur le haras Lupin.

Toutes les voies de communication ayant accès dans la presqu'île de Gennevilliers, y compris les chemins de fer, avaient été employées pour la concentration de ces forces considérables, concentration difficile, allait dire bientôt le général Trochu, et comme l'attaque devait avoir lieu dès le matin, la droite, qui avait un chemin extrêmement long (12 kilomètres) à parcourir au milieu de la nuit, sur une voie ferrée qui se trouva obstruée, et sur une route qu'occupait une colonne d'artillerie égarée, ne put parvenir à son point de réunion qu'après l'attaque commencée à gauche et au centre.

Bellemare et Vinoy étaient entrés en action dès huit heures du matin. Les gardes nationaux, avec un ordre admirable, s'ébranlant au cri de « *Vive la République!* » montèrent, à travers les échalas que faisaient sauter les balles, et dans la terre détrempée, ceux de Vinoy vers la redoute de Montretout, ceux de Bellemare vers le long mur blanc du parc de Buzenval, où les Prussiens attendaient, derrière les arbres. Cet élan fut superbe. On montait sous les balles la côte rapide. On tombait, on mourait.

A onze heures du matin, la redoute de Montretout et les maisons indiquées plus haut avaient été conquises sur l'ennemi, qui laissait entre nos mains 60 prisonniers. Le général de Bellemare était parvenu sur la crête de la Bergerie, après s'être emparé de la maison dite du Curé, mais, en attendant que sa droite fût appuyée, il dut

employer une partie de sa réserve pour se maintenir sur les positions dont il s'était emparé. Les hommes demeuraient là, solides au feu, tiraillant, faisant feu *au juger* dans ces bois d'où sortait la mort et tirant sur la fumée qui montait derrière les branches sèches.

Pendant ce temps, la colonne du général Ducrot entrait en ligne. Sa droite, établie à Rueil, fut canonnée, nous l'avons dit, de l'autre côté de la Seine par des batteries formidables contre-battues par l'artillerie qu'elle avait à sa disposition et par le Mont-Valérien.

L'action s'engagea vivement à onze heures sur la porte de Longboyau, où l'avant-garde rencontra une résistance acharnée, en arrière de murs et de maisons crénelés qui bordent le parc. Plusieurs fois de suite, le général Ducrot ramena à l'attaque les troupes de ligne et la garde nationale, sans pouvoir gagner du terrain de ce côté.

Les premières dépêches parvenues à Paris, et affichées aux mairies vers trois heures, donnaient ainsi les nouvelles de la journée jusqu'à l'heure où nous sommes arrivés :

Mont-Valérien, 19 janvier, 10 h. 10 matin.

Gouverneur au ministre de la guerre et au général Schmitz, au Louvre.

« Concentration très-difficile et laborieuse pendant une nuit obscure.

« Retard de deux heures de la colonne de droite. Sa tête arrive en ligne en ce moment. Maisons Béarn, Armengaud et Pozzo di Borgo occupées immédiatement.

« Long et vif combat autour de la redoute de Montretout; nous en sommes maîtres.

« La colonne Bellemare a occupé la maison du Curé et pénétré par brèche dans le parc de Buzenval. Elle

tient le point 112, le plateau 155, le château et les hauteurs de Buzenval. Elle va attaquer la maison Craon.

« La colonne de droite (général Ducrot) soutient, vers les hauteurs de la Jonchère, un fier combat de mousqueterie. Tout va bien jusqu'à présent. »

Mont-Valérien, 19 janvier, 10 h. 30 matin.

Officier d'ordonnance au ministre de la guerre.

Mont-Valérien, 10 h. 32.

« Montretout occupé par nous à dix heures. L'artillerie reçoit l'ordre d'occuper le plateau à côté et de tirer sur Garches.

« Bellemare entre dans Buzenval, attaque maintenant vers la Bergerie; fusillade très-vive. Brouillard intense, observations très-difficiles. Je n'ai pas encore entendu un coup de canon prussien. »

Gouverneur au ministre de la guerre et au général Schmitz.

Mont-Valérien, 10 h. 50 m. matin.

« Un épais brouillard me dérobe absolument les phases de la bataille. Les officiers porteurs d'ordres ont de la peine à trouver les troupes. C'est très-regrettable et il me devient difficile de centraliser l'action comme je l'avais fait jusqu'ici. Nous combattons dans la nuit. »

L'officier d'ordonnance aurait dû cependant entendre les pièces du 4e corps allemand qui canonnait Ducrot. Quand au brouillard, il n'était pas si intense qu'il est dit dans les dépêches officielles et, en descendant du Mont-Valérien, on pouvait, au contraire, parfaitement distinguer et suivre les phases décisives de cette émouvante bataille.

Les colonnes du centre et de l'aile gauche auraient dû peut-être redoubler à ce moment d'audace et de rapidité, mais il faut avouer que le retard de la colonne de droite les mettait, sur les positions bravement enlevées par elles, dans une situation difficile. Durant cinq heures, ces gardes nationaux, étonnant les troupes de ligne, demeurèrent au feu sans broncher. Le général Noël, qui les regardait combattre du haut du Mont-Valérien, s'écriait (témoignage d'un témoin auriculaire) : « Ils vont vraiment bien, ces cadets-là ! » j'atténue l'expression un peu trop soldatesque du général. Mais, pendant qu'ils luttaient ainsi, devant ce mur et dans ce bois maintenant plein de cadavres, tandis que Bellemare essayait d'enlever la Bergerie, qui nous livrait la route de Versailles, les réserves de la 10ᵉ division allemande avaient le temps de se réunir à Garches, et lorsque nos troupes attaquèrent de ce côté, les Allemands résistèrent avec acharnement. Leur 9ᵉ division se concentrait aussi, après midi, à la ferme de Jardy, au nord de Versailles, et, à quatre heures du soir, elle quittait Jardy et marchait avec impétuosité sur Garches et Montretout. Nous n'avions pu guère dépasser Garches et Vaucresson lorsque les réserves allemandes arrivèrent sur nos soldats fatigués par la nuit passée en longs préparatifs et par la lutte qui durait depuis le matin.

« Vers quatre heures, dit le *Rapport officiel* français, un retour offensif de l'ennemi entre le centre et la gauche de nos positions, exécuté avec une violence extrême, fit reculer nos troupes. » Ce ne fut pas une retraite pourtant, car ces mêmes soldats se reportèrent en avant vers la fin de la journée. La crête fut encore une fois reconquise, mais la nuit arrivait, et l'impossibilité d'amener de l'artillerie, pour constituer un établissement solide sur des terrains déformés, arrêta nos efforts. Il y avait cependant de l'artillerie, et en nombre considérable, entre le pont de Neuilly et le rond-point de Courbevoie. M. Viollet-Leduc offrait de transporter

ces pièces à bras d'hommes, en une heure, avec le concours de sa légion du génie auxiliaire. Les militaires n'acceptèrent pas.

Dans cette situation, et avec ce manque de virilité de la part du commandant en chef, il devenait dangereux d'attendre, sur ces positions si chèrement acquises, une attaque de l'ennemi. Les troupes étaient épuisées par douze heures de combat; on se retira alors en arrière, dans les tranchées, entre les maisons Crochard et le Mont-Valérien.

Les gardes nationaux évacuèrent, vers huit heures du soir, cette redoute de Montretout qu'ils avaient enlevée et ces crêtes qu'ils avaient si vaillamment gravies et emportées. Les Allemands n'envoyèrent que de rares obus aux colonnes qui redescendaient la hauteur, et bruyantes, emmêlées, regagnaient Rueil par la route de la ferme de Fouilleuse, à travers les convois de blessés et les chars embourbés. « Il nous eût fallu perdre six cents hommes pour vous poursuivre, » a dit depuis un officier allemand. C'était pitié de voir ces bataillons épars de braves tout satisfaits d'avoir fait leur devoir et en même temps désespérés de l'avoir fait vainement. Les gardes nationaux gardaient encore dans la retraite une tenue que n'avait plus la troupe. Ils se vengeaient par des lazzis. Ils étaient prêts à continuer la route. Les soldats, ceci soit dit sans nulle exagération, les considéraient, après les avoir tant raillés pour leurs *trente sous*, avec une sorte de fraternel respect.

La journée n'en était pas moins douloureuse et nos pertes étaient grandes. Les Allemands et l'historien Rüstow les ont fort exagérées en les portant à 7.000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Les dépêches alarmantes du général Trochu leur donnaient, en apparence, raison. A la vérité ils ne firent dans cette affaire que 700 ou 800 prisonniers tout au plus.

Paris avait appris avec une joie profonde les premiers résultats de la journée et à l'heure où, les canons du

bombardement se rallumant dans le crépuscule, les troupes redescendaient en files sombres les pentes qu'elles avaient gravies le matin, à l'heure où les routes de Rueil étaient couvertes de soldats débandés, la ville croyait, hélas! à la plus grande victoire, à la seule affaire décisive du siége. Les dépêches officielles publiées pouvaient lui laisser, il est vrai, cet espoir.

On lisait, on commentait avec allégresse celles qui suivent. « Demain, se disait-on, nous serons à Versailles. »

19 janvier, 6 heures du soir.

« La bataille engagée en avant du Mont-Valérien dure depuis ce matin. L'action s'étend depuis Montretout, à gauche, jusqu'au ravin de la Celle-Saint-Cloud, à droite.

« Trois corps d'armée, formant plus de 100.000 hommes et pourvus d'une puissante artillerie, sont aux prises avec l'ennemi. Le général Vinoy, à gauche, tient Montretout et se bat à Garches; le général Bellemare et le général Ducrot ont attaqué le plateau de la Bergerie et se battent depuis plusieurs heures au château de Buzenval. Les troupes ont déployé la plus brillante bravoure, et la garde nationale mobilisée a montré autant de solidité que de patriotique ardeur.

« Le gouverneur, commandant en chef, n'a pu faire connaître encore les résultats définitifs de la journée. Aussitôt que le gouvernement les aura reçus, il les communiquera à la population de Paris.

« *Le ministre de l'intérieur par intérim,*

« JULES FAVRE. »

Amiral commandant 6e *secteur à général Le Flô.*

« A la tombée du jour, nos troupes en vue du 6e secteur occupent Montretout avec de l'artillerie, les hauteurs

au-dessus de Garches et une partie à droite dans Saint-Cloud.

« De fortes réserves sont au repos depuis midi sur les contre-forts de Garches et de la Fouilleuse, vers la Seine. Les derniers ordres du gouverneur, qui était au Mont-Valérien avec le général Vinoy, pour le tir de nos bastions, sont de tirer énergiquement sur le parc de Saint-Cloud et la vallée de Sèvres, au-dessus de laquelle s'élève une fumée continue depuis deux heures. »

D'un autre côté, le général Clément Thomas adressait cette laconique dépêche qui comblait de fierté la population :

Commandant supérieur des gardes nationales à chef d'état-major général.

8 h. 40 soir.

« La nuit seule a pu mettre fin à la sanglante et honorable bataille d'aujourd'hui. L'attitude de la garde nationale a été excellente. Elle honore Paris.

« Général CLÉMENT THOMAS. »

Pauvre Paris, qui allait s'endormir encore dans la confiance pour s'éveiller déçu et désespéré !

Le lendemain, les dépêches du général Trochu arrivées durant la nuit apprenaient la vérité stricte : nous avions abandonné les positions conquises. C'est ce qui ressortait du rapport suivant, daté de 2 heures du matin :

« Notre journée, heureusement commencée, n'a pas eu l'issue que nous pouvions espérer.

« L'ennemi que nous avions surpris le matin par la soudaineté de l'entreprise, a, vers la fin du jour, fait converger sur nous des masses d'artillerie énormes avec ses réserves d'infanterie.

« Vers trois heures, la gauche, très-vivement attaquée,

a fléchi. J'ai dû, après avoir ordonné partout de tenir ferme, me porter à cette gauche, et à l'entrée de la nuit, un retour offensif des nôtres a pu se prononcer.

« Mais la nuit venue et le feu de l'ennemi continuant avec une violence extrême, nos colonnes ont dû se retirer des hauteurs qu'elles avaient gravies le matin.

« Le meilleur esprit n'a cessé d'animer la garde nationale et la troupe, qui ont fait preuve de courage et d'énergie dans cette lutte longue et acharnée.

« Je ne puis encore savoir quelles sont nos pertes. Par des prisonniers j'ai appris que celles de l'ennemi étaient fort considérables.

« Général TROCHU. »

Ainsi la journée du 19 janvier était un échec. A dix heures du soir, à l'Hôtel de Ville, on ignorait encore tout.

La vérité ne se fit jour que peu à peu, et Paris alors sut avec une stupeur profonde que son dernier espoir était anéanti. Le général Trochu parut perdre le calme nécessaire à un chef d'armée, et une de ses dépêches effarées, publiée par mégarde alors qu'elle était seulement confidentielle, jeta la consternation dans la cité. La voici dans toute sa netteté alarmée :

Gouverneur à général Schmitz, au Louvre

Mont-Valérien, 20 janvier 1871, 9 h. 30 matin.

« Le brouillard est épais. L'ennemi n'attaque pas. J'ai reporté en arrière la plupart des masses qui pouvaient être canonnées des hauteurs, quelques-unes dans leurs anciens cantonnements. Il faut, à présent, parlementer d'urgence à Sèvres pour un armistice de deux jours, qui permettra l'enlèvement des blessés et l'enterrement des morts. Il faudra pour cela du temps, des efforts, des voi-

tures très-solidement attelées et beaucoup de brancardiers. Ne perdez pas de temps pour agir en ce sens. »

Non-seulement cette dépêche semait le trouble dans la population, mais encore elle était terriblement exagérée, et nous n'avions pas besoin de tant de brancardiers pour enlever nos morts. Les Prussiens, dans la matinée du 20 janvier, firent jusqu'à trois appels de clairon pour nous offrir une trêve de quelques heures, avec faculté d'enlever nos morts et même nos blessés gardes nationaux. Nos clairons ne répondant point, ils firent transporter nos blessés à Marnes, et la trêve ne fut conclue que vers deux heures, et par hasard[1]. C'est alors qu'un aide de camp du général von Kamecke dit à celui qui écrit ces lignes : « Nous avons admiré l'élan de vos *nouvelles troupes de ligne.* » Les nouvelles troupes de ligne étaient simplement les gardes nationaux parisiens mobilisés ou volontaires.

Ils avaient fait leur devoir en toute virilité et en toute conscience. Leurs rangs avaient été troués par les balles, labourés par les obus. Beaucoup avaient versé leur sang pour la cause de la France. Pas un n'avait reculé au moment de la charge. Les morts, cette fois, ces morts qu'on rencontrait, roulés dans leur capote grise ou brune, un portefeuille ou un portrait-carte de femme, de fiancée ou d'enfant à leurs côtés, vieillards et jeunes gens, étaient de simples citoyens armés et tombés pour la patrie. C'était, non plus seulement la France militaire, mais la France civile, la France artiste, la France publiciste, la France bourgeoise, la France peuple qui tombait et ouvrait ses veines. Paris est fier de ce jour meurtrier ; il a raison. Une telle rosée de sang lave les taches et efface la boue.

1. L'auteur de ce livre, alors officier de la garde nationale, répondit de son propre mouvement à l'appel des trompettes de l'aide de camp du prince impérial de Prusse M. de Franckenberg, et prit et donna une heure de trêve pour enlever les blessés et les morts.

La patrie avait à pleurer, il est vrai, plus d'un cœur vaillant ou d'un brillant cerveau. Un jeune homme, un maître, le peintre Henri Regnault, coloriste puissant, qui promettait et donnait déjà une gloire nouvelle à son pays, l'auteur maintenant immortel de la *Salomé*, tombait, peut-être frappé par la dernière balle, au moment où, la retraite étant ordonnée, il voulait tirer un dernier coup de feu. On retrouva, deux jours après, son corps au visage ensanglanté et sur lequel étaient collées des feuilles mortes, et on le reconnut à cette inscription cousue à sa capote brune : *Regnault, peintre, fils de Regnault de l'Institut.* Le père, le chimiste, le vieux savant, directeur de la manufacture de Sèvres, était gardé par les Prussiens comme otage. Le fils, volontaire au 16e régiment de Paris, était tué. Henri Regnault a payé cher la gloire de donner par le martyre, à son nom, cet éclat qu'il lui eût assuré par son admirable talent.

D'autres tombèrent en même temps que lui : le lieutenant-colonel de Rochebrune, colonel du 19e régiment de Paris (140e, 48e, 190e et 214e bataillons), était frappé d'une balle au moment où, levant son sabre, il s'écriait : « *En avant!* » C'était ce Rochebrune qui, avec Langewicz, avait combattu si vaillamment à la tête de l'insurrection polonaise. L'ancien commandant des *zouaves de la Mort,* le défenseur de la Pologne, était tué par une balle polonaise. Seveste, un jeune comédien du Théâtre-Français, lieutenant dans les carabiniers parisiens, recevait une balle dans la cuisse, et, comme on l'apportait tout sanglant, enveloppé de linges, à l'ambulance de la Comédie-Française : « Je viens, dit-il, jouer une fois encore la dernière scène des *Fourberies de Scapin.* » On l'amputa, et Seveste mourut décoré sur son lit d'agonie, comme son commandant, le pianiste Pérelli, blessé et expirant comme lui.

Oui, cette fois, c'est bien le sang de Paris qui coule. Un autre succombe, le vieux marquis de Coriolis, volontaire à soixante-sept ans, solide et superbe, affirmant sa

noblesse par son agonie. Un autre va mourir au Grand-Hôtel, qui, caporal dans un régiment de ligne, porte un nom cher à la science, et s'appelle Gustave Lambert. Il avait rêvé l'expédition au pôle Nord, la mer libre du pôle, le voyage surhumain, et il succombe sur un lit d'ambulance. Gustave Lambert avait remis à un camarade son testament le 20 août 1870, au moment où il comptait rejoindre, comme engagé volontaire, le maréchal de Mac-Mahon. Retenu à Paris par le désastre de septembre, puis par le siége, il avait, après le 4 septembre, sollicité le droit de se rendre utile, sans jamais l'obtenir à son gré. Successivement capitaine au 85e bataillon de la garde nationale de Paris, colonel des vétérans parisiens, volontaire dans le corps en formation des tirailleurs de Beaurepaire, il était toujours obsédé du regret de son inutilité et de la crainte de ne pas faire tout ce qu'il devait.

Au milieu de décembre, il résolut de s'engager dans un régiment de ligne. Le 18, il rejoignit le 119e, à Levallois ; le 19, il se battait au Bourget ; le 23, il était caporal ; le 4 janvier, sergent ; quelques jours plus tard, proposé sous-lieutenant ; et le 17, il tomba à Buzenval.

Lorsque l'ami dont j'ai parlé ouvrit son testament, il n'y trouva que deux clauses : Legs de la souscription (pour l'expédition du pôle Nord) à la marine ; vente de ses effets au profit des pauvres... [1]. De telles fins consolent de tant d'existences inutiles, et réconcilient avec l'humanité.

Ces morts n'avaient pas seuls donné leur vie. Que d'inconnus il faudrait citer ! Que de blessés survécurent, dont la bravoure est devenue célèbre ! En première ligne, il faut citer le brave Langlois, l'ancien officier de marine, commandant du 116e bataillon et lieutenant-colonel du 18e régiment de Paris (35e, 116e, 211e et 212e bataillons). Blessé à Buzenval comme à l'Hay, il resta encore au feu, soutenant son bras, traversé d'une balle, et disant aux

1. Article du *Libéral du Nord*.

soldats, en redescendant : « Vous voyez, mes enfants, il y en a pour tout e monde. » Tout le monde, en effet, sous ce baptême de feu, bravait les blessures et défiait la mort.

Le lendemain, les Prussiens, croyant que nous allions continuer notre attaque, avaient massé des forces considérables dans les bois, et s'apprêtaient à continuer la lutte; mais nos troupes rentraient dans leurs cantonnements, les soldats affaissés, je le répète, les mains dans leurs couvertures de peau de mouton, tendues sur leurs poitrines en manière de tablier, les gardes nationaux étonnés, très-glorieux d'eux-mêmes, las d'ailleurs, un peu étourdis du fracas de la veille, mais fermes et solides. Beaucoup cependant hochaient la tête et se demandaient : « A quoi bon? » On prêtait au général Trochu ce mot qu'il avait dit, vers la fin du jour : « Cessons le combat, ils se sont assez fait tuer ! »

Le général a essayé d'expliquer le but de cette journée du 19 janvier dans son discours-mémoire à l'Assemblée nationale : « Le général Ducrot me dit que nous n'avions plus qu'à rester sur la défensive jusqu'au moment où nous aurions mangé notre dernier morceau de pain. Mais je pensais qu'il ne fallait pas manger ce dernier morceau de pain sans tenter un dernier effort, l'effort du désespoir. Je réunis donc nos officiers généraux et leur proposai une attaque hardie et aventureuse par Châtillon, avec Versailles pour objectif ultérieur. Je recueillis les avis de tous, et à l'unanimité ils me proposèrent d'attaquer Versailles par le Mont-Valérien. Telle est l'origine de la bataille de Buzenval, où j'appelai la garde nationale de Paris, qui, je dois le dire, déploya en cette circonstance une bravoure incomparable. Mais la bravoure ne suffit pas, et c'est là ce que la garde nationale de Paris n'a pas su juger. Dans son inexpérience, elle arrivait sur le champ de bataille avec un excès de bagages et d'impédiments, et elle manquait aussi d'esprit d'ensemble.

« Le soir, quand je vis notre aile gauche plier, je fis porter sur le plateau un bataillon de la Vendée accompagné de gardes nationaux. Là les gardes nationaux ne surent plus distinguer où était l'ennemi, et tirèrent sur nous-mêmes. Voilà le danger des troupes qui manquent d'organisation hiérarchique et régulière. C'est pourquoi j'ai résisté à ramener devant l'ennemi ces masses armées, dont la petite éducation avait produit les effets que je viens de vous dire. »

Que quelques gardes nationaux aient tiré sur nos troupes, cela peut arriver; la ligne, à Forbach, a bien tiré par méprise sur un bataillon de chasseurs à pied, et à Buzenval même, notre artillerie faisait encore feu sur le parc alors que les gardes nationaux y avaient pénétré. Ce qui est hors de doute, c'est l'*incomparable bravoure* déployée par la garde nationale dans *cet effort du désespoir*. Ce qui est hors de doute aussi, c'est l'inutilité de cette trouée dernière. On ne pouvait, d'un seul bond, aller à Versailles. M. Viollet-Leduc le dit et l'explique fort bien dans son livre sur la *Défense de Paris :*

« Instruit par la première affaire de la Malmaison, qui jeta un instant l'alarme au quartier-général de Versailles, l'ennemi, dit-il, avait bien reconnu l'importance pour lui de conserver les hauteurs de Saint-Cucufa, et y avait accumulé les obstacles, en profitant des moindres mouvements de terrain, des murs existants, des bois... Si, par aventure, nous fussions parvenus à faire brèche dans ce mur (du parc de Buzenval (et à y précipiter une colonne d'attaque, il n'est pas douteux que cette colonne, engagée dans le cirque de Saint-Cucufa, eût été vigoureusement accueillie par l'artillerie de campagne que les Prussiens avaient pu mettre en batterie, dans une position dominante, le long du mur nord des Haras. Cet emplacement excellent franchi, — chose difficile, — nous trouvions d'autres pièces en retraite balayant tout le plateau... En supposant que notre gauche eût pu parvenir à Villeneuve-l'Étang et tourner cette belle position

de la Bergerie et du Haras, elle était prise en écharpe par des batteries placées sur les hauteurs du parc de Marnes, et de face par celles établies en avant du bois des Hubies, au-dessus du château de la Marche. Il n'était donc possible de tourner les hauteurs de Saint-Cucufa qu'en engageant une action qui eût pu tourner également celles de Marnes et de la Marche... ; mais au-dessus de Chaville, sur la hauteur, une forte batterie défendait le vallon de Sèvres, et ainsi, de proche en proche, nous ne pouvions tourner un plateau qu'en ayant sur notre flanc et même à dos l'artillerie ennemie. »

Que si le général Trochu avait simplement voulu donner à la garde nationale parisienne le sentiment de sa vigueur, il y avait pleinement réussi, et le général Clément Thomas pouvait, sans exagération, adresser à ces combattants improvisés, soldats de la veille, victimes d'aujourd'hui, cet ordre du jour que Paris peut relire avec un certain orgueil :

ORDRE DU JOUR.

« C'est avec fierté que le commandant supérieur de la garde nationale rend hommage, par la voie de l'ordre, au courage dont ont fait preuve les régiments de Paris engagés dans la bataille du 19 janvier. Il a eu la satisfaction de l'entendre louer, sur le terrain même, par les divers chefs de l'armée sous les ordres desquels ces régiments ont combattu.

« Engagés dès le point du jour, ils ont soutenu avec ardeur une lutte que l'état de l'atmosphère rendait plus difficile, jusqu'à une heure avancée de la nuit qui seule a mis fin au combat.

« N'ayant pas encore reçu des chefs de corps les renseignements nécessaires, le commandant supérieur ne peut faire connaître aujourd'hui les noms des officiers, sous-officiers et gardes qui ont succombé, ou de ceux qui se sont particulièrement distingués.

« Mais, dès aujourd'hui, il ne craint pas de dire ce mot qui sera répété par la France entière : « Dans la « journée du 19 janvier, la garde nationale de Paris, com- « me l'armée et comme la garde mobile, a fait dignement « son devoir. »

« *Le général commandant supérieur.*

« CLÉMENT THOMAS. »

Qu'elle n'ait pas délivré la ville, précipité les Prussiens dans la Seine, tendu la main à la province, la garde nationale de Paris n'en a pas moins, dans cette bataille du 19 janvier, bien mérité de la patrie. Les vaincus ont aussi leur livre d'or et, à cette même heure, Faidherbe perdait, sans ternir sa renommée, la bataille de Saint-Quentin. La victoire appartient au sort. Le courage seul appartient à l'homme. Ce n'est point faillir que bien tomber. Et ces morts nous consolent de l'affaissement des vivants.

Les morts du combat de Buzenval, photographiés au Père-Lachaise, ont été reproduits pour l'avenir dans un tableau, cruel, sombre et vrai, qui nous les montre, ces martyrs, couverts de leur suaire. Cette photographie est éloquente et terrible.

Ils sont là, côte à côte, bière contre bière, dans une promiscuité navrante qui ressemble à celle de la fosse commune. Nus, enveloppés dans leur linceul qu'un geste raide de ces morts écarte parfois, ils braquent devant eux ces yeux fixes des cadavres dont nulle main amie n'a baissé les paupières. Leurs blessures glorieuses font sur leurs corps de hideuses traces. On distingue des trous noirs sur ces torses, les crânes parfois sont brisés. La sciure de bois qu'on a jetée au fond de la bière, a bu le sang de ces victimes comme celle du panier boit le sang de l'assassin, sur l'échafaud. Têtes expressives, têtes de bourgeois et de gens du peuple : les unes avec des favoris, les autres avec des barbes grises, d'autres, le crâne

chauve, comme des fronts de penseurs. Il y en a de jeunes et de vieux, presque des enfants, presque des vieillards. L'un d'eux, vingt-cinq ans, brun, beau, hardi, vaillant, a la tête appuyée dans sa bière sur son épée à poignée d'acier. La mort a contracté ces visages livides : l'un sourit, l'autre se crispe, beaucoup ont comme le fier rayonnement du sacrifice. Ces spectres sont affreux et superbes. Ils accusent et rayonnent. Ils se dressent comme des vengeurs, ils sont nobles comme des martyrs. D'ailleurs, point de noms, des numéros. Qui sont-ils? Des inconnus. On les regarde, on les plaint, on les pleure, et on passe. C'est du sang anonyme, dirait Alfred de Vigny. Mais non, encore un coup, c'est le sang de Paris, le sang pur versé par la ville pour la patrie, par la capitale pour la France, le sang qui fumera longtemps, qui fumera toujours, jusqu'à l'heure où seront vengés ces héros sans nom et ces morts sans victoire!





CHAPITRE XVI

L'armée de la Loire après sa retraite sur Vendôme et sur le Mans. — Les princes d'Orléans à l'armée. — Combats sur la Loire et sur l'Huisne. — La bataille du Mans. — Retraite sur Alençon et sur Laval. — Combat d'Alençon. — L'armée du Nord après Bapaume. — Bataille de Saint-Quentin. — L'armée du Nord bat en retraite et se concentre sous les places fortes. — Les Prussiens en Normandie. — Rouen. — Capitulation de Longwy.

Le lendemain de la bataille de Montretout et Buzenval, des dépêches arrivaient à Paris, annonçant à la fois le succès de l'armée de Bourbaki à Villersexel et la défaite de l'armée de Chanzy au Mans. On ignorait encore la bataille de Saint-Quentin, livrée le 19 janvier et perdue par l'armée de Faidherbe. La guerre touchait à sa fin. Il était dit que tous nos efforts seraient vains, toutes nos espérances anéanties une à une. Après cette retraite très-prudente et très-belle qu'il avait conduite au lendemain du désastre d'Orléans, le général Chanzy s'était, nous

l'avons vu, retiré, en combattant presque chaque jour, sur Vendôme et de là sur le Mans. Là, dans cette position excellente, tête de ligne de cinq voies ferrées, au centre d'un pays accidenté, coupé de haies, propre à cette rude guerre défensive que les *chouans* avaient faite jadis avec un si aveugle acharnement aux soldats de la République, le général pouvait attendre, avec l'espoir sérieux de la repousser, l'attaque de l'ennemi. Il s'était établi là vers la fin de décembre, par une température glacée, une neige épaisse couvrant le sol, avec cette armée si cruellement éprouvée depuis le 2 décembre, décimée par la petite vérole, pleine de blessés et de fiévreux. Les ambulances, les hôpitaux du Mans étaient encombrés.

Tout d'abord, quel que fût l'état de délabrement de la deuxième armée de la Loire, devenue en réalité l'armée de la Sarthe et de l'Huisne (un des affluents de la Sarthe), les Allemands semblèrent renoncer à l'idée de la poursuivre plus avant. Ils s'arrêtèrent un moment devant les nouvelles opérations à tenter dans l'ouest. D'ailleurs, l'autre armée de la Loire, réunie à Bourges, sous le commandement de Bourbaki et lancée en ce moment vers l'est, les préoccupait vivement. Ils faisaient pourtant des démonstrations fréquentes, comme, par exemple, celle du 20 décembre, où une dizaine de mille hommes repoussèrent les troupes du général Ferri Pisani et menacèrent Tours, en lui lançant quelques obus qui atteignirent une douzaine de personnes, entre autres un publiciste de talent et de conscience, M. Beurtheret, rédacteur en chef de l'*Union libérale*.

Pendant ce temps, l'armée de la Loire se réorganisait et travaillait à se retrancher fortement. Elle surveillait aussi les mouvements de l'ennemi en le tenant, comme dit le général Chanzy, à distance. Chanzy avait formé deux colonnes mobiles; la première, commandée par le général Jouffroy, marchait sur Château-Renault pour couvrir le chemin de fer du Mans à Tours; la seconde,

ayant à sa tête le général Rousseau, marchait par la Ferté-Bernard et Nogent-le-Rotrou pour nettoyer le pays et éclairer le général en chef. Les Allemands avaient alors pour objectif de tourner notre armée par la vallée du Loir et de couper la ligne ferrée.

Ce fut, jusqu'au 10 janvier, une suite de combats, souvent honorables, sur l'Huisne et le Loir et au sud-est du Mans. M. Gambetta, toujours emporté par sa patriotique confiance, adressait des dépêches au général Chanzy où, le conjurant de redoubler d'activité : « Vous avez décimé les Mecklembourgeois, disait-il, les Bavarois n'existent plus ; le reste de l'armée est déjà envahi par la lassitude. Persistons et nous renverrons ces hordes hors du sol, les mains vides. » La lassitude de l'armée allemande n'était malheureusement pas aussi complète que le croyait le jeune et vaillant ministre, et on pouvait dire des Bavarois ce que le roi Guillaume disait de nos mobiles dans une dépêche officielle : « *Il en reste toujours trop.* » Gambetta, qui télégraphiait à la même époque environ que les Allemands avaient perdu 500.000 hommes depuis leur entrée en France, pensait que ces moyens étaient utiles pour galvaniser l'énergie des chefs souvent démoralisés et de la nation prête à abdiquer. Mais Chanzy n'avait pas besoin de tels coups de fouet. Une ardeur sincère et virile l'animait, et il se multipliait à la fin de cette campagne comme au début.

On avait eu, un moment, quelque doute sur le rôle qu'il prétendait jouer, lorsqu'on avait appris que les princes d'Orléans servaient dans son armée sous des pseudonymes, le duc de Chartres combattant sous le nom de Robert le Fort, le prince de Joinville sous celui du colonel Lutheroth. Les princes d'Orléans qui, vainement, avaient demandé à l'empire de combattre pour la France, arrivés à Paris le lendemain du 4 Septembre, en étaient partis quatre jours après sur le désir que M. de Kératry, préfet de police, leur avait fait exprimer de ne les voir fournir aucun prétexte à une agitation dange-

reuse. Ils s'étaient retirés en Angleterre, puis ils étaient revenus à l'armée de la Loire [1]. Le général Chanzy avait,

1. Voici, à ce propos, la dépêche du général Chanzy à M. Gambetta, et la fin d'une lettre explicative adressée au *Times* par le prince de Joinville :

Confidentielle et personnelle.

23 décembre 1870

Général Chanzy au ministre de la guerre.

Le prince de Joinville s'est rendu hier auprès du général Jaurès et l'a prié de solliciter pour lui l'autorisation de suivre l'armée. Le général me l'a présenté ce matin. Le prince est en France sous le nom de colonel Lutheroth ; il était présent aux affaires du 15e corps devant Orléans ; il a pris part au combat dans une des batteries de marine et n'a quitté la ville qu'avec le dernier soldat. Il demande à assister à mes opérations, promettant de garder le plus strict incognito et la plus grande réserve, et de ne se faire connaître à personne. Ne voyant en lui qu'un soldat, qu'un galant homme qui aime la France et qui sincèrement laisse de côté toute idée autre que celle de se dévouer à sa défense, je n'ai pas cru devoir lui refuser ce que le gouvernement de la République accorde à tous les Français.

Il est de mon devoir de vous en donner avis et de prendre vos ordres. M'étant tenu jusqu'ici en dehors de la politique, étant bien résolu à me dévouer entièrement et exclusivement à la tâche que le gouvernement m'a confiée, je désire que personne ne puisse se méprendre sur les sentiments qui m'ont guidé dans cette circonstance. J'attends, en conséquence, vos instructions sur ce sujet, et vous pouvez être sûr que je m'y conformerai strictement.

Agréez, etc. CHANZY.

M. de Joinville disait, de son côté :

« Il est vrai que je suis allé demander au général d'Aurelles de me donner, sous un nom d'emprunt, une place dans les rangs de l'armée de la Loire. Il est vrai aussi qu'il n'a pas cru pouvoir me l'accorder, et que ce n'est qu'en spectateur que j'ai assisté au désastre d'Orléans.

« Mais lorsque, plus tard, j'ai fait la même demande au général Chanzy, elle a été accueillie. Seulement, en m'acceptant au nombre de ses soldats, le loyal général a cru devoir informer M. Gambetta de ma présence à l'armée, et lui demander de confirmer sa décision.

« C'est en réponse à cette demande que j'ai été arrêté le 13 janvier par un commissaire de police, conduit à la préfecture du Mans, où l'on m'a retenu cinq jours, et enfin embarqué à Saint-Malo pour l'Angleterre. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, quels que soient les sentiments que j'ai éprouvés en étant arraché d'une armée française la veille d'une bataille, je n'ai tenu aucun des propos que l'on me prête sur M. Gambetta, que je n'ai jamais vu. »

(Lettre au *Times*.)



M. LE GÉNÉRAL CHANZY.

par une dépêche, informé Gambetta de la présence de M. de Joinville à l'armée. Gambetta avait alors envoyé au camp M. Ranc qui, fort poliment, fit comprendre au prince que là encore, sa présence pouvait être un danger. Arrêté pour la forme, le prince fut conduit à Saint-Malo où il s'embarqua pour l'Angleterre. Cet incident n'eut pas d'autre suite, et M. Gambetta ne songea pas à en faire un grief au général Chanzy.

Avec les premiers jours de l'année 1871, les attaques de l'ennemi contre les troupes de l'armée de la Loire semblèrent recommencer. Le 2 janvier, les Allemands essayaient en vain d'entamer les avant-postes du général de Jouffroy qui gardaient leurs positions. Sur la rive gauche du Loir, où le général de Curten harcelait sans cesse l'ennemi, une reconnaissance de notre cavalerie s'avançait jusqu'à 7 kilomètres de Vendôme, et ramenait des prisonniers. « L'ennemi, disait alors Chanzy dans une dépêche, fait de nombreux mouvements entre Vendôme et Blois, et paraît inquiet. » Le Perche lui appartenait cependant, et il n'y était nullement troublé dans ses opérations. Le 6, les Allemands attaquaient avec une certaine vigueur les généraux de Curten et Cléret à la Fourche.

Vers onze heures du matin, le combat s'engageait dans la région de Saint-Cirq, de Villeporcher et de Villechauve (Loir-et-Cher).

La colonne Jobey, refoulée d'abord de ses positions, ayant reculé jusqu'à Neuville, le général de Curten se porta immédiatement à son secours, prit l'offensive à son tour, réoccupa toutes les positions dont l'ennemi s'était emparé, et refoula celui-ci au delà de Saint-Amand, où les nôtres entrèrent à la nuit. Les pertes de l'ennemi, tant en tués qu'en blessés, paraissaient assez considérables. Il perdait aussi beaucoup de provisions. Nos pertes étaient légères.

Le général de Jouffroy, accouru vers deux heures et demie, avait puissamment contribué au premier succès

de cette journée, qui semblait devoir nous rester, lorsque, attaqué sur ses positions, il dut se replier sur Savigny et Espesé devant des forces considérables et s'établir devant Saint-Calais. En avant de Nogent, 12.000 Allemands environ, venus de Chartres et de Bonneval, avaient repoussé le général Rousseau, auquel ils prenaient trois canons. Seul, le général de Curten demeurait maître de la position du côté de Saint-Cyr et de Saint-Amand.

Le 7, l'attaque des Allemands se renouvelait sur plusieurs points. C'étaient les armées réunies de Frédéric-Charles et du grand-duc de Mecklembourg qui, décidées à en finir, redoublaient de vigueur et se précipitaient en nombre sur nos troupes. L'amiral Jauréguiberry, le héros de Villepion et de Loigny, mandé en hâte vers Château-du-Loir, allait prendre le commandement de toutes les forces réunies sur les deux rives du Loir (16e et 17e corps). Le 8, les attaques continuaient sur l'Huisne et sur le Loir. Les Allemands, avec des troupes venues du pays beauceron, de la direction de Paris et de la vallée de la Loire, continuaient à nous inquiéter, voulant attirer notre armée en dehors de ses fortes positions du Mans. Le général Chanzy devinait fort bien cette tactique dont il donnait le secret au général Bourbaki, dans une dépêche datée du 9 janvier :

« Le duc de Mecklembourg, après avoir concentré ses forces sur l'Eure et tiré des renforts d'un contingent venu d'Allemagne, cherche à descendre l'Huisne, nous refoulant sur le chemin de fer de Chartres au Mans, et menaçant celui du Mans à Alençon. Le prince Frédéric-Charles, après quelques démonstrations sur Gien et la rive gauche de la Loire, a réuni son armée entre Vendôme et Blois et nous menace par Saint-Calais, où il est de sa personne, et par la vallée du Loir, par laquelle il est disposé à tourner nos positions et à couper la ligne ferrée du Mans à Tours. Il est évident que le but de l'ennemi est d'en finir avec l'armée de la Loire, soit en

l'attirant en dehors de ses positions, soit en la bloquant sur ses positions. »

C'était à la veille de la bataille du Mans que Chanzy s'exprimait ainsi. Le 9 janvier, la fatigue des troupes était extrême, le temps extrêmement mauvais. « Les hommes étaient mouillés sans pouvoir se sécher. » L'ennemi se concentrait. Chanzy, sentant bien que le moment du dernier effort approchait, donna ses instructions, montra les Allemands descendant l'Huisne vers le Mans par la route de Saint-Calais, par celle de Montoire au Grand-Lucé. « Si l'ennemi s'avance aussi effrontément, dit-il, c'est, il est pénible de l'avouer, parce que nous ne lui opposons nulle part une résistance sérieuse, alors que nous disposons partout de forces au moins égales aux siennes. » Il essayait de souffleter les Français déchus, en leur montrant du moins la honte. Le 9 janvier, on s'était battu dans la neige. Le soir, le quartier général allemand était à Bouloire. Le 10, entre Ardenay et la petite ville d'Yvre, autour de l'auberge de Saint-Hubert, nos troupes, attaquées par le centre des Allemands, pressées de tous côtés, battirent en retraite sur ce que Chanzy appelait dans sa dépêche « les positions définitives qui leur avaient été assignées d'avance. »

L'action avait été des plus vives à Montfort, à Champagne, à Parigné-l'Évêque, à Jupillé et à Changé. Sur ce dernier point, la brigade Ribel, après une vive résistance de plus de six heures, avait dû abandonner le village à l'ennemi, qui l'occupait à la nuit.

Nous avions fait dans cette journée des pertes sensibles; mais l'ennemi avait plus souffert que nous, de l'aveu des prisonniers faits sur plusieurs points. Dans une brigade prussienne, celle à laquelle appartient le 35e fusiliers, le général Rothingier avait été blessé, le major tué, l'adjudant de brigade tué, ainsi que l'adjudant de régiment et plusieurs officiers.

La lutte allait continuer encore le 11 et le 12 janvier.

Les hauteurs situées à droite de la route du Mans, et qui la dominent presque entièrement, furent défendues par nos troupes avec *opiniâtreté*, selon les Prussiens eux-mêmes.

L'ennemi nous avait attaqués le 11 sur toute la ligne. L'amiral Jauréguiberry se maintenait solidement sur la rive droite de l'Huisne; le général Colomb se battait pendant six heures avec acharnement sur le plateau d'Auvours; le général Gougeard, qui eut son cheval percé de six balles, montrait la plus grande vigueur, et les troupes de Bretagne qui devaient bientôt donner le signal de la déroute, contribuaient d'abord vaillamment à conserver cette position importante.

Au-dessous de Changé et sur la route de Parigné-l'Évêque, nous nous maintenions encore malgré les efforts de l'ennemi. Nous couchions sur toutes nos positions, lorsque, à la tombée de la nuit, les mobilisés de la Bretagne, chargés de conserver l'importante position de la Tuilerie, se débandèrent tout à coup, se retirèrent en désordre et laissèrent les Prussiens s'y établir. C'était notre centre qui se trouvait coupé, et de cette façon s'écroulait, par suite d'une folle terreur de troupes désordonnées, un plan de bataille habilement conçu et jusqu'alors heureusement exécuté. Les dépêches de Chanzy qui annoncent cette panique sont navrantes.

« Le Mans, 12 janvier, 9 h. 40, matin.

« Notre position était bonne hier au soir. La panique d'une partie des mobilisés de Bretagne, à la Tuilerie, a été le signal de la débandade. Sur toute la rive gauche de l'Huisne, les troupes se sont dispersées.

« Le vice-amiral Jauréguiberry déclare que la retraite est impérieusement commandée sur les autres positions. Les généraux déclarent qu'ils ne peuvent tenir. Le cœur me saigne; je suis contraint de céder. »

« Le Mans, 12 janvier, 12 h. 45, soir.

« Vous connaissez les événements. Je veux organiser la retraite de façon à établir mes divers corps d'armée à Laval, pour m'y reconstituer et reprendre les opérations. »

Et, après avoir tenté de faire reprendre la Tuilerie par les zouaves de Charette qui gravirent avec résolution la montée, Chanzy se décida à abandonner le Mans, où le général Voigts-Rheitz, commandant le 10e corps allemand (aile gauche de l'armée), entra bientôt, échangeant dans les rues de la ville quelques coups de feu avec les débris de l'armée vaincue et quelques braves hommes du peuple. Nos troupes étaient parties en chemin de fer, laissant à la gare 200 wagons et des voitures pleines de fourrages, farine, café, sucre, riz et cognac. « Le Mans, dit M. O. Leconte, forme sous ce point de vue le pendant de Sarreguemines, où les Allemands prirent également des quantités énormes d'approvisionnements[1]. »

Alors commencèrent pour le Mans les *illustres pillages*, bris de portes et de boutiques, réquisitions, le cortége éternel de la victoire farouche.

Des habitants furent chassés de leur logis, forcés de coucher dans les rues. Et, pendant ce temps, la retraite de Chanzy continuait vers le Poitou. Les dépêches du général au ministre de la guerre ont une terrible et triste éloquence. C'est la ruine et la douloureuse défaite.

... le 14 janvier 1871, 10 h. 2.

Général Chanzy à Guerre, Bordeaux.

« Le temps est exécrable. Le pays est couvert de neige, les routes de verglas. Une brume épaisse empêche de voir et retarde l'installation sur les positions. La

1. Nous avons vu, le 7 août, les caisses de biscuit, tout l'approvisionnement du 5e corps abandonné sur la rive de la Sarre.

marche pénible des convois sur les rares communications n'a pas permis de réparer le désordre... »

... 16 janvier.

Général Chanzy à Guerre, Bordeaux.

Le 16ᵉ corps, commandé par l'amiral Jauréguiberry, attaqué hier à midi dans sa retraite, a résisté avec succès jusqu'à six heures. Pris vers la nuit par une forte colonne qui l'a tourné à la faveur de la nuit, il a dû se replier jusqu'à..., ramenant son artillerie.

« Le combat a été acharné. Nos pertes sont sérieuses. L'amiral a eu un cheval tué sous lui. Le colonel Bérard, son chef d'état-major, tué à ses côtés. Le temps est de plus en plus mauvais ; il a plu toute la nuit ; je suis néanmoins forcé de continuer mon mouvement de retraite, qui devient très-difficile. »

L'armée tout entière, malgré sa mauvaise fortune, n'en avait pas moins, par sa résistance et son opiniâtreté, bien mérité de la patrie, et le général Chanzy pouvait dire plus tard aux soldats de l'armée de la Loire : « Vous avez tenu tête aux armées les plus nombreuses et les mieux commandées de l'Allemagne... L'ennemi lui-même s'honorera en nous rendant justice. » (*Au grand quartier général à Poitiers, proclamation du* 8 *mars* 1871.)

Le camp de Conlie, près du Mans, fut enlevé le 14 par les Prussiens. Il y restait des armes et des munitions. C'était là que les mobilisés des cinq départements de Bretagne s'étaient exercés, et, malgré l'organisation bien incomplète, avaient fait leur apprentissage de soldats. A la fin, la variole sévissant sur les malheureux qui l'occupaient, le camp avait été évacué. Chanzy se retirait sur Alençon et sur Laval. Devant Alençon, un combat honorable fut livré, qui permit à Chanzy d'opérer plus facilement sa retraite.

On vit là les francs-tireurs de Paris combattre à la

baïonnette en chantant comme à Châteaudun la *Marseillaise* et en poursuivant l'ennemi en pleine nuit. « Les lâches seront châtiés, les braves seront récompensés ! » avait dit ardemment le préfet, M. Antonin Dubost. — Il n'y eut point de lâches à Alençon.

L'armée de la Loire et l'armée du Nord étaient les deux grands espoirs de Paris assiégé. L'armée de la Loire venait de prouver qu'elle était digne de la France lorsqu'elle livrait à l'ennemi ces quotidiennes, ces incessantes batailles qui, comparées à celles de la campagne de Bohême en 1866, n'étaient, selon le mot d'un officier allemand, qu'un *jeu d'enfants*.

L'armée du Nord, elle aussi, a bien mérité du pays.

Nous l'avons laissée victorieuse, au lendemain des combats de Pont-Noyelles et de Bapaume. Péronne était tombée, et Faidherbe, après les combats des premiers jours de janvier, rentrant dans le quadrilatère du Nord, allait tenter une suprême bataille. Manteuffel était parti pour l'est, maintenant le général von Gœben commandait. Le 17 janvier, à six heures du matin, une colonne française conduite par le colonel Innard entrait à Saint-Quentin, dont les Prussiens étaient partis, et ramassait des traînards allemands demeurés là malgré l'évacuation de la ville. On versa aux soldats le vin d'honneur à l'hôtel de ville. On se crut délivré. Le 18, arriva Faidherbe venant d'Amiens. L'enthousiasme était à son comble. On criait, on répétait : « Vive Faidherbe ! » Et lui, calme et grave :

— Non, répondait-il, ne criez pas : « Vive Faidherbe ! » criez : « Vive la France ! »

Le 18, on se battait du côté de Vermand, et les Prussiens étaient repoussés. Le soir, devant la commission municipale, Faidherbe, *digne comme un stoïcien* (le mot a été dit par M. Malézieux, président de la commission), disait froidement à peu près ce qui suit :

« Demain je donnerai ou plutôt j'accepterai la bataille. Gambetta l'ordonne et il faut faire une diversion, car

Paris tente une sortie (c'était, on le sait, la sortie de Buzenval). Mon armée est une masse, mais une masse faible. Je serai battu, mais battu glorieusement. Les Prussiens pourraient nous repousser en deux heures; je les arrêterai toute la journée. »

Le 19 au matin, les Prussiens attaquaient et jusqu'à 3 heures de l'après-midi, moment où entrèrent en ligne des masses ennemies venues de la Fère, de Laon, de Paris, nos soldats résistèrent bravement et avec certains avantages. Ils combattaient dans la neige, la boue collant aux pieds, les talons enfonçant dans la glaise: ce temps boueux était le même à Montretout et à Saint-Quentin. Le combat fut presque tout entier d'artillerie et livré dans un vaste espace. Sur ces coteaux ou plutôt ces plaines aux ondulations légères, la canonnade faisait rage.

Le vice capital des positions de Faidherbe, c'était la situation prise sur les deux rives de la Somme. Son armée se trouvait, pour ainsi parler, *à cheval* sur les deux côtés du canal de Saint-Quentin et la rivière, c'est-à-dire partagée en deux, divisée par les marais qui rendaient ses mouvements difficiles et la communication des régiments entre eux, et même des officiers d'ordonnance, presque impossible d'une rive à l'autre. Comment, en effet, se mouvoir dans les marais? Comment manœuvrer sur cet impraticable terrain et entre ces deux cours d'eau? A dix heures et demie du matin, la bataille commencée, l'armée française, formée en demi-cercle, tenait, en s'appuyant sur Saint-Quentin, tout le terrain qui va de Mesnil-Saint-Laurent à Rocourt. Les batteries, fortement établies entre Neuville-Saint-Amand et Gauchy, à droite, allaient battre bientôt à gauche, lorsque la bataille changea de terrain, le bois de Savy où, durant cette journée du 19, les pertes des Prussiens furent considérables.

L'armée allemande, puissante, soutenue par une cavalerie nombreuse (nous avons dit déjà que Faidherbe manquant absolument de cavaliers, pouvait à peine dis-

poser de deux escadrons), cette armée, dont le nombre s'augmentait d'heure en heure, occupait Seraucourt, Essigny-le-Grand, Cérisy, et n'engageait qu'avec une prudente avarice ses réserves accumulées le long des routes de la Fère et de Chauny. En outre, prêt à soutenir ses fantassins qui combattaient à Itancourt, ou ses batteries qui tonnaient devant Urvillers, le général von Gœben abritait derrière les maisons de ces villages des régiments entiers de dragons ou de chasseurs à cheval prêts à charger. Ces masses sombres de cavalerie apparaissent sur le plan de la bataille comme de formidables menaces, et semblent dissimulées derrière les villages comme autant de piéges.

Faidherbe se tenait à Rocourt, suivant les mouvements de cette longue bataille.

Le 22e corps français, placé à l'aile droite de l'armée, résistait avec une fermeté grande à l'ennemi. Malheureusement, le 19e régiment allemand, nous attaquant vers l'aile gauche, parvint à déborder les soldats qui défendaient la gare, et s'empara de ce point décisif. Le 23e corps allait bientôt se mettre en retraite et entraîner avec lui le 22e qui se battait avec tant d'énergie.

Durant tout le jour, au surplus, l'ennemi avait reçu de divers points des renforts importants. Ils arrivaient de la Fère ou de Laon, ou même de Paris. Des régiments descendaient de chemin de fer pour entrer en ligne. C'est encore là un exemple de l'étonnante organisation militaire de la Confédération. Nous avons vu qu'à Spickeren (Forbach) les Allemands avaient fait de même. Cette entrée en ligne de troupes fraîches, vers la fin de toutes ces terribles journées, est un des triomphes de leur tactique. Le soir de la bataille de Saint-Quentin, les troupes ennemies qui occupèrent la ville venaient de sortir de wagon. Elles contrastaient étrangement par leur tenue correcte, la propreté de leurs armes, fusils luisants, bottes cirées, avec les autres régiments allemands, engagés depuis le matin.

Notre artillerie, placée au Moulin de Tout-Vent, avait fait un grand carnage des ennemis. Elle devait, lorsque la bataille fut perdue, contenir encore les assaillants.

Le soir de ce jour funèbre, les soldats fuyaient, traversaient Saint-Quentin par la place de l'Hôtel-de-Ville ou par le faubourg Saint-Jean, poussés par les Prussiens et s'arrêtant encore pour tirer leurs derniers coups de feu. Quelques-uns, au bas de la rue d'Isle, ébauchèrent une barricade, à l'endroit où la garde nationale s'était défendue le 8 octobre, mais la résistance était inutile, impossible. Les bataillons fuyaient pêle-mêle, c'était, sur la place et dans les rues, le défilé hideux, l'égrènement ou le torrent de la déroute. On jetait ses équipements, on jetait ses armes, on buvait en hâte quelque verre de vin que tendait une main sortant d'une porte entr'ouverte, on changeait de vêtements, on se cachait, on se blottissait dans les caves. Des blessés tombaient parfois inanimés sur le pas des portes.

Cependant l'artillerie, après avoir protégé la retraite, se retirait intacte. D'autres héros inconnus faisaient jusqu'à la fin bonne contenance. Ce sont ceux-là que l'histoire oublie, et qui, à l'heure où tout succombe, où la panique et le désordre jettent leurs cris farouches, restent calmes, combattent encore et font leur devoir jusqu'au bout. Etre fidèle au drapeau vainqueur, le beau mérite ! Il vous enveloppe dans son rayonnement. Mais la vraie gloire est de demeurer attaché au drapeau vaincu et de sourire encore à ses haillons. On retrouva, le lendemain, dans un angle de rue, le cadavre d'un marin, troué de baïonnettes et couché sur un tas de Prussiens qu'il avait immolés à coups de hache.

La nuit était venue. L'armée s'écoulait vers Cambrai. Encore une fois l'ennemi entrait dans la ville. Le sabot de ses chevaux retentissait sur la grande place. Ordre d'allumer des lumières, lanternes ou bougies, aux fenêtres des maisons; on tirerait sur chaque maison qui resterait sombre. Ordre de livrer les armes, de dénon-



Bataille de Saint-Quentin.

cer les soldats réfugiés. Réquisitions partout. Dans toutes les maisons, des blessés et des mourants, les hôpitaux encombrés, la collégiale pleine de prisonniers entassés, six mille malheureux mobiles, mobilisés, artilleurs ou soldats de la ligne étouffant dans les chapelles, couchés sur les dalles, accroupis contre les piliers, cette foule hurlant et grouillant dans les profondeurs gothiques du chœur.

Le général von Gœben adressait alors au roi cette dépêche :

Roupy, 19 janvier.

« L'armée du Nord du général Faidherbe a été battue devant Saint-Quentin, après sept heures de combat. Jusqu'à ce moment, le nombre des prisonniers non blessés est de 4.000. Nous avons pris en outre deux canons[1].

« DE GŒBEN. »

Cette bataille de Saint-Quentin pouvait amener la destruction totale de l'armée du Nord. L'ennemi n'osa point poursuivre Faidherbe. Le vainqueur, qui avait 5.000 hommes hors de combat, se contentait de ramasser nos traînards ; nous avions perdu 3.000 hommes.

L'armée se mit en retraite vers les places du Nord et se cantonna autour des villes de Cambrai, Douai, Valenciennes, Arras et Lille. « Elle se réorganisa rapidement, dit le général Faidherbe dans son livre et, dès le 10 février, elle eût été susceptible de se représenter en ligne avec un effectif presque égal à celui qu'elle avait à Saint-Quentin. »

L'armée, battue, chantait encore *Mourir pour la patrie.* D'autres soldats, en montrant leurs rangs clair-semés, disaient avec bravade : « *Voilà ce qui reste des chasseurs à pied !* »

1. Faidherbe explique plus loin ce qu'étaient ces canons.

L'ennemi eut, dans les journées des 18 et 19 à Vermand et à Saint-Quentin, environ 5.000 hommes hors de combat et nous environ 3.000 seulement. Cela tient à ce que nos coups portaient sur des masses de troupes doubles des nôtres. Grâce aux traînards qu'il ramassa sur les routes le 20 et le 21, il dut tenir entre les mains, le surlendemain de la bataille, plus de 6.000 prisonniers, la plupart mobiles ou mobilisés, mais la moitié se sauva et rejoignit les corps au bout de quelques jours.

Le 20, un détachement prussien arriva à la suite de nos colonnes jusqu'aux portes de Cambrai et somma en vain la ville de se rendre. Une autre troupe alla bombarder Landrecies et en fut repoussée par l'artillerie de la place. Les ennemis se retirèrent ensuite vers Saint-Quentin, et l'armistice, proclamé le 29 janvier, les maintint bientôt dans la limite du département de la Somme.

Ce qui prouve que le général von Gœben savait très-bien que, dans cette quatrième bataille, il n'avait pas encore réduit l'armée du Nord à l'impuissance, c'est que, dans un ordre du 21, chargeant les généraux de division von Kummer, von Burnekow et von den Gœben d'observer Cambrai et Arras, il leur indique les lignes de retraite vers Amiens et Péronne dans le cas où ils seraient *pressés par l'armée française*.

Les Prussiens, qui prétendent nous avoir enlevé des pièces d'artillerie de campagne, ne s'emparèrent que de trois ou quatre petits canons de montagne placés en position au faubourg d'Isle, et Faidherbe, tout battu qu'il était, pouvait s'écrier, dans une proclamation à son armée:

« Soldats,

« C'est un devoir impérieux pour votre général de vous rendre justice devant vos concitoyens; vous pouvez être fiers de vous-mêmes, car vous avez bien mérité de la patrie.

« Ce que vous avez souffert, ceux qui ne l'ont pas vu ne pourront jamais se l'imaginer. Et il n'y a personne à

accuser de ces souffrances ; les circonstances seules les ont causées.

« En moins d'un mois, vous avez livré trois batailles à un ennemi dont l'Europe entière a peur ; vous lui avez tenu tête, vous l'avez vu reculer maintes fois devant vous ; vous avez prouvé qu'il n'est pas invincible et que la défaite de la France n'est qu'une surprise amenée par l'ineptie d'un gouvernement absolu.

« Les Prussiens ont trouvé dans de jeunes soldats à peine habillés et dans des gardes nationaux des adversaires capables de les vaincre. Qu'ils ramassent nos traînards, et qu'ils s'en vantent dans leurs bulletins, peu importe ! Ces fameux preneurs de canons n'ont pas encore touché à une de vos batteries. Honneur à vous ! Quelques jours de repos, et ceux qui ont juré la ruine de la France nous retrouveront devant eux. »

« Ainsi, dit encore le général dans son ouvrage particulier, cette armée du Nord, après avoir livré quatre batailles et plusieurs combats à l'ennemi en deux mois, lui avoir fait subir des pertes qu'on peut, sans exagération, évaluer à plus de 15,000 hommes, se retrouvait aussi nombreuse et plus aguerrie que jamais (un peu désillusionnée cependant, il faut le dire), lorsque, par ordre du ministre de la guerre, en date du 15 février 1871, elle fut dissoute.

« Si la campagne de l'armée du Nord n'a pas produit de résultats plus utiles, cela n'a pas dépendu d'elle. Il eût fallu que la ville de Metz, rendue à temps indépendante du maréchal Bazaine et de son armée, au lieu de capituler le 28 octobre, se fût défendue jusqu'au milieu de décembre, retenant l'armée du prince Frédéric-Charles sous ses murs et permettant ainsi à l'armée de la Loire de poursuivre son premier succès ; et que, pendant ce temps-là, l'armée de Paris, trouvant moyen d'utiliser le courage bien connu des Parisiens, eût harcelé journellement l'armée prussienne assiégeante dont la force était moins considérable qu'on ne

l'a toujours cru; alors l'armée du Nord eût pu, sans craindre de voir, en quelques jours, fondre sur elle des forces doubles ou triples des siennes, se hasarder franchement entre la Somme et Paris, privant les Prussiens de leurs ravitaillements en Normandie et menaçant de couper leurs communications à l'Est. »

C'était cette Normandie, — un grenier d'abondance, — qu'il fallait disputer à l'envahisseur. Les Prussiens ont avoué depuis que, s'ils n'eussent pas rencontré la grasse et riche Normandie pour se ravitailler, ils eussent été fort empêchés. On devait donc à tout prix leur arracher cette province. Et l'armée de Normandie, levée par Estancelin, ne pouvait-elle du moins disputer son pays à l'invasion? Elle était forte et nombreuse. Mais elle se comporta devant les Prussiens comme jadis l'armée normande soulevée par Buzot, le député girondin, et commandée par Puisaye, se comporta devant l'armée de la Convention. La Normandie, ou plutôt Rouen, car Gisors, Vernon, Étrépagny livrèrent, non sans gloire, de petits combats à l'ennemi, ne se défendit point comme on pouvait l'espérer.

Un écrivain rouennais a, depuis, montré que Rouen, stratégiquement parlant, n'était pas *défendable*. A première vue pourtant, le cercle de collines qui l'entoure et la protége, Saint-Aignan, Mont-Fortin, la côte de Neufchâtel, Sainte-Catherine, Canteleu, semblent former des fortifications naturelles. La vieille cité des Rollon, des Alain Blanchard et des Montgommery, étonna la France par sa résignation assez peu stoïque.

Mais l'histoire plus calme prononce avec plus de sang-froid ses verdicts. Le conseil municipal, paraît-il, ce conseil municipal sur lequel le peuple exaspéré allait faire feu, la municipalité rouennaise voulait bravement résister. On raconte même que le général Briand, qui trouvait la position devant Rouen intenable, eut la faiblesse de prendre « l'engagement formel d'arrêter ses troupes à Tancarville et de s'y défendre énergique-

ment. » La générale devait être battue le 5 décembre, à quatre heures du matin, pour appeler les gardes nationaux aux armes. Mais tout à coup le général, revenant sur cette décision et ne jugeant pas possible la résistance, donna l'ordre à ses troupes de battre en retraite sur Honfleur et le Havre. Cette retraite fut désastreuse. Les vivres manquaient. Le froid était cruel. Des hommes furent gelés en chemin. Le 5 décembre, le général Manteuffel avait occupé Rouen.

Cependant l'armée de Briand était arrivée au Havre, Les Havrais se disposaient à une résistance acharnée. Briand, remplacé par Mouchez, s'était rendu à Cherbourg. Il y eut encore de ce côté des combats heureux, puis des rencontres moins favorables. Les Prussiens envoyaient de Rouen des renforts. Après un engagement sanglant sur les ruines du château de Robert le Diable, affaire où se montrèrent vigoureux et hardis les mobiles de l'Ardèche, nos troupes qui opéraient dans la bouche de la Seine, débusquées de la forêt de la Londe par des troupes ennemies très-supérieures, avaient été forcées d'évacuer Bourgtheroulde et rejetées sur Honfleur et Pont-l'Évêque. Nul autre combat ne devait plus être livré, et l'armistice allait être signé.

Pour être complet et achever le tableau de notre ruine, il faut signaler un événement qui eut encore lieu presque en même temps que la double défaite de Chanzy et de Faidherbe, c'est la capitulation de Longwy. Cette place, située tout près de la frontière de Belgique et du Luxembourg hollandais, avait été investie en même temps que Mézières. « A cette occasion, raconte M. Rüstow, le comte de Bismarck publia une note menaçante, dans laquelle il annonçait qu'en raison de la conduite des Luxembourgeois, les Allemands ne pourraient plus respecter la neutralité du Grand-Duché, et qu'on se conduirait avec lui sans égard pour cette neutralité, si les Luxembourgeois approvisionnaient Longwy, comme ils avaient approvisionné Thionville. » Longwy, bom-

bardée depuis le 19 janvier, devait capituler le 25 avec 4,000 hommes et 200 pièces de canon, M. Garnier, de l'état-major des places, commandant la ville.

Il ne restait plus debout, de toutes nos citadelles assiégées, que Paris, Bitche et Belfort; Paris affamé, Bitche invincible, et cette ville de Belfort qui résistait depuis si longtemps aux bombardements et aux assauts, avec le colonel Denfert-Rochereau pour chef de place. C'était pour délivrer Belfort, pour forcer les armées à lever ce siége et, en même temps, pour menacer leurs communications avec leur pays, que l'armée de Bourbaki, réunie et formée à Bourges, avait été dirigée sur notre frontière de l'Est : c'est pour sauver Belfort, pour intimider l'Allemagne, pour tenter une diversion virile, que cette entreprise avait été tentée. Nous allons montrer comment elle échoua, et en racontant cet épisode, le plus douloureux peut-être de toute cette guerre, nous parlerons aussi de cette armée de Garibaldi que la liaison du récit nous a contraint à laisser de côté jusqu'ici.





CHAPITRE XVII

Premiers combats dans les Vosges. — Le général Cambriels. — Combat sur l'Oignon. — Garibaldi. — Son arrivée à Tours. — Il prend le commandement de l'armée des Vosges. — Composition de cette armée. — L'ennemi marche sur Dijon. — Défense de Dijon. — Bombardement de la ville. — Les Allemands l'occupent. — Le corps de Treskow met le siége devant Belfort. — Le colonel Denfert-Rochereau. — Affaire de Pâques et de Prénois devant Dijon. — L'armée de l'Est. — Bourbaki. — Werder. — Batailles de Villersexel et d'Héricourt. — Retraite. — Les garibaldiens occupent Dijon évacué par l'ennemi. — Les Allemands sont repoussés après trois jours de combat. — Le général Bosak-Hauké. — Le drapeau du 61e régiment prussien.

Pendant que, sur la Loire et dans le Nord, les opérations militaires continuaient avec les alternatives que nous avons rapportées, dans l'Est, la résistance nationale, bornée d'abord à quelques affaires d'avant-postes engagées par les francs-tireurs, s'était peu à peu agrandie jusqu'à devenir une campagne particulière dont le récit exige un chapitre spécial.

Pendant les derniers jours du siége de Strasbourg,

les francs-tireurs, unis aux gardes mobiles, avaient maintes fois attaqué les Allemands et inquiété leurs communications. Lorsque la ville fut rendue, les troupes assiégeantes prirent d'abord un peu de repos, puis l'ennemi forma un nouveau corps d'armée, le 14e, de 50.000 hommes environ, commandé par le général de Werder. Ce corps d'armée était destiné à opérer spécialement dans les Vosges méridionales. Une division de réserve devait en outre cerner Schelestadt et Neuf-Brisach.

Dès le 1er octobre, Werder détachait une colonne mobile, composée de 5 bataillons, 2 escadrons et 12 bouches à feu, sous les ordres du général-major von Degenfeld et l'envoyait fouiller les montagnes et disperser nos troupes. D'abord empêchée dans sa marche par les obstacles naturels, chemins détruits, abattis jetés en travers des routes, la colonne n'en parvint pas moins à passer les Vosges après une série de petits engagements. Le 5 octobre, à Raon-l'Étape, au confluent de la Meurthe et de la Plaine, un combat assez meurtrier livrait le passage aux troupes allemandes. Le général von Degenfeld recevait en même temps de Werder l'ordre de marcher sur Épinal et de considérer sa colonne comme l'avant-garde du 14e corps. Werder quittait, à son tour, Strasbourg le 6 octobre et passait les Vosges. Ce même jour, Degenfeld remontait le cours de la Meurthe afin d'occuper Saint-Dié. A peine se mettait-il en marche que des troupes françaises, venues de Rambervillers et de Bruyères, et commandées par le général Peitavin, attaquaient brusquement son flanc droit. Degenfeld s'arrêtait aussitôt et un combat sanglant se livrait qui dura sept heures, sept heures de lutte acharnée. Nous battions en retraite le soir, mais nous avions du moins empêché l'ennemi d'arriver ce jour-là à Saint-Dié. Nous perdions environ 700 hommes sur le champ de bataille et 600 prisonniers. Les Badois accusèrent de leur côté 382 hommes tués et blessés et 22 officiers.

Deux jours après, le 8 octobre, les colonnes de Werder descendaient à Saint-Dié et à Épinal, sous les ordres des généraux Keller et Laroche du Jarry (un nom français, sans doute le descendant d'une de ces familles que la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV a contraintes à l'exil et faites allemandes). Le 9, Werder, concentrant ses troupes, mettait son quartier général à Raon-l'Étape. Jusqu'au 20 octobre, il y eut, entre les troupes badoises et nos avant-postes ou les détachements de notre armée des Vosges, alors commandée par Cambriels, une série de petits engagements à Rambervilliers, à Brouveulières, à Arnould, à Épinal. Il nous fallait toujours céder devant les colonnes allemandes disciplinées.

Werder ne pouvait espérer, en marchant ainsi, prendre Besançon qu'il allait rencontrer sur sa route, mais il voulait, du moins, rejeter sur cette ville les troupes postées sur les bords de l'Oignon. Cambriels attendait en effet là les Allemands avec deux divisions. Sa résistance commença aux environs des villages de Rioz et d'Étuz qu'il disputa à l'ennemi. La brigade du général von Degenfeld, engagée seule, eut quelque peine et quelque mérite à maintenir le combat jusqu'à ce que la brigade du prince Guillaume de Bade et celle du général Keller vinssent à son secours. A l'arrivée de ces troupes nouvelles, nos soldats furent contraints de céder, malgré une résistance que les historiens allemands qualifient d'*opiniâtre* [1]. Le brave général Cambriels, refoulé au delà de l'Oignon et chassé du village d'Auxon-Dessus, se retira, désespéré, sur Besançon, où il arriva dans un état d'esprit qu'une profonde blessure reçue à

1. Nous avons assez souvent mis en lumière les fautes des commandants en chef de nos armées, pour signaler celles des chefs, réputés impeccables, des armées allemandes. Dans cette journée, le prince de Bade faillit compromettre le sort du combat et l'empêcha d'avoir pour les Allemands un résultat plus considérable parce qu'il s'obstina à ne point marcher, prenant longtemps les fumées du canon pour des *fumées d'usines.*

la tête expliquait suffisamment. Quant à Werder, ne pouvant espérer de prendre Besançon par surprise, il se retournait immédiatement vers Gray, sur la Saône. Le 24 octobre, il s'y trouvait avec la plus grande partie de ses troupes, et il envoyait aussitôt à l'ouest et au nord-ouest, sur les pentes méridionales du plateau de Langres, des troupes chargées de balayer cette partie de notre pays, afin de couvrir le flanc gauche de Frédéric-Charles qui, à ce moment, devait marcher de Metz sur Troyes. « Ces détachements, dit le colonel Rüstow, « livrèrent plusieurs petits combats; ils firent beaucoup « de prisonniers dans la population des campagnes et *fusil-* « *lèrent militairement une foule de gens qui défendaient leur* « *pays.* » Ainsi Werder et ses soldats faisaient un crime aux braves gens qui s'armaient spontanément pour la patrie. Disputer sa maison, son bien, la vie de sa mère ou de son enfant à l'envahisseur était chose punie de mort. Telle est la façon dont l'Allemagne entend la guerre et la conquête! Et ces mêmes Germains, qui fusillaient ainsi les paysans armés, osaient, dans leurs dépêches officielles, affirmer que les populations françaises les accueillaient en libérateurs. Le 67ᵉ bulletin du *Recueil complet des dépêches allemandes* dit en effet, en toutes lettres : « Les habitants, *délivrés de leur joug*, nous « font *un accueil cordial.* » Je n'hésite pas à affirmer que c'est la plus odieuse calomnie qui pût atteindre les populations des Vosges. Les fusillades ordonnées par Werder et ses lieutenants et commises par ses soldats, répondent d'ailleurs à cette dépêche datée de Versailles, 18 octobre, et signée von Podbieski.

Au moment où le général Cambriels, revenu à Besançon, déclinait devant le préfet du Doubs, M. Ordinaire, et M. A. Grévy, commissaire du gouvernement, la responsabilité d'entreprendre une opération quelconque avec les troupes qu'il avait sous ses ordres et sur lesquelles, disait-il, il ne pouvait compter, un homme dont la réputation emplit le monde de bruit et souvent

d'étonnement, le général Garibaldi, était arrivé à Besançon, apportant à la France le concours désintéressé de sa loyale épée.

Dès les premiers jours de la lutte franco-prussienne, mais surtout au lendemain de la révolution de septembre, d'anciens compagnons d'armes de Garibaldi avaient songé à réclamer du général l'appui de son nom et de sa gloire. Garibaldi, enfermé à Caprera et surveillé par le gouvernement italien, avait aussitôt répondu à M. Bordone, un de ses anciens officiers en Sicile : « Si « je puis sortir de ma prison, je serai avec vous. » M. Bordone, ancien pharmacien à Avignon, qui a depuis raconté ces divers incidents (Voy. son livre *Garibaldi et l'armée des Vosges*), résolut d'amener Garibaldi en France. L'entreprise n'était point facile, deux canonnières italiennes cuirassées gardaient le canal de la Moneta et celui de la Madalena, par lesquels le général pouvait sortir de son île. En outre, des carabiniers royaux campaient à peu de distance de son habitation. M. Bordone, après s'être assuré le consentement du gouvernement de Tours à l'arrivée de Garibaldi, n'en partit pas moins pour la Corse, et de là pour Caprera, où Garibaldi répondit à sa demande en lui montrant son bâton : « Vous « le voyez, cher Bordone, ce que vos amis appellent ma « vaillante épée, n'est plus maintenant qu'un bâton ; « mais, tel que je suis, je me mets tout entier à la disposition de la République française, et je partirai dès « que vous viendrez me chercher. »

Un riche habitant de Marseille avait mis à la disposition du général un yacht, *la Ville de Paris*, qu'il possédait en propre. Ce fut sur ce yacht que Garibaldi, descendu de son habitation sur la plage, comme en promeneur, prit passage, amené dans une yole par Bordone. Débarqué à Marseille, Garibaldi fut reçu avec enthousiasme ; puis, le 8 octobre, un train spécial l'emmenait à Tours où, reçu à la gare par M. Gent seul, il lui fallut, « à travers la ville, gagner, dans un quartier perdu, un

« petit logement sans meubles, devant la porte duquel, « malgré le froid et la pluie, il fut obligé de stationner « pendant plus d'une heure, car on n'en trouvait pas la « clef[1]. » Telle est la *réception splendide* que Tours fit à Garibaldi, réception si fort blâmée par les journaux réactionnaires qui s'indignaient de voir un israélite, M. Crémieux, et un archevêque, celui de Tours, accourir au-devant de l'ennemi de la papauté. Garibaldi était navré, non par orgueil blessé, mais attristé plutôt de tant d'oubli.

Ce même jour, Gambetta arrivait justement à Tours, et bien des gens virent comme un heureux présage dans cette coïncidence qui réunissait en même temps le vieux général et le jeune tribun. Celui-ci ne fit offrir tout d'abord à Garibaldi que le commandement d'un détachement de volontaires rassemblés à Chambéry. Garibaldi répondit qu'il repartirait pour Caprera le lendemain matin. La lettre où, tout en remerciant la France, il faisait connaître cette décision, fut remise à M. Gambetta, qui répondit : « Mais enfin, que le général me donne le temps de lui trouver quelque chose de convenable. »

Ce que Gambetta offrit à Garibaldit, ce fut le commandement de tous les corps francs de la zone des Vosges, depuis Strasbourg jusqu'à Paris, et d'une brigade de garde mobile. Le général accepta. Garibaldi reçut sa commission et partit pour Dôle, où son armée devait être réunie, avec le chef d'escadron Basso pour secrétaire particulier, et M. Bordone pour chef d'état-major avec le grade de général.

Je voudrais, avant d'aller plus loin, caractériser cette physionomie sympathique, entraînante, légendaire, de Garibaldi. L'ancien aventurier superbe qui, à Montevideo, en des exploits de héros de roman, prenait, chose incroyable, une flottille à lui seul, l'homérique héros de 1848 et 1859, de Naples et d'Aspromonte, semblait alors

1. Bordone, *Garibaldi et l'armée des Vosges*, chap. II, p. 22.

personnifier l'Italie payant sa dette à la France. Oui, sachons gré à Garibaldi d'avoir, à l'heure où le monde nous oubliait, souriait peut-être devant nos défaites, levé l'épée pour cette France qui avait donné à l'Italie, à l'unité italienne, son sang, sa vie. Sans doute Garibaldi ne fut pas le seul en ce monde qui accourut pour défendre notre pays. Il y eut des traits consolants. A Ladon, un officier anglais, du nom d'Holloway, devait, par exemple, se faire tuer en marchant contre les Prussiens avec nos soldats, et il était tombé en criant : *Vive la France!* Mais, de tous ces héros étrangers, Garibaldi fut le plus illustre.

Esprit politique généreux, mais trop facile à l'entraînement, Garibaldi est surtout un cœur, un dévouement, un soldat, une idée. Il personnifie la patrie italienne. Il a apporté, au nom de cette Italie à la République française, ce qu'il avait : son épée et sa vie.

Il faut se rappeler avec quelle ardeur fébrile ce peuple italien se précipitait, en 1866, sur les pas du général. Son *Galibardi*, — car on ne l'appelle point là-bas Garibaldi, mais *Galibardi*, — c'est son dieu. J'ai vu des femmes s'agenouiller devant lui et lui baiser les mains, ou le bas de ses vêtements. A Palerme, dans le couvent des religieuses où Garibaldi s'arrêta, lors de l'expédition de Sicile, les nonnes confectionnaient des sucreries où Giuseppe portait tout simplement le costume des saints. « Comme il ressemble à Jésus-Christ! » disaient ces filles. Elles en étaient toutes affolées.

A la vérité, il faut avoir vu Garibaldi pour le juger. Cet homme est simple, et attire à lui les simples par ce magnétisme bizarre qui fait que les oiseaux viennent se poser sans peur sur les épaules de certaines personnes. L'œil bleu est profond, doux, infini, avec des rayons; la voix a des caresses musicales, elle est énergique et timide à la fois. Il rhythme ses discours et les prononce sur une sorte de mélopée qui séduit ce peuple d'artistes et l'exalte. Sous son *sombrero* légendaire, sa figure

s'anime, toute ridée, barbe grise à reflets blonds, et si blonds que sous le soleil l'homme paraît jeune. Il a comme pas un le sens des foules, l'instinct du peuple. A Naples, débouchant sur la place de la Citadelle, il se trouve en face d'un régiment demeuré fidèle au Bourbon, soldats résolus, armes au bras et fusils chargés. Un commandement peut foudroyer Garibaldi et son escorte. Le général fait avancer sa voiture, et lorsqu'il est près du régiment massé là, il se lève droit, porte sa main à son front, et d'un mouvement si harmonieux et si résolu il fait le salut militaire, que les soldats brusquement portent les armes, et acclament celui qu'ils allaient peut-être fusiller.

Les Prussiens, gens pratiques, narquois dans leur positivisme, plus éblouis par les faits que par les idées, disaient : « *L'oncle* Garibaldi ne battra jamais *le père* Moltke. » A la vérité, ils le redoutaient, et nous verrons que ses troupes en effet se montrèrent redoutables.

Au surplus, Garibaldi tout entier se peint dans la proclamation qu'il adressait, dès le début de ses opérations, à cette démocratie cosmopolite que nous ne devons certes point renier, quoique, sous son nom, des gens, qui n'étaient d'aucun pays, aient commis plus tard de coupables excès. Garibaldi s'écriait alors :

Appel aux nations.

« Volontaires de l'armée des Vosges,

« Le noyau des forces cosmopolites que la République française réunit en ce moment, formé d'hommes choisis dans l'élite des nations, représente l'avenir de l'humanité, et sur la bannière de ce noble groupe vous pouvez lire la devise d'un peuple libre, qui sera bientôt le mot d'ordre de la famille humaine : « Tous pour un, un pour tous ! » L'égoïsme gouverne le monde, et l'autocratie combat certainement dans la République française le

germe des droits de l'homme qu'elle abhorre : génie du mal, elle fait tous les efforts pour se maintenir.

« Et le peuple? Les républiques modernes, comme l'ancienne Carthage, nagent dans l'or et le sybaritisme, tandis que les despotes se donnent la main dans les ténèbres qui sont leur vie, et profitent des malheurs d'un peuple frère.

« La Suisse, se croyant faible, baisse la tête et couvre du saint drapeau de Guillaume Tell ses caisses et ses banques.

« Grant, qui, d'un signe de sa main, aurait pu renvoyer à Madrid les soldats de Prim, laisse tranquillement massacrer et détruire une population entière qui appartient à la grande famille de Washington, et ne permet à la grande République qu'une parole sympathique pour les braves fils de Lafayette!

« Et toi, noble et classique terre, refuge des exilés, qui la première as proclamé l'émancipation des races, et qui maintenant jouis du triomphe de ta courageuse initiative, laisseras-tu seule, dans sa lutte gigantesque, cette nation sœur, qui comme toi marche et marchera en tête du progrès de l'humanité?

« Dans la lutte héroïque que soutient la France, on ne retrouve plus que les débris d'une armée d'hommes vaillants que le plus stupide des tyrans a conduits à un désastre.

« Mais la nation est là. Levée comme un seul homme, elle forcera bientôt le vieil autocrate à se repentir de sa détermination de continuer cette boucherie humaine.

« Quelle noble mission est donc la nôtre, fils de la liberté, élite de tous les peuples! Oh! non, je ne voudrais pas changer pour une couronne mon titre de volontaire de la République!

« Apôtres de la paix et de la fraternité des peuples, nous sommes forcés de combattre, et nous combattrons avec la conscience fière de notre droit, consacrant les paroles de l'illustre Chénier :

Les républicains sont des hommes,
Les esclaves sont des enfants.

« De votre courage je ne doute pas. Tout ce que je vous demande, c'est du sang-froid et de la discipline, indispensables dans la guerre.

« G. GARIBALDI. »

L'âme tout entière de Garibaldi, avec ses crédulités d'enfant et son dévouement viril, apparaît dans cette proclamation, où la phraséologie n'étouffe cependant point la flamme et l'accent vrai. Évidemment le général était pénétré d'espoir, et s'efforçait de communiquer sa foi à tous ceux qui croyaient à sa parole. On remarquera qu'il recommande surtout la discipline. Il devait réussir en effet à faire de cette armée garibaldienne, cosmopolite et bizarre, mais intrépide, ardente, avec des corps isolés, *chasseurs du Mont-Blanc*, *francs-tireurs de la Croix de Fer*, *compagnie de la Revanche*, *carabiniers de Gênes*, etc., une armée compacte.

Ces bataillons, aux costumes divers, pittoresques, au point de l'être trop ; feutres retroussés, plumes au vent, bottes au mollet, composés de héros dont le cœur battait bravement sous des costumes d'opéra-comique ; ayant à leur tête des audacieux et des braves, mais traînant un peu trop d'inconnus avec eux, quelques pillards (d'ailleurs sérieusement punis, chassés des régiments, rayés des cadres) ; ces bataillons hybrides retrouvaient sous le feu la communauté d'action et d'élan ; ils avaient, pour ainsi dire, une unité, une pensée, une âme dans Garibaldi.

Lorsque les premières troupes que devait commander Garibaldi furent réunies, le général Cambriels, qui ne semblait voir qu'avec une espèce de mécontentement la présence du soldat italien à l'armée des Vosges, ne mit pas une grande activité à coopérer avec elles[1]. S'il faut

1. Le général Cambriels eut des hésitations, mais il n'en fit pas moins son devoir, et on en jugera par cette lettre publique de

en croire le général Bordone, les francs-tireurs garibaldiens, tout d'abord assez peu sympathiques aux populations, étaient quelque peu négligés de l'administration elle-même. Le chef d'état-major passait en effet son temps à réclamer des cartouches qu'on lui refusait de tous côtés. L'armée de Garibaldi s'était cependant montrée utile déjà, et devant Mont-Rolland elle tenait, quoique peu nombreuse encore, l'ennemi en respect.

Cependant, tandis que Werder s'avançait sur Gray, il détachait les deux brigades badoises (prince Guillaume de Bade et Keller), et les faisait marcher sur Dijon, sous le commandement du général von Beyer. Le 30, celui-ci commençait son mouvement sur Dijon, qui était évacué par les Français depuis le 28, sur la demande des autorités de la ville. Mais, tandis que les Allemands avançaient, les ouvriers de Dijon s'étaient portés à la préfecture, demandant à grands cris que Dijon fût défendu. Le préfet s'engagea à défendre la ville, et des troupes furent immédiatement appelées de Beaune, d'Auxonne et de Langres, tandis que les gardes nationaux mobilisés de Dijon et les mobiles de la Côte-d'Or se mettaient à la disposition du colonel Fauconnet, commandant de place. Les Badois devaient rencontrer, à Magny-Saint-

Gambetta au général, lettre dont nous citons quelques passages :

« Je ne puis convoquer le conseil de guerre que vous réclamez avec une insistance qui vous fait le plus grand honneur à mes yeux. Vous ne pouvez ni ne devez oublier les termes dans lesquels nous nous sommes quittés, non plus que les divers télégrammes que je vous ai adressés et qui sont de nature à vous couvrir suffisamment devant l'opinion publique.

« Je compte, général, que cette nouvelle lettre de moi, dont je vous autorise à faire l'usage qui vous semblera bon, vous suffira pour confondre vos accusateurs et pour vous rendre le repos et la tranquillité d'esprit auxquels vous donnent droit les fatigues que vous avez endurées au service de la France et de la République. »

Le 2 décembre 1870, le général Cambriels fut nommé au commandement du camp d'instruction, à Bordeaux.

Médard, la première résistance. Les faubourgs de Dijon Saint-Nicolas et Saint Pierre, furent crénelés, les hauteurs de Saint-Apollinaire garnies de soldats. Malheureusement, le colonel Fauconnet fut mis hors de combat dans l'après-midi, et à trois heures, les Badois attaquaient de près les faubourgs. Des fautes stratégiques graves avaient été commises par le comité de défense, notamment par M. Lavales, et la seule destruction du pont de Pontailler donna, par exemple, un grand avantage à l'ennemi.

La défense de Dijon fut bravement soutenue dans les faubourgs. Les Allemands, tenus en respect par notre infanterie et refoulés plus d'une fois, se replièrent enfin sous le feu de l'artillerie et von Beyer aima mieux bombarder cette ville sans autres fortifications que les restes de ses vieux remparts que de l'emporter d'assaut. A sept heures du soir, sur sept points différents, Dijon brûlait. Les obus incendiaires faisaient l'œuvre que n'avait pu accomplir l'infanterie badoise. Le général von Beyer arrêta le bombardement et, dans la nuit, Dijon capitula. Les troupes françaises avaient évacué la ville. Dijon étai condamné à nourrir 20.000 soldats allemands et à payer 500.000 francs de rançon. Le général de Beyer entra dans la ville à la tête de ses soldats, tandis que Werder renvoyait ses troupes de Gray sur Vesoul pour combattre nos francs-tireurs qui devenaient inquiétants.

« Le général de Werder fit alors, à l'ouest des Vosges, — ce sont les propres expressions de l'historien Rüstow, — une guerre telle qu'il avait à peu près appris à la faire au Caucase contre des *bandes insaisissables*, d'après le langage militaire actuel de l'Europe, *contre le peuple*, d'après le langage militaire de l'avenir. » Ce jugement discret du colonel suisse en dit long sur la façon de combattre du général prussien.

En même temps que Werder menait cette campagne, la division de Treskow, du 14e corps d'armée allemand,

recevait ordre d'assiéger et d'enlever Belfort. Cette place, petite ville de 7.500 habitants, dont les fortifications datent de Vauban, est surtout admirablement défendue par sa citadelle, la Roche, qui, faisant saillie, se présente comme un inexpugnable château-fort, terrible et menaçant. Deux ouvrages nouveaux, le fort des Barres et celui des Perches, ajoutent à la valeur militaire de cette place. Du haut des Perches apparaît cette fameuse *trouée de Belfort*, porte ouverte sur l'Allemagne et par Belfort, en effet, une armée peut facilement se jeter en pays ennemi.

L'homme qui commandait à Belfort et à qui la France doit d'avoir conservé ce coin d'Alsace, est à présent célèbre. C'est le colonel Denfert-Rochereau.

M. Pierre Denfert-Rochereau est né à Saint-Maixent, dans les Deux-Sèvres, le 11 janvier 1823. Élève de l'École polytechnique et de l'École d'application de Metz, lieutenant du génie sous Niel, alors colonel, il fit la campagne de Rome, combattit bravement pour cette cause injuste, et, à l'assaut, eut sa tunique criblée de balles. Capitaine en 1852, il fut, en 1854, envoyé en Crimée, et, dans les tranchées de Sébastopol, il prit part au siége. Il était à l'affaire du Mamelon-Vert; un biscaïen, à Malakoff, lui broyait l'épaule. Il demeura au feu pourtant. Une balle à la jambe le renversa. A Metz, professeur adjoint à l'École d'application, il demeura quatre ans. On l'envoya en Algérie, où il exécuta des ponts, des constructions importantes. Chef de bataillon en 1863, envoyé à Belfort en qualité de commandant du génie, il avait fait exécuter, il avait en quelque sorte improvisé les travaux de défense des forts des *Perches* et des *Barres*. Lieutenant-colonel le 7 octobre 1870, colonel le 19, c'est à ce dernier titre qu'il défendit Belfort.

Lorsque nous voulons connaître la valeur de nos hommes de guerre, demandons-la à nos ennemis. Ceux qu'ils haïssent bien, ceux-là méritent notre affection. Et certes, Denfert et Belfort sont deux noms que les

Allemands ne prononcent point sans colère. Lorsque, le 4 novembre, le général von Treskow écrivit avec une politesse extrême et affectée à Denfert, en priant ce *très-honorable et très-honoré commandant* de livrer Belfort « pour éviter à la population du pays les horreurs de la guerre, » l'Allemand dut voir bientôt à qui il avait affaire, lorsque le colonel lui répondit que « le seul moyen d'éviter à Belfort les horreurs d'un siége, c'était la retraite de l'armée prussienne. »

Denfert, en effet, ne fit pas comme Bazaine. Il resta fort peu en communication avec l'assiégeant. Remarquant, pendant le siége, que les parlementaires prussiens inspectaient, à l'abri du drapeau blanc, les fortifications, il déclara qu'il n'en recevrait plus. M. de Treskow devait s'en venger en refusant à une députation suisse ce que Werder avait autorisé à Strasbourg; la sortie des femmes et des enfants.

En 1814, Belfort ne s'était rendu aux Bavarois qu'après l'abdication de Napoléon. En 1815, Lecourbe s'y maintint presque sans soldats et sans vivres. En 1871, on peut dire que Denfert ne l'a rendue que pressé par la nécessité politique. Le 10 novembre pourtant, les lignes d'investissement s'étendaient à 4 kilomètres autour de la ville; le 16, les ouvrages allemands étaient déjà à 1.300 mètres. Dans la nuit du 16 au 17, 3.000 hommes sortaient et bouleversaient tous les ouvrages. Mais du 18 au 30, les Prussiens ouvraient deux parallèles. Le 2 décembre, leurs batteries, établies sur la côte du Sablert, commençaient le bombardement, et le 6, l'état-major prussien télégraphiait à Berlin : *Belfort peut tenir encore cinq jours au plus.* Deux mois après, Belfort tenait encore.

Nous raconterons plus loin ce siége de Belfort dont nous venons, dès à présent, d'indiquer l'importance et la résistance virile. C'est autour de ce point que vont, pendant de longs jours, pivoter les opérations des armées de l'Est. Werder, voulant occuper Auxonne, avait

abandonné Dijon. Les troupes garibaldiennes l'occupèrent alors, mais les Allemands allaient leur reprendre la ville le 14 novembre, puis, partant de ce point, se diviser en deux colonnes, l'une marchant sur Nuits, l'autre sur Dôle. Un détachement des troupes de Werder, composé de uhlans et de hussards et d'un bataillon de la landwehr, détachement qu'il avait envoyé du côté de la Seine vers l'armée de Frédéric-Charles, devait être surpris, dans la nuit du 19 au 20 novembre, par les garibaldiens de Ricciotti Garibaldi et attaqué et repoussé, rejeté hors de Châtillon avec de grandes pertes.

Cet échec exaspéra les Prussiens contre l'armée garibaldienne. Il fallait décidément compter avec elle. Le coup de main du fils de Garibaldi, Ricciotti, affirmait l'audace des hommes enrôlés sous celui que l'Allemagne appelait l'*oncle* ou le *condottiere*. Werder avait maintenant devant lui les quatre brigades de l'armée des Vosges, composées d'éléments, fort bizarres, je le reconnais, mais très-énergiques [1].

L'armée des Vosges comptait à peu près 12.000 hommes, nous dit le colonel Rüstow, quoique le chef d'état-major la porte à 50.000 combattants. A l'aile droite de cette armée, du côté de Beaune, une nouvelle armée vint se placer sous le commandement de l'ancien capitaine aide de camp du général Clinchant, M. Cremer, devenu général. C'est ce corps d'armée à qui nous avons

1. 1re *brigade*. — Général Bosak-Hauké; éclaireurs de Gray, éclaireurs égyptiens, francs-tireurs du Sud, 1er bataillon des Alpes-Maritimes, 42e régiment de marche (Aveyron), une compagnie de francs-tireurs, volontaires du Rhône.

2e *brigade*. — Commandant Delpech; 1er bataillon de l'Égalité, 2e bataillon de l'Égalité, guérillas de Marseille, guérillas de l'Orient, éclaireurs de la brigade corse; bataillon de garde mobile.

3e *brigade*. — Commandant, Menotti Garibaldi; 2e bataillon des Alpes-Maritimes, bataillon des Hautes-Alpes, bataillon des Basses-Pyrénées. légion des volontaires italiens, chasseurs des Alpes-Maritimes, les francs-tireurs réunis, francs-tireurs de Dran, francs-tireurs de Franche-Comté.

4e *brigade*. — Commandant, Ricciotti Garibaldi; bataillon Nicolaï,

vu perdre la bataille de Nuits, d'ailleurs si bien disputée.

Après cette bataille (18 décembre), l'ennemi ne put cependant poursuivre l'armée de Cremer en retraite. La cavalerie badoise, essayant de nous prendre en queue, avait été repoussée par nos fantassins. Deux jours auparavant, devant Langres, un détachement français avait attaqué les régiments allemands qui surveillaient la ville et avait été repoussé.

Peu avant la bataille de Nuits, Garibaldi avait essuyé un petit échec, mais qui n'était point sans gloire.

L'affaire de Pâques et de Prénois (26 novembre), que les Prussiens ont enregistrée comme une victoire décisive, donne mieux que toute autre une idée exacte de Garibaldi, de sa façon de combattre, audacieuse et chevaleresque. Les troupes de Garibaldi occupaient les bois devant le village de Pâques, sur la gauche de Dijon, au delà de Plombières, lorsque les Prussiens résolurent de les attaquer et de les débusquer de leurs positions. L'artillerie prussienne couvrait les hauteurs de Prénois et fouillait la forêt de ses obus, lorsque Garibaldi, à cheval, partit des bois de Lantenay, guidant les colonnes de Menotti à l'assaut de la rampe abrupte qui monte à Prénois. Disposés en tirailleurs, les francs tireurs ouvraient leur feu sur les batteries prussiennes et les

éclaireurs de l'Allier, chasseurs savoisiens, francs-tireurs de l'Aveyron, chasseurs du Dauphiné, éclaireurs du Doubs, francs-tireurs de la Côte-d'Or, francs-tireurs de Dôle, chasseurs du Mont-Blanc, francs-tireurs de la Croix-de-Nice, francs-tireurs de Toulouse, francs-tireurs des Vosges, 1re compagnie du Gers, chasseurs de la Loire.

Artillerie. — Commandant en chef, Ollivier; 2e batterie de la Charente-Inférieure, 3e batterie de la Charente-Inférieure.

Cavalerie. — Chasseurs à cheval, escadron de guides, cavaliers volontaires de Châtillon, éclaireurs du Rhône, cavaliers d'exploration.

Corps isolés. — Francs-tireurs de la Mort, compagnie de la Revanche, bataillon des Enfants-Perdus de Paris, carabiniers de Gênes, compagnie espagnole, compagnie franco-hispanienne.

bataillons allemands, lorsqu'avec une poignée de chasseurs du 7e, suivis de guides garibaldiens, le chef d'escadron Canzio et le capitaine Baudet s'élancèrent sur les pièces allemandes que leurs servants emmenèrent aussitôt. Prénois était emporté, et, au tomber de la nuit, les troupes garibaldiennes enlevèrent encore le village de Darois. Les Prussiens se rabattaient sur Dijon. C'est alors que Garibaldi, se tournant vers son chef d'état-major : « Eh bien, colonel, dit-il, allons-nous souper à Dijon? — Allons à Dijon. » On se remet en marche. La nuit était venue. Ordre fut donné aux hommes de ne pas tirer un seul coup de fusil, d'attaquer toujours à la baïonnette. On arriva ainsi à 4 kilomètres de Dijon, Garibaldi, en voiture, à la tête de cette armée de volontaires et de mobiles des Alpes et des Pyrénées. Le général, tout en cheminant, fredonnait une vieille chanson française :

A nous Français, à nous des fers! aux armes!

Arrivé devant Talant, Garibaldi, debout devant sa voiture, répétait à ses soldats, à mesure qu'ils défilaient : — « Allons, enfants, du courage et pas un coup de fusil! » Les carabiniers génois, placés en avant-garde, abordèrent silencieusement les avant-postes prussiens et les éventrèrent à la baïonnette. Puis le clairon sonna la charge et Garibaldi reprit sa chanson, à voix haute cette fois :

Aux armes, aux armes, aux armes!

Les troupes entrèrent à Dijon au pas gymnastique et pénétrèrent en ville jusque dans les maisons de la place d'Arcy; mais une panique vint jeter le trouble dans cette troupe surprenant ainsi cette cité morne, sans lumière. Les décharges des Prussiens se firent entendre, foudroyantes, et Garibaldi dut battre en retraite après son audacieux exploit.

Mais les Allemands ne furent pas moins stupéfaits de tant d'audace, et le journal d'un témoin raconte ainsi cette aventure, digne d'un roman : « Samedi soir, à huit heures, il y a eu une terrible alerte à Dijon; 3.000 hommes des forces de Garibaldi, en trois colonnes, se sont avancés jusqu'aux portes de la ville : une des trois colonnes a fait 1.100 prisonniers sans tirer un coup de fusil; une deuxième, entre Talant et Fontaine, a égorgé 4 à 500 ennemis, s'est avancée jusque derrière le cimetière, massacrant les postes avancés.

« Quelle panique chez les ennemis, qui, se croyant attaqués par 30.000 hommes au moins, couraient, fuyaient dans toutes les directions. C'était un désordre, une confusion indescriptibles. Les coups de pistolet, de sabre, pleuvaient sur les curieux que le vacarme attirait sur leurs portes, et plusieurs personnes ont été blessées. »

Garibaldi, repoussé de la sorte devant Dijon, allait prendre sa revanche à Autun, quelques jours après, le 1er décembre. Les Prussiens, menaçant Autun déjà, commençant à lancer des obus sur la ville, le général, posté dans Autun, repoussa l'ennemi qui déjà occupait les premières maisons du faubourg, l'obligea à changer la position de ses batteries et le força enfin de se replier en hâte sur le bois de Vesons, « refoulé, dit M. Bordone, par toutes nos troupes cachées jusque-là dans la forêt de Planaise. » Cette journée n'en était pas moins interprétée par les Prussiens comme un fait d'armes glorieux, et ils annonçaient officiellement *la défaite de Garibaldi*, qui venait de perdre 400 morts ou blessés.

Nous arrivons ainsi, en racontant ces incidents divers, à la deuxième quinzaine de décembre. L'armée de la Loire était alors, on s'en souvient, à la suite des combats devant Orléans, coupée en deux tronçons : l'un, resté sous le commandement de Chanzy, et manœuvrant dans le Perche ; l'autre, à Bourges, commandé par Bourbaki. Depuis le mois d'octobre, le gouvernement de

Tours voulait tenter, dans l'est, un grand mouvement très-audacieux et très-imprévu ; il s'agissait de marcher sur l'Alsace, de couper le chemin de fer de Strasbourg à Paris, et, par conséquent, les communications de l'armée allemande, et de menacer, au besoin, par le grand-duché de Bade, l'Allemagne elle-même. Cette opération, en octobre, eût peut-être rencontré le succès et sauvé la France. Malheureusement, à cette date, le gouvernement de Tours ne s'inquiétait que de débloquer Paris. Ne croyant point que la capitale résisterait si longtemps et craignant de la voir tomber tout à coup, c'était de son côté que la délégation provinciale dirigeait tous ses secours. Que si elle eût cru possible un siége de cinq mois, elle eût en hâte commencé la campagne de l'Est qui, excellente en octobre, était très-problématique en décembre.

Conçue avec audace, cette opération n'en inquiéta pas moins profondément l'Allemagne qui se vit de nouveau directement menacée. Ceux de nos officiers qui étaient alors prisonniers en Allemagne ont pu juger des angoisses des populations au delà du Rhin. L'armée de Bourbaki, lorsqu'elle marcha sur Belfort, les effraya autant que l'armée de Mac-Mahon lorsqu'elle fut concentrée à Strasbourg. L'Allemagne laissa d'ailleurs échapper le secret de ses craintes lorsque la plupart des villes, toutes les villes allemandes, pour mieux dire, décernèrent au général Werder le droit de cité à la suite de ses victoires et le proclamèrent le sauveur de la patrie. Un moment le bruit se répandit au delà du Rhin, comme dans Paris, que Bourbaki était entré dans le grand-duché de Bade. Ce fut une panique chez les vainqueurs, une fièvre d'espoir chez nos prisonniers, fièvre et panique malheureusement de peu de durée.

Bourbaki, dont l'armée comprenait les 15e, 18e et 20e corps, quitta vers la fin de décembre les environs de Nevers pendant que le 24e corps d'armée française (armée de Lyon, général Bressolles) prenait le chemin de fer de

Lyon à Besançon et remontait vers le nord. Au même moment, Garibaldi et Cremer étaient chargés de couvrir les mouvements de l'armée de l'Est. Ils devaient, s'avançant par Dijon, couper le chemin de fer de Strasbourg à Paris, tandis que Bourbaki, après avoir débloqué Belfort, accomplirait, ce que redoutait si fort l'Allemagne, une diversion sur la rive droite du Rhin.

Le 25 décembre, Werder fut averti du mouvement de nos troupes. Il n'avait avec lui que 45.000 hommes, et une armée de 100,000 hommes marchait vers lui et allait l'attaquer. Aussitôt, établissant ses soldats sur une ligne fortifiée devant Belfort, il utilisa les obstacles naturels que lui fournissaient les accidents de terrain, les montagnes, les torrents de cette partie de la France. En outre, la température combattait pour les Allemands et contre nous.

Cependant, tandis que Garibaldi occupait Dijon, évacué par les Badois, l'avant-garde de l'armée de Bressolles (24e corps) était déjà aux prises avec les Allemands, et, à travers la neige, les soldats de Bourbaki s'avançaient péniblement sous le ciel froid vers Belfort qui résistait toujours.

Cette armée, faite de recrues, de mobiles, commençait dès les premiers jours de janvier à souffrir terriblement du froid.

Chose digne de remarque et qu'on a notée, qu'on m'indique de divers côtés, chaque fois que la température fut plus clémente, le soldat combattit avec plus d'ardeur. Un pâle rayon de soleil donnait de l'âme aux plus abattus, rendait de l'électricité aux muscles. Ces pauvres gens n'avaient pas besoin pourtant que la neige et le gel combattissent contre eux.

Ces malheureux mobiles, et surtout ces mobilisés armés et équipés en hâte, allaient au combat, par ces rudes nuits d'un hiver sinistre, dans un équipage inquiétant. Mal vêtus, pauvrement couverts d'étoffes sans consistance, on les logeait, on les couchait comme au

hasard, dans des bâtiments aux fenêtres sans vitres, sur des bottes de paille, sans toiles, sans couverture, avec moins de soin qu'on n'en prendrait pour des troupeaux. Leurs casernes? des fabriques abandonnées ou des maisons neuves, à peine bâties. Leurs vêtements? il fut presque partout le même, pantalon et vareuse d'un tissu léger, mal cousu, les boutons tombant, les habits se déchirant et s'effiloquant. On croirait qu'on a calomnié les fournisseurs en disant qu'ils ont fourni des souliers garnis de carton. Cela est vrai cependant. Des gens ont condamné de pauvres diables à marcher avec de telles chaussures, dans la boue, dans la neige. Les misérables *soldats pieds nus, sans pain*, de Béranger, ont été, en 1870, les soldats de notre armée. Le *Times* disait de ceux qui spéculaient sur ces détresses : « Il n'y aura jamais de « potence assez haute pour pendre ces fournisseurs. »

Quand on réfléchit à l'étonnante organisation prussienne, on se demande comment nos malheureuses armées improvisées pouvaient espérer de vaincre et purent résister,

La campagne de l'Est devait cependant s'ouvrir pleine de promesses pour nous. La bataille de Villersexel, dont Bourbaki et Werder se disputèrent le résultat dans leurs bulletins, fut une victoire pour nos armes. Cette journée du 9 janvier semblait présager des jours de succès. Il faisait beau, de la neige partout, mais une température supportable. On se battit bien. Seul, un bataillon corse se débanda, laissant tuer son commandant, le lieutenant-colonel Parent. On enleva des positions en chantant. On bombarda les Prussiens, on les brûla dans le château. On avançait. Le soldat français ne demande qu'à marcher en avant.

Le 15 janvier, après s'être battu le 13 à Arcey, et avoir fait étape à Aibre, on établissait le quartier général à Trémoins. Alors commençaient ces rudes batailles entre Montbéliard et Belfort qui devaient, on l'espérait, hélas! débloquer Belfort. Batailles terribles. Werder avait devant

lui des troupes nombreuses, mais ses positions étaient formidables et en quelque sorte inexpugnables. S'appuyant à la frontière suisse, longeant le ruisseau la Lisaine, son centre était Héricourt. Il avait hérissé de canons de siége, protégés par des levées de terre, toutes ces positions. Les Prussiens mêmes, creusant la terre, dissimulaient sous des branchages et de la neige des trous où tombèrent nos soldats. L'armée française attaqua résolûment. Les assiégés de Belfort entendaient cette furieuse canonnade qui les faisait tressaillir d'espoir. On se battit tout le jour, on emporta plus d'une position, on prit Chenetier en repoussant la droite de Werder. Le soir, lorsque l'ombre interrompit le combat, impossible d'allumer du feu. Il fallut coucher dans la neige. On grignota un peu de pain, du lard, rien de plus. On cassait à coups de sabre le vin gelé. Et le lendemain la bataille recommençait plus formidable, un duel d'artillerie. Mais que pouvaient nos canons de campagne contre les pièces de 24 et les énormes obus des Prussiens?

Montbéliard avait été pris par nous, moins le château, l'ancienne citadelle qui domine la ville et où un détachement allemand du colonel Zimmermann se maintint malgré nos efforts.

Pendant la nuit du 15 au 16, et le matin du 16, dans le brouillard, Bourbaki avait pourtant rapproché ses troupes des positions allemandes. Lorsqu'il lança sa principale attaque sur Héricourt, le feu de la mousqueterie de nos soldats décimait les Allemands, mais sans pouvoir rompre leurs lignes et leur arracher leurs positions. Le général français voulut alors tourner l'aile droite de Werder par le village de Fratier, mais sur ce point nos troupes, surprises dans la nuit par la brigade Keller, furent repoussées. La victoire se brisait, pour ainsi dire, dans notre main comme une arme mal trempée.

Le lendemain 17 janvier, Bourbaki, dans sa fureur, attaqua encore avec énergie toute la ligne allemande de

Thagey à Montbéliard. Ses efforts vinrent se briser contre la formidable artillerie badoise. Les malheureux assiégés de Belfort qui, de loin, voyaient sur les hauteurs les canons français se mettre en batterie allaient bientôt voir disparaître cette sorte d'apparition vengeresse. Tout espoir s'écroulait. Bourbaki apprenait, le soir du 18 janvier, que l'avant-garde du général Bressolles venait d'être battue, et, désespéré, accablé, il ordonnait la retraite.

Le 18, cette retraite, qui devait devenir si funèbre, commençait; on se battait à l'arrière-garde, on repassait à Aibre, à Arcey, que les Prussiens occupaient dès que nous les avions quittés, et cette lugubre déroute, la plus sombre de la campagne, se continuait à travers les défilés, les gorges où les chevaux glissaient, mouraient, où les convois s'égrenaient tristement, où les cadavres s'engloutissaient silencieusement dans la neige.

Comment avait-on pu jeter dans ces montagnes par ce ce temps, des troupes qui manœuvraient si difficilement dans les plaines de la Loire? Tandis que les chevaux prussiens, ferrés avec des fers à crampons, à clous d'acier, comme les chevaux russes qui courent sur la Neva, galopaient sans broncher, notre cavalerie glissait, périssait dans ces routes qui étaient des gouffres [1]. Nos soldats allaient pieds nus, d'autres, sabots aux pieds. Jamais nulle armée ne supporta de plus horribles douleurs. C'était la

1. Ces malheureux chevaux mouraient de faim. Un voyageur, passant quelques jours après sur les lieux de cette retraite, disait :

« Des renards, un loup même dépeçaient à larges coups de dents ces restes en putréfaction; une quantité innombrable de corneilles et de pies s'abattaient sur l'avoine répandue à profusion par les réquisitionnaires, et donnaient au tableau un aspect de plus en plus lugubre. Tous les arbres qui bordaient la route impériale ont été littéralement rongés par les quadrupèdes affamés de l'armée française; il y en a qui sont étranglés jusqu'au cœur par la dent chevaline, et ce traitement a déterminé leur chute comme par la hache du pionnier. »

retraite de la Bérésina, mais en France, sur notre sol, la famine, la misère chez soi. L'horreur en paraissait doublée. Affolé de désespoir, Bourbaki, effrayé de passer pour traître, disait d'un ton vague et sombre : « Je sortirai de là comme je pourrai. »

Le 19 janvier, le jour même où Trochu livrait ce simulacre de combat devant Buzenval et Montretout, le jour où Faidherbe se défendait devant Saint-Quentin, Werder se mettait en marche pour poursuivre les Français, tandis que Manteuffel accourait pour lui prêter main-forte.

Pendant ce temps, que faisaient les deux divisions qui devaient couvrir la marche de Bourbaki? La division Cremer, qui venait de combattre vaillamment devant Belfort, était chargée de couvrir la retraite de la réserve d'artillerie du 18e corps sur Besançon[1]. Après avoir livré les combats de Villers-la-Ville et de Dannemarie, elle se rabattait sur Pontarlier. Quant à Garibaldi, il accomplissait les ordres qui lui étaient donnés, et se maintenait *inébranlablement* (c'était le terme de l'ordre reçu) à Dijon. Établi dans cette ville, Garibaldi avait avec lui 10.000 ou 15.000 hommes environ. Le général a dit depuis qu'il ne pouvait guère compter que sur 2.000 hommes. Un détachement prussien, commandé par le général Kettler, attaqua Dijon le 21 janvier. Le général Bordone porte à plus de 70.000 soldats le nombre des Allemands qui devaient attaquer Dijon ; il y a évidemment exagération. Le chef d'état-major de Garibaldi ajoute que, par une manœuvre habile, on réussit à isoler les corps prussiens les uns des autres, de telle sorte que l'attaque qui aurait pu avoir lieu sur trois points à la fois en un seul jour fut divisée en trois journées pendant lesquelles Garibaldi eut successivement raison de chacune d'elles.

1. Voir le livre excellent du colonel Poullet, chef d'état-major de la division Cremer.

Le matin du 21 janvier, le général Bosak-Hauké annonçait à l'état-major la marche de deux fortes colonnes allemandes sur Dijon. Il se disposa à les arrêter et les fantassins résistaient vaillamment à l'ennemi, lorsque les batteries établies à Talant et à Fontaine achevèrent de jeter le désordre dans les rangs allemands. Garibaldi, à côté des pièces, suivait le mouvement de la bataille. Le feu des canons prussiens, inférieur au nôtre, se ralentit et, à la nuit, l'ennemi se retirait du champ de bataille, fusillant des paysans et des ambulanciers en attendant qu'il brûlât vif (chose horriblement vraie) un fficier de francs-tireurs.

Garibaldi était rentré à Dijon, acclamé par la population, lorsque, dans la nuit, un notaire de Messigny (village situé sur la route de Langres) vint, muni d'un laisser-passer prussien, l'engager à abandonner Dijon sous peine de voir la ville bombardée le lendemain à huit heures. Garibaldi écouta le notaire en le regardant profondément de son œil bleu, puis, doucement :

— Dites à celui qui vous a remis ce sauf-conduit, que je l'attends, et que s'il ne vient pas, j'irai le chercher [1].

La journée du 21 janvier avait coûté la vie à un brave soldat, illustré déjà par les batailles du Caucase et de la Pologne, le général polonais Bosak-Hauké. Il était tombé, à l'entrée du bois du Chêne, frappé de plusieurs balles, et on avait retrouvé son cadavre, nu, dépouillé et mutilé, gisant à côté de deux soldats prussiens que Bosak, mortellement blessé, avait tués de sa main.

Le 22, l'attaque des Allemands était encore renouvelée et vers quatre heures de l'après-midi l'ennemi reculait encore. Mais la journée du 23 devait marquer la victoire décisive des troupes garibaldiennes. Renforcées des mobiles de la Haute-Savoie, les 4e et 5e brigades de l'armée des Vosges résistèrent à l'ennemi qui venait de recevoir du renfort et attaquait Dijon, non plus du

1. Bordone, *Garibaldi et l'armée des Vosges*. p. 332.

côté de Talant, mais du côté de Fontaine. Le château de Pouilly, qui fut, dans cette bataille, pris et repris trois fois, marque le point central de la lutte. Ce fut là qu'un officier garibaldien, arrosé de pétrole, fut brûlé vif par les Poméraniens. Les Allemands perdirent là un drapeau, celui du 61e régiment (8e Poméranien) qu'on retrouva sous un tas de cadavres, à côté du sixième porte-enseigne tué pendant la journée.

Les Allemands, battus le 23 janvier, ont durement ressenti la perte de ce drapeau du 61e. Cet épisode témoigne mieux que toutes les explications du résultat obtenu par Garibaldi dans cette sanglante journée. « L'armée prus-
« sienne, dit Bordone, abandonna le terrain couvert de
« ses blessés et de ses morts en telle quantité, que, six
« jours après, et malgré toute l'activité que déployèrent
« en cette circonstance le maire et les conseillers muni-
« cipaux de Dijon, les corvées d'ensevelisseurs n'avaient
« pas terminé leur triste besogne. » L'honneur de la journée revenait à Ricciotti Garibaldi.

Depuis ce jour, les Allemands ont voulu faire croire que leur attaque sur Dijon n'était qu'une feinte destinée à donner le change à Garibaldi, à l'empêcher de s'opposer à la marche des troupes que Manteuffel envoyait à Werder. Les troupes de Kettler, défaites devant Dijon, n'auraient donc rempli que l'office de *rideau*, comme on dit en terme militaire. Mais, en dépit des assertions allemandes, on peut affirmer que des troupes ne se laissent point écraser durant trois jours de suite pour masquer une manœuvre et on peut répondre que le meilleur moyen d'inutiliser Garibaldi, c'eût été de le vaincre. Or, les Prussiens ne l'ont pas fait.

Pour résumer les opérations de cette armée des Vosges, tant calomniée, rappelons enfin que, formée du 15 octobre au commencement de novembre, dès le 11 de ce dernier mois, elle repoussait l'ennemi devant Autun, et que, par ses opérations devant cette ville, en décembre, elle sauvait les établissements du Creuzot, menacés par

l'ennemi. N'eût-elle rendu que ce service à notre cause, elle aurait bien mérité de notre reconnaissance Garibaldi, dans une lettre à son ami Fabrizzi, a déclaré que cette armée de *novices* mal équipés et « plus mal disposés à combattre », avait cependant bien rempli son rôle; et la Bourgogne, cette *Côte d'or* que Garibaldi appelait la *Côte de fer*, a été de cet avis, lorsqu'elle nommait le général italien le premier sur la liste de ses représentants à l'Assemblée nationale.

Quant à l'affaire des garibaldiens qui mirent en désordre l'évêché d'Autun, M. Bordone nous dit dans son livre qu'ils furent punis sévèrement, et M. Bordone lui-même explique l'affaire de l'arrestation de M. Pinard, l'ex-ministre de l'empire, qui distribuait des numéros du journal antifrançais *le Drapeau*, rédigé à Bruxelles par M. Granier de Cassagnac. M. Bordone, arrêté depuis pour ces faits, fut mis bientôt en liberté,

Quant à Garibaldi il avait cru la victoire possible et, insufflant cette foi à ces hommes, il la rendit possible en effet : « Je termine, disait-il dans une instruction à ses francs-tireurs, en rappelant que la défense de Montevideo contre dix-huit mille hommes de troupes aguerries a duré neuf ans; cette ville n'avait alors que 30.000 habitants parmi lesquels il y avait des commerçants anglais, français ou italiens, qui tous prirent part à la défense et eurent le bonheur de voir enfin le triomphe de leur patrie adoptive. Mais Montevideo vendit ses palais, ses temples, ses droits de douane présents et à venir, déterra les vieux canons qui servaient de bornes dans les rues, forgea des lances pour suppléer aux fusils absents, tandis que les femmes donnaient à la patrie leur dernier bijou. Un village de France a plus de ressources que n'en avait alors Montevideo; pouvons-nous douter du succès de la défense nationale? » Telle fut, si Garibaldi se trompa, l'erreur généreuse qu'il commit. Il crut à la France, à la renaissance du patriotisme français, au désespoir viril de la nation envahie. Il ne compta ni sur

les défections, ni sur les trahisons, ni sur la lâcheté des paysans, ni sur l'égoïsme prudent de la masse habituée à jouir. Il se jeta à corps perdu dans la mêlée, et, malgré sa vieillesse, malgré ses blessures, il combattit l'ennemi des idées qu'il aime, le moyen âge représenté par la Prusse féodale, militaire et conquérante.

L'œuvre de Garibaldi n'était pas d'ailleurs terminée avec la victoire de Dijon, et lorsque la défaite aura rejeté en Suisse notre malheureuse armée de l'Est, nous allons le voir opérer afin d'attirer de nouveau sur lui les efforts d'un ennemi acharné à la poursuite des troupes du général Clinchant. L'histoire de cette retraite de notre armée de l'Est en Suisse formera le dernier et le plus triste épisode de cette douloureuse campagne.





CHAPITRE XVIII

Paris après Buzenval. — État des esprits. Fermentation populaire. — Le général Vinoy remplace le général Trochu dans le commandement en chef de l'armée de Paris. — Coup de main sur Mazas. Flourens et les autres détenus politiques sont délivrés. — Exaltation croissante des esprits. — Journée du 22 janvier. — L'Hôtel de Ville. — Les manifestations. — La fusillade. — Proclamation du gouvernement. — Bombardement de Saint-Denis et des forts du nord.

Le triste résultat de l'affaire du 19 janvier montra enfin à Paris la dure vérité dans toute sa profondeur. C'en était fait, la dernière heure du siége avait sonné. Les vivres épuisés ne pouvaient plus fournir de ressources; la suprême sortie, misérablement conçue par les chefs, avait échoué malgré le courage des gardes nationaux et des soldats. Toutes les fautes, toutes les incuries, toutes les faiblesses de la défense de Paris apparaissaient à la lueur de la dernière canonnade et se résu-

maient dans un nom désormais funèbre : *Buzenval.* Tout accablait à la fois les assiégés, l'écroulement de leurs espérances au dedans, la cruauté des nouvelles venues du dehors. En même temps que le *Journal officiel* publiait la dépêche alarmante du général Trochu réclamant des brancardiers, il donnait, comme avec dessein, la longue et désespérante suite des dépêches du général Chanzy relatives à la déroute du Mans, et bientôt Paris allait apprendre que le général Bourbaki n'avait pas été plus heureux que Chanzy.

La douleur de la ville assiégée fut profonde. On n'eût jamais cru possible un pareil réveil. Quoi! c'était pour en venir là qu'on avait supporté tant de douleurs, qu'on s'était disputé des morceaux de pain noir et caillouteux, qu'on avait, bûche à bûche, arraché du chantier un peu de bois pour se réchauffer avec peine, qu'on avait anxieusement attendu les nouvelles que portaient à travers les lignes de pauvres diables décidés à tout braver; c'était pour cela que deux millions d'êtres humains s'étaient voués, corps et âme, à la même idée patriotique, résister; c'était pour se trouver face à face avec un tel lendemain que le gouvernement promettait encore, la veille, la victoire à ce peuple ivre du besoin de combattre? Qu'on s'imagine le déchirement de tous les cœurs lorsque chacun d'eux sentit que le dénoûment approchait, le plus sombre de tous, la chute de Paris entraînant à coup sûr la chute de la France. Paris souffrait tant qu'il se laissait aller à ne plus même écouter le bruit des obus qui tombaient sur ses murailles.

Mais bientôt, à cette sorte de résignation fatidique, la colère fit bientôt place, et on sentit passer dans l'air cette électricité qui annonce les orages populaires. Le mot de Commune, qui signifiait, pour la masse, revanche et direction meilleure, revenait maintenant sur les lèvres, dans les clubs. L'*Alliance républicaine* adressait alors au *peuple de Paris* une proclamation où, invoquant le péril public, elle demandait qu'une assemblée souveraine de

deux cents représentants fût élue par le peuple et sur l'heure. Voici cette pièce peu connue :

« Les revers continus de l'armée de Paris, le défaut de mesures décisives, l'action mal dirigée succédant à l'inertie, un rationnement insuffisant, tout semble calculé pour lasser la patience.

« Et cependant le peuple veut combattre et vaincre.

« S'y opposer serait provoquer la guerre civile que les républicains entendent éviter.

« En face de l'ennemi, devant le danger de la patrie, Paris assiégé, isolé, devient l'unique arbitre de son sort.

« A Paris de choisir les citoyens qui dirigeront à la fois son administration et sa défense.

« A Paris de les élire, non par voie plébiscitaire ou tumultuaire, mais par scrutin régulier.

« L'*Alliance républicaine* s'adresse à l'ensemble des citoyens;

« Invoque le péril public;

« Demande que dans les quarante-huit heures les électeurs de Paris soient convoqués afin de nommer une assemblée souveraine de deux cents représentants élus proportionnellement à la population;

« Demande encore que le citoyen Dorian constitue la commission chargée de faire les élections.

« *Vive la République une et indivisible!* »

L'*Union républicaine* adressait, en même temps, un appel à peu près semblable.

Il était évident que l'opinion publique, unanime cette fois, se prononçait contre la direction militaire jusqu'alors donnée au siège. Mais était-il encore temps d'en donner une autre?

Le 21 janvier, le gouvernement de la Défense décidait que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement. Le titre et les fonctions de gouverneur de Paris, que portait le général Trochu, étaient supprimés, et le général de division Vinoy était nommé commandant en chef.

Le général Trochu n'en conservait pas moins la présidence du gouvernement, mais n'étant plus gouverneur de la ville, il tenait de la sorte cette solennelle promesse officiellement affichée quelques jours auparavant sur les murs de la cité : *Le gouverneur de Paris ne capitulera pas.* Quelle que fût la somme d'illusion que les plus crédules eussent jusqu'à la fin conservée, ce dénoûment fit sur la population tout entière le plus déplorable effet.

Depuis, à la grande joie de la majorité, le général Trochu a tenu à expliquer sa conduite devant l'Assemblée nationale, et il s'est donné dans son discours comme une victime expiatoire :

« La population, la presse, la garde nationale, le gouvernement, disait-il, se prononcèrent contre moi d'une manière définitive. Je reçus des députations des gardes nationaux qui me proposèrent de faire sortir des masses, même non armées, afin de livrer une bataille *torrentielle.* (Agitation mêlée de rires.) Et cette adresse de gardes nationaux était faite dans de bons sentiments (Hilarité) ; le gouvernement, à des degrés divers, y était tout entier rallié. J'étais pressé par tous de livrer la bataille définitive.

« Je déclarai qu'il y avait là un crime militaire à commettre, et je ne voulus pas le commettre.

« Alors arriva que de toutes parts on cria contre le général en chef, et l'on chercha un général en chef qui voulût bien livrer la grande bataille définitive. On chercha un homme hardi pour cette grande espérance. On ne trouva même pas un chef de bataillon. Mais l'autorité du général en chef était perdue.

« Les maires de Paris, et M. Vacherot avait, je crois, la parole, les maires de Paris me dirent et je reconnus avec eux que ma situation n'était plus possible.

« Je répondis que je ne donnerais jamais ma démission. Mais j'ajoutai, en m'adressant au gouvernement : Vous êtes le gouvernement, vous avez le droit de me destituer. On me destitua. On n'a pas manqué de dire que c'était chose arrangée. J'avais dit auparavant que le

gouverneur de Paris ne capitulerait pas, et l'on m'a reproché cette parole. Le gouvernement savait bien que je répondais aux hommes des émeutes, auxquels il ne fallait donner aucun prétexte d'agitation.

« On me destitua, et peut-être après cinq mois de martyre, je méritais de mieux finir. Quand je disais que le gouvernement de Paris ne capitulerait pas, je voulais dire assurément que je ne capitulerais devant aucun effort de l'ennemi, mais je ne voulais pas dire que je ne capitulerais pas devant la famine d'une ville de deux millions d'hommes. (Très-bien ! très-bien !) »

Le général de Bellemare, à qui, le 31 octobre, le gouvernement avait fait offrir le commandement en chef de Paris, fut pressé par Trochu, au lendemain de Buzenval, d'accepter le commandement militaire de Paris. Devant la déclaration du gouvernement, qui avouait que sous peu de jours Paris allait mourir de faim, M. de Bellemare refusa. Il n'eût voulu, dit-il, commander que pour continuer la lutte. Le général Vinoy accepta, quoiqu'il sût bien que tout était fini.

Le général de division Vinoy, qui venait de s'illustrer, au lendemain du désastre de Sedan, par sa brillante retraite de Mézières sur Paris, avait débuté comme simple soldat. Il s'était fait surtout remarquer en Crimée où il commandait la 2e brigade de la division de Mac-Mahon au moment de l'assaut de Sébastopol. C'est à lui que Mac-Mahon, dans la prévision que l'ouvrage de Malakoff était miné, dit ces simples paroles : « Il est possible que votre brigade saute, mais dans ce cas la brigade Decaen vous remplacera et Malakoff nous restera. »

A Solférino, M. Vinoy commandait une division. Alors qu'il n'était que capitaine adjudant-major au 1er régiment de la légion étrangère, M. Vinoy s'était distingué pendant les campagnes d'Algérie, en 1842 notamment, contre les Kabyles ; en 1843 contre les Flittas ; mais ses exploits de jadis et ses services d'hier étaient effacés dans l'esprit surexcité de la population par les opinions

bonapartistes qu'on lui connaissait ou qu'on lui prêtait. On ne voulait voir dans le nouveau gouverneur que le sénateur de l'empire. L'ordre du jour que le général adressa à l'armée de Paris, en en prenant le commandement, ne pouvait calmer beaucoup les passions.

« Le gouvernement de la Défense nationale, disait-il, vient de me placer à votre tête; il fait appel à votre patriotisme et à mon dévouement; je n'ai pas le droit de m'y soustraire. C'est une charge bien lourde : je n'en veux accepter que le péril, et il ne faut pas se faire d'illusions.

« Après un siége de plus de quatre mois, glorieusement soutenu par l'armée et par la garde nationale, virilement supporté par la population de Paris, *nous voici arrivés au moment critique*.

« Refuser le dangereux honneur du commandement dans une semblable circonstance serait ne pas répondre à la confiance qu'on a mise en moi. Je suis soldat et ne sais pas reculer devant les dangers que peut entraîner cette grande responsabilité.

« A l'intérieur, le parti du désordre s'agite, et cependant le canon gronde. *Je veux être soldat jusqu'au bout*, j'accepte ce danger, bien convaincu que le concours des bons citoyens, celui de l'armée et de la garde nationale, ne me feront pas défaut pour le maintien de l'ordre et le salut commun.

« GÉNÉRAL VINOY. »

Tandis que le gouvernement délibérait et prenait la décision d'appeler au commandement de Paris le général Vinoy, la prison de Mazas, où se trouvaient réunis plusieurs détenus politiques, entre autre Gustave Flourens, était forcée par une petite colonne de gardes nationaux qui avaient formé ce dessein, le matin même du 21, à l'enterrement de Rochebrune. Cette colonne se composait de cent trente hommes, qui, après avoir réquisitionné des tambours, s'avancèrent, le drapeau rouge en tête.

vers la prison. Le poste de gardes nationaux qui faisait le service de Mazas était occupé par une trentaine d'hommes. Quatre gardes entrèrent dans le poste et le surprirent; la colonne avança, ses tambours battant la charge. Des délégués montèrent déclarer au directeur de la prison qu'il était inutile pour lui de résister et qu'il devait rendre tout de suite le citoyen Flourens, illégalement détenu. « Le directeur ayant voulu refuser, on le menaça de mort, nous apprend Flourens lui-même dans son *Paris livré* (p. 204), et on l'obligea à céder à la force. » Ceci se passait le samedi, 21 janvier, vers minuit. Flourens, averti par ses amis, attendait dans sa cellule, tout prêt à partir. Une fois maître de la prison, Flourens fit ouvrir les cellules des autres détenus politiques, Léo Meillet, Henri Bauer, le docteur Pillot, Demay, etc., sortit de Mazas, sauta en selle et, à la tête de sa petite troupe, monta à Belleville où il reprit, au nom de la Commune, possession de la mairie du vingtième arrondissement, dont il avait été nommé maire-adjoint. « Il envoie alors, raconte-t-il encore, au nom du peuple, ordre aux chefs de bataillon de l'arrondissement de prendre position sur le boulevard de Puebla. Il voulait, dès qu'il aurait eu ces bataillons à sa dispositition, s'emparer avec l'un de l'état-major de la garde nationale; avec les autres de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture de police. Il était temps encore de tout sauver, ajoute-t-il, réorganiser l'armée révolutionnairement en trois jours, puis marcher aux Prussiens et vaincre, cela était possible. » Nous verrons, plus tard, au moment où Flourens lui-même marchera sur Versailles, que le résultat était difficile à obtenir; mais, l'esprit bouillant d'un patriotisme ulcéré, le jeune et ardent chef de légion ne voyait devant lui à cette heure aucun obstacle. Il avait trop de cette foi dont les autres n'avaient pas assez.

Un télégramme du commandant du 2e secteur devait affirmer, le lendemain, que, durant cette nuit de l'occupation de la mairie du vingtième arrondissement par les

gardes nationaux de Flourens, il aurait été pris sur les provisions de la mairie *deux mille rations de pain* [1]. Flourens s'en défend absolument, et raconte qu'avec vingt francs pris dans sa bourse, il avait fait acheter du pain à ses hommes et distribuer, contre réquisition signée de lui, un morceau de pain et un verre de vin. « Ils étaient cent hommes, dit-il, et rien de plus ne fut pris à la mairie. »

De tous les chefs de bataillon qu'avait mandés Gustave Flourens, un seul se rendit à l'appel, et encore sans son bataillon, déclarant que toute tentative d'action serait stérile [2]. Flourens, abandonnant ses projets de lutte, licencia sa petite troupe, et, selon sa propre expression, rentra en maison sûre. Le commandant du 2e secteur fit reprendre possession de la mairie du vingtième arrondissement. Cependant, rendez-vous avait été donné par les clubs, pour le lendemain, midi, sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Les gardes nationaux étaient invités à se rendre en armes, suivis de leurs femmes, qui protesteraient « contre le rationnement du pain et les autres

1. Voici ce télégramme du commandant du 2e secteur :

Paris, le 22 janvier 1871, 11 h. 48 du matin.

Général Callier, commandant 2e secteur,
à maire de Paris.

Le passage de Flourens à la mairie du vingtième arrondissement a coûté environ 2.000 rations de pain supprimées ou emportées.

La commission municipale est dans le plus grand embarras ; elle compte sur vous pour obtenir le remplacement de ces 2.000 rations, soit par l'Hôtel de Ville, soit par une intendance quelconque.

C'est un besoin d'ordre public et des plus urgents !

Pour copie conforme :

Le ministre de l'intérieur par intérim

JULES FAVRE.

1. Flourens, *Paris livré.*

mesures destinées à affamer le peuple. » On s'était séparé dans les réunions aux cris de : *Vive la Commune!*

Le lendemain, une proclamation du commandant en chef de la garde nationale où le général Clément Thomas déclarait *qu'il était temps* de réprimer certaines tentatives, allait être affichée, lorsque contre-ordre vint de l'Élysée, où l'état-major de la garde nationale était installé, et Clément Thomas substitua à cette première proclamation celle-ci, qui ne fut affichée que le 22 janvier, vers midi :

A LA GARDE NATIONALE

« Cette nuit, une poignée d'agitateurs a forcé la prison de Mazas et délivré plusieurs prévenus, parmi lesquels M. Flourens.

« Ces mêmes hommes ont tenté d'occuper la mairie du vingtième arrondissement et d'y installer l'insurrection.

« Votre commandant en chef compte sur votre patriotisme pour réprimer cette coupable sédition.

« Il y va du salut de la cité.

« Tandis que l'ennemi la bombarde, les factieux s'unissent à lui pour anéantir la défense.

« Au nom du salut commun, au nom des lois, au nom du devoir sacré qui nous ordonne de nous unir tous pour défendre Paris, soyons prêts à en finir avec cette criminelle entreprise!

« Qu'au premier rappel, la garde nationale se lève tout entière, et les perturbateurs seront frappés d'impuissance.

« *Le commandant supérieur des gardes nationales,*

« CLÉMENT THOMAS. »

Paris, ce 22 janvier 1871.

A l'heure où cette proclamation était affichée, le

conflit, annoncé par les clubs, allait douloureusement éclater. A trois heures du matin, dans la nuit du 21 au 22 janvier, le commandant supérieur de Paris avait télégraphié aux commandants des secteurs : « Tout « annonce pour demain, dès le matin, une journée « grave. Ayez vos hommes prêts de bonne heure, le « plus tôt possible, et tenez-les à notre disposition. » A sept heures, le général Vinoy télégraphiait au général Blanchard de donner immédiatement l'ordre aux trois bataillons de mobiles du Finistère de rentrer dans Paris : un bataillon s'arrêterait avenue d'Italie, à hauteur du secteur, les deux autres iraient s'établir dans les bâtiments neufs de l'Hôtel-Dieu. Pendant ce temps, le général d'Exéa surveillerait Belleville et les troupes du général Courty, venues de Puteaux, aux Champs-Élysées, attendraient les événements et les ordres. Ainsi, tandis que Paris fermentait et que les gardes nationaux chargeaient leurs fusils, la troupe, à son tour, prenait position dans Paris et s'apprêtait à combattre dans les rues. Triste spectacle! Journée de deuil inoubliable et qui fait monter la rougeur au front du patriote. Quoi ! la guerre civile avant la fin de la guerre étrangère, la fusillade entre Français sous le bombardement prussien! Un cœur épris de la patrie ne peut assez haïr ceux qui ont souillé de sang le souvenir de ce siége de Paris, superbe et héroïque, quoi qu'en aient dit ses détracteurs.

Mais les auteurs de la journée du 22 janvier, qui sont-ils? — Ici, nous écrivons l'histoire. Témoin de la plupart des faits que nous contons et en particulier de la fatale journée du 22 janvier, nous déposons, pour ainsi dire, devant l'avenir et devant le présent aussi, comme un témoin devant un tribunal. Républicain ami de la liberté humaine et de l'égalité sociale, nous n'hésiterons jamais à faire connaître le vrai, car c'est en combattant l'erreur qu'on affranchit une nation. Répudiant la violence partout où nous la rencontrons, pleu-

rant le sang versé, mais jugeant froidement les hommes, notre rôle est de parler et d'écrire selon notre conscience. Nous dirons donc toutes choses, toujours et en toute franchise. Nous n'avons aucun respect, nous l'avouons, pour cette idole avilissante qui s'appelle le mensonge. Etre sincère et véridique, voilà la vertu de l'historien. Ne lui demandez aucune flatterie pour aucun pouvoir, n'exigez de lui, encore une fois, que ce qui est le vrai. En cette journée du 22 janvier, celui qui écrit ces lignes a pu connaître cette vérité et la recueillir sur les lieux mêmes, recevant à la fois la fusillade qui partait de la place et celle qui lui répondait de l'Hôtel de Ville. Il a donc, s'il peut dire, acquis là le droit de parler selon sa conviction, et son témoignage en aura, nous l'espérons, plus de poids. — Que bien des gens que nous aimons ne rencontrent pas l'écho absolu de leurs idées particulières dans ces pages, nous le regrettons sans pouvoir nous résigner à altérer notre pensée. Nous estimons trop la conscience et nous estimons trop aussi ceux qui nous lisent pour croire qu'il leur faut des flatteurs. Que ceux qui prétendent à ce que l'histoire caresse leurs passions ferment ce livre. L'auteur écrit, non pour quelques-uns, mais pour tous, pour la foule tant de fois trompée, pour la foule généreuse mais hésitante, aveugle, exploitée par ses meneurs, pour ce *herr omnes* dont parlait Luther, pour ce *tout le monde* que saluait Voltaire. A cette heure, où les masques et les ménagements sont superflus, il ne s'agit point de flatter le public, mais de l'éclairer.

Le récit qui va suivre de la sombre journée du 22 janvier est donc d'une exactitude absolue. Nous défions, non pas qu'on nous dise, mais qu'on nous prouve le contraire.

C'était un dimanche, un de ces dimanches spongieux, humides, de janvier, où la boue des pluies précédentes emplit encore les rues mal séchées ; un temps couvert et orageux, qui pouvait faire espérer que les nerfs parisiens, après s'être excités, se calmeraient. Le matin, la

place de l'Hôtel-de-Ville n'offrait pas un aspect bien animé et ce ne fut guère que vers midi que quelques groupes vinrent stationner devant le palais municipal. Il y avait loin de l'animation que présentait au 31 octobre cette même place de Grève à l'aspect qu'elle prenait ce matin du 22 janvier. Ce n'était plus la même effervescence unanime, mais quelque chose de plus sombre et de plus résolu. Les rares gardes nationaux qu'on apercevait, le fusil sur l'épaule, étaient évidemment venus, cette fois, pour combattre. L'Hôtel de Ville était occupé par ces mobiles bretons que l'opinion parisienne désignait comme les gardes du corps du général Trochu. Un instant, devant une manifestation de la foule, les baïonnettes des mobiles apparurent aux fenêtres de l'Hôtel qui demeurèrent fermées à partir de ce moment. Le colonel commandant l'Hôtel de Ville avait fait retirer les mobiles. L'officier de paix Bressaud télégraphiait alors (1 heure 40 de l'après-midi) au chef de la police municipale : « La tentative faite par les gardes nationaux pour s'emparer de l'Hôtel de Ville paraît, quant à présent, avoir échoué. » (Voyez ces dépêches dans les rares livraisons des *Papiers du gouvernement du 4 Septembre*, publiés par une commission d'enquête nommée par la Commune de Paris, avril 1871.) Vers une heure et demie, il ne restait, sur la place, qu'environ trois cents gardes nationaux armés. Un autre détachement, après avoir défilé devant le palais, allait se masser vers l'Hôtel de Ville, du côté du quai. La rue de Rivoli voyait, de minute en minute, passer de petits groupes qui allaient se joindre à un bataillon, qui, placé du côté de la rue de Rivoli, sur la place, attendait, l'arme au pied. A cette même heure, une dépêche du préfet de police au ministre de l'intérieur avertissait qu'on battait, disait-on, la générale aux Batignolles, avec l'adjoint B. Malon pour directeur du mouvement.

Il n'y avait guère, en dépit de tout, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, que des curieux, des passants, des

femmes aussi, et, çà et là, quelque personnalité honorée du parti républicain, Martin Bernard, l'ami de Barbès, M. Edmond Adam, préfet de police démissionnaire après le 31 octobre, venus là pour voir si vraiment l'agitation était si vive et si dangereuse. A côté d'eux passait, tenant sa carabine par le canon et la portant sur l'épaule, M. Pilotell, en uniforme d'artilleur de la garde nationale, et M. Tony Révillon, en vareuse noire, entrait à l'Hôtel de Ville à la tête d'une députation que recevait l'adjoint au maire de Paris, Gustave Chaudey. Le commandant de l'Hôtel de Ville, M. Vabre, colonel de la garde nationale, et M. de Legge, commandant des mobiles du Finistère, parlementaient, placés derrière la grille de l'Hôtel, devant les portes fermées, avec des gardes nationaux qui demandaient énergiquement, violemment, à entrer.

Introduite auprès de Chaudey, la députation, composée de six délégués, que conduisait M. Révillon, demanda au représentant de la municipalité que le gouvernement, se rendant aux vœux de la population, exprimés par le manifeste de l'*Alliance républicaine*, se démît de ses fonctions et cédât enfin la place à la Commune. Il était bien tard et, sans nul doute, l'adjonction d'éléments énergiques et nouveaux au gouvernement, bonne au 31 octobre, était malheureusement inutile au 22 janvier, quand il ne restait plus à Paris que pour quelques jours de pain. Peu après, une nouvelle députation fut introduite

— La défense a été mal conduite, s'écria un des délégués, lieutenant de la garde nationale, dont le nom n'est point connu, il ne nous faut plus des généraux semblables à ceux que nous avons vus à l'œuvre, il nous faut des Hoche et des Marceau !

— Où les trouverez-vous ? demanda Gustave Chaudey.

— Je suis là, répondit l'orateur, moi, si vous voulez !

Peu après, ce même jeune homme, pâle et l'air fiévreux, redescendait de l'Hôtel de Ville, et grimpant à un

des lampadaires de la place annonçait à la foule que la députation venait de réclamer énergiquement à Chaudey la démission du gouvernement de la Défense. La foule, houleuse, mais non menaçante encore, acclamait alors l'orateur; on agitait des chapeaux, des képis, on criait *bravo* à ce mot de démission. Deux officiers de la garde nationale arrivaient à cheval et parlaient aussi à la foule. La première députation avait disparu. On affirme que ses membres étaient allés rejoindre des coreligionnaires politiques, parmi lesquels on a cité Blanqui, attendant tout près de là l'issue du mouvement dans l'appartement d'une maison voisine, située rue de Rivoli, aux abords de la place, appartement loué tout exprès sous le prétexte d'offrir un punch à des gardes nationaux des bataillons de marche.

Jusqu'à ce moment, tout était parfaitement légal et rien n'eût fait supposer, pour un œil peu exercé, qu'il dût y avoir effusion de sang. Tout à l'heure, pendant que la députation était reçue à l'Hôtel de Ville, un détachement de gardes nationaux venant de la rive gauche, armés et vêtus de capotes de couleurs diverses, quelques-uns en blouse, avait débouché sur la place, par le pont Notre-Dame et portant la crosse en l'air. En les apercevant, le bataillon rangé près de la rue de Rivoli se mit à applaudir en criant : « Vive la République ! » — « Mort aux traîtres ! » répondaient les nouveaux venus.

La place avait fini par se remplir d'une foule évidemment irritée contre l'indécision de Trochu et la mollesse des gouvernants, mais ne voulant point la guerre civile, lorsque tout à coup par la rue du Temple, arrive, baïonnettes au bout du fusil et tambours battant la charge, un bataillon ou plutôt deux ou trois cents hommes des compagnies de guerre du 101e bataillon de la garde nationale, et ce flot armé s'ouvre un passage comme un torrent. Les guidons rouges flottaient au-dessus de leurs baïonnettes comme des oriflammes. Ces hommes se ran-

gèrent devant la grille de l'Hôtel de Ville par un mouvement rapide, puis, tout à coup, sans hésitation, un coup de feu part de leurs rangs, tiré par un garde, le genou en terre (on affirme qu'il se nommait Pompon). Aussitôt, partant du groupe des gardes nationaux, les coups de feu se succèdent.

Des officiers de mobiles se trouvaient, avons-nous dit, derrière la grille, les portes et les fenêtres de l'Hôtel étant fermées. L'un d'eux, l'adjudant-major Bernard, est grièvement blessé aux deux bras et à la tête.

Les fenêtres de l'Hôtel de Ville s'ouvrent rapidement et la fusillade répond aux détonations qui partent de la place. La foule s'enfuit, éperdue. Dans la boue jaune et délayée par une petite pluie perçante qui tombait comme une bruine, des gens s'affaissaient, — spectacle que je revois encore, — quelques-uns pour ne plus se relever. Et la fusillade continuait. Elle partait des encoignures des rues qui font face à la place, des angles du quai et de la rue de Rivoli; elle partait surtout des fenêtres de deux maisons voisines du bâtiment de l'Assistance publique. Le feu des assaillants était dirigé contre les fenêtres du premier étage de l'Hôtel de Ville, dont tous les carreaux furent brisés.

Cette fusillade détestable alternait, farouche, stupide, avec le bombardement de Paris par les Prussiens, en ce moment plus furieux et plus précipité. Dans les maisons des quais, la foule effarée se pressait en gémissant, des femmes, des enfants pleuraient, les uns maudissant Trochu, les autres Flourens. — Les mobiles, lancés sur les gardes nationaux déployés en tirailleurs, chargeaient sur la place et dans les rues voisines.

Au bout de quelques minutes, l'arrivée des gardes républicains mettait en fuite les gardes nationaux. Une vingtaine de ceux-ci avaient été faits prisonniers dans les maisons d'où la fusillade était partie. Ce triste combat n'avait pas duré plus de vingt minutes. Le capitaine du 101ᵉ fut arrêté. Il y avait cinq morts et dix-huit blessés.

Bientôt les quais se garnissaient de troupes, la place de l'Hôtel-de-Ville se hérissait de fer. On battait la générale dans les rues. Le général Clément Thomas, pâle comme un mort, accourait, au galop de son cheval, suivi de son état-major. On voyait, chose lugubre, les voitures d'ambulance, les chirurgiens aux brassards blancs croisés de rouge, relever des cadavres, ramasser des blessés, non plus devant l'ennemi, non plus sous le fusil prussien, mais dans Paris, au cœur même de la cité bombardée, en pleine guerre, sous le redoublement des coups de feu du canon Krupp.

Un des chefs du mouvement, Théodore Sapia, ancien commandant d'un bataillon dont les hommes l'avaient de leur propre mouvement arrêté, lorsqu'il leur distribuait des cartouches pour marcher sur l'Hôtel de Ville, Sapia, jugé pour ce fait par un conseil de guerre et acquitté, avait été tué net, dans cette lutte que Flourens appelle *un guet-apens*. Sapia avait été accusé, jadis, d'avoir sollicité sous l'empire un grade dans la garde mobile. Il avait un moment rédigé un journal qui s'appelait *la Résistance*. Parmi les autres morts, on citait un peintre, une femme, des enfants, le capitaine Thiébart, de la garde nationale, ainsi qu'un chirurgien qui logeait en face de l'Hôtel de Ville et qui fut tué chez lui. Les renseignements du gouvernement ont depuis affirmé qu'on avait ramassé, au dedans et au dehors de l'Hôtel de Ville, de petites bombes fulminantes lancées par des assaillants. L'instruction et le procès commencé, et inachevé, pouvaient seuls nous faire connaître là-dessus la vérité stricte. On prétendit aussi, ce qui était inexact, que de l'Hôtel de Ville était partie une décharge de mitrailleuse.

C'est sur Gustave Chaudey, qui ne commanda point le feu, que les vaincus ont fait retomber la responsabilité du sang versé, le 22 janvier. Nous avons, pour défendre la mémoire de Chaudey, le témoignage de M. Étienne Arago, présent à l'Hôtel de Ville, mais sans caractère

officiel, au moment de la lutte. La dépêche de M. Cambon à M. Jules Ferry que publia la Commune et où il est dit que l'avis de Chaudey est qu'on envoie *des renforts pour balayer la place* ne signifie pas que l'adjoint au maire ait ordonné de charger la foule. La fusillade, partie de l'Hôtel de Ville, n'est point le fait de Chaudey. Elle répondit à l'attaque du détachement du 101e et du 207e et les mobiles ne firent feu qu'affolés et comme au hasard. Quelques-uns pleuraient et se voyaient perdus. Les estafettes de la gendarmerie, de planton dans la grande salle des huissiers, prirent alors les chassepots de quelques-uns de ces mobiles et tirèrent du haut des fenêtres. A ce moment, le secrétaire de M. Ferry, le jeune M. Robinet, fils de l'ancien maire du sixième arrondissement, se jetait dans les bras d'Étienne Arago et s'écriait devant ces horribles détonations : « Quel malheur! C'en est fait! la République est perdue! »

Tandis que ce drame se déroulait sur la place de l'Hôtel-de-Ville, un autre épisode de l'insurrection avait lieu, non loin de là, au parc d'artillerie de la garde nationale. Ces faits, peu connus, nous sont certifiés par M. Siebecker. Vers dix heures du matin, le lieutenant-colonel Juillet Saint-Lager reçut, du commandant du poste du parc Notre-Dame, l'avis que les bataillons de Flourens descendaient sur l'Hôtel de Ville. Il fit aussitôt sonner dans tous les quartiers, fit doubler le poste et se rendit immédiatement au parc d'artillerie, accompagné du capitaine adjudant-major Girard, des batteries sédentaires, et du capitaine adjudant-major Édouard Siebecker, des batteries de guerre, arrivé une heure auparavant, porteur de dépêches. Le parc était dans une grande agitation, la plupart des hommes étaient hostiles et les officiers n'étaient pas encore arrivés. Aussitôt que les premiers coups de feu se firent entendre, les assaillants et les curieux, refoulés vers le parc dont la porte heureusement était gardée par le lieutenant Plassant, crièrent à travers les grilles qu'on assassinait les patriotes. A cette

nouvelle, les canonniers poussèrent les cris de : « Aux pièces! aux pièces! sur l'Hôtel de Ville! »

MM. Juillet Saint-Lager, Girard et Siebecker s'avancèrent hardiment sur les mutinés, les sommèrent de se tenir derrière les canons et déclarèrent qu'on passerait sur leurs cadavres avant de sortir un seul canon du parc.

Il y avait là soixante pièces d'artillerie, dont la mise en batteries sur l'Hôtel de Ville pouvait amener les plus grands désastres; cinq pièces avaient déjà été chargées à mitraille. Ce fut un brouhaha effroyable! Quelques hommes, plus audacieux que les autres, s'avancèrent menaçants vers M. Juillet, l'insultèrent; l'un deux allait le frapper, lorsque le colonel porta la main sur son revolver. Les autres allaient prêter main-forte à leur camarade; mais, s'apercevant que les capitaines adjudants-majors entouraient leur lieutenant-colonel le revolver au poing, ils reculèrent. Dès lors la partie était gagnée; plusieurs canonniers s'étaient deja joints à ces trois officiers, d'autres officiers accouraient à leur tour au parc pour garder les pièces; une demi-batterie de guerre, relevée la veille du fort de Rosny, entrait à son tour, et tous les vrais patriotes, officiers et canonniers, jurèrent solennellement que leurs canons ne serviraient que contre l'ennemi.

On frémit en songeant aux malheurs irréparables qui auraient pu arriver, si, triomphant de l'énergique résistance de ces trois hommes, les mutinés avaient apporté à l'insurrection le secours de soixante pièces de canon. Le soir même, le Comité central, qui existait déjà, prononçait sur la place du Parvis la condamnation à mort du lieutenant-colonel Juillet Saint-Lager et des capitaines Siebecker et Girard. La nuit se passa sans incident et tous les officiers de l'artillerie de la Seine, qui ne se trouvaient pas devant l'ennemi, tinrent à honneur de garder leurs pièces jusqu'au lendemain.

Le lendemain de cette triste journée de janvier, le gou-

vernement de la Défense nationale adressait à la population de Paris la proclamation suivante :

« Citoyens,

« Un crime odieux vient d'être commis contre la patrie et contre la République.

« Il est l'œuvre d'un petit nombre d'hommes qui servent la cause de l'étranger.

« Pendant que l'ennemi nous bombarde, ils ont fait couler le sang de la garde nationale et de l'armée sur lesquelles ils ont tiré.

« Que ce sang retombe sur ceux qui le répandent pour satisfaire leurs criminelles passions.

« Le gouvernement a le mandat de maintenir l'ordre, l'une de nos principales forces en face de la Prusse.

« C'est la cité tout entière qui réclame la répression sévère de cet acte audacieux et la ferme exécution des lois.

« Le gouvernement ne faillira pas à son devoir. »

L'affaire du 22 janvier allait permettre au gouvernement de conduire le siége de Paris jusqu'à son lugubre dénoûment. L'effet produit sur la population par la fusillade de la place de l'Hôtel-de-Ville avait été déplorable. Mais ceux-là mêmes qui blâmaient la violence des assaillants n'eussent pas volontiers défendu un pouvoir dans lequel on n'avait plus confiance. Le gouvernement faisait tout à coup preuve d'une énergie tardive. Il portait de deux à quatre le nombre des conseils de guerre, et décrétait qu'ils pourraient statuer sur les attentats contre la paix publique. Disons à sa louange qu'il n'avait pas jusqu'alors cru se prémunir lui-même contre les tentatives armées contre les lois.

Ce n'était pas tout.

« Considérant que, à la suite d'excitations criminelles

dont certains clubs avaient été le foyer, la guerre civile avait été engagée par quelques agitateurs désavoués par la population tout entière;

« Qu'il importait, — ce sont les propres termes du décret, — d'en finir avec ces détestables manœuvres qui, dans les circonstances actuelles, étaient un danger pour la patrie, et qui, si elles se renouvelaient, entacheraient l'honneur, irréprochable jusqu'ici, de la défense de Paris, » le gouvernement décrétait la suppression et la fermeture des clubs. Il supprimait en outre, par un décret connexe, le journal de Delescluze, *le Réveil*, et celui de M. Pyat, *le Combat*, qui, disait-il, constituaient un danger public par leurs excitations à la guerre civile.

Cette œuvre faite, le gouvernement se crut sauvé. Il croyait se délivrer de ses adversaires, et ne voyait pas qu'il grandissait tout à coup leur influence et leur crédit. La rigueur sert, le plus souvent, non pas à ceux qui en font usage, mais à ceux qu'elle atteint. Au surplus, elle était intempestive.

Cependant l'heure approchait où ces tristesses mêmes allaient être dépassées par la catastrophe la plus écrasante de toute cette campagne, peut-être de toute notre histoire. Il semblait déjà que, hors des murs de Paris, la canonnade avait diminué. Il n'en était pourtant rien, et les Prussiens écrasaient en ce moment de leurs feux Saint-Denis, dont la population se réfugiait dans Paris, et avec Saint-Denis ses forts, brisaient les vitraux de la basilique, et, du haut des positions d'Orgemont et de la Butte-Pinson, foudroyaient nos défenses du nord, depuis le Drancy jusqu'à la Briche. Ils démasquèrent de ce côté, à un certain moment, une batterie cachée derrière un rideau de peupliers, et ce fut une véritable pluie de fer et de feu. Breteuil et Meudon faisaient pour le Point-du-Jour et Passy ce que les batteries d'Orgemont faisaient pour la Double-Couronne. Le fort d'Issy était intenable; la contrescarpe, du côté de Paris, avait une brèche. Grenelle était criblée, et pourtant la population

de Paris n'avait qu'une inquiétude, c'est que le gouvernement ne voulût entrer en négociation avec l'ennemi. Malgré l'ordre du jour sans espoir du général Vinoy, on comptait qu'il tenterait encore une grande sortie, le dernier effort. Les rapports quotidiens et circonstanciés de son chef d'état-major, M. le général de Valdan, semblaient indiquer la velléité d'être plus exact et plus viril.



DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE HUITIÈME

N° 1.

RAPPORT

Adressé par M. Thiers, après la rupture des négociations relatives à l'armistice, aux ambassadeurs des quatre grandes puissances (Angleterre, Russie, Autriche et Italie).

Tours, le 9 novembre 1870.

Monsieur l'ambassadeur,

Je crois devoir aux quatre grandes puissances qui ont fait ou appuyé la proposition d'un armistice entre la France et la Prusse de rendre un compte fidèle et concis de la grave et délicate négociation dont j'ai consenti à me charger. Avec un sauf-conduit que S. M. l'empereur de Russie et le cabinet britannique ont bien voulu demander pour moi à S. M. le roi de Prusse, j'ai quitté Tours le 28 octobre, et, après avoir franchi la ligne qui séparait les deux armées, je me suis rendu à Orléans et de là à Versailles, accompagné par un officier bavarois dont le général Von der Tann avait eu l'obligeance de me faire accompagner, afin de lever les difficultés que je pouvais rencontrer sur la route. Pendant ce voyage difficile, j'ai pu me convaincre moi-même par mes propres yeux, malheureusement dans une province française, des horreurs de la guerre.

Forcé, par le manque de chevaux, de m'arrêter à Arpajon la nuit, pendant trois ou quatre heures, j'ai atteint Versailles

dimanche matin, 30 octobre. Je n'y suis resté que peu d'instants, car il était bien convenu avec le comte de Bismarck que je n'aurais pas d'entrevue avec lui jusqu'à ce que j'aie pu faire compléter à Paris les pouvoirs nécessairement incomplets que j'avais reçus de la délégation de Tours.

Accompagné d'officiers, comme parlementaires, qui devaient faciliter mon passage à travers les avant-postes, j'ai traversé la Seine au pont de Sèvres, aujourd'hui coupé, et je suis descendu au ministère des affaires étrangères pour communiquer plus aisément et plus vite avec les membres du gouvernement. La nuit fut employée en délibérations, et, après une résolution prise à l'unanimité, j'ai reçu les pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure l'armistice dont l'idée avait été conçue et l'initiative prise par les puissances neutres.

Dans le désir ardent de ne perdre aucun moment dont chaque minute était marquée par l'effusion du sang humain, j'ai traversé de nouveau les avant-postes le lundi soir 31 octobre, et le jour suivant, 1er novembre, à midi, j'entrais en conférence avec le chancelier de la Confédération du Nord.

L'objet de ma mission était parfaitement connu du comte de Bismarck, de même que la France avait été avertie des propositions des puissances neutres. Après quelques réserves sur l'intervention des neutres dans cette négociation, réserves que j'ai écoutées sans les admettre, l'objet de ma mission a été exposé et défini par M. le comte de Bismarck et par moi-même avec une précision parfaitement claire : elle avait pour objet de conclure un armistice pour mettre fin à l'effusion de sang entre deux des nations les plus civilisées du monde, et pour permettre à la France de constituer, au moyen d'élections libres, un gouvernement régulier avec lequel il serait possible de traiter dans une forme valable. Cet objet a été clairement indiqué, parce que, dans plusieurs occasions, la diplomatie prussienne avait prétendu que, dans l'état actuel des affaires en France, on ne savait à qui s'adresser pour entamer des négociations. A ce propos, le comte de Bismarck m'a fait remarquer, sans toutefois insister sur ce point, que quelques débris d'un gouvernement, jusqu'à présent seul gouvernement français reconnu en Europe, étaient en ce moment à Cassel, cherchant à se reconstituer, mais qu'il me faisait cette observation simplement pour préciser nettement la situation diplomatique, et point du tout pour intervenir, à quelque degré que ce soit, dans le gouvernement intérieur de la France.

J'ai à mon tour répondu au comte de Bismarck que nous le

comprenions ainsi, ajoutant toutefois que le gouvernement qui venait de précipiter la France dans les abîmes d'une guerre, décidée avec folie et conduite avec absurdité, avait pour toujours terminé à Sedan sa fatale existence et ne resterait dans la nation française que comme un souvenir honteux et pénible. Sans faire d'objection à ce que je disais, le comte de Bismarck a protesté de nouveau contre toute idée d'intervenir dans nos affaires intérieures; il voulut bien ajouter que ma présence au quartier-général prussien et la réception que l'on m'y avait faite étaient une preuve de la sincérité de ce qu'il me disait, puisque, sans s'arrêter à ce qui se faisait à Cassel, le chancelier de la Confédération du Nord était tout prêt à traiter avec l'envoyé extraordinaire de la République française. Après ces observations préliminaires, nous avons fait une première revue sommaire des questions soulevées par la proposition des puissances neutres :

1° Le principe de l'armistice ayant pour objet essentiel d'arrêter l'effusion du sang et de donner à la France les moyens de constituer un gouvernement fondé sur l'expression de la volonté de la nation;

2° La durée de l'armistice en raison des délais nécessaires pour la formation d'une Assemblée souveraine ;

3° La liberté des élections pleinement assurée dans les provinces maintenant occupées par les troupes prussiennes;

4° La conduite des armées belligérantes pendant l'interruption des hostilités;

5° Enfin le ravitaillement des forteresses assiégées, et spécialement de Paris, pendant l'armistice.

Sur ces cinq points, et spécialement sur le principe même de l'armistice, le comte de Bismarck ne m'a pas paru avoir des objections insurmontables, et à la fin de cette première conférence, qui a duré au moins quatre heures, je croyais que nous pourrions nous mettre d'accord sur tous les points, et conclure une convention qui serait le premier pas vers un arrangement pacifique, si vivement désiré dans les deux hémisphères.

Les conférences se sont succédé l'une à l'autre, et le plus souvent deux fois par jour, car je désirais ardemment arriver à un résultat qui pût mettre fin au bruit du canon que nous entendions constamment, et dont chaque éclat me faisait craindre de nouvelles dévastations et de nouveaux sacrifices de victimes humaines. Les objections faites et les solutions proposées sur les différents points mentionnés ci-dessus ont été, dans ces conférences, les suivantes :

En ce qui touche le principe de l'armistice, le comte de

Bismarck a déclaré qu'il était aussi désireux que les puissances neutres pourraient l'être elles-mêmes de terminer ou du moins de suspendre les hostilités, et qu'il désirait la constitution en France d'un pouvoir avec lequel il pût contracter des engagements tout à la fois valables et durables. Il y avait, en conséquence, accord complet sur ce point essentiel, et toute discussion était superflue.

En ce qui touche la durée de l'armistice, j'ai demandé au chancelier de la Confédération du Nord qu'elle fût fixée à vingt-cinq ou trente jours, vingt-cinq au moins. Douze jours au moins étaient nécessaires, lui ai-je dit, pour permettre aux électeurs de se consulter et de se mettre d'accord sur les choix à faire; un jour de plus pour voter, quatre ou cinq jours de plus pour donner aux candidats élus le temps, dans l'état actuel des routes, de s'assembler, dans un lieu déterminé, et enfin huit ou dix jours pour une vérification sommaire des pouvoirs et la constitution de la future Assemblée nationale. Le comte de Bismarck ne contestait pas ces calculs; il faisait seulement remarquer que plus courte serait la durée, moins il serait difficile de conclure l'armistice proposé; il semblait toutefois incliner, comme moi-même, pour une durée de vingt-cinq jours.

Vint ensuite la grave question des élections. Le comte de Bismarck voulut bien m'assurer que, dans les districts occupés par l'armée prussienne, les élections seraient aussi libres qu'elles l'aient jamais été en France. Je le remerciai de cette assurance qui me paraissait suffisante. Le comte de Bismarck, qui d'abord avait demandé qu'il n'y eût aucune exception à cette liberté des élections, fit quelques réserves relatives à certaines portions du territoire français le long de notre frontière, et qui, disait-il, étaient allemandes d'origine et de langage; je repris que l'armistice, si on voulait le conduire rapidement selon le désir général, ne devait préjuger aucune des questions qui pouvaient être agitées à l'occasion d'un traité de paix nettement déterminé; que, pour ma part, je refusais en ce moment d'entrer dans aucune discussion de ce genre, et qu'en agissant ainsi, j'obéissais à mes instructions et à mes sentiments personnels.

Le comte de Bismarck répliqua que c'était aussi son opinion qu'aucune de ces questions ne fût touchée, et il me proposa de ne rien insérer sur ce sujet dans le traité d'armistice, de manière à ne rien préjuger sur ce point; que, quoiqu'il ne voulût permettre aucune agitation électorale dans les provinces en question, il ne ferait aucune objection à ce qu'elles fussent représentées dans l'Assemblée nationale par des notables qui

seraient désignés comme nous le déciderions, sans aucune intervention de sa part, et qui jouiraient d'une liberté d'opinion aussi complète que tous les autres représentants de France.

Cette question, la plus importante de toutes, étant en bonne voie de solution, nous avons procédé à l'examen de la conduite que devraient tenir les armées belligérantes pendant la suspension des hostilités. Le comte devait en référer aux généraux prussiens assemblés sous la présidence de S. M. le roi ; et, tout bien considéré, voici ce qui nous a paru équitable des deux côtés, et en conformité avec les usages adoptés dans tous les cas semblables :

Les armées belligérantes resteraient dans les positions mêmes occupées le jour de la signature de l'armistice ; une ligne réunissant tous les points où elles se seraient arrêtées formerait la ligne de démarcation qu'elles ne pourraient pas franchir, mais dans les limites de laquelle elles pourraient se mouvoir, sans cependant engager aucun acte d'hostilité.

Nous étions, je puis le dire, d'accord sur les divers points de cette négociation difficile, quand la dernière question s'est présentée : à savoir le ravitaillement des forteresses assiégées, et principalement de Paris.

Le comte de Bismarck n'avait soulevé aucune objection fondamentale à ce sujet; il semblait seulement contester l'importance des quantités réclamées [1] aussi bien que la difficulté de les réunir et de les introduire dans Paris (ce qui toutefois nous concernait seuls), et, en ce qui concerne les quantités, je lui avais positivement déclaré qu'elles seraient l'objet d'une discussion amiable et même de concessions importantes de notre part. Cette fois, encore, le chancelier de la Confédération du Nord désira en référer aux autorités militaires auxquelles plusieurs autres questions avaient déjà été soumises et nous convînmes de nous ajourner au jeudi 3 novembre pour la solution définitive de ce point.

[1] Voici, d'après les journaux, quelles étaient ces quantités comme conditions d'un armistice de trente jours.

Il entrerait dans Paris :

54.000 bœufs, — 80.000 moutons, — 8.000 porcs, — 5.000 veaux, — 100.000 livres de viande salée, — 8.000 bottes de foin et paille, — 20.0000 livres de farine, — 3.000 livres de légumes secs, — 100,000 tonnes de charbon, etc. Enfin, pendant ces mêmes trente jours, les Allemands auraient suspendu leurs réquisitions, et se seraient suffi à eux-mêmes, soit par les arrivages d'Allemagne, soit par le payement intégral des quantités achetées par eux en France.

Le jeudi 3 novembre, le comte de Bismarck, que j'avais trouvé inquiet et préoccupé, me demanda si j'avais reçu des nouvelles de Paris; je lui répondis que je n'en avais pas depuis lundi soir, jour de mon départ de cette ville. Le comte de Bismarck était dans la même situation; il me tendit alors les rapports des avant-postes, qui parlaient d'une révolution à Paris et d'un nouveau gouvernement. Etait-ce là ce Paris, dont les nouvelles les plus insignifiantes étaient naguère expédiées avec la rapidité de l'éclair et répandues en quelques minutes dans le monde entier? Pouvait-il avoir été la scène d'une révolution dont pendant trois jours rien n'avait transpiré à ses propres portes?

Profondément affligé par ce phénomène historique, je répliquai au comte de Bismarck que, le désordre eût-il été un moment triomphant à Paris, la tranquillité serait promptement rétablie grâce au profond amour de la population parisienne pour l'ordre, amour qui n'était égalé que par son patriotisme. Toutefois, mes pouvoirs n'étaient plus valables si ces rapports étaient bien fondés. Je fus ainsi obligé de suspendre mes négociations jusqu'à ce que des informations me fussent parvenues.

Ayant obtenu du comte de Bismarck les moyens de correspondre avec Paris, je pus, le même jour jeudi, m'assurer de ce qui s'était passé le lundi, et apprendre que je ne m'étais pas trompé en affirmant que le triomphe du désordre n'avait pu être que momentané.

Le même soir, je me rendis chez le comte de Bismarck, et nous pûmes reprendre et continuer pendant une partie de la nuit la négociation qui avait été interrompue le matin. La question du ravitaillement de la capitale fut vivement débattue entre nous, et, pour ma part, j'ai maintenu fermement que toute demande relative aux quantités pourrait être modifiée après une discussion détaillée. Je pus bientôt m'apercevoir que ce n'était pas une question de détail, mais bien une question fondamentale qui avait été soulevée.

J'ai vainement insisté auprès du comte de Bismarck sur ce grand principe des armistices qui veut que chaque belligérant se trouve, au terme de la suspension des hostilités, dans la même situation qu'au commencement; que de ce principe, fondé en justice et en raison, était dérivé cet usage du ravitaillement des forteresses assiégées et de leur approvisionnement jour par jour de la nourriture d'un jour : autrement, disais-je au comte de Bismarck, un armistice suffirait à amener la reddition de la plus forte forteresse du monde. Aucune réponse ne pouvait être, faite du moins le pensais-je, à cet

exposé de principes et d'usages incontestés et incontestables.

Le chancelier de la Confédération du Nord, parlant alors, non en son propre nom, mais au nom des autorités militaires, m'a déclaré que l'armistice était absolument contraire aux intérêts prussiens; que nous donner un mois de répit était nous accorder le temps d'organiser nos armées; qu'introduire dans Paris une certaine quantité de vivres, difficile à déterminer, était donner à cette ville le moyen de prolonger indéfiniment son existence; que de tels avantages ne pourraient nous être accordés sans des équivalents militaires (c'est l'expression même du comte de Bismarck).

Je me hâtai de répliquer que, sans doute, l'armistice pouvait nous apporter quelques avantages matériels, mais que le cabinet prussien devait l'avoir prévu, puisqu'il en avait admis le principe; que, toutefois, avoir calmé le sentiment national, avoir ainsi préparé la paix, en avoir rapproché le terme, avoir par-dessus tout montré une juste déférence aux vœux déclarés de l'Europe, constituait pour la Prusse des avantages tout à fait équivalents aux avantages matériels qu'elle pouvait nous concéder.

Je demandai ensuite au comte de Bismarck quels pouvaient être les équivalents militaires qu'il pouvait nous demander; mais le comte de Bismarck mettait une grand circonspection à ne pas les préciser : il les fit connaitre à la fin, mais avec une certaine réserve.

« C'était, disait-il, une position militaire sous Paris. » Et, comme j'insistais davantage : « Un fort, ajouta-t-il, plus d'un peut-être. » J'arrêtai immédiatement le chancelier de la Confédération du Nord.

« C'est Paris, lui dis-je, que vous nous demandez : car nous refuser le ravitaillement pendant l'armistice, c'est nous prendre un mois de notre résistance; exiger de nous un ou plusieurs de nos forts, c'est nous demander nos remparts. C'est, en fait, demander Paris, puisque nous vous donnerions le moyen de l'affamer ou de le bombarder. En traitant avec nous d'un armistice, vous ne pouviez jamais supposer que la condition serait de vous abandonner Paris même, Paris notre force suprême, notre grande espérance, et pour vous la grosse difficulté, qu'après cinquante jours de siége, vous n'avez encore pu surmonter. »

Arrivés à ce point nous ne pouvions plus continuer.

Je fis remarquer à M. le comte de Bismarck qu'il était facile de s'apercevoir qu'à ce moment l'esprit militaire prévalait, dans les résolutions de la Prusse, sur l'esprit politique qui avait dernièrement conseillé la paix et tout ce qui pouvait y

conduire ; je demandai alors au comte de Bismarck de faciliter encore une fois de plus mon voyage aux avant-postes, afin de me consulter sur la situation avec M. Jules Favre; il y consentit avec cette courtoisie que j'ai toujours rencontrée en lui en ce qui concerne les relations personnelles.

En prenant congé de moi, le comte de Bismark m'a chargé de déclarer au gouvernement français que, si le gouvernement avait le désir de faire les élections sans armistice, il permettrait qu'on les fît avec une parfaite liberté dans tous les lieux occupés par les armées prussiennes, et qu'il faciliterait toute communication entre Paris et Tours pour toutes choses qui auraient rapport aux élection

J'ai conservé le souvenir de cette déclaration dans mon esprit. Le lendemain, 5 novembre, je me dirigeai vers les avant-postes français; je les traversai afin de conférer avec M. Jules Favre dans une maison abandonnée; je lui ai fait un exposé complet de toute la situation, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, lui donnant jusqu'au lendemain pour m'envoyer la réponse officielle du gouvernement, et lui indiquant le moyen de me la faire parvenir à Versailles. Je la reçus le jour suivant, dimanche 6 novembre. On m'y ordonnait de rompre les négociations sur la question du ravitaillement, de quitter immédiatement le quartier général prussien, et de me rendre à Tours, si j'y consentais, à la disposition du gouvernement, en cas que mon intervention pût être utile dans les négociations futures.

Je communiquai cette résolution au comte de Bismarck, et je lui répétai que je ne pouvais abandonner ni la question des subsistances, ni aucune des défenses de Paris, et que je regrettais amèrement de n'avoir pu conclure un arrangement qui pourrait avoir été un premier pas pour la paix.

Tel est le compte rendu fidèle des négociations, que j'adresse aux quatre puissances neutres qui ont eu la louable intention de désirer et de proposer une suspension d'armes qui nous aurait rapprochés du moment où toute l'Europe aurait respiré de nouveau, aurait repris les travaux de la civilisation, et aurait cessé de se laisser aller à un sommeil sans cesse troublé par la frayeur que quelque accident lamentable ne surgisse et n'étende la conflagration de la guerre sur tout le continent.

Il appartient maintenant aux puissances neutres de juger si une attention suffisante a été donnée à leur conseil; je suis sûr que ce n'est pas à nous qu'on peut faire le reproche de ne l'avoir pas estimé aussi haut qu'il le méritait. Après tout, nous les faisons juges des deux puissances belligérantes; et, pour

ma part, comme homme et comme Français, je les remercie de l'appui qu'elles m'ont accordé dans mes efforts pour rendre à mon pays les bienfaits de la paix, de la paix qu'il a perdue, non par sa faute, mais par celle d'un gouvernement dont l'existence a été la seule erreur de la France : car ç'a été une grande et irrémédiable erreur pour la France que de s'être choisi un pareil gouvernement, et de lui avoir, sans contrôle, confié ses destinées.

Recevez, monsieur l'ambassadeur, etc.

Signé : A. THIERS.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE NEUVIÈME

RAPPORT MILITAIRE OFFICIEL PRUSSIEN

Quartier général de Versailles.

Au général lieutenant en chef d'état-major suppléant, M. von Hanenfeldt.

J'adresse à Votre Excellence ce rapport sur le combat livré par le 1er corps bavarois auprès de Coulmiers.

Le général von der Tann avait appris, dès les premiers jours de novembre, que l'ennemi avait occupé fortement avec des gardes mobiles et des francs-tireurs, la contrée de Mer à Moret et la forêt de Marchenoir, et qu'une brigade d'avant-garde s'était avancée sur les deux bords de la Loire jusqu'à Mer. Les reconnaissances poussées par la 2e division de cavalerie pour les poursuivre et les rapports des espions s'accordent à dire que l'armée de la Loire ennemie était prête à dépasser Coulmiers. Aussi le général von der Tann partit le 8 au soir dans la direction ouest, laissant à Orléans un régiment d'infanterie, et concentra son corps dans les positions entre Coulmiers et Huisneau.

Les divisions de cavalerie, poussées en avant de ces positions, heurtèrent l'ennemi le 9 novembre, à sept heures du matin, au delà de Coulmiers : il venait, selon les rapports de prisonniers, de Vendôme et de Moret. C'étaient les têtes de l'armée de la Loire, sous le général Polhès, qui comptait, selon des journaux lus auparavant, 60.000 hommes au Mans, et qui furent tous mis en mouvement.

L'ennemi attaqua les positions du corps bavarois avec six bataillons d'infanterie de six compagnies, suivies de colonnes fortes et nombreuses, dans la matinée ; sept régiments de cavalerie française protégeaient les ailes de l'attaque, et cent vingt canons français furent mis les uns après les autres en activité contre la position bavaroise. Cependant, grâce à l'excellente tenue des bataillons bavarois, on mit un terme à la marche des troupes françaises, malgré leur supé-

riorité numérique considérable. *Quatre attaques*, que l'ennemi tenta contre notre aile droite, *furent repoussées l'une après l'autre* avec une grande valeur et *avec des pertes considérables pour l'infanterie française*, au point que le général von der Tann réussit à *se maintenir jusqu'au soir dans ses positions*. A la tombée de la nuit, lorsque les colonnes ennemies qui avaient attaqué *se furent repliées*, le général von der Tann résolut de se *rapprocher des renforts qu'on lui envoyait* de Chartres et de Versailles. La *retraite* sur Saint-Péravy s'effectua avec une tenue excellente et *avec fierté*, parce que les soldats avaient conscience que, malgré leur infériorité numérique, *ils avaient rompu réellement l'attaque de l'ennemi, et que ce n'était qu'une libre résolution de leur général qui les obligeait à ce mouvement rétrograde*[1].

L'ennemi ne poursuivit pas le 1er corps bavarois, *mais il occupa le soir Orléans*, où l'on dut malheureusement laisser à peu près mille soldats non transportables dans les ambulances. Le 10, on poussa cette marche jusqu'à Tourny, où le 1er corps d'armée bavarois se réunit aux troupes prussiennes envoyées pour le renforcer. Le commandement en chef de cette armée nouvellement formée fut pris par S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin.

Les pertes du 1er corps bavarois, le 9 novembre, se montent à 42 officiers tués et 650 hommes tués et blessés. Une colonne de munitions qui s'était égarée tomba, le 10, entre les mains de l'ennemi, avec l'employé et 80 hommes.

Un rapport français, saisi par nous, porte les pertes de l'ennemi en morts et blessés à deux mille hommes. Il est certain que l'ennemi n'a pu avancer au centre et a essuyé un véritable échec sur l'aile gauche. On se plaint ensuite du peu de nourriture et de soins accordés aux blessés. Si le rapport français parle de mille prisonniers, il ne peut en compter autant qu'avec les malades laissés dans les ambulances d'Orléans.

KARNATZ,
Capitaine d'état-major général.

(Extrait du *Militair-Wochenblatt*, N° 159. — 15 novembre 1870.)

1. Il suffit de lire ce rapport pour se faire une juste idée de la bonne foi prussienne. C'est à coup sûr un spectacle nouveau que celui de ce général victorieux qui, après avoir repoussé quatre attaques successives, abandonne ses positions alors que l'ennemi s'est replié, et bat en retraite avec fierté, abandonnant plus de mille de ses malades.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DIXIÈME

N° 1.

DÉFENSE DE SAINT-QUENTIN

Gouvernement à préfet (Aisne)

Tours, le 10 octobre 1870, 5 heures du soir.

La délégation du gouvernement de la Défense nationale, établie à Tours, félicite la ville de Saint-Quentin de sa belle résistance à l'ennemi, et la remercie du grand exemple qu'elle vient de donner à nos villes ouvertes.

Fait à Tours, le 10 octobre 1870.

LÉON GAMBETTA, amiral FOURICHON,
CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN.

Le maire de la ville de Lille à M. le maire de la ville de Saint-Quentin.

Lille, le 12 octobre 1870.

Monsieur et cher collègue,

J'ai l'honneur de vous transmettre de la part des gardes nationaux de Lille, qui apprennent avec bonheur la glorieuse résistance opposée par ceux de votre cité aux tentatives de l'ennemi, une adresse ainsi conçue :

« La légion de la garde nationale de Lille vous envoie ses « félicitations. Elle y joint ses espérances et ses vœux pour « sa jeune mobile qui combat, à cette heure peut-être, à vos « côtés. »

Je vous prie, Monsieur et cher collègue, de vouloir bien faire connaître immédiatement à vos courageux concitoyens

et à nos gardes mobiles les termes dans lesquels la milice lilloise leur témoigne ses sympathies [1].

Veuillez agréer, etc.

—

Douai, 15 octobre 1870.

Aux citoyens, gardes nationaux, sapeurs-pompiers et francs-tireurs de la ville de Saint-Quentin.

Citoyens,

Les républicains de Douai, réunis en assemblée publique, vous envoient leurs patriotiques félicitations.

De honteuses défaillances avaient fait craindre que l'empire eût consommé l'entreprise impie d'énerver toute la nation. Après Strasbourg, Toul, Mezières, Verdun, vous avez virilement montré que le mal était moins grand, et que notre malheureux pays comptait encore des gens de cœur.

Honneur à vous! honneur surtout à vos morts! Déjà l'histoire a enregistré leurs noms!

On n'en saurait douter, votre mâle exemple fructifiera. D'autres se rappelleront aussi qu'ils sont les petits-fils de héros de 92.

Non plus que vous ils ne voudront déchoir; ils combattront notre féroce ennemi en hommes convaincus que sauver la France, c'est sauver la liberté du monde et l'avenir de la civilisation.

Citoyens,

Si les circonstances le demandent, nous nous rangerons parmi ceux-là.

Nous en prenons l'engagement solennel entre vos vaillantes mains.

Vive la France! Vive la République! Vive les Saint-Quentinois!

1. Les villes de Bourgoing et de Calais imitèrent Lille.

N° 2.

LE SIÉGE DE VERDUN RACONTÉ PAR UN TÉMOIN

L'Opinion nationale, ayant parlé de l'article de la *Gazette militaire* de Berlin sur les capitulations des villes, a reçu la lettre suivante :

Verdun, 21 septembre 1871.

Monsieur,

L'*Opinion nationale*, du 19 septembre, publie un extrait d'une brochure qui vient de paraître à Berlin, « sur les causes de la chute rapide de diverses forteresses françaises. »

La lecture de cet article m'a édifié une fois de plus sur la loyauté allemande, et puisque vous avez ouvert vos colonnes à la critique de l'ennemi, je ne doute point que vous vouliez donner la même publicité à la réponse de ceux auxquels le hasard de la guerre a fait prendre part à l'un des siéges de nos forteresses de l'Est.

L'auteur du mémoire assigne les mêmes causes à la chute de toutes nos places fortes. Partout, selon lui, les corps d'investissement se sont trouvés en présence du même système de défense ; c'est-à-dire « en face d'une résignation fataliste qui semblait avoir refoulé au dernier plan toute tentative énergique. »

Et cependant, quand il veut appuyer son dire par des exemples, les noms de Thionville, Mézières et Montmédy se trouvent seuls sous sa plume.

L'auteur est-il exact quand il parle de ces trois villes ? Je l'ignore. Mais j'affirme qu'il trompe grossièrement le public en adressant les mêmes reproches d'incurie et de maladresse à toutes nos places fortes.

Je ne vous parlerai que de Verdun ; c'est le seul siége auquel j'aie asssisté.

En deux mots, voici l'histoire de la défense de cette ville.

Le 24 août, Verdun était bombardé par l'armée saxonne, qui perdit trois cents hommes sous nos murs, tandis qu'une vingtaine de défenseurs seulement furent mis hors de combat.

Le 3 septembre, nos francs-tireurs s'emparaient de la malle-poste venant de Sedan ; quelques jours avant, une reconnais-

sance était allée jusqu'à 8 kilomètres enlever les avant-postes, et rapportait en ville les dépouilles de deux officiers de dragons.

Le 28 septembre, nouveau bombardement. L'artillerie de la garde mobile, qui voyait le feu pour la première fois, démontait en trois heures les batteries prussiennes.

Le bombardement recommence le 13 octobre et dure cinquante-quatre heures. Après un combat d'artillerie aussi terrible, l'ennemi accusait 75 artilleurs mis hors de combat, les défenseurs de la ville n'avaient perdu qu'un officier et trois hommes. Qu'on juge, en présence de semblables résultats, de quel côté se trouvait la maladresse.

Le 21 et le 27 octobre, deux grandes sorties étaient faites sur les batteries ennemies, et chaque fois le succès dépassait toutes nos espérances. Deux fois, dans la même semaine, le corps d'armée d'investissement fut surpris par une brusque attaque pendant la nuit, deux fois, nos encloueurs arrivèrent aux pièces prussiennes et les mirent hors de service, pendant que les sapeurs du génie faisaient sauter les travaux d'attaque.

Si l'auteur du mémoire ignore ces faits, qu'il aille prendre des renseignements près du général major de Gayl, qui commandait le siége, et qu'il demande à cet officier si les assiégeants pensaient se livrer aussi tranquillement au repos qu'il veut bien le faire croire au lecteur.

Enfin, si Verdun capitulait le 9 novembre, c'est que, grâce à la reddition de Metz, 200 pièces de canon, soutenues par 20.000 hommes d'infanterie, allaient réduire la ville en cendres au bout de quelques heures, et que dès lors il y avait absolue nécessité d'épargner la vie et la fortune de toute une population qui était restée courageusement dans les murs de la ville. D'ailleurs, l'honneur était sauf, car tout le matériel de guerre, canons, poudres, fusils, sabres, etc., restait à la France, et défense était faite à l'ennemi, de par la capitulation, de jamais imposer de contribution de guerre à la ville.

Mais, pendant l'investissement, notre garnison, forte de 6.000 hommes, y compris la garde nationale, avait à peine eu 200 hommes hors de combat, tandis que les Allemands accusent une perte de 1.700 hommes devant Verdun.

Voyez, monsieur, après cet exposé rapide de la défense d'une de nos places fortes, combien peu il faut croire à la véracité et à la bonne foi de nos ennemis, et comme, pour lire un de leurs récits de la campagne et y démêler la vérité, il faut avoir assisté aux faits racontés par eux.

Ils font l'histoire comme ils écrivent leurs journaux : partout une orgueilleuse apologie des hauts faits et gestes de la race allemande ; à côté, une critique hypocrite de l'incurie, de la sottise et de la maladresse de la race française.

Agréez, etc.

J. B.,

Maréchal des logis fourrier à la 3e batterie d'artillerie de la garde mobile de la Meuse.

N° 3.

CIRCULAIRE

Adressée par M. de Chaudordy aux agents diplomatiques de la France.

Tours, 29 novembre 1870.

Monsieur, depuis deux mois environ, l'Europe épouvantée ne peut comprendre la prolongation d'une guerre sans exemple et qui est devenue aussi inutile que désastreuse. Les ruines qui en sont la conséquence s'étendent sur le monde entier, et l'on se demande à la fois quelle peut être la cause d'une telle lutte et quel en est le but.

Le 18 septembre dernier, M. Jules Favre, vice-président du gouvernement de la Défense nationale et ministre des affaires étrangères, se rendit à Ferrières pour demander la paix au roi de Prusse. On sait la hauteur avec laquelle on s'en est expliqué avec lui. Les puissances neutres ayant fait comprendre depuis qu'un armistice militaire était le seul terrain sur lequel il fallait se placer pour arriver ensuite à une pacification, le comte de Bismarck s'y montra d'abord favorable, et des pourparlers s'ouvrirent à Versailles. M. Thiers consentit à y aller pour négocier sur cette base. Vous avez appris quel refus déguisé la Prusse lui a opposé ! On doit reconnaître cependant que les deux plénipotentiaires français ne pouvaient être mieux choisis pour inspirer confiance au quartier général prussien et mener à fin la triste et délicate mission dont ils avaient si noblement pris la responsabilité. La sincérité de leur amour pour la paix n'était pas douteuse. M. de Bismarck

savait bien que leur parole avait pour garant le pays tout entier. L'un et l'autre pourtant ont été écartés, et le cours funeste de la guerre n'a pu être suspendu.

Que veut donc la Prusse? Le souverain auquel il avait été annoncé qu'on faisait exclusivement la guerre est tombé et son gouvernement avec lui. Il ne reste aujourd'hui que les citoyens en armes, ceux-là mêmes que le roi Guillaume déclarait ne vouloir pas attaquer, et un gouvernement où siégent des hommes qui tiennent à honneur de s'être opposés de toutes leurs forces à l'entreprise qui devait couvrir de ruines le sol de notre patrie.

Que faut-il croire? Serait-il vrai que nos ennemis veuillent réellement nous détruire? La Prusse n'a plus maintenant devant elle que la France; c'est donc à la France même, à la nation armée pour défendre son existence que la Prusse a déclaré cette nouvelle guerre d'extermination, qu'elle poursuit comme un défi jeté au monde contre la justice, le droit et la civilisation.

C'est au nom de ces trois grands principes modernes outrageusement violés contre nous que nous en appelons à la conscience de l'humanité, avec la confiance que, malgré tant de malheurs, notre devoir imprescriptible est de sauvegarder la morale internationale. Est-il juste, en effet, quand le but d'une guerre est atteint, que Dieu vous a donné des succès inespérés, que vous avez détruit les armées de votre ennemi, que cet ennemi lui-même est renversé, de continuer la guerre pour le seul résultat d'anéantir ou forcer à se rendre par le feu ou la faim une grande capitale toute pleine de richesses des arts, des sciences et de l'industrie? Y a-t-il un droit quelconque qui permette à un peuple d'en détruire un autre et de vouloir l'effacer? Prétendre à ce but n'est plus qu'un acte sauvage qui nous reporte à l'époque des invasions barbares. La civilisation n'est-elle pas méconnue complétement lorsqu'en se couvrant des nécessités de la guerre on incendie, on ravage la propriété privée, avec les circonstances les plus cruelles? Il faut que ces actes soient connus : nous savons les conséquences de la victoire et les nécessités qu'entraînent d'aussi vastes opérations stratégiques. Nous n'insisterons pas sur ces réquisitions démesurées en nature et en argent, non plus que sur cette espèce de marchandage militaire qui consiste à imposer les contribuables au delà de toutes les ressources. Nous laissons l'Europe juger à quel point ces excès furent coupables; mais on ne s'est pas contenté d'écraser ainsi les villes et les villages, on a fait main-basse sur la propriété privée des citoyens.

Après avoir vu leur domicile envahi, après avoir subi les plus dures exigences, les familles ont dû livrer leur argenterie et leurs bijoux. Tout ce qui était précieux a été saisi par l'ennemi et entassé dans ses sacs et ses chariots; des effets d'habillement enlevés dans les maisons et dérobés chez les marchands, des objets de toute sorte, des pendules, des montres ont été trouvés sur nos prisonniers tombés entre nos mains. On s'est fait livrer et on a pris au besoin aux particuliers de l'argent. Tel propriétaire arrêté dans son château a été condamné à payer une rançon personnelle de 80.000 fr.; tel autre s'est vu dérober les châles, les fourrures, les robes de soie de sa femme. Partout les caves ont été vidées, les vins empaquetés, chargés sur des voitures et emportés ailleurs, et pour punir une ville de l'acte d'un citoyen coupable uniquement de s'être levé contre les envahisseurs, des officiers supérieurs ont ordonné le pillage et l'incendie, abusant, pour cette exécution sauvage, de l'implacable discipline imposée à leurs troupes. Toute maison où un franc-tireur a été abrité et nourri est incendiée. Voilà pour la propriété !

La vie humaine n'a pas été respectée davantage. Alors que la nation entière est appelée aux armes, on a fusillé impitoyablement, non-seulement des paysans soulevés contre l'étranger, mais encore des soldats pourvus de commissions et revêtus d'uniformes légalisés. On a condamné à mort ceux qui tentaient de franchir les lignes prussiennes, même pour leurs affaires privées. L'intimidation est devenue un moyen de guerre. On a voulu frapper de terreur les populations et paralyser en elles tout élan patriotique. Et c'est ce calcul qui a conduit les états-majors prussiens à un procédé unique dans l'histoire : le bombardement des villes ouvertes. Le fait de lancer sur une ville des projectiles explosibles et incendiaires n'est considéré comme légitime que dans les circonstances extrêmes et strictement déterminées. Mais dans ces cas mêmes, il était d'un usage constant d'avertir les habitants, et jamais l'idée n'était entrée jusqu'à présent dans aucun esprit que cet épouvantable moyen de guerre pût être employé d'une manière préventive. Incendier les maisons, massacrer de loin les vieillards et les femmes, attaquer pour ainsi dire les défenseurs dans l'existence de leurs familles, les atteindre dans les sentiments les plus profonds de l'humanité pour qu'ils viennent ensuite s'abaisser devant le vainqueur et solliciter les humiliations de la nation ennemie, c'est un raffinement de violence calculée qui touche à la torture.

On a été plus loin cependant, et se prévalant, par un sophisme sans nom, de ces cruautés mêmes, on s'en fait une

arme. On a osé prétendre que toute ville qui se défend est une place de guerre, et que, puisqu'on la bombarde, on a ensuite le droit de la traiter en forteresse prise d'assaut. On y met le feu après avoir inondé de pétrole les portes et les boiseries des maisons. Si on a épargné le pillage, on n'en exploite pas moins contre la cité la guerre qu'elle doit payer en se laissant rançonner à merci. Et même, lorsqu'une ville ouverte ne se défend pas, on a pratiqué le système du bombardement sans explication préalable, et avoué que c'était le moyen de la traiter comme si elle s'était défendue, et qu'elle eût été prise d'assaut. Il ne restait plus, pour compléter ce code barbare, qu'à rétablir la pratique des otages. La Prusse l'a fait. Elle a établi partout un système de responsabilité indirecte qui, parmi tant de faits iniques, restera comme le trait le plus caractéristique de sa conduite à notre égard.

Pour garantir la sûreté de ses transports et la tranquillité de ses campements, elle a imaginé de punir toute atteinte portée à ses soldats ou à ses convois par l'emprisonnement, l'exil ou même la mort d'un des notables du pays. L'honorabilité de ces hommes est devenue un danger pour eux. Ils ont à répondre sur leur fortune et sur leur vie d'actes qu'ils ne pouvaient ni prévenir ni réprimer, et qui d'ailleurs n'étaient que l'exercice légitime du droit de défense. Elle a emmené quarante otages parmi les habitants notables des villes de Dijon, Gray et Vesoul, sous prétexte que nous ne mettons pas en liberté quarante capitaines de navire faits prisonniers selon les lois de la guerre. Mais ces mesures, de quelques brutalités qu'elles fussent accompagnées dans l'application, laissaient au moins intacte la dignité de ceux qui avaient à les subir. Il devait être donné à la Prusse de joindre l'outrage à l'oppression. On a exigé de malheureux paysans, entraînés par force, retenus sous menaces de mort, de travailler à fortifier les ouvrages ennemis et à agir contre les défenseurs de leur propre pays. On a vu des magistrats, dont l'âge aurait inspiré le respect aux cœurs les plus endurcis, exposés sur les machines des chemins de fer à toutes les rigueurs de la mauvaise saison et aux insultes des soldats.

Les sanctuaires, les églises ont été profanés et matériellement souillés. Les prêtres ont été frappés, les femmes maltraitées, heureuses encore lorsqu'elles n'ont pas eu à subir de plus cruels traitements.

Il semble qu'à cette limite il ne reste plus dans ce qu'on appelait jusqu'ici du plus beau nom, le droit des gens, aucun article qui n'ait été violé outrageusement par la Prusse. Les actes ont-ils jamais à ce point démenti les paroles ?

Tels sont les faits. La responsabilité en pèse tout entière sur le gouvernement prussien. Rien ne les a provoqués et aucun d'eux ne porte la marque de ces violences désordonnées auxquelles cèdent parfois les armées en campagne. Il faut qu'on le sache bien, ils sont le résultat d'un système réfléchi, dont les états-majors ont poursuivi l'application avec une rigueur scientifique. Ces arrestations arbitraires ont été décrétées au quartier général, ces cruautés résolues comme un moyen d'intimidation, ces réquisitions étudiées d'avance, ces incendies allumés froidement avec des ingrédients chimiques soigneusement apportés, ces bombardements contre des habitants inoffensifs ordonnés. Tout a donc été voulu et prémédité. C'est le caractère propre aux horreurs qui font de cette guerre la honte de notre siècle.

La Prusse a non-seulement méconnu les lois les plus sacrées de l'humanité, elle a manqué à ses engagements personnels. Elle s'honorait de mener un peuple en armes à une guerre nationale. Elle prenait le monde civilisé à témoin de son bon droit! Elle conduit maintenant à une guerre d'extermination ses troupes transformées en hordes de pillards ; elle n'a profité de la civilisation moderne que pour perfectionner l'art de la destruction. Et, comme conséquence de cette campagne, elle annonce à l'Europe l'anéantissement de Paris, de ses monuments, de ses trésors et la vaste curée à laquelle elle a convié l'Allemagne.

Voilà, monsieur, ce que je désire que vous sachiez. Nous ne parlons ici qu'à la suite d'enquêtes irrécusables ; s'il faut produire des exemples, ils ne nous manqueront pas, et vous pourrez en juger par les documents joints à cette circulaire. Vous entretiendrez de ces faits les membres du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Ces appréciations ne sont pas destinées à eux seuls et vous pourrez les présenter librement à tous. Il est utile qu'au moment où s'accomplissent de pareils actes, chacun puisse prendre la responsabilité de sa conduite, aussi bien les gouvernements qui doivent agir que les peuples qui doivent signaler ces faits à l'indignation de leurs gouvernements.

Pour le ministre des affaires étrangères,

Le délégué,

CHAUDORDY.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE ONZIÈME

N° 1.

RAPPORT MILITAIRE FRANÇAIS.

Paris, 6 décembre 1870.

Le général Renault, commandant le 1er corps de la 2e armée, a succombé ce matin à la suite de l'amputation de la jambe.

On peut dire de ce vieux guerrier que la mort l'a surpris au moment où il rêvait de gloire et de succès pour son pays.

Il avait l'âme haute, le cœur vaillant, et au moment de prendre congé du gouverneur pour marcher au combat, il lui disait que si la patrie attendait de grands efforts de son armée, elle était prête à tous les sacrifices.

D'une bravoure chevaleresque, personne plus que lui n'inspirait à la troupe par son attitude.

Il a été frappé dans une grande journée ; il faut le regretter; mais dans ce temps de sacrifices, il ne faut pas le plaindre, car il est mort en soldat.

Auprès de cette vieille gloire est venue s'éteindre une vie toute d'espérance : le commandant Franchetti a également succombé à la suite de sa blessure. Il avait conquis une place d'honneur au milieu des défenseurs de la capitale.

Jeune, ardent, vigoureux de cœur et d'esprit, il n'est pas de journée, depuis le commencement de la campagne, où il n'ait fait preuve de vaillance à la tête de la troupe d'éclaireurs à cheval qu'il avait formée et qui pleure aujourd'hui l'homme qui avait si bien compris le parti que l'on pouvait tirer d'une pareille troupe d'élite.

Le général Ladreit de La Charrière était mort avant-hier : il n'avait jamais suivi que le chemin ardu du devoir.

Jeune, il aima la gloire et prouva sa valeur. Le 2e léger, au temps de ses succès, le compta comme un de ses vaillants officiers.

Il fut frappé à l'attaque de Mesly, à la tête de ses troupes, où il déploya une bravoure éclatante, et la fin de sa carrière

fut digne de ses premiers débuts. Honneur à tous ceux de nos camarades qui sont tombés comme lui en défendant la patrie!

Par ordre :

Le général chef d'état-major général,

SCHMITZ.

N° 2.

EXTRAIT DU DISCOURS DU GÉNÉRAL TROCHU

à l'Assemblée nationale. — Séance du 14 *juin* 1871.

Messieurs, à la fin de la séance d'hier, j'ai successivement envisagé devant vous les premiers griefs articulés contre la défense de Paris. Je poursuis cet examen en commençant par celui de ces griefs sur lequel nos contradicteurs ont appuyé le plus et qui est comme leur épée de chevet.

Ils disent que nous n'avions pas de plan et que notre incapacité allait au jour le jour des événements. Ce plan est très-simple, très-pratique, très-hardi, et j'en parle avec une liberté d'esprit d'autant plus grande que l'idée première de ce plan est due à mon vaillant collaborateur le général Ducrot, et qu'elle lui fait le plus grand honneur. C'est un principe que, quand une armée de défense veut faire un grand effort, cet effort doit être fait dans la direction où cette armée n'est pas attendue. (Très-bien!)

Une seule direction répondait à cette pensée. C'est la direction de Paris au Havre par Rouen. De ce côté-là, les deux bras de la Seine formant la presqu'île de Gennevilliers devaient sembler à l'ennemi des plus faciles à défendre et ceux où il devait se préparer moins que de tout autre côté. Cette ligne s'étend d'Argenteuil à Chatou et a pour sommet Cormeilles. C'était là que nous devions avoir notre plan de sortie et, en effet, de ce côté, l'ennemi n'avait accumulé aucune troupe sérieuse.

Cette direction avait d'autres avantages. Elle était protégée à gauche par le fleuve, à droite par l'armée qui s'était formée à Lille. En outre, par son rapprochement de Pontoise, l'armée

pouvait être portée à marches forcées sur Rouen, puis sur la mer, base de ravitaillement et d'opérations.

Tel était ce plan. Voilà le secret des redoutes construites dans la presqu'île de Gennevilliers, redoutes commandant cette zone et armées chacune de pièces de gros calibre, et des ponts de bateaux qui s'échelonnaient sur ce parcours. 50,000 hommes devaient traverser bruyamment Paris, se porter à l'est et inquiéter l'ennemi à Bondy ; 50,000 autres devaient, le lendemain de cette démonstration, se concentrer dans la presqu'île de Gennevilliers, passer le fleuve près le Point-du-Jour, marcher en avant, traverser l'Oise et aller jusqu'à Rouen, puis jusqu'à la mer. A ce plan se rattachaient un projet de ravitaillement pour la place de Paris, puis un autre plan relatif à une seconde opération qui devait avoir lieu ultérieurement.

Quand arriva à Paris la nouvelle du succès de Coulmiers, dû à l'habileté du général d'Aurelle, Paris vit dans ce fait non pas un accident heureux, mais le présage certain de la victoire dans l'avenir, et dès lors se forma jusque dans les régions du gouvernement une opinion tendant à ceci : Il faut faire une sortie et percer les lignes ennemies à tout prix. Ce fut un véritable vertige. On considéra que le succès de l'avenir était assuré, et l'on me somma, M. Gambetta surtout, de ne plus songer à autre chose que de chercher ma jonction avec l'armée de la Loire.

Il me fut impossible de résister à ce courant. Il fallut donc abandonner mon premier plan, reporter à l'Ouest ce que j'avais fait à l'Est. Ce fut là un effort immense que je ne pus accomplir qu'avec le concours de tous et notamment avec celui du préfet actuel de la Loire. Je ne crois pas que jamais général en chef ait rencontré un accident plus douloureux. En effet, à partir de ce jour, je dus sacrifier mon premier désir et renoncer à l'objectif de Rouen, que j'avais poursuivi jusqu'à ce jour.

M. Gambetta, continue le général Trochu, allait dans l'illusion jusqu'à annoncer que l'armée de la Loire bivouaquerait le 6 décembre dans la forêt de Fontainebleau. En effet, elle se porta sur Orléans et y trouva ses défaites successives.

Le 24 novembre, j'écrivais à M. Gambetta :

« Je reçois une lettre de vous sans date, que je crois du 23. J'ai grand'peur que l'armée de la Loire ne soit défaite. Ce que vous appelez mon inaction a été le travail le plus incessant pour arriver à faire ce que je devais faire d'abord, à sortir par l'ouest vers Rouen. J'ai dû ensuite aller vers le sud avec vos nouvelles de l'armée de la Loire. »

Je recommandais à M. Gambetta d'obtenir que les troupes pussent se retirer vers Bourges par La Motte-Beuvron. J'insistais pour qu'on évitât les grandes rencontres, car j'étais persuadé que vouloir tenter l'impossible, on devait y trouver la défaite.

M. LE GÉNÉRAL CHANZY. — Je demande la parole.

M. LE GÉNÉRAL TROCHU. — Je persistais dans ma pensée : éviter les affaires en rase campagne, faire une guerre de pays.

Le général explique que son occupation du plateau d'Avron et d'autres positions avait surtout pour but de chasser les Prussiens de Rosny et de Nogent.

Depuis deux mois, je résistais dans le conseil des officiers généraux pour ne pas occuper le plateau d'Avron, parce qu'il était dominé à une demi-lieue par les batteries prussiennes, et le sol ne permettait pas des travaux profonds d'abr'

Cette occupation d'Avron, sur un sol défoncé, fut faite par l'amiral Saisset dans une seule nuit. La bataille qui eut lieu ensuite fit le plus grand honneur aux troupes improvisées. La crue de la Marne fut la cause d'ordres qui ne furent pas reçus et des batailles successives qui furent livrées. L'une d'elles fut conduite d'une telle façon, que je dois rendre ici un public hommage au général qui la soutint, au général Ducrot.

Là périt l'élite des hommes qui avaient été mes collaborateurs les plus dévoués; là périrent le général Renault, le général Ladreit de la Charrière, et le marquis de Grancey, qui fut un héros parmi les gardes nationales mobiles.

N° 3.

LA BATAILLE DE VILLIERS RACONTÉE PAR UN ALLEMAND.

(*Mercure de Souabe.*)

Extrait d'une lettre d'un artilleur wurtembergeois.

Villiers, 5 décembre.

Dieu merci, je peux vous écrire et ne suis pas avec les centaines qui, au dehors couvrent la terre gelée. Ce furent des

journées épouvantables, depuis le 30 novembre jusqu'à hier, et ce n'est que maintenant que l'on peut donner un coup d'œil, depuis que l'ennemi (les Français) a complètement abandonné ses positions sur la gauche de la Marne. Je me borne à vous faire part de ce qui m'est personnellement arrivé. Depuis le 25 novembre, j'étais avec ma batterie à Sucy-en-Brie, près du quartier général de la 2e brigade Starkloff; naturellement nous avons été continuellement alarmés par les sorties contre le 6e corps, et avons été employés presque tous les jours jusqu'au 30 aux retranchements ou en ordre de bataille. Le 30 eut lieu la grande tentative de trouée sur toute notre ligne.

Tout le régiment et le bataillon de chasseurs Linck avaient la mission de reprendre le Montmesly; ces hauteurs, qui se trouvent sous le feu de plusieurs forts de Paris, n'étaient plus occupées que par nos postes, qui avaient dû naturellement se replier devant la masse des Français qui les attaquaient. Vers midi, les nôtres étaient parvenus sur la hauteur, lorsqu'on commande : 5e batterie, marche! Nos chasseurs nous saluèrent par des hourrahs lorsque nous arrivâmes en ligne au milieu d'eux et que nous commençâmes un tir violent et bien dirigé sur les bataillons français et sur la position de Créteil qu'ils occupaient, tir si efficace que la retraite des Français, faite d'abord avec ordre, dégénéra en vraie déroute. Pendant ce temps-là, les balles de chassepots nous sifflaient constamment aux oreilles, et obus sur obus tombaient sur nous, aussi bien des gros de 24 lancés par les forts de Charenton et de Gravelle, que des obus de 12 envoyés par deux batteries de position placées à Créteil.

Les Français connaissaient exactement la distance, mais un fort vent d'ouest poussait la fumée de nos pièces à gauche et les trompait sur la direction.

Après avoir terminé convenablement notre mission, nous nous sommes retirés, d'après l'ordre du général Starkloff, n'ayant perdu qu'un homme grièvement blessé et un cheval tué.

Ce combat d'artillerie est un des plus disputés de cette guerre, et de tous les côtés on nous souhaita bonne chance quand nous descendîmes du plateau, mais notre espérance de repos fut déçue.

Au centre, à Cœuilly et Villiers, le combat était resté stationnaire, et nous allâmes en toute hâte à Cœuilly pour soutenir la 1re brigade; là, nous nous mîmes en batterie à côté de la 6e, dont les pièces étaient enterrées; les canonniers les chargeaient à genoux, et, de cette façon, ils éprouvèrent peu de pertes.

Vous ne pouvez vous faire aucune idée de l'épouvantable pluie d'obus qui nous accueillit ici ; c'est un vrai miracle que toute la batterie n'ait pas été détruite par l'immense supériorité numérique des batteries françaises. Nous tirions sur elles avec assurance et prévision, mais en moins d'une demi-heure nous avons perdu huit canonniers, dont quatre gravement blessés, et quinze chevaux, parmi lesquels se trouve le mien qu'un obus toucha quelques secondes après que j'en étais descendu. Tout à coup quatre mitrailleuses vinrent encore se placer en face de nous, et leurs balles sifflant au-dessus de nos têtes comme un essaim d'abeilles, nous nous sommes repliés et mis en batterie à cent pas plus loin, derrière un mur de parc qui fut, en un instant, mis en état de défense.

C'était avec un vrai plaisir que nous entendions les balles de mitrailleuses s'aplatir extérieurement sur la muraille. Les obus la traversaient, il est vrai, mais ne nous faisaient pas plus de mal, malgré leur énorme quantité. Nous reçûmes alors l'ordre de pointer plus à droite, sur la hauteur de Villiers.

Cet objectif n'était pas visible derrière notre mur ; trois pièces furent retirées et placées dans un petit fossé à droite de notre 6e batterie, d'où elles firent feu jusqu'à ce que le tir des Français cessât à l'entrée de la nuit. Je remercie Dieu de ce que je suis encore en vie, jamais je n'oublierai cette journée ; quelques officiers prussiens disaient qu'elle avait été encore plus sanglante que celle de Gravelotte ; le sol était labouré par les obus français. Notre batterie avait atteint un double but : elle avait efficacement canonné les Français, puis elle avait pendant un certain temps concentré sur elle le tir de l'ennemi, temps pendant lequel les nôtres purent avancer sur Villiers.

Pour la première fois j'ai compris ce que veut dire supporter à découvert un feu d'artillerie. Nos canonniers se sont tenus admirablement et ont conservé le plus grand sang-froid.

Après le combat, nous sommes restés à Cœuilly, où nous avons trouvé le temps de nous occuper de nos blessés. Ce n'est qu'à dix heures du soir que nous sommes entrés à Sucy.

Le 1er décembre se passa tranquillement ; deux brigades prussiennes vinrent nous renforcer pour reprendre Champigny et Bry. Le 30, nous n'avions pas pu garder ces villages, qui n'étaient occupés que par des grand'gardes. Quand les forts ont commencé à concentrer leurs feux sur eux, ils sont devenus intenables, d'autant plus que nous étions attaqués par des forces quadruples.

Notre mission consistait à garder Cœuilly, Villiers et Noisy-le-Grand, et nous l'avons fait. L'ennemi, qui se fortifiait en

face de nous, était complétement sous la protection de canons de ses forts.

Le 1er décembre, on nous envoya à Boissy-Saint-Léger; toute la journée se passa à attendre.

Le 2 décembre, nous allâmes en réserve sur la hauteur d'Ormesson, car les Prussiens, particulièrement la brigade Resenstein, avaient attaqué Champigny. Les Français aussi attaquèrent sur toute la ligne, mais furent partout repoussés; nos pertes furent cependant épouvantables. Le soir du 2 nous allâmes à Villiers, où nous avons bivouaqué par trois degrés de froid, auprès d'un petit feu, les chevaux sellés et attelés. Le 3, les Français renouvelèrent leur attaque sur Villiers, mais seulement pour la forme.

A six heures du matin, nous allâmes nous placer dans un petit retranchement en avant de Villiers, d'où, pendant toute la journée, nous avons fait feu sur les positions de l'ennemi, qui resta sur la défensive et se contenta de nous envoyer un grand nombre d'obus qui ne firent aucun mal. Nous avons obtenu un assez grand résultat en démontant une pièce et en chassant, par un tir bien dirigé, les éclaireurs ennemis chaque fois qu'ils se montraient. Le soir, noua sommes rentrés dans les quartiers, à Villiers; ni hommes ni chevaux n'auraient pu supporter un nouveau bivouac. La journée d'hier s'est passée tranquillement : nous l'avons employée à compléter la construction de nos batteries et nous nous sommes accordé quelque repos.

Hier soir j'ai, pour la première fois depuis le 29 novembre, mangé quelque chose de chaud. Maintenant, tout est rentré dans l'ordre, et la fatigue est oubliée. Ce matin, au point du jour, nous nous sommes remis en marche, mais, au jour, la nouvelle arriva que les Français avaient quitté leurs positions; ils en avaient visiblement assez, car le terrain devant nous était couvert de morts, et, ce matin, on a encore amené des prisonniers et des blessés. Quoique nos troupes se soient couvertes de gloire, il règne une profonde douleur en raison des victimes, et l'exaspération contre les Français est immense.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DOUZIÈME

N° 1.

LA BATAILLE D'ARTENAY RACONTÉE PAR UN ALLEMAND

(M. Hans Wachenhusen, correspondant de la *Gazette de Cologne.*)

3 décembre.

La bataille d'Artenay, que l'ennemi a continuée par un violent combat d'artillerie, a recommencé ce matin.

Déjà à huit heures, nous entendions le tonnerre des canons, quoique la direction du vent soit contraire.

Le 9e corps d'armée, dont nous attendions la jonction déjà hier, et qui s'était trouvé avec la 22e division à Chaussy et de là s'était rendu à Artenay, est arrivé.

L'état-major s'était rendu dans cette direction et la 17e division soutenait un combat des plus violents. C'est là que l'ennemi fut repoussé vers trois heures. Cinq villages brûlaient; le feu de l'artillerie se ralentit, et alors, du côté de notre aile gauche, vers Artenay, la canonnade devint plus forte. Le soleil semblait se coucher derrière le village en feu, et les flammes le couvraient complétement.

Du côté de notre aile droite, le feu de l'ennemi diminuait de plus en plus, et environ vers quatre heures, il se tut complétement. A l'aile gauche, le combat a duré jusqu'à sept heures, reprenant de nouveau avec beaucoup plus de force, car, comme à Gravelotte, l'ennemi réunit toutes ses forces à la fin du jour, afin sans doute d'obtenir un résultat favorable.

Le soir, repoussé sur toute notre aile droite, il se retire peu à peu, et ce ne fut que vers minuit que la tranquillité fut complète. Je ne peux rien dire du résultat de notre aile gauche, je crains beaucoup qu'à cause de la position formidable de l'ennemi il n'ait pas été décisif.

Nos pertes sont considérables.

Le cœur se serre quand on jette un coup d'œil sur les morts étendus sur la terre froide et éclairés par les reflets blafards de la lune. Tous les villages où l'on s'est battu sont remplis de

blessés. Les médecins sont obligés d'y établir leurs hôpitaux en vue de l'ennemi. D'un village à l'autre, on brûle le feu du bivouac, je ne fais pas un pas sans rencontrer des blessés.

Dans le château de Goury, où je pensais pouvoir passer les nuits, les écuries étaient occupées par les blessés. Dans les chambres particulières se trouvent le colonel de Neuman et le major de Hirschfeld, tous les deux frappés par un boulet.

J'étais à Artenay à trois heures. La canonnade s'entendait toujours du côté de Neuville. Les 11e, 85e et 25e régiments se battaient, et j'ai vu ramener de nombreux blessés du champ de bataille. Les obus tombaient sur nous avec une précision surprenante. Jusqu'alors nous faisions peu de progrès. L'ennemi se défendait de la façon la plus énergique. On avait déjà fait cent cinquante prisonniers : des zouaves, des fantassins et des gardes mobiles.

Les uns étaient armés de revolvers américains très-élégants. Je ne suis pas loin de croire que cette armée, sous la direction d'un général habile, aurait pu faire beaucoup. Son attitude militaire, son armement, notamment le chassepot, est parfait, et si cette armée avait encore eu quatre semaines pour se former complétement, elle serait devenue pour nous un adversaire dangereux.

Même dans beaucoup de parties de la bataille d'hier, il y a eu beaucoup d'engagements à la baïonnette. Les Mecklembourgeois, ainsi que les Hanséatiques, ont prouvé qu'ils pouvaient aussi se battre à l'arme blanche, quoique les Français se vantent toujours d'être les maîtres dans cette partie.

Presque tous les prisonniers de l'armée de la Loire nous disent qu'elle se compose de 200.000 hommes. Mais il se pourrait aussi que l'armée de l Ouest se composât de 150 à 200,000 hommes, parmi lesquels on compte des francs-tireurs et des braconniers. Il est certain que l'armée de la Loire se compose d'un grand nombre d'éléments distincts.

Leur uniforme est des plus variés, et il serait très-difficile d'avoir une idée exacte de toutes ces légions patriotiques. Il est très-dur de venir à bout d'une armée composée de tant de variétés d'hommes qui se réunissent tous dans un même sentiment de patriotisme.

Ils sont tous très-habiles dans l'art de tirer, et le bruit du fusil semble leur produire un vif plaisir.

Vers quatre heures, le feu de l'artillerie s'est tu dans les environs sud et sud-est d'Artenay. Les positions furent prises. Les ambulanciers remplirent leurs tristes fonctions; les maréchaux de logis du prince Frédéric-Charles disposèrent les maisons pour l'état-major qui devait les occuper dans la soirée,

pendant que le chef d'état-major du grand-duc de Mecklembourg et sa suite avaient Orgères pour destination. C'était l'endroit où le 1[er] corps d'armée bavarois s'était concentré après la possession de Châteaudun, et où l'on sait qu'il avait été énergiquement attaqué par une reconnaissance française.

La pointe que j'avais faite vers Artenay m'avait empêché de me rendre de nouveau sur le champ de bataille d'hier, situé à notre aile droite, près de Loigny. J'avais cependant le vif désir de voir avec calme les localités où j'avais erré la veille pendant la furie du combat et plus tard au milieu de la plus profonde obscurité, et éclairées seulement par des torches et les lueurs des villages incendiés.

Personne ne connaissait les noms des villages où la bataille s'était livrée. Pour s'y reconnaître, on disait : le village qui brûle, ou bien le village à côté de celui qui brûle, ou bien encore le village qui ne brûle pas. C'était la seule géographie de la bataille.

Nous avons pu compter environ 1.200 prisonniers, et nous avons trouvé dans une lettre envoyée par un fils à son père : « C'est toujours, toujours ce maudit 2 décembre qui est cause de ce qui nous arrive. »

N° 2.

L'ENTRÉE DANS ORLÉANS, D'APRÈS LES ALLEMANDS

Plus avait été grande la joie des habitants d'Orléans lorsque les Bavarois furent forcés d'évacuer la ville devant les forces supérieures de l'armée de la Loire, et plus les Français avaient fondé d'espoir de succès sur la force de leur armée nationale, d'autant plus grand fut le deuil, lorsque, le 5 décembre, les troupes allemandes, après une absence d'à peine un mois, rentrèrent par trois côtés dans la ville, et d'autant plus profondément fut abattu l'esprit public, lorsque cette nombreuse armée, « l'orgueil, le dernier espoir et salut de la France, » dut battre en retraite plus au sud. Ce que retraite signifie, les Français le savent très-bien, et il se pourrait qu'il fût difficile, même à la fabrique de Bulletins de victoires de Tours, de faire prendre à ses concitoyens cette retraite pour une victoire.

Dès l'aube, le 5 décembre, commença le défilé de nos trou-

pes composées d'une partie de l'armée du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, qui avait pris ses quartiers à l'hôtel d'Orléans, des 9e et 3e corps d'armée. Le quartier général de ce dernier était dans le palais de l'évêque Dupanloup. Le même our et le lendemain, il se forma devant l'hôtel de l'évêque des groupes nombreux, dont on s'explique les mines sombres et les propos à mi-voix par l'erreur où était le peuple que l'évêque était retenu prisonnier.

La garde était fournie par les postes du quartier général, et ce dernier étant parti d'Orléans, les postes étaient restés pour garder l'ambulance établie dans le palais épiscopal.

Le prince Frédéric-Charles avait établi son quartier général à la préfecture. Le colonel Leuthans, inspecteur de la 3e inspection de pionniers à Coblentz, appartenant à l'état-major du commandant en chef, fut nommé au commandement d'Orléans. Plus le jour avançait, plus nos troupes, qui faisaient leur entrée musique en tête, remplissaient cette ville sur la Loire, tant de fois assiégée dans le cours des siècles et dont les destinées furent toujours et sont encore liées à celles de Paris.

Avec nos bataillons s'augmentait aussi, à chaque heure, le nombre des prisonniers, et même avec une progression tellement rapide qu'on ne trouvait plus dans la ville d'endroit pour les mettre, et qu'on fut obligé d'avoir recours à la cathédrale; on ne voulait pas les faire bivouaquer par le froid devenu si vif dans les derniers jours que la Loire charriait. Dans les deux jours de combat, des détachements entiers avaient été dispersés dans la forêt d'Orléans; ils furent enlevés en voulant en sortir et amenés dans la ville.

Mais c'était une tâche difficile de trouver des vivres pour ces masses : la mairie dut être requise par le commandant et fit un appel pour des dons volontaires destinés à l'entretien des prisonniers. Ces dons ne semblent pas arriver abondamment. A juger de la contenance générale et des propos de la population, elle était mal disposée contre cette armée, réputée invincible encore quelques jours avant; elle lui en voulait d'avoir si subitement laissé confondre les espérances de la France et la confiance d'Orléans, qu'un soldat allemand ne foulerait plus les rues de la ville que comme prisonnier de guerre. C'est pour les mêmes motifs que la population ne manifesta pas de meilleures dispositions à nos troupes. Les plaintes abondèrent sur des refus faits aux soldats de ce qui leur est dû par les prescriptions légales.

Tout le jour et jusque dans la nuit, la mairie fut positivement assiégée de plaignants des deux partis.

A ceci s'ajoute que toutes les boutiques étaient fermées lors

de l'entrée de nos troupes et que celles-ci ne purent même, pour de l'argent, se procurer ce qui leur était nécessaire. Sur l'ordre du commandant toutes les boutiques durent être ouvertes à partir du 6. Beaucoup de maisons étaient fermées et lorsqu'elles furent ouvertes sur l'ordre des autorités pour le logement des troupes, les soldats ne trouvèrent que des locaux abandonnés, et rien pour leur entretien.

Les habitants des villes que nous avions traversées jusqu'ici s'étaient enfuis quelques jours avant vers Orléans. La fuite est la plus mauvaise mesure que les indigènes puissent prendre vis-à-vis de nos troupes. Il serait de beaucoup plus avantageux pour eux d'attendre l'ennemi sur le seuil de leurs maisons. L'expérience nous prouve que les Français laissent partir leurs hôtes importuns avec beaucoup plus d'aménité qu'ils ne les ont reçus. Le 6 décembre, à midi, le 10e corps, qui s'était avancé le 4 vers Chevilly, entra dans Orléans.

Le prince Frédéric-Charles avait pris position sur la place de Martroi, pour faire défiler les troupes qui, dans les derniers jours de novembre, s'étaient si brillamment conduites sous leur général de Voigts-Rhetz. Les Français prennent à ces scènes militaires plus d'intérêt que ne laisserait présumer l'état abattu et peu amical des esprits. Une foule nombreuse entoure la place à l'approche des compagnies et des escadrons prussiens, et suit avec une attention soutenue le commandement de leurs officiers.

Dès le premier jour de sa retraite vers le sud, l'ennemi a été poursuivi avec toutes les forces disponibles.

N° 3.

DÉPÊCHE DE M. GAMBETTA.

Tours, 5 décembre, 11 h. 55 soir.

Le ministre de l'intérieur aux préfets et sous-prefets.

Après les divers combats livrés dans les journées des 2 et 3 décembre, qui avaient causé beaucoup de mal à l'ennemi, mais qui, en même temps, avaient arrêté la marche de l'armée de la Loire, la situation générale de cette armée parut tout à coup inquiétante au général commandant en chef d'Aurelle de

Paladines. Dans la nuit du 3 au 4 décembre, le général d'Aurelle parla de la nécessité qui s'imposait, suivant lui, d'évacuer Orléans et d'opérer la retraite des divers corps de l'armée sur la rive gauche de la Loire. Il lui restait, cependant, une armée de plus de 200.000 hommes, pourvue de plus de 500 bouches à feu, retranchée dans un camp fortifié de pièces de marine à longue portée.

Il semblait que des conditions essentiellement favorables dussent permettre une résistance qu'en tous cas les devoirs militaires les plus simples ordonnaient de tenter. Le général d'Aurelle ne persista pas moins dans son mouvement de retraite. Il était sur place, disait-il, il pouvait mieux que personne juger de la situation des choses. Après une délibération prise en conseil de gouvernement, à l'unanimité, la délégation fit passer le télégramme suivant, au commandant en chef de l'armée de la Loire :

« Opinion du gouvernement consulté était de vous voir tenir ferme à Orléans, vous servir des travaux de défense et ne pas s'éloigner de Paris. Mais, puisque vous affirmez que la retraite est nécessaire, que vous êtes mieux à même, sur les lieux, de juger la situation, que vos troupes ne tiendraient pas, le gouvernement vous laisse le soin d'exécuter les mouvements de retraite, sur la nécessité desquels vous insistez et que vous présentez comme de nature à éviter à la défense nationale, un plus grand désastre, que celui même de l'évacuation d'Orléans. En conséquence, je retire mes ordres de concentration active et forcée, à Orléans, et dans le périmètre de vos feux de défense.

« Donnez des ordres d'exécution à tous vos généraux en chef, placés sous votre commandement. »

Cette dépêche était envoyée à onze heures; à midi, le général d'Aurelle de Paladines écrivait à Orléans : « Je change mes dispositions, je dirige sur Orléans le 16e et 17e corps; j'appelle le 18e et le 20e. J'organise la résistance. Je suis à Orléans, la Place. — Signé : d'Aurelle. »

Ce plan de concentration était justement celui ordonné par le ministre de la guerre. M. le ministre de la guerre voulut se rendre lui-même à Orléans pour s'assurer de la concentration rapide des corps de troupe. A une heure et demie, il partait par un train spécial; à quatre heures et demie, en avant du village de la Chapelle, le train dut s'arrêter. La voie était coupée par un parti de cavaliers prussiens, qui l'avaient couverte de madriers et de pièces de bois pour entraver la marche des convois. A cette heure, on entendait la canonnade dans le lointain; on pouvait croire qu'on se battait en avant d'Orléans.

A Beaugency, où le ministre de la guerre était revenu pour prendre une voiture afin d'aller à Ecouy, croyant que la résistance se continuait devant Orléans, il ne fut plus possible d'avoir de nouvelles ; ce n'est qu'à Blois, à neuf heures du soir, que la dépêche suivante fut envoyée de Tours :

« Depuis midi, je n'ai reçu aucune nouvelle d'Orléans, mais à l'instant, en même temps que la vôtre, six heures trois minutes, je reçois deux dépêches d'Orléans annonçant qu'on a tiré sur votre train à la Chapelle ; l'autre du général d'Aurelle ainsi conçue : « J'avais espéré, jusqu'au dernier moment, pouvoir me dispenser d'évacuer Orléans ; tous mes efforts ont été impuissants ; cette nuit la ville sera évacuée. » Je suis sans autre nouvelle. »

Signé : G. DE FREICYNET.

En présence de cette grave détermination, des ordres immédiats furent donnés de Blois pour assurer la bonne retraite des troupes.

Le ministre ne rentra à Tours que vers trois heures du matin. Il trouva à son arrivée les dépêches suivantes que le public appréciera.

Orléans, 5 décembre, 12 h. 10.

Général des Palières à Guerre.

« Ennemi a proposé notre évacuation d'Orléans à onze heures et demie soir, sous peine de bombardement de la ville. Comme nous devions la quitter cette nuit, j'ai accepté au nom du général en chef. Batteries de la marine ont été enclouées, poudre et matériel détruits. »

Secrétaire général à Intérieur.

« L'ennemi a occupé Orléans à minuit. On dit les Prussiens entrés presque sans munitions. Ils n'ont presque pas fait de prisonniers. »

A l'heure actuelle, des dépêches des différents chefs de corps annoncent que la retraite s'effectue en bon ordre, mais on est sans nouvelles du général d'Aurelle qui n'a rien fait parvenir au gouvernement.

Les nouvelles reçues jusqu'à présent disent que la retraite des corps d'armée s'est accomplie dans les meilleures conditions possibles.

Nous espérons bientôt reprendre l'offensive. Le moral des troupes est excellent.

Le courrier de Paris, par ballon *Franklin*, signale des victoires sous Paris les 2 et 3 décembre. Celle du 3 surtout a été très-importante comme résultat : nous avons combattu trois heures, dit le général Trochu, pour conserver nos positions, et cinq heures pour enlever celles de l'ennemi, sur lesquelles nous couchons. Les pertes prussiennes sont évaluées à des chiffres considérables. 400 prisonniers sont arrivés dans la journée à Paris. Les troupes ennemies, engagées le 3, étaient pourtant fraîches, il y avait environ 100.000 hommes, pour la plupart Saxons ou Wurtembergeois.

Le rapport officiel dit que les pertes de l'ennemi ont été tellement considérables que, pour la première fois de la campagne, il a laissé passer une rivière en sa présence, en plein jour, à une armée qu'il avait attaquée la veille, avec tant de violence.

La matinée du 3 a été calme; grand effet moral produit dans Paris.

Signé : LÉON GAMBETTA.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE TREIZIÈME

N° 1

FLOURENS JUGÉ PAR DELESCLUZE

Nous avons parlé du jugement porté par le rédacteur du *Révei.* sur Gustave Flourens. Voici cet extrait qui appartient aujourd'hui à l'histoire des personnes ayant assisté au combat.

« Le bataillon de tirailleurs de Belleville est signalé comme ayant donné des preuves d'insubordination et de lâcheté, et soixante-un des hommes qui le composent sont renvoyés devant le conseil de guerre pour désertion devant l'ennemi, en même temps que M. Flourens, leur ancien commandant, est décrété d'arrestation et poursuivi pour avoir indûment repris les insignes d'un grade qui lui avait été enlevé.

« Si ces faits sont justifiés sur débats contradictoires, ils méritent une punition sévère, cela n'est pas contestable, mais pour les caractériser, nous ne nous contenterons pas du rapport dressé à l'état-major général de la garde nationale. Quand il y va de la vie et de l'honneur des citoyens, la précipitation est mauvaise conseillère. Nous attendrons la publicité de l'audience pour formuler une opinion consciencieuse. Jusque-là, nous ne voyons qu'une chose, c'est que le bataillon de Belleville a eu des morts et des blessés, et que les journaux de la réaction ont eux-mêmes rendu justice à son courage.

« Quant à la position personnelle faite à M. Flourens, nous ne savons au juste quelle elle peut être. A-t-il été révoqué au mépris des prescriptions formelles de la loi du 22 mars 1831 ? La révocation est nulle et la poursuite dont il est l'objet n'aurait aucun fondement juridique.

« Il nous en coûte peu de le dire, l'agitation bruyante dont M. Flourens s'est fait le chef depuis plusieurs mois, n'a été que nuisible à la cause qu'il voulait servir. Il ferait sagement de le comprendre et de rentrer dans le rang. Que ses intentions soient excellentes, nous n'avons pas à le contester, mais ses actes ont toujours été malheureux. Si cette dernière leçon ne devait pas lui profiter et l'habituer à une réserve modeste, il faudrait désespérer de son discernement.

« Et maintenant, tous les reproches adressés au bataillon

de Belleville fussent-ils mérités, il n'en resterait pas moins vrai que, dans leur ensemble, les bataillons de guerre de la garde nationale sont animés du plus pur patriotisme, et qu'ils tiendront résolûment leur poste de combat devant les Prussiens. »

(*Réveil* du jeudi 8 décembre.)

N° 2.

Statistique des décès

PENDANT LE SIÉGE DE PARIS

d'après l'ouvrage de M. Nathan Sheppard :

Shut up in Paris [1]

Du 17 au 24 septembre	1.266
Du 24 septembre au 1er octobre	1.202
Du 1er au 8 octobre	1.383
Du 8 au 15 octobre	1.610
Du 15 au 22 octobre	1.746
Du 22 au 29 octobre	1.878
Du 29 octobre au 5 novembre	1.762
Du 5 au 12 novembre	1.855
Du 12 au 15 novembre	2.064
Du 19 au 26 novembre	1.927
Du 26 novembre au 3 décembre	2.782
Du 3 au 10 décembre	2.684
Du 10 au 17 décembre	2.728
Du 17 au 24 décembre	2.728
Du 24 au 31 décembre	3.280
Du 31 décembre 1870 au 1er janvier 1871	3.680
Du 7 au 14 janvier	3.976
Du 14 au 21 janvier	4.444
Du 21 au 28 janvier	4.386

1. Leipzig. Tauchwitz, 1871. 1 vol. de la collection des *Britis authors.*

CAUSE DES DÉCÈS

Petite vérole	6.604
Fièvre typhoïde	2.897
Bronchite	3.627
Pneumonie	3.027
Diarrhée	564
Fièvre scarlatine	191
Dyssenterie	42
Croup	27
Autres causes	30.402
Tués dans les combats	3.000
Morts dans les hôpitaux	10.000
Tués dans les émeutes	15
Assassinats	6
Suicides	10
Morts par accident	40
Ivresse	13
Espions et déserteurs fusillés	20
Morts de faim	6
Infirmes et personnes âgées mortes par suite du manque de nourriture	1.800
Enfants morts par suite des mêmes causes	3.000
Total	65.291

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE QUATORZIÈME

N° 1.

CAPITULATION DE MONTMÉDY

Le *Nord-Est* annonce que le conseil municipal de Montmédy s'est réuni le 29 septembre dernier, et que dans cette séance il a pris une délibération tendant à protester contre les assertions de l'autorité militaire au sujet de la reddition de la ville. Voici le texte de cette délibération :

Cejourd'hui vingt-neuf septembre mil huit cent soixante-onze,

Les membres du conseil municipal de la ville de Montmédy, réunis en nombre suffisant pour délibérer, en la salle ordinaire des séances, sous la présidence de M. le maire, ont pris la délibération suivante :

« Le bruit court que le commandant supérieur de la place de Montmédy n'aurait capitulé que sous la pression des habitants et en cédant à leurs instances et à leurs prières. S'il est vrai qu'on ait cherché à justifier ainsi la reddition de la place, le conseil municipal, au nom de toute la population, proteste énergiquement contre cette allégation, qui n'est qu'une odieuse calomnie.

« Non-seulement la population ni même aucun habitant n'ont fait aucune instance auprès du commandant supérieur Tessier pour le déterminer à capituler, mais l'honorable adjoint qui remplissait les fonctions de maire s'est fait un jour l'interprète de ses concitoyens et a pu, dans une circonstance qu'il rappellera, affirmer au commandant que jamais la population ne l'engagerait à se rendre. Aussi l'autorité militaire n'a-t-elle pas jugé à propos de consulter même la municipalité, qui n'a été avertie de la capitulation que par une lettre de M. Tessier ainsi conçue :

« Après une résistance à laquelle l'ennemi rend hommage,
« je suis obligé de subir la même capitulation qu'à Thionville.
« J'avais le choix entre la reddition de la place et la destruc-
« tion complète de la ville et de la garnison.

« Chaque garde national sera libre contre l'engagement ci-« joint : il déposera avant dix heures son fusil à la mairie.

« Agréez, etc. »

« Cette lettre renferme la preuve que l'autorité civile a été mise à l'écart, aussi bien pour ce qui concernait la défense de la place que pour les conditions de la capitulation.

« L'autorité militaire avait-elle le droit d'agir ainsi? Le conseil, en se rapportant à ce qui s'est passé en 1815, ne le croit pas.

« A cette époque en effet, la place était commandée par le général Laurent, qui, malgré sa haute position, a cru devoir prendre l'avis des habitants avant de capituler et en déléguer un pour défendre les intérêts civils. C'est aussi ce qui a eu lieu pendant la guerre de 1870 dans la généralité des places fortes, commandées par des hommes intelligents qui n'avaient pas pour la population civile le mépris que les commandants de Montmédy ont manifesté pour celle de cette malheureuse ville. Ils ont voulu assumer sur eux toute la responsabilité de la concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains; qu'ils en acceptent les conséquences.

« Le conseil municipal sollicite du gouvernement une enquête sérieuse et minutieuse sur tout ce qui s'est passé à Montmédy, depuis le commencement de la guerre jusqu'à la capitulation de la place. Cette enquête démontrera le zèle des habitants à concourir à la mise de la forteresse en état de défense, l'absence de toute sollicitude de l'intendance militaire pour les malheureux mobiles ou les soldats qui sont venus se réfugier à Montmédy après le désastre de Sedan, le mépris de l'autorité militaire pour les habitants, dont les uns ont été frappés, les autres incarcérés sans motifs, ou plutôt parce qu'ils élevaient de légitimes réclamations et voulaient s'opposer au pillage de leurs maisons par des soldats enivrés, le dédain avec lequel on recevait les avis du dehors sur les mouvements et les travaux de l'ennemi aux environs de la place, le refus du commandant supérieur à promettre des vivres aux habitants qui resteraient dans la ville, quand il s'y trouvait des approvisionnements en biscuit, farine, riz, café, sucre, lard, etc., pour nourrir la garnison et la population pendant plus de deux ans

« Le conseil désire en un mot que la conduite de tous passe au creuset de la vérité, et justice sera faite à chacun.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE QUINZIÈME.

LES HÉROS DU SIÉGE DE PARIS.

Le document que voici est d'un intérêt exceptionnel. Il contient la plus grande partie des noms mis à *l'ordre du jour*, ainsi que les exploits accomplis par les défenseurs de Paris jusqu'à la fin de décembre 1870. On y verra des noms de gardes nationaux à côté de noms de mobiles et de soldats. C'est la communauté de l'honneur après la communauté de la peine.

Nous engageons nos lecteurs à lire attentivement ces pages. L'histoire ne pouvait les laisser périr.

N° 1.

AUX ARMÉES DE PARIS.

ORDRE DU JOUR.

Le gouverneur met à l'ordre du jour les noms des défenseurs de Paris appartenant à la garde nationale, à l'armée de terre et de mer, à la garde nationale mobile et aux corps francs qui ont bien mérité du pays depuis le commencement du siége. Plusieurs ont payé de leur vie les services qu'ils ont rendus, tous ont fait plus que leur devoir. Les témoignages de la gratitude publique seront la haute récompense de leur sacrifice et de leurs efforts.

Cet ordre, inséré au *Journal officiel* et au *Journal militaire*, tiendra lieu de notification aux divers corps, pour l'inscription des présentes citations sur les états de service des ayants droit.

Général TROCHU.

Paris, le 19 novembre 1870.

Garde nationale de la Seine, 48e bataillon, carabiniers. — Proust, capitaine. S'est fait remarquer dans la reconnaissance du 21 par son courage et l'intelligente initiative avec laquelle il a conduit sa troupe. — Thibaudier, carabinier. Blessé à la reconnaissance du 21 octobre où la compagnie des carabiniers du 48e bataillon a vaillamment combattu. — Pachot, carabinier. Blessé à la reconnaissance du 21 octobre où la compagnie des carabiniers du 48e bataillon a vaillamment combattu.

Eclaireurs de la garde nationale. — Prodhomme. S'est fait remarquer par son courage au combat de la Malmaison où il a été grièvement blessé.

Etat-major général. — Guilhem, général de brigade. Tué à l'ennemi en donnant d'éclatantes preuves de bravoure. De Montbrison, capitaine de cavalerie auxiliaire, officier d'ordonnance du général Ducrot. A constamment marché à la tête des colonnes d'attaque ; s'est fait hisser sur un mur du parc au milieu d'une grêle de balles pour reconnaître la position de l'ennemi au combat de la Malmaison, le 21 octobre.

Intendance. — Parmentier, sous-intendant de 1re classe. S'est fait remarquer à l'affaire du 19 septembre, en allant au plus fort du combat relever les blessés sous le feu ; a montré le même dévouement le 21 octobre, où il est resté le dernier sur le champ de bataille et a été fait prisonnier.

Division des marins détachés à Paris. — Desaëgher, matelot charpentier. Est allé chercher résolûment, sous le feu de l'ennemi, un de ses camarades blessé, l'a rapporté, et a été lui-même atteint grièvement d'un coup de feu, le 15 octobre, dans la plaine de Bondy. — Chenot, soldat au 4e régiment d'infanterie de marine. N'a pas hésité à prendre sur son dos un blessé qu'il a rapporté sous le feu meurtrier de l'artillerie ennemie, lorsque nos troupes évacuaient Drancy, le 30 octobre.

Artillerie, 10e régiment. — Bouvet, brigadier. A eu le bras traversé par une balle le 30 septembre, a voulu rester au feu malgré les instances de son commandant, et n'a quitté son poste qu'à la fin de l'action. — 18e régiment. — Bocquenet, capitaine en premier, commandant la 13e batterie. A eu deux chevaux tués sous lui au combat de Châtillon, le 30 septembre. Pendant toute l'action, il a donné le plus bel exemple à ses hommes qui se sont admirablement conduits. — 19e régiment. — Oullon, canonnier servant. Les chevaux de sa pièce étant tués et les conducteurs et servants hors de combat, il a réuni ses efforts à ceux de son lieutenant, pour continuer le feu jusqu'à l'arrivée d'attelages qui ont ramené la pièce. Combat de Châtillon, le 19 septembre.

2e *régiment du train d'artillerie.* — Sirday, maréchal des lo-

gis. Est allé au milieu du feu rechercher un caisson que des chevaux emportés entraînaient avec leur conducteur dans la direction de l'ennemi au combat de Châtillon. — Bouquier, cavalier de 1re classe. Est revenu résolûment reprendre une pièce sans avant-train qui allait tomber aux mains de l'ennemi au combat de Châtillon.

35e *régiment de ligne.* — Gletty. S'est avancé contre trois Prussiens qui le tenaient en joue, et par la fermeté de son attitude les a forcés à se rendre prisonniers au combat de Bagneux, le 15 octobre. — Le Gouill, soldat. S'est bravement battu au combat de Bagneux, le 13 octobre; a fait avec ses camarades plusieurs prisonniers. — Kydenou, soldat. Est entré le premier à Chevilly, le 30 septembre; a fait preuve d'une grande bravoure en tirant à bout portant à travers les créneaux de l'ennemi.

42e *régiment de ligne.* — Lecca, lieutenant. Officier d'une rare bravoure; a franchi le premier une barricade au combat de Châtillon et a entraîné ses hommes par son exemple. — Félipon, soldat. A abordé avec élan une des barricades de Châtillon, le 13 octobre ; est entré le premier dans une maison occupée par des Prussiens qui ont été faits prisonniers. — Admard, soldat. Blessé deux fois au combat du 30 septembre, s'est fait panser par un de ses camarades et a combattu jusqu'à la fin.

107e *régiment de ligne.* — Hoff, sergent. A tué, le 29 septembre, trois sentinelles ennemies ; le 1er octobre un officier prussien; le 5, en embuscade avec 15 hommes, a mis en déroute une troupe d'infanterie et de cavalerie ; le 13 octobre, a tué deux cavaliers ennemis. Enfin, dans divers combats individuels, il a tué 27 Prussiens.

109e *régiment de ligne.* — Portais, soldat. Est entré le premier dans le village de l'Hay, en escaladant le mur d'une maison où il s'est barricadé ; a donné des preuves de courage qui l'ont fait remarquer par tous ses camarades.

110e *régiment de ligne.* — Graciot, caporal. Blessé à la main droite au moment où son sous-lieutenant, qu'il emportait, était tué dans ses bras, il a continué à combattre jusqu'à l'épuisement de ses forces (30 septembre).

112e *régiment de ligne.* — Gérodias, tambour. A eu sa caisse brisée par un éclat d'obus au moment où il battait la charge au combat de Chevilly, le 30 septembre ; saisissant le fusil d'un homme tué à ses côtés, il s'est porté en avant, a été blessé et ne s'est retiré qu'à la fin de l'action.

113e *régiment de ligne.* — Aubé, sergent. Embusqué à quinze pas d'une barricade ennemie, il a tiré avec le plus grand

sang-froid pendant plus d'une demi-heure et a fait plusieurs prisonniers, au combat de Châtillon, le 13 octobre.

119e *régiment de ligne.* — Scheer, sergent. Déjà remarqué pour son énergie au combat de Châtillon, s'est distingué à l'affaire de la Malmaison où il a désarmé un Prussien qu'il a ramené prisonnier.

128e *régiment de ligne.* — Charlier, soldat. S'est avancé seul au-devant des Prussiens établis dans les jardins de Pierrefitte et a tué un soldat ennemi presque à bout portant.

Régiment de zouaves. — Jacquot, chef de bataillon. A tourné une batterie ennemie à la tête de la 6e compagnie de son bataillon, a pénétré par une brèche dans le parc de la Malmaison et enlevé sa troupe en se portant en avant, le képi sur la pointe de son sabre. Obligé de rétrograder devant des forces considérables, il a soutenu vigoureusement la retraite et est resté blessé aux mains de l'ennemi. — Colonna d'Istria, capitaine adjudant-major. A toujours été en tête de la colonne à l'attaque de la Malmaison, et, chargé d'une mission pour le général, il a réussi à l'accomplir sous une violente fusillade. — Petit de Grandville, sergent-major. A franchi le premier la brèche du mur de la Malmaison, est resté le dernier auprès du commandant Jacquot et a été blessé en cherchant à l'emporter.

Cavalerie, 9e régiment de lanciers. — Buisson, capitaine-commandant. S'est emparé, sous le feu de l'ennemi et après une longue poursuite, d'un cavalier ennemi qu'il a ramené avec ses armes et son cheval, le 16 septembre, en avant de Rosny.

Garde mobile de la Seine, 11e bataillon. — Pasquier, caporal. A montré une grande bravoure à l'affaire du 19 octobre, en allant à vingt pas de l'ennemi enlever un de ses camarades grièvement blessé. — 15e bataillon. — Lefranc, garde. S'est offert bravement pour aller reconnaître les travaux de l'ennemi au pont de Brie-sur-Marne, a été grièvement blessé à la cuisse. — 7e bataillon. — Tailhan, aumônier volontaire. Blessé à la tête en remplissant son ministère avec un admirable dévouement au combat de la Malmaison, le 21 octobre.

Garde mobile des départements. — (*Seine-et-Marne.*) Franceschetti, lieutenant-colonel. Par son attitude pleine d'énergie, il a su enlever et conduire résolûment à l'ennemi ses troupes, qui voyaient le feu pour la première fois; a eu un cheval tué sous lui. Combat de la Malmaison, 21 octobre. — (*Morbihan.*) Le Mohec, sergent. Blessé à la joue, est resté toute la journée à sa compagnie qu'il a enlevée par son entrain et sa bravoure. — (*Loire-Inférieure.*) De Montaigu, sous-lieutenant. — S'est

fait remarquer par sa bravoure, son sang-froid et la bonne direction qu'il a donnée aux francs-tireurs sous ses ordres. (*Côte-d'Or*). Narvault, garde au 1er bataillon. Très-solide au feu; n'a quitté le champ de bataille qu'après des ordres réitérés. Combat de Bagneux, le 13 octobre. — Léautey, garde. Plein de vigueur à l'affaire de Bagneux, le 13 octobre, où il a fait plusieurs prisonniers. — Crucera, capitaine au 3e bataillon. Entré le premier à Bagneux où, seul, il a fait neuf prisonniers. — Terreaux, garde au 3e bataillon. A désarmé un porte-fanion dans la mêlée, l'a fait prisonnier et s'est emparé du fanion. Combat de Bagneux, le 13 octobre. — (*Aube.*) Périer, capitaine au 1er bataillon. A enlevé sa compagnie avec un entrain remarquable à l'assaut du village de Bagneux, où il commandait aux côtés du commandant de Dampierre. — De Rougé (Henri), lieutenant au 1er bataillon. A fait preuve d'une grande bravoure et d'un sang-froid remarquable au combat de Bagneux en accomplissant une mission périlleuse. — De Dampierre, chef du 2e bataillon. Tué à l'ennemi en donnant d'éclatantes preuves de bravoure.

Corps francs. Tirailleurs de la Seine. — Vannier, tirailleur. S'est porté au feu avec une audace remarquable; grièvement blessé aux reins au combat de la Malmaison, le 21 octobre. — Demay, tirailleur. S'est distingué par une énergie et une bravoure dignes des plus grands éloges; blessure au pied au combat de la Malmaison.

Francs-tireurs de la Presse. — Roulot, capitaine. Brillante conduite à la tête de sa compagnie, le 28 octobre, à la barricade élevée par l'ennemi à l'entrée du Bourget.

N° 2.

Le gouverneur de Paris met à l'ordre les noms des officiers, sous-officiers et soldats à qui leur bravoure et leur dévouement ont mérite ce haut témoignage de l'estime de l'armée et de la gratitude publique.

Cet ordre, inséré au *Journal officiel* et au *Journal militaire*, tiendra lieu de notification aux divers corps, pour l'inscription des présentes citations sur les états de service des ayants droit.

PREMIÈRE ARMÉE

Gardes nationales de la Seine.— Roger (du Nord), lieutenant-colonel d'état-major de la garde nationale. A donné, dans les journées du 29 et 30 novembre, les plus beaux exemples d'activité et de dévouement.

116ᵉ *bataillon.* — Langlois, chef de bataillon. A fait preuve de courage et de résolution dans la mise en état de défense de la Gare-aux-Bœufs, enlevée à l'ennemi le 29 novembre, en avant de Choisy-le-Roi. — De Suzainnecourt, capitaine de la 2ᵉ compagnie. Remarqué pour son intrépidité à la prise de la Gare-aux-Bœufs. — Frédaut, garde. S'est brillamment conduit à l'attaque de la Gare-aux-Bœufs.

Compagnie des tirailleurs-éclaireurs. — Bayart de la Vingtrie, éclaireur. Mortellement blessé dans une reconnaissance à Saint-Cloud, pendant laquelle il a fait preuve d'une ardeur et d'un dévouement remarquables.

DEUXIÈME ARMÉE.

État-major. — Baron Renault, général de division, commandant le 2ᵉ corps de la 2ᵉ armée. — Blessé mortellement le 30 novembre en conduisant ses troupes à l'attaque du plateau de Villiers. Doyen des divisionnaires de l'armée française, le général Renault, dans une carrière marquée par des actes d'une éclatante bravoure, avait conquis la plus haute et la plus légitime réputation. — De la Charrière, général de brigade, commandant la 1ʳᵉ brigade de la 1ʳᵉ division du 2ᵉ corps. Blessé mortellement à l'attaque de Montmesly, à la tête de sa brigade. Le général de la Charrière, appelé par son âge dans le cadre de réserve, après une carrière aussi laborieuse qu'honorable, avait sollicité avec l'insistance la plus patriotique un rôle actif devant l'ennemi. — De la Mariouse, général de brigade, commandant la 2ᵉ brigade de la division de réserve. A donné une excellente impulsion à sa brigade, qui a fait vaillamment son devoir. Toujours au plus fort de l'action pendant les journées du 30 novembre et du 2 décembre. — Boudet, lieutenant-colonel d'état-major, chef d'état-major de la division de réserve. Mérite les plus grands éloges pour le calme, la vigueur et la haute intelligence dont il a donné de nouvelles preuves sous le feu nourri de l'ennemi, dans les journées des 30 novembre, 1ᵉʳ et 2 décembre. — Vosseur, chef d'escadron

d'état-major, à l'état-major général. A chargé en tête des tirailleurs, les entraînant par son exemple, contre les Prussiens qui débouchaient du parc de Villiers. — Franchetti, commandant l'escadron des éclaireurs à cheval du quartier général. Blessé mortellement à l'attaque du plateau de Villiers. Le commandant Franchetti, organisateur du corps des éclaireurs à cheval, avait rendu depuis l'investissement des services de premier ordre; il laisse à sa troupe, avec son nom, des traditions d'honneur et de dévouement. — De Néverlée, capitaine de cavalerie, officier d'ordonnance du général Ducrot, commandant la compagnie de francs-tireurs du quartier général. Tué à la tête de sa compagnie au moment où il l'entraînait à l'attaque du parc de Villiers.

État-major de l'artillerie. — Viel, capitaine à l'état-major de l'artillerie du 2e corps. A donné le plus bel exemple d'énergie et de sang-froid, en restant au feu quoique blessé grièvement.

Artillerie. — Torterue de Sazilly, capitaine, commandant la 13e batterie du 3e régiment. Blessé mortellement en avant de Champigny, à la tête de sa batterie qu'il maintenait par son énergie sous un feu des plus meurtriers. — Trémoulet, capitaine ; Chevalier, lieutenant en 2e, et Mathis, sous-lieutenant de la 17e batterie du 11e régiment. Se sont sacrifiés héroïquement et sont tombés en soutenant l'attaque des positions ennemies. — Bureau, sous-lieutenant auxiliaire à la 5e batterie du 10e régiment. S'est fait remarquer de toute sa batterie par son sang-froid et son énergie ; a aidé les servants à enlever à bras une pièce sans avant-train. — Langlois, adjudant à la 16e batterie du 8e régiment. A soutenu le courage de ses hommes en chargeant lui-même une de ses pièces dans un moment des plus critiques. — Thurel, deuxième conducteur à la 5e batterie du 22e régiment. Quoique blessé gravement, a ramené sa pièce avec un seul cheval, les trois autres étant tués.

Génie. — Delataille, capitaine commandant la 15e compagnie du 3e régiment du génie. Le 30, à la tête de ses sapeurs, a bravement frayé les rampes pour déboucher de Champigny. Le 2 décembre, blessé grièvement en cheminant à travers les maisons de Champigny pour tourner l'ennemi qui avait envahi le village.

35e *de ligne.* — Schultz, caporal. Très-brave au feu; s'est distingué à Champigny par son calme et sa persistance à ne quitter la barricade qu'après des ordres plusieurs fois réitérés. Remarqué déjà au combat de Chevilly, le 30 septembre, où il fit plusieurs prisonniers.

42e *régiment de ligne.* — Frévault, lieutenant-colonel. Jeune officier supérieur qui donnait à l'armée les plus légitimes espé-

rances. Il devait à sa brillante conduite, comme chef d'un bataillon de zouaves, le grade auquel il venait d'être promu, et c'est en combattant vaillamment à la tête du 42e régiment qu'il a été frappé à mort. — Cahen, chef de bataillon. S'est signalé le 30 novembre sur le plateau de Chennevières par sa vigueur et son entrain. Contusionné le 2 décembre par un éclat d'obus à la poitrine, il est venu reprendre le commandement de son bataillon après avoir été pansé. Blessé le 30 septembre au combat de Chevilly. — Girouin, capitaine adjudant-major. A dirigé pendant sept heures, le 2 décembre, la défense d'un jardin entouré par l'ennemi. Forcé de battre en retraite, il a fait sortir tous ses hommes par une brèche, et a été frappé mortellement au moment où, ayant assuré la retraite du dernier de ses soldats, il quittait le jardin pour aller les rejoindre.

105e *régiment de ligne.* — Faure, soldat de 1re classe. Le 2 décembre, au parc de Petit-Bry, a tué ou blessé trois soldats prussiens; s'étant avancé pour prendre leurs armes, il s'est trouvé en face de quatre autres Prussiens qu'il a ramenés prisonniers.

107e *bataillon.* — Parisot, capitaine. A porté avec la plus grande énergie sa compagnie au secours des compagnies de gauche compromises; a été tué à bout portant, après avoir abattu deux ennemis avec son revolver. — Dognat, soldat de 2e classe. Au combat du 2 décembre, au moment où, sur la gauche, les Prussiens cherchaient à gravir le plateau, a entraîné plusieurs de ses camarades, a construit avec eux une barricade, a arrêté les progrès de l'ennemi, qu'il a attaqué à la baïonnette. — Léonville, soldat de 2e classe. Blessé d'un coup d'épée par un officier prussien au combat du 2 décembre, a désarmé cet officier et l'a tué en le traversant de part en part avec l'épée qu'il lui avait arrachée.

113e *de ligne.* — Subilton, sergent. A passé la Marne dans une barque avec cinq hommes résolus, s'est jeté dans les vergers et derrière les haies sur les flancs de l'ennemi qui occupait une tranchée, l'en a chassé en lui tuant plusieurs hommes.

122e *de ligne.* — De la Monneraye, lieutenant-colonel. Blessé mortellement le 2 décembre à la tête de son régiment, en lui donnant l'exemple d'une valeur au-dessus de tout éloge.

123e *de ligne.* — Dupuy de Podio, lieutenant-colonel. S'est fait particulièrement remarquer le 30 novembre par son élan et sa vigueur, a entraîné plusieurs fois son régiment dans les charges à la baïonnette où il a été frappé à mort.

124e *de ligne.* — Sanguinette, lieutenant-colonel. A eu son cheval tué sous lui en se portant bravement, à la tête des 2e et

3e bataillons de son régiment, à l'assaut de Villiers; a été tué dans cette charge.

4e *zouaves*. — Primat, lieutenant. A résisté à un retour offensif avec un sang-froid au-dessus de tout éloge. Incomplétement guéri d'une blessure reçue à Metz, il avait demandé à reprendre du service et a trouvé une mort glorieuse en repoussant, avec sa compagnie, un ennemi très-supérieur en nombre.

Garde mobile. — De Grancey, colonel, commandant le régiment de la garde mobile de la Côte-d'Or. Tué à la tête de son régiment qu'il entraînait par son exemple. Officier supérieur, d'une bravoure hors ligne dont il avait déjà donné des preuves éclatantes à l'attaque du village de Bagneux, le 13 octobre.

37e *régiment de la garde mobile* (*Loiret*). — Botard, soldat. Est resté pendant cinq heures sous le feu, dans un lieu découvert, pour surveiller les mouvements de l'ennemi et ne pas laisser surprendre les tirailleurs de sa compagnie.

34e *régiment de la garde mobile* (*Morbihan*). — Tillet, lieutenant-colonel. Le 30 novembre, à la tête de 40 hommes de son régiment, a pris et gardé une position dont tous les efforts de l'ennemi n'ont pu le déloger.

TROISIÈME ARMÉE

Division des marins. — Salmon, capitaine de vaisseau. A dirigé les deux opérations du 29 et du 30 novembre, en avant de Choisy-le-Roi, avec un entrain et une vigueur remarquables. — Desprez, capitaine de frégate. Officier supérieur du plus grand mérite, mortellement blessé, le 30 novembre, en opérant une audacieuse reconnaissance sur Choisy-le-Roi, après avoir puissamment contribué à la prise de la Gare-aux-Bœufs. — Lelièvre, capitaine d'armes. Est allé relever, sous une grêle de balles, son commandant mortellement blessé.

112e *de ligne*. — Jacquet, sergent. A vigoureusement chargé, à la tête de quelques hommes, un groupe ennemi qui tentait de s'emparer du lieutenant Boutellier, gravement blessé, et l'a tenu longtemps en respect.

Garde mobile. — Champion, lieutenant-colonel d'infanterie, commandant une brigade de garde mobile. A vaillamment enlevé, à la tête de sa brigade, sous un feu plongeant et meurtrier, la maison crénelée de la route de Choisy.

Garde mobile du Finistère. — L'abbé de Mariallach, aumô-

nier du régiment du Finistère. S'est toujours porté aux postes les plus périlleux sur la ligne la plus avancée des tirailleurs, où, avec un calme et un sang-froid admirables, il a prodigué ses soins comme prêtre et comme médecin aux nombreux blessés de l'attaque de l'Hay.

CORPS D'ARMÉE DE SAINT-DENIS

135e *de ligne.* — Perrier, capitaine. Conduite héroïque à l'attaque d'Epinay ; a eu ses deux officiers tués à côté de lui ; est entré le premier par un trou laissant passage à un seul homme, dans le grand parc d'Epinay, énergiquement défendu ; a été acclamé par ses hommes. — Roux, sergent. Signalé une première fois à l'affaire du Bourget ; s'est emparé avec dix hommes, dont cinq ont été mis hors de combat, d'une maison vigoureusement défendue par onze Prussiens qu'il a faits prisonniers. — Thenaysi, soldat de 2e classe. Brillant soldat d'un très-grand courage, a abordé à la baïonnette la sentinelle d'un poste prussien, l'a tuée et est entré dans le poste qui s'est rendu.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE SEIZIÈME

BATAILLE DE SAINT-QUENTIN

Rapport officiel du général Faidherbe

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser un rapport sommaire sur la bataille de Saint-Quentin. Comprenant la nécessité de marcher en avant pour favoriser la sortie de l'armée de Paris, je me portai, à partir du 16, vers le sud-est, pour tourner l'armée qui m'était opposée et menacer la ligne de la Fère, Chauny, Noyon, Compiègne, j'étais sûr d'attirer vers moi des forces écrasantes, mais il est des circonstances où il faut savoir se dévouer.

C'est devant Saint-Quentin que je me heurtai contre la masse des troupes prussiennes venues de Reims, de Laon, de la Fère, de Ham, de Péronne, de Paris, d'Amiens et de la Normandie.

Comme je vous l'ai dit dans mon télégramme du 20 janvier, l'armée du Nord qui a fait preuve de la plus grande bravoure maintint complétement jusqu'au soir ses positions qui étaient très-bonnes, mais alors l'arrivée continuelle de troupes fraîches de l'ennemi et l'épuisement des nôtres rendirent nécessaire de se mettre en retraite sur Cambrai.

Le corps du général Lecointe fut dirigé sur la route du Cateau, celui du général Paulze d'Ivoy sur celle du Catelet, puis avec la cavalerie je pris une route intermédiaire, celle qui passe à Monbrehain.

Deux têtes de colonne des Prussiens entrèrent alors à Saint-Quentin, l'une par la route de la Fère, l'autre par la route de Paris.

L'ennemi se mit à ramasser : 1° les blessés ; 2° les hommes trop nombreux qui, sous différents prétextes, étaient restés en ville au lieu d'être à leur place de bataille ; 3° tous les malheureux qui, harassés de fatigue et souffrant la faim, après quatre jours de marches forcées et deux jours de combats, ne pouvaient pas fournir une retraite de onze lieues dans la boue,

par une nuit froide et obscure ; 4° enfin quelques-uns de ces braves soldats qui se dévouent dans les arrière-gardes pour protéger une retraite.

A cela se réduisent tous leurs trophées. Ils ne nous ont pas fait de prisonniers sur le champ de bataille, et nous avons ramené intactes nos deux batteries divisionnaires et nos trois batteries de réserve.

Nos quatre divisions étant réduites par six semaines d'opérations et de combats à 6 ou 7,000 hommes chacune, nous n'avions guère que 25,000 combattants à la bataille de Saint-Quentin. La première armée allemande ayant été renforcée de plusieurs corps devait compter des forces doubles.

Malgré ces revers, j'espère que l'armée du Nord pourra prouver dans quelques jours que cette fois encore, elle n'est pas réduite à l'impuissance.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de mon profond respect,

Le général commandant en Chef de l'armée du Nord,

Signé : FAIDHERBE.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DIX-SEPTIÈM

CAMPAGNE DE L'EST. — DÉPÊCHES DU GÉNÉRAL BOURBAKI (VILLERSEXEL ET HÉRICOURT)

Bourbaki à guerre

Rougemont, 9 janvier, 7 h. 40 m., soir.

La bataille finit à sept heures. La nuit seule nous empêche d'estimer l'importance de notre victoire. Le général en chef couche au centre du champ de bataille, et toutes les positions assignées à l'armée pour ce soir, par l'ordre général de marche d'hier, sont occupées par elle. Villersexel, clef de la position, a été enlevé aux cris de : Vive la France ! vive la République ! A demain les résultats.

Général Bourbaki à guerre

10 janvier, soir.

La nuit dernière a été passée à expulser l'ennemi de celles des maisons de Villersexel dont il nous disputait encore la possession. Ce matin, les derniers ennemis évacuaient cette ville ou se constituaient prisonniers. Tous ceux qui m'ont été amenés, jusqu'à présent, sont de nationalité prussienne.

Je ne suis pas encore en mesure de vous donner des détails circonstanciés sur l'enlèvement des positions que j'avais prescrit d'occuper. Je m'acquitterai de ce soin le plus promptement possible.

Général Bourbaki à guerre

Ornans, 13 janvier, 3 h., soir.

Les villages d'Arcey et de Sainte-Marie viennent d'être enlevés avec beaucoup d'entrain sans que nous ayons éprouvé de pertes trop considérables, eu égard aux résultats obtenus. Je

gagne encore du terrain. Je suis très-content de mes commandants de corps d'armée et de mes troupes.

En manœuvrant, j'ai fait évacuer Dijon, Gray et Vesoul, dont il a été pris possession dès hier par nos éclaireurs. Enfin, les journées de Villersexel et d'Arcey font grandement honneur à la première armée, qui n'a cessé d'opérer depuis six semaines par un temps des plus rudes, en marchant constamment, malgré le froid, la neige et le verglas.

Général Bourbaki à guerre

Aibre, 16 janvier, 10 h., soir.

L'armée a combattu encore toute la journée. Nous nous sommes maintenus dans nos positions, et n'avons pu avancer que d'un seul côté, par l'occupation de Chênebier. Nous avons une brigade dans Montbéliard ; mais le château tient encore. Un instant nous avons été maîtres de quelques maisons d'Héricourt ; il n'a pas été possible de les conserver. Les forces de l'ennemi sont considérables et son artillerie formidable. De plus, le terrain, par sa configuration et les obstacles de toute nature qu'il présente, facilite beaucoup la résistance qui nous est opposée.

Général Bourbaki à guerre

18 janvier.

J'ai fait exécuter une attaque générale de l'armée ennemie depuis Montbéliard jusqu'au mont Vaudois, en cherchant à faire franchir la Lisaine à Bétaucourt, Busseret, Héricourt, et à s'emparer de Saint-Valbère. J'ai essayé de faire opérer par mon aile gauche un mouvement tournant destiné à faciliter l'opération.

Les troupes qui en étaient chargées ont été elles-mêmes menacées et attaquées sur leurs flancs. Elles n'ont pu que se maintenir sur leurs positions. Nous avons eu devant nous un ennemi nombreux pourvu d'une puissante artillerie : des renforts lui ont été envoyés de tous côtés.

Il a pu, grâce à ces conditions favorables comme à la valeur de la position qu'il occupait, aux obstacles existant à notre arrivée ou créés par lui depuis, résister à tous nos efforts ; mais il a subi des pertes sérieuses. N'étant pas parvenu à

réussir le 15 janvier, j'ai fait recommencer la lutte le 16 et le 17, c'est-à-dire pendant trois jours.

Malheureusement, le renouvellement de nos tentatives n a pas produit d'autre résultat malgré la vigueur avec laquelle elles ont été conduites. L'ennemi toutefois a jugé prudent de se tenir sur une défensive constante. Le temps est aussi mauvais que possible. Nos convois nous suivent difficilement. En dehors des pertes causées par le feu de l'ennemi, le froid, la neige et le bivac dans ces conditions exceptionnelles ont causé de grandes souffrances.

Je reviendrai demain dans les positions que nous occupions avant la bataille, pour me ravitailler plus facilement en vivres et munitions.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DIX-HUITIÈME

L'ARTILLERIE DE LA GARDE NATIONALE AU 31 OCTOBRE 1870 ET AU 22 JANVIER 1871

Alger, le 14 septembre 1874.

A Monsieur Jules Claretie, à Paris.

Monsieur,

Vous aurez bien de la peine à croire qu'un libraire ait pu ignorer, jusqu'à ces jours derniers, que vous avez parlé de lui dans votre *Histoire de la Révolution de* 1870-1871. C'est pourtant là ce qui m'arrive, dans la retraite obscure et profonde où je vis depuis quelques années. Encore a-t-il fallu que mes enfants missent sous mes yeux le passage où vous rapportez l'épisode qui a eu lieu, au parc d'artillerie de la garde nationale de Paris, le 22 janvier 1871.

Je ne viens point annihiler, rectifier ou amplifier le récit qui vous a été fait par mon jeune ami Siebecker · mais seulement ajouter quelques noms à ceux que vous signalez. Je regrette de ne pouvoir citer tous ceux qui, ce jour-là, me prêtèrent le concours d'un dévouement inébranlable et d'un courage à toute épreuve. La liste en serait bien longue et ma mémoire n'y suffirait pas.

Dans la journée du 22 janvier, — l'heure importe peu, — au moment où je traversais la rue de Valois, accompagné de MM. Gallot, major de la légion; Girard et Siebecker, adjudants-majors; Grignan, capitaine commandant de la 7e batterie, et quelques autres officiers de la légion [1], je fus accosté par M. Plassan, lieutenant en second de la 4e batterie. Il m'informa du projet de s'emparer de l'Hôtel de Ville. « Cinq cents canonniers de la légion, me dit-il, se sont ralliés aux

[1] Et Tourneux, un de mes condisciples à l'Ecole polytechnique. Il me rejoignit au parc et ne me quitta pas jusqu'au lendemain. Il était et resta toujours simple canonnier.

bataillons de Flourens. Ils viendront réclamer les pièces, aussitôt que l'Hôtel de Ville sera attaqué. Il y en a déjà un grand nombre sur la place. — En armes? — Quelques-uns, il y en a même qui n'ont pas l'uniforme ! » — Je prescrivis à M. Plassan de se rendre au parc, de s'y faire accompagner par tous les canonniers qu'il rencontrerait, de s'y enfermer avec eux, et d'envoyer le trompette de garde sonner le ralliement sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

J'insiste sur cet incident, parce que c'était la seconde fois que je devais au patriotisme éclairé de M. Plassan d'être informé des trames ourdies contre le gouvernement de la Défense nationale. Déjà, le 31 octobre précédent, il m'avait prévenu à temps de l'invasion de l'Hôtel de Ville. Je reprends mon récit, toujours et uniquement dans le but de vous citer d'autres noms.

Après avoir quitté M. Plassan, je montai rapidement aux bureaux de l'état-major de la légion. Ceux que j'avais quittés, pour lui parler, m'y attendaient. Je leur fis part de l'avis que je venais de recevoir, et j'écrivis rapidement quelques lignes au général Trochu ; — je le croyais encore gouverneur de Paris. — Tous les termes en sont encore dans ma mémoire : « Mon cher général, lui disais-je, j'apprends que le parc d'artillerie de la garde nationale va être assailli. Je m'y rends. Soyez tranquille, pas un homme, pas une pièce n'en sortira à moins de me passer sur le corps. »

Je chargeai MM. Girard et Siebecker de porter cette lettre à l'hôtel du gouverneur de Paris, et je montai en voiture avec M. Isidore Dreyfus, capitaine d'habillement de la légion, pour me rendre au parc. Siebecker vous a dit ce qui s'y passa. M. Dreyfus ne me quitta pas jusque bien avant dans la nuit ; et je ne lui dois pas moins qu'aux autres d'avoir pu contenir les mutins qui voulaient livrer les pièces à l'émeute.

Quelques-unes avaient été chargées, tandis que j'étais en conférence avec un chef de bataillon de la ligne, qui prétendait prendre possession du parc. J'en fus informé par le capitaine instructeur de la légion. Son nom m'échappe : je ne le retrouve pas plus dans ma mémoire que dans les quelques papiers que j'ai pu conserver. Je le regrette amèrement ; car cet avis nous a peut-être tous sauvés d'un désastre irréparable.

Je réunis aussitôt tous les hommes présents ; et, me plaçant au centre, avec les officiers, je les adjurai, au nom du devoir et de la patrie en deuil, de ne pas tourner contre des concitoyens les armes qui leur étaient confiées. J'ordonnai que les pièces fussent déchargées. Les officiers s'y employèrent avec

empressement, sous la direction du capitaine instructeur, ainsi que je l'avais prescrit. Un seul canonnier voulut résister (je ne dois pas le nommer), il y fut contraint par les autres canonniers de la même pièce.

Tandis qu'on procédait au déchargement, M. Aimé (Léon), fourrier de la 2e batterie, me pria de l'entendre. « Pendant que vous me parliez, me dit-il, sept canonniers se sont réunis derrière le petit Château-d'Eau. Ils vous ont condamné à mort, ainsi que quelques autres. »

Cet avis ne me surprit pas. En arrivant au parc, M. Plassan m'avait dit qu'il avait été tiré au sort, parmi les 500 canonniers ralliés à l'émeute, pour en avoir sept qui pénétreraient dans le parc, et me fusilleraient au moment où les autres viendraient demander les canons. Il est probable que les sept composant ce conseil de guerre improvisé avaient jugé à propos de m'adjoindre quelques compagnons, choisis parmi ceux qui m'entouraient de leur dévouement.

Au rapport du lendemain, j'appelai le fourrier Aimé (Léon) et le priai d'écrire, sur mon carnet, ce qu'il m'avait dit la veille. Je l'ai sous les yeux et je copie :

« Six personnes avaient été condamnées à mort par les canonniers du parc :

« 1° Le lieutenant-colonel de Saint-Lager;

« 2° Siebecker;

« 3° Girard;

« 4° I. Dreyfus;

« 5° Adjudant;

« 6° Maréchal des logis chef. »

M. Aimé Léon n'a pas pu me désigner suffisamment le maréchal des logis chef pour me le faire reconnaître; mais ses indications me permirent de reconnaître le lieutenant Plassan dans celui qu'il désignait comme *adjudant*.

J'en ai fini avec cette journée néfaste; et je devrais m'arrêter là, puisque j'ai atteint le but que je me suis proposé : vous citer quelques noms à ajouter à ceux que Siebecker vous a signalés. Permettez-moi cependant de vous entretenir des quelques événements du 31 octobre 1870, dont vous n'avez fait aucune mention. Pour avoir été moins dramatiques que ceux du 31 janvier 1871, les épisodes de cette première journée, accomplis dans le parc de l'artillerie de la garde nationale, n'en sont pas moins dignes de fixer l'attention de l'historien. Il me semble qu'ils sont de nature à l'éclairer sur les visées de quelques hommes, dont les manœuvres et les agissements ont abouti aux exécrables excès de la Commune.

Le 31 octobre 1870, Victor Schœlcher — notre colonel —

déjeuna au ministère de la guerre où je devais aller le prendre à midi, pour continuer, au point de vue de leur armement, la visite des travaux que la Commission des barricades faisait exécuter en dedans des portes de l'enceinte[1]. Au moment de partir, je fus prévenu par M. Plassan que la place de l'Hôtel-de-Ville était occupée par une foule nombreuse et désarmée, et que l'Hôtel de Ville était envahi ou allait l'être. J'écrivis immédiatement au général Le Flô pour le prier d'informer Schœlcher que les circonstances m'obligeaient à me rendre à notre parc, où je le priais de se rendre également. Le ministre de la guerre, avisé avant moi sans doute, s'était déjà rendu à l'Hôtel de Ville, et Schœlcher l'y avait accompagné. Il y resta enfermé jusqu'au milieu de la nuit. Je pris donc le commandement du parc.

On n'avait pas encore procédé à l'élection des officiers de la légion. Schœlcher avait été commissionné par le ministère de l'intérieur comme colonel chargé de l'organiser, et il avait obtenu que je le fusse en qualité de lieutenant-colonel. Nous avions fait comprendre à tous ceux qui étaient venus s'enrôler qu'étant appelés à concourir, avec l'artillerie de l'armée, aux sorties qu'on ne manquerait pas de faire, ils devaient attendre de se connaître pour se donner des cadres et des officiers capables de les instruire et de les diriger sur le champ de bataille. Tous ceux donc qui me rejoignirent au parc — officiers et sous-officiers — n'étaient revêtus que de grades et de fonctions temporaires. Cette circonstance compliquait la situation.

Je confiai la garde de la grille du parc à M. Plassan, dont j'avais pu apprécier déjà l'énergie et le patriotisme éclairé. Il avait servi dans l'artillerie et j'en avais fait un instructeur, dans sa batterie. La journée fut calme pour nous ; un grand nombre de canonniers s'étaient rendus spontanément à la garde de leurs pièces. La nuit venue, je fis fermer la porte du parc et je plaçai des vedettes en assez grand nombre pour se transmettre tout ce qui se passerait aux abords du parc, et en informer M. Plassan qui avait la garde de la porte, avec mis-

1. Je n'ai jamais cru à l'utilité de ces travaux, et m'en étais expliqué avec Schœlcher, qui partageait mon opinion, bien qu'il fût membre de la Commission. Combien de fois, durant ces courses, nous avons déploré qu'on ne suivit pas l'avis, le conseil donné par un homme aussi compétent que patriote éclairé ! Ensemencer en plantes fourragères et légumineuses tous ces terrains vagues et inutiles où l'on établissait des barricades ; consacrer à cette œuvre éminemment prévoyante, le temps, les hommes et l'argent que l'on dépensait en travaux inutiles et dispendieux.

sion de m'informer aussitôt de tout ce qui lui serait communiqué. M. Plassan passa la nuit à son poste.

A dix heures et demie environ, M. Plassan vint me dire qu'un citoyen, en habit de garde national, demandait à être introduit. Il se disait porteur d'ordres importants. J'ordonnai à M. Plassan de me l'amener lui-même et de ne le laisser communiquer avec personne. J'étais alors dans la chambre de l'officier de garde, avec tous les hommes gradés qui se trouvaient au parc. (Cette pièce était attenante au corps de garde où se trouvaient les canonniers, en grand nombre, tandis que d'autres se promenaient dans le parc.) C'est là que je reçus le messager — je ne savais encore de qui. Il demanda le colonel Schœlcher; je lui répondis que le colonel était absent et que je le remplaçais. Il me remit un pli ouvert. C'était, en effet, un ordre adressé au colonel Schœlcher commandant la légion d'artillerie de la garde nationale. On lui prescrivait d'amener ses hommes et ses pièces sur le place de l'Hôtel de Ville, et de s'y tenir à la disposition de la Commune de Paris. Cet ordre portait le timbre de l'Hôtel de Ville au bas de quatre signatures; il était écrit sur papier de la mairie de Paris. Les quatre signataires étaient : Blanqui, Flourens, Millière et Lefrançais.

« En l'absence du colonel Schœlcher, dis-je à leur messager, je ne reçois des ordres que du général Tamisier. Je ne reconnais pas le droit de m'en donner à ceux qui ont signé celui-ci. — Ecrivez ce que vous venez de me dire, répliqua le messager. — Je ne recule jamais devant un pareil devoir, » répondis-je. Et j'allais m'asseoir, pour écrire, lorsqu'un des assistants, M. Omer Nicoullaud qui remplissait les fonctions de trésorier payeur de la légion[1], me dit tout haut : — « N'écrivez pas, colonel! — Votre nom, citoyen, s'écria le messager, en s'adressant à M. Nicoullaud, vos noms à tous. » Je me relevai indigné. — « Personne autre que moi n'a le droit de donner ici des ordres. Pas un mot de plus. Reprenez cet ordre, il est trop compromettant pour ceux qui l'ont signé; je ne veux pas le garder. Allez leur porter ma réponse : Je ne les connais pas et ne leur reconnais pas le droit de me donner des ordres. »

J'ordonnai à M. Plassan de le reconduire et de ne le laisser communiquer avec personne, Malgré toute la confiance que j'avais déjà en M. Plassan, je sortis après eux, et les suivis jusqu'au moment où je vis la porte du parc se refermer sur l'étrange personnage. Au retour, je m'arrêtai un instant dans

1. Il est aujourd'hui employé teneur de livres de la maison Rothschild frères, à Paris.

le corps de garde. Je causai avec les canonniers qui s'y trouvaient, pour connaître l'effet que la scène que je viens de rappeler avait pu produire sur eux.

Ils avaient pu tout entendre, y assister en quelque sorte. Rassuré à cet endroit, j'allai rejoindre mes camarades dans la chambre de l'officier de garde. Au moment où j'entrais, l'un d'eux [1], me tendit une lettre ouverte. — « Elle m'a été remise, me dit-il, il y a quelques instants. » Comme l'ordre des quatre, elle était écrite sur papier à en-tête de la mairie de Paris et conçue en ces termes :

« *Ordre au citoyen N., capitaine adjudant-major de la légion d'artillerie de la garde nationale, de conduire sur la place de l'Hôtel-de-Ville et de mettre à la disposition de la Commune de Paris les cinq cents hommes dont il dispose et toutes les pièces de canon qu'il pourra emmener.*

« *Signé* : X (*le messager du* 4).

Et en marge : « *Vu approuvé*,

« *Par délégation*,

« Delescluze. »

(Empreinte du timbre de l'Hôtel de Ville.)

« Eh bien, capitaine, dis-je au jeune officier, après avoir pris connaissance de cet ordre, que ferez-vous? Vous avez entendu ce que je viens de dire : Je commande ici, et je suis décidé à me faire obéir. — Mon colonel, je suis à vos ordres. — C'est bien ; je compte sur vous. Reprenez cet ordre, ajoutai-je en lui remettant le pli; vous irez le porter demain à Delescluze. Tourneux, vous accompagnerez le citoyen N... et vous direz à Delescluze, de ma part, que je ne l'aurais jamais cru capable de pousser à la rébellion un homme que Schœlcher a reçu de ses mains. »

Et le lendemain, Tourneux me dit que Delescluze, en lisant ce qu'il avait signé la veille, était devenu blanc comme sa chemise. Puis déchirant le papier et jetant les morceaux dans le

1. Je ne le nomme pas, parce qu'il expie peut-être encore, dans l'exil et la misère, les fautes (!!) qu'on lui a fait commettre. Il avait été donné par Delescluze à Schœlcher, et celui-ci en avait fait un adjudant-major, sur ma proposition et toujours à titre temporaire. (*Note du colonel Saint-Lager.*)

feu de la cheminée, il a dit tout haut : « *On m'a fait signer tant de choses la nuit dernière !* »

Schœlcher arriva au parc vers onze heures de la nuit. Il venait de l'Hôtel de Ville où il avait passé toute la journée. Il nous apprit que tout était arrangé ; que l'élection des conseillers municipaux aurait lieu le lendemain à midi, etc., etc. Il invita les officiers et les canonniers à faire comme lui — il était exténué de fatigue — à aller se reposer.

Je restai seul avec l'officier de garde, un jeune homme dont je ne puis retrouver le nom. M. Plassan resta à son poste à la garde de la grille du parc.

A onze heures et demie environ, il vint me prévenir que le même messager demandait à être introduit. Il se disait encore porteur d'un ordre, et était accompagné cette fois d'un jeune homme en habit civil. Je priai M. Plassan de me les amener et lui recommandait de veiller sur eux.

C'était, en effet, le même messager, en costume de garde national ; son compagnon avait été incorporé depuis peu dans la légion et n'avait pas encore été habillé. L'ordre dont ils étaient porteurs, était adressé au lieutenant-colonel Juillet St-Lager. Il était conçu dans les mêmes termes que le premier, écrit sur même papier; mais il ne portait que la signature de Blanqui « par délégation » avec la même empreinte du timbre de l'Hôtel de Ville. « J'ai refusé d'obtempérer à pareil ordre, lui dis-je, lorsqu'il portait quatre signatures. — Mais celui-ci vous est adressé personnellement. — Je le vois bien; mais je ne reconnais pas au citoyen Blanqui le droit de me donner des ordres. Allez le lui rendre, et ne revenez plus. » Je les fis reconduire par M. Plassan, en lui faisant les mêmes recommandations.

A une heure et demie du matin, M. Plassan vint encore me prévenir que trois citoyens, dont un portait le costume de la légion, demandaient à me parler. Je voulus savoir si les deux derniers messagers, ou seulement l'un d'eux, se trouvaient parmi les nouveaux venus. Sur la réponse négative de M. Plassan, je l'autorisai à me les amener, en lui recommandant de les faire escorter et de marcher derrière eux. Je passai mon revolver en bandoulière, et invitai l'officier de garde à en faire autant.

Les trois nouveaux messagers ayant refusé de me parler en sa présence, je sortis dans le parc; et, m'adossant contre le corps de garde, je leur déclarai qu'ils eussent à faire choix d'un parlementaire, ne voulant avoir à écouter qu'un seul d'entre eux. Les deux autres devaient se tenir en arrière, devant les quelques hommes qui les avaient escortés. Ce fut celui revêtu de l'uniforme de la légion qui me parla; ses deux compagnons,

dont je n'ai pas vu la figure, étaient en redingote bourgeoise. Dans le canonnier, je reconnus encore un des hommes de Delescluze, le gérant responsable du *Réveil*. Dés que nous fûmes seuls, il me parla ainsi, ses paroles sont restées dans ma mémoire : « Nous sommes envoyés par des amis qui comptent « sur vous. Vous êtes l'homme de la situation. Vous pouvez de« mander ce que vous voudrez. Dès à présent, le ministère de « la guerre vous est acquis. » Voici quelle fut ma réponse : « Vous ne me connaissez pas plus que ceux qui vous envoient. Je suis insensible aux séductions aussi bien qu'aux menaces. Mon devoir serait de vous retenir prisonniers; mais jusqu'à présent il n'y a pas eu effusion de sang. Je ne veux pas être le premier à en répandre. »

A ces mots, que les deux autres entendirent peut-être, ils voulurent s'approcher; mais mon interlocuteur les arrêta, en leur disant: « C'est inutile ; il n'y a rien à faire. »

Ainsi, ces hommes qui avaient perdu la partie, qui avaient accepté un accommodement pacifique, recouraient encore à la violence. Après avoir vu méconnaître leurs injonctions impératives, ils s'abaissaient aux tentatives de séduction. Si je devais justifier ma conduite, en ce jour-là comme au 22 janvier suivant, je n'aurais qu'à répéter ce que je dis à mes amis dès le lendemain : « En état militaire, il y a un principe passé à l'état d'axiome : Toute ville assiégée doit être prise dans un temps donné, à moins d'être secourue. Or, toute révolution dans Paris nous aliénerait les départements, qui, seuls, peuvent nous sauver. »

J'ai nommé les cinq signataires de divers ordres que je reçus dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1870, parce qu'ils ne sont plus; mais je ne pardonnerai jamais à Delescluze, même après sa mort expiatoire, d'avoir voulu abuser de son influence sur un jeune homme pour lui faire trahir ses devoirs et la confiance de Schœlcher.

J'en ai fini avec ces tristes souvenirs.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

JUILLET SAINT-LAGER,

Ex-lieutenant-colonel de la légion d'artillerie de la garde nationale de Paris, durant le siége 1870-71.

TABLE DES MATIÈRES

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES